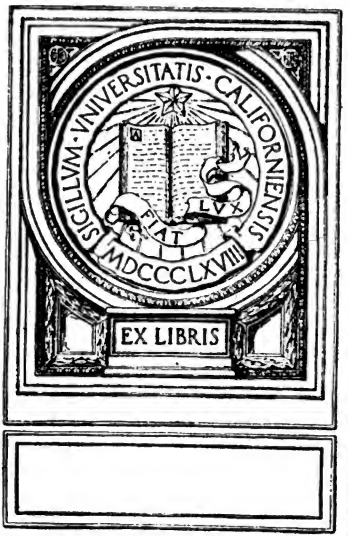
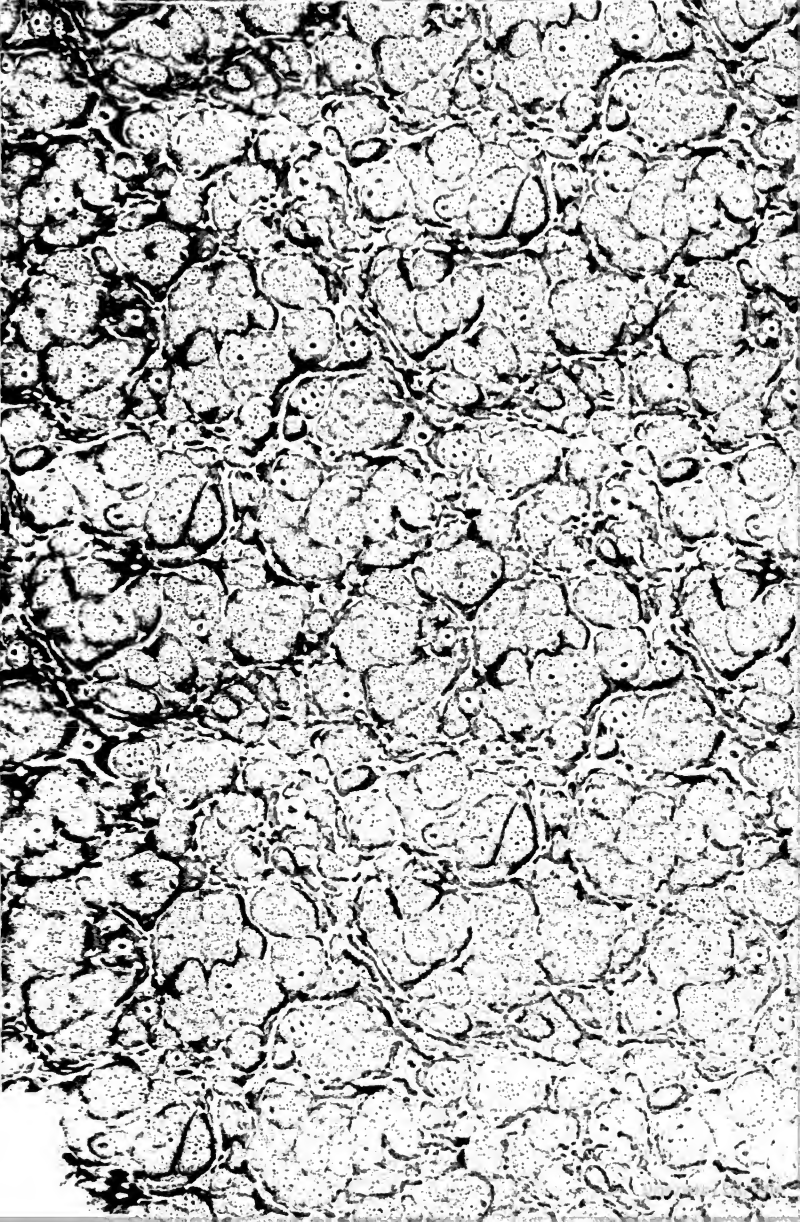
UC-NRLF
B 4 571 735

Digitized by Google


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

LA DÉPRESSION

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ET

L'HISTOIRE DES PRIX

Digitized by Google

Digitized by Google

LA DÉPRESSION

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ET

L'HISTOIRE DES PRIX

PAR

Hector DENIS
(1)
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES.

Leçons données aux Cours publics de la ville de Bruxelles en 1886-87 et complétées depuis.

IXELLES-BRUXELLES
IMPRIMERIE GÉNÉRALE, G.-J. HUYSMANS
Chaussée d'Ixelles, 181.
—
1895

Digitized by Google

HB 3711
.J4

A MA FEMME

dont la collaboration dévouée ne m'a jamais fait défaut dans ces longues et pénibles recherches.

Digitized by Google

PRÉFACE

Les recherches que je poursuis sur la Sociologie embrassent : 1° les faits, l'évolution économique et morale surtout depuis 1830; 2° l'évolution des doctrines économiques et socialistes depuis la constitution de l'économie politique au XVIIIe siècle ; 3° la sociologie économique théorique; 4° la sociologie économique pratique, le socialisme expérimental et la constitution d'un droit économique nouveau. Cette dernière partie est le couronnement naturel des autres; le socialisme scientifique est, à mes yeux, inséparable, comme je l'ai dit ailleurs, de la constitution d'une dynamique sociale-économique positive. C'est son prolongement idéal.

C'est par la construction d'un atlas de statistique comparée que j'ai entrepris en 1880, de réaliser la première partie de ce programme d'études. Le présent écrit et les diagrammes qui l'accompagnent, se rattachent à cet atlas dont d'autres fragments ont été ou exposés ou reproduits.

I. — En 1880, je produisis à l'Exposition de Bruxelles un premier recueil de diagrammes sur les phénomènes économiques généraux. Voici dans quels termes je développai mon projet dans la préface manuscrite de ce travail :

« J'ai essayé d'appliquer systématiquement aux phénomènes économiques propres à notre pays, l'induction statistique, création de notre immortel Quetelet; j'ai traduit graphiquement les résultats obtenus. Les

355569

Digitized by Google

procédés graphiques, employés par tant de statisticiens et même d'économistes, me paraissent être plus qu'un mode de représenter les phénomènes et de les rendre saisissants; en permettant d'embrasser simultanément et sans grand effort, des quantités de faits parfois énormes, ils s'élèvent à la hauteur d'une méthode d'investigation et font surprendre des rapports qui eussent souvent échappé. C'est une sorte d'application des machines au travail de l'esprit; elle laisse la force intellectuelle disponible pour des recherches de plus en plus abstraites.

La production des richesses forme l'objet de cette division de l'atlas.

J'étudie successivement sous le titre de *Phénomènes généraux de la production des richesses*, le milieu physique, les fonctions, les organes de la production et leurs corrélations. Le milieu physique, par ses lois, fixe les conditions les plus générales et les limites de la fonction productrice; les organes s'adaptent à toutes les variations que le milieu physique, ou moral et social, apportent à l'activité fonctionnelle. Les lois de productivité des agents naturels m'ont surtout préoccupé.

Dans la seconde partie, j'ai condensé les résultats des calculs qui précèdent sur les ressources alimentaires de la Belgique; j'ai ramené les subsistances, d'après les équivalents établis, à leurs principes immédiats, afin de pouvoir déterminer ensuite avec quelqu'approximation nos dépenses de force. Les moyennes obtenues pour l'ensemble de la population et pour la classe ouvrière, représentent le fonds auquel les organismes individuels empruntent la force de travail, c'est là aussi qu'ils puisent la matière et la force qu'ils dépensent dans les fonctions de nutrition et de reproduction de l'espèce. L'antagonisme de ces fonctions avec celles du travail, signalé par tous les grands biologistes modernes, reparaît avec des proportions gigantesques dans l'ordre économique, et rend indispensables de telles recherches. L'induction statistique, impuissante par elle-même, doit redescendre au cœur des sciences biologiques, pour y chercher des données comparatives essentielles; mais ici, je me suis heurté à deux ordres de difficultés; d'une part, les matériaux statistiques m'ont manqué; on songera avec peine que les recherches systématiques les plus récentes sur la situation des classes ouvrières, par exemple, remontent à 1854-56 et aux travaux du savant Ducpétiaux et de la Commission de statistique. D'autre part, les physiciens et les physiologistes, dans le calcul des dépenses normales de matière et de force, des rations normales, se préoccupent trop peu de la diversité des modes d'activité, et des conditions du milieu social qui affectent ces dépenses, et ils s'arrêtent trop souvent à des types invariables. Aussi, pendant que l'économie politique se retourne vers les sciences moins complexes, faut-il que la biologie s'élève vers la science sociale, s'y rattache de plus en plus intimement, lui fournissent des données moins absolues, en se pénétrant de la complexité des phénomènes sociaux. Cette tendance à unir intimement la science sociale et

Digitized by Google

les sciences moins complexes et à étudier leurs rapports, se révèle, en Belgique, dans les travaux entrepris par les hommes de notre génération. Si incomplètes que soient les résultats que l'induction statistique m'a donnés jusqu'ici, je les ai rassemblés cependant ; ils dévoileront, sous quelques grands aspects, le problème fondamental qui s'impose à la science moderne, et qui consiste à rechercher les conditions dans lesquelles les dépenses effectives de matière et de force, se rapprocheront de plus en plus, pour tous, des dépenses normales, et par là, se réalisera l'équilibre des fonctions essentielles de la vie individuelle et de la vie collective.

Dans la troisième partie, j'ai voulu analyser les organes de la production et déterminer quelques-uns de leurs rapports, en me soustrayant, autant que j'ai pu, à une vaine assimilation de l'organisme individuel et de l'organisme social. J'ai naturellement uni l'étude des organes automatiques ou des machines à celle des organes vivants. En convertissant la force des machines en son équivalent de travail humain, j'ai pu rendre plus précis des rapports économiques, qui, trop souvent, sont restés purement quantitatifs, au lieu d'être à la fois quantitatifs et qualitatifs.

L'emploi de la cartographie m'a permis de marquer des rapports économiques dans l'espace. En empruntant à la géologie et à l'anatomie des régions des organismes individuels, leur méthode générale des coupes, je crois avoir fait une innovation utile. J'espère, comme je m'en expliquerai ailleurs, apporter par là, des matériaux à la constitution scientifique de l'anatomie topographique de l'organisme social, et même de son anatomie des rapports, dans le sens philosophique que Geoffroy-St-Hilaire donnait à ces termes, en un mot, à la partie fondamentale de la sociologie statique. Je présente les quelques coupes économiques qui se trouvent dans cet atlas comme des essais de préparations anatomiques.

L'étude des corrélations organiques auxquelles Comte et Spencer ont, dans la sociologie, donné le nom de *consensus*, appartient à l'ordre le plus élevé, le plus complexe, et se fond dans cette anatomie des rapports largement conçue. Elle ne peut être que très restreinte dans cette première division de l'atlas. Les recherches vont donc devenir plus complexes à mesure que j'avancerai dans l'étude des fonctions économiques. »

Le commentaire d'une partie de ces diagrammes a été publié sous le titre de : *L'Alimentation et la force du travail.*

II. — La seconde partie de l'atlas, l'*Atlas agricole*, fut présenté au Congrès agricole de 1884 et à l'Exposition d'Anvers de 1885. Dans l'intervalle, parurent les belles cartes qui illustrent le recensement agricole de 1880.

Digitized by Google

Voici la table de cette laborieuse partie du travail que je poursuis et qui fut reproduite dans le catalogue de la ville de Bruxelles à l'Exposition d'Anvers (1885) :

I. — LA PRODUCTION AGRICOLE

A. Mésologie agricole. Influence du relief du sol sur l'évolution des systèmes de culture.

I. *Action séculaire du milieu physique.* Influence du voisinage de la mer, — des cours d'eau, — de l'altitude, — ayant plus ou moins favorisé les progrès de l'industrie, et, par suite, de l'agriculture.

II. *Surface des régions agricoles. — Population bovine, ovine et chevaline par hectare. Nombre d'hectares de froment pour cent de l'étendue cadastrale.*

III. *Cartographie des bois en* 1846 *et* 1866.

IV. *Etendue moyenne des exploitations.* — I. Rapport de l'étendue productive aux exploitants. — II. Rapport de l'étendue totale aux exploitants. Cartes comparatives des diverses régions.

V. *Etendue moyenne des exploitations.* — I. Exploitations de 1 à 5 hectares. — II. De 5 à 10 hectares. — III. De 10 à 30 hectares. — IV. De 30 à 50 hectares.

VI. *Id.* I. De 50 à 100 hectares. — II. De 100 hectares et plus.

VII. *Cartes des jachères en* 1846, 1856 *et* 1866.

VIII. *Facteurs de la production agricole.* — I. Etendue moyenne des exploitations productives en 1846. — II. Travail agricole total par 100 hectares productifs exprimé en nombre de travailleurs. — III. Nombre de chevaux par 100 hectares productifs, 1846. — IV. Bêtes bovines pour 100 hectares productifs, 1846.

IX. Coupes économiques correspondantes.

B. Organes de la production et leur morphologie.

X. *Rapport de la population productive à la population totale. Lois d'accroissement de la population totale et de la population productive.*

XI. *Mouvement relatif de la population.* Aspect de la dépopulation des campagnes.

Digitized by Google

XII. *Étendue absolue du territoire arable par provinces*, déduction faites des terrains vagues, bois, bruyères, etc. 1846 et 1866.

XIII. *Lois de dissociation de la propriété et de la culture en en Belgique.* — I. Culture par propriétaires, 1846, pour 100 hectares cultivés. — II. Cultures par locataires, 1846. — III. Variations de la culture par locataires, de 1846 à 1856. — IV. Culture par propriétaires, 1866.

XIV. *Id.* V. Culture par les locataires, 1866. — VI. Variations pour 100 hectares des cultures en location de 1846 à 1866. — VII. Coupes économiques montrant la loi de dissociation. — Rapport entre le faire valoir direct et le capital dans les diverses régions agricoles, 1866. — Antagonisme entre le faire valoir direct et l'accroissement du capital agricole. — IX. Rapport entre la culture par locataires et le capital dans diverses régions agricoles. — Corrélation entre cette culture et le capital.

XV. *Lois de dissociation de la propriété et de la culture, et du développement du travail salarié.* Coupes économiques.

C. Fonction de production. Influence permanente du sol et du climat sur l'évolution de la production.

XVI. *Loi de productivité du sol.* — I. Répartition du territoire en terrains productifs et en terrains incultes dans les principales contrées de l'Europe. — II. Répartition du territoire productif en forêts, prairies, vignes et terres labourables. — III. Répartition proportionnelle des terres labourables.

XVII. Cartes comparatives des prairies permanentes, 1846, 1856, 1866.

XVIII. Rapport de la densité de population avec le rendement en céréales par hectare et la production par habitant.

XIX. Cartes comparatives de la culture du froment, 1846, 1856, 1866. Ces phénomènes et tous ceux qui suivent sont indiqués par arrondissement, et le tracé des régions agricoles figure dans toutes les cartes.

XX. Cartes comparatives de la culture de l'épeautre, 1846, 1856, 1866.

XXI. Id. Du méteil, 1846, 1856, 1866.

XXII. Id. Du seigle, id.

Digitized by Google

XXIII. Id. De l'orge et de l'escourgeon, 1846, 1856, 1866.

XXIV. Id. De l'avoine, 1846, 1856, 1866.

XXV. Id. Du sarrazin, id.

XXVI. Id. Des pommes de terre, 1846, 1856, 1866.

XXVII Id. Des navets, carottes et betteraves fourragères, 1846, 1856, 1866.

XXVIII. Id. Du trèfle, 1846, 1856, 1866.

XXIX. Id. Des fèves et fèveroles, 1846, 1856, 1866.

XXX. Id. Des pois, vesces et mélanges, id.

XXXI. Id. De la culture maraichère.

XXXII. Id. Des plantes industrielles, chanvre, houblon, chicorée, tabac, garance, 1846, 1856, 1866.

XXXIII. Id. Du colza, 1846, 1856, 1866.

XXXIV. Id. Du lin, id.

XXXV. Id. Des betteraves à sucre, 1846, 1856, 1866.

XXXVI. Distilleries. — Accises. — Production d'eau-de-vie. — Exportations et importations.

XXXVII. Brasserie. — Accises. — Production de bière. — Exportations. — Importations. — Rendement moyen par hectolitre et cuve-matière.

XXXVIII. Industrie sucrière. — Exportation et importation des sucres raffinés. — Id. des sucres bruts. — Produit des betteraves par hectare.

XXXIX. Cartes de la distribution des chevaux, 1846, 1856, 1866.

XL. Bêtes bovines, 1846, 1856, 1866.

XLI. Bêtes ovines, id.

XLII. Espèce porcine, id.

XLIII. Rapport de la densité de population avec le nombre de têtes de bétail. — Variations du nombre des têtes de bétail.

D LA FONCTION DE PRODUCTION. Influence périodique du climat sur la production.

XLIV. Influence de la pluie sur la production des céréales.

XLV. Id. id. id. du lin, du houblon, des betteraves, du trèfle et des pommes de terre.

XLIV. Influence de la température sur la production du froment.

Digitized by Google

II. — LA RÉPARTITION DU PRODUIT AGRICOLE.

XLVII. Organes de la répartition en Belgique.

XLVIII. Mouvement des baux dans les régions agricoles, 1830, 1846, 1866, 1880.

IL. Accroissement absolu du prix des baux par arrondissement administratif, 1830, 1866.

L. Cartes des fermages, 1830, 1835, 1840, 1846.

LI. Id. 1850, 1856, 1860, 1866.

LII. Id.

LIII. Id. (terres et prairies, 1880. — Terres seules, 1880; prairies seules, 1880).

LIV. *Rapports entre les prix des baux et les prix des céréales*, du beurre et de la viande.

LV. *Les salaires, la rente et les prix agricoles.*

LVI. Froment; la valeur du produit moyen par hectare en rapport avec les prix des baux et les salaires.

LVII. *Indigence comparée* des villes et des campagnes, 1878.

III. — LA DISTRIBUTION. — LES PRIX.

LVIII. *Coûts de production du blé comparés.*

LIX. *Prix du froment et législation douanière*, 1815, 1884. — Fermages et salaires.

LX. *Aspects de la crise agricole.* Le prix du froment, le produit et le commerce extérieur.

LXI. *Le seigle.* Excédant des importations et des exportations. — Produit moyen par hectare. — Prix par hectolitre depuis 1830 jusque 1884.

LXII. *L'orge.* Consommation de l'orge en Belgique d'après sa provenance. — Excédent des importations. — Production moyenne par hectare. — Prix par hectolitre, 1830-1883.

LXIII. *L'avoine.* Excédant des importations et des exportations. — Production moyenne par hectare. — Prix par hectolitre, 1831-1883.

Digitized by Google

LXIV. *Espèce bovine.* Importations et exportations. — Prix de la viande mis en rapport avec la production du trèfle et des betteraves, 1834-1884.

LXV. *Espèce bovine.* Population bovine. — Têtes de gros bétail abattues à Bruxelles. — Prix de la viande dépecée. — Excédant des importations et des exportations.

LXVI. *Le beurre.* Population des vaches laitières. — Production en lait par habitant. — Nombre d'habitants par vache laitière. — Excédant des importations et des exportations. — Prix du beurre, 1830-1882, et production du trèfle.

LXII. *Espèce ovine.* Population ovine. — Rapport entre le décroissement de la population ovine et la diminution des jachères et des terres incultes. — Excédant des exportations et des importations. — Prix de la viande à Bruxelles, 1834-1884.

LXVIII. *Espèce porcine.* Excédant des exportations et des importations. — Prix de la viande de porc, 1834 à 1883. — Rendement des pommes de terre par hectare. — Ensemble des bêtes abattues dans les principaux abattoirs du pays. — Excédant des exportations et des importations de viandes.

LXIX. *Rapport du prix du pain avec le prix du grain.*

LA DISTRIBUTION. — COMMERCE INTERNATIONAL.

LXX. *Froment.* Exportations, importations. — *Seigle*, exportations, importations.

LXXI *Froment.* Excédant des importations. — Consommation du froment : Rapport pour cent de la production nationale à l'importation, 1846, 1856, 1866, 1880.

LXXII. *Pommes de terre.* Exportations et importations. — *Orge*, exportations et importations.

LXXIII. *Lin.* Exportations et importations. — *Houblon.* Exportations et importations.

LXXIV. *Espèce chevaline.* Exportations et importations.

LXXV. *Bêtes bovines.* Beurre. — Exportations et importations.

LXXVI. *Espèce ovine.* Exportations et importations. — *Espèce porcine.* Exportations et importations.

Digitized by Google

IV. — LA CONSOMMATION DES PRODUITS AGRICOLES.

LXXVII. *Les subsistances et la population.* Accroissement de la population. — Production des céréales. — Rapport pour cent de la production des céréales aux importations. — Rapport pour cent de la production du bétail aux importations.

LXXVIII. *Circulation sociale de la matière et de la force.* 1re *phase.* Quantités moyennes approximatives des substances minérales assimilées par les végétaux cultivés annuellement en Belgique et qui doivent être restitués au sol en tout ou en partie. — Proportions pour cent.

LXXIX. *Circulation sociale de la matière et de la force.* 2e *phase.* Rapport pour cent des aliments végétaux fournis par la production nationale et par l'étranger réduits en équivalents de froment. — Proportion pour cent des céréales et des pommes de terre, provenant du pays, mises en consommation et réduites en équivalents de froment. — Proportion pour cent des céréales, des pommes de terre provenant du pays et des aliments végétaux importés, en équivalents de froment, etc. — Lois d'évolution de la consommation végétale et de la production.

LXXX. *Circulation sociale de la matière et de la force.* 3e *phase.* Proportion pour cent des différentes espèces de bétail consommées. — Rapport de la viande étrangère à la viande du pays dans la consommation. — Calcul approximatif de la production du pays en viande nette. — Excédant des importations sur les exportations; moyenne annuelle. — Moyenne individuelle. — Loi d'évolution de la consommation en viande et de la production.

LXXXI. *Id.* 4e *et* 5e *phases.* Schéma de la circulation totale du produit agricole et de ses éléments. Quantités absolues des engrais minéraux dans une récolte moyenne. — Quantités proportionnelles des engrais minéraux restituables dans une récolte moyenne.

LXXXII. *Dépenses de matière et de force. Les subsistances réduites dans leurs principes immédiats.* Proportions pour cent des principes immédiats, fournies par les divers aliments. — Proportions pour cent des principes immédiats dans l'alimentation d'un habitant moyen. —

Digitized by Google

Loi d'accroissement des quantités absolues d'albuminoïdes, de graisse et d'hydrocarbonés dans l'alimentation totale annuelle du pays. — Loi d'évolution des quantités d'albuminoïdes, d'hydrocarbonés et de graisse.

LXXXIII. *Dépenses de matière et de force par la classe ouvrière.* — *La matière.* — Proportions pour cent des aliments azotés, carbonés et minéraux empruntées aux divers aliments de l'ouvrier moyen. — Proportions pour cent des mêmes éléments, dans l'alimentation solide normale d'entretien et la ration de l'ouvrier moyen (en poids), en 1854. — Même rapport, avec la ration moyenne d'un habitant du pays. — Quantités d'albuminoïdes consommées annuellement par l'ouvrier moyen. — Quantités de matières hydrocarbonées consommées annuellement par l'ouvrier moyen. — Quantité de graisse consommée par l'ouvrier moyen.

LXXXIV. Quantités d'azote consommées par les ouvriers indigents en Belgique, calculées d'après les budgets ouvriers de M. Ducpétiaux, avec les coefficients de Boussingault et Payen. — Alimentation moyenne des ouvriers en Belgique. — Proportions d'azote et de carbone empruntées aux différents aliments. — Proportions d'azote renfermées dans les aliments consommés chaque jour par des ouvriers indigents.

LXXXV. Alimentation comparée des ouvriers belges et étrangers.

LXXXVI. *La force.* I. La force de tension dans l'alimentation de l'homme moyen en Belgique. — II. Données du calcul de la force de travail dans l'alimentation d'un ouvrier adulte. — III. La loi d'antagonisme du travail, de la conservation de l'espèce et de sa reproduction.

Je détachai en 1884 de cet atlas agricole qui resta, comme le précédent, à peu près complètement inaperçu, un certain nombre de planches que je fis reproduire sous le titre : *La Crise agricole*; je publiai une nouvelle édition de l'*Alimentation et la force du travail*, in-8°.

III. — En 1886-87, je publiai, avec mon livre sur l'*Impôt*, la partie de l'atlas qui s'y rapporte.

Digitized by Google

IV. — En 1889, j'exposai à Paris des planches de l'*Atlas industriel et commercial* et des diagrammes consacrés aux *fonctions économiques et sociales*, considérées dans leurs rapports, c'est-à-dire au *consensus* qu'elles présentent et aux perturbations ou crises que cette coordination fonctionnelle subit.

Le commentaire de cette dernière partie est l'objet de la publication actuelle. Quelques-unes des planches relatives aux phénomènes moraux ont été soumises à la Société d'anthropologie et au Congrès d'anthropologie criminelle (1). Cette publication aura-t-elle plus de succès que les expositions qui l'ont précédée? J'ai la conviction qu'elle peut contribuer à la solution pacifique du problème social en éclairant quelques-uns de ses aspects; je crois avoir aussi servi la science par l'examen critique de plusieurs lois économiques, et même l'exposé de lois nouvelles. C'est cette considération qui m'a déterminé à la faire paraître. Toutes les planches qui l'accompagnent ont été reproduites par l'Établissement carthographique militaire; elles ont été distribuées antérieurement à mes auditeurs du Cours public d'Économie politique de la ville de Bruxelles.

Je dois à la bienveillance de M. l'échevin André, au concours si généreux de M. le colonel Hennequin, directeur de l'Établissement cartographique et de M. le commandant Massaux, de pouvoir livrer ce travail consciencieux au public. Qu'ils reçoivent, cette fois encore, l'expression de ma reconnaissance.

(1) *Recherches sur la matrimonialité et la natalité*, 1883. — *La crise économique et la criminalité à Bruxelles*, 1885-86. — *La dépression économique et la criminalité.* — Congrès d'anthropologie criminelle, 1891. — Les indices de prospérité; spéc. rapports de la matrimonialité et de la natalité avec l'histoire des prix. — Ann. de l'Institut international de statistique, 1889.

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIV. OF CALIFORNIA

LA DÉPRESSION ÉCONOMIQUE & SOCIALE

PREMIERE LEÇON

PHÉNOMÈNES DE DISTRIBUTION DES RICHESSES

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA DÉPRESSION

On a adopté en Angleterre et aux Etats-Unis les mots de *dépression industrielle et commerciale* ou *dépression économique*, pour exprimer l'état récent de notre activité économique de 1874 à 1887 ; on les a substitués aux mots *crise économique*. La crise est conçue, en général, comme une perturbation brusque, violente parfois, mais de courte durée, ayant des résultats décisifs, et qu'une reprise des affaires ne tarde pas à suivre. Le mot dépression exprime une décroissance de vitesse et d'intensité dans le mouvement social de la richesse, c'est comme un retrait lent, graduel de la vie, dont les effets s'aggravent par sa prolongation même, et dont on n'entrevoit pas l'issue. Telle est la grandeur émouvante de ce phénomène dont

Digitized by Google

nous sommes à la fois les agents et les victimes ; agents et victimes, la plupart inconscients, incertains presque tous si la dépression nous prépare des destinées plus heureuses ou si elle est le prodrome d'une dissolution sociale. La dépression est rigoureusement une crise prolongée, une rupture de l'équilibre économique dont les causes générales persistent. C'est par cette prolongation même que la dépression envahit peu à peu l'ordre moral ; un affaissement moral accompagne le ralentissement de la vie économique. Les fonctions de la *vie spirituelle* des sociétés subissent le contre coup des perturbations de leur vie *organique* et *économique* : le découragement des mariages marquera le manque de foi dans l'avenir ; le progrès du suicide et de la criminalité sera le rayonnement sinistre de la rupture de l'équilibre économique.

Après la durée, le trait le plus saillant de la dépression actuelle, c'est sa tendance à se généraliser. Elle pèse d'un poids plus ou moins lourd sur toutes les nations civilisées. Toutes sont atteintes, si elles ne le sont dans la même mesure ; et il ne faut pas espérer pouvoir dégager les causes générales de ce redoutable phénomène sans embrasser dans ses recherches l'ensemble des nations civilisées, ou tout au moins les principales d'entre elles.

C'est que, en effet, le XIXe siècle verra, malgré les efforts du particularisme national dans ces dernières années, il verra, dis-je, l'économie nationale de chaque peuple s'incorporer définitivement à une économie internationale, que Neumann Spallart a si justement appelée l'économie du monde, l'économie mondiale. Il n'est plus de nation aujourd'hui qui trouve en elle-même toutes les conditions naturelles de son existence et de son évolution progressive. Il faut qu'elle en cherche une partie au dehors ; les peuples se complètent peu à peu les uns par les autres, leurs intérêts deviennent solidaires, leur existence tend à devenir une existence commune.

Digitized by Google

La révolution dans les moyens de transport est la cause la plus énergique et la plus générale de cette concentration économique. L'extension extraordinaire des chemins de fer, la transformation de la marine marchande, l'abaissement du coût de transport, le développement des postes et télégraphes ont préparé l'unification du marché économique du monde. Déjà, par une suite naturelle, les prix d'un grand nombre de produits sont déterminés par l'état général du marché international et leurs variations se propagent d'une extrémité de la terre à l'autre. Les fermiers du Minnesota, dit Mulhall, pour expédier leur grain à Liverpool, ne supportent que le tiers des frais de transport qui grèvent le prix du grain qu'on envoie de Marathon à Athènes. Aussi les marchés du Canada et de l'Angleterre sont-ils solidaires l'un de l'autre. Une division du travail plus profonde tend à s'établir entre les nations, s'accompagnant d'une coopération plus active sous mille formes; les capitaux circulent par centaines de millions d'un hémisphère à l'autre pour alimenter des entreprises cosmopolites; les désastres financiers qui atteignent les Républiques de la Sud-Amérique retentissent directement sur les capitalistes européens.

En même temps se produit un effort pour constituer un droit économique plus large qui enlace peu à peu, comme un tissu nerveux, les différentes nations. Les unions postales, télégraphiques, monétaires sont des formes déjà stables de ce droit destiné à constituer organiquement l'économie internationale. La législation douanière et les traités de commerce en sont d'autres formes; après le traité de commerce qui, en 1860, rapprocha l'Angleterre de la France, des mesures douanières et des traités nombreux ont fait reculer les lignes des douanes ou abaisser les tarifs. La réaction protectionniste qui s'est accentuée en Europe à partir de 1878 marque un temps d'arrêt dans l'économie internationale, elle n'est elle-même qu'un effort

Digitized by Google

pour enrayer la crise économique, effort qui n'a réussi qu'à en aggraver les effets et à en modifier les caractères. Déjà les commissaires américains chargés par leur gouvernement de l'étude de la crise, reconnaissent que le libre échange sera le régime normal des nations civilisées. Et comme par un retour à la tendance générale du siècle, pendant que certains gouvernements se retournent vers le particularisme national, les travailleurs des deux mondes proclament leur solidarité et s'appliquent à combiner leurs efforts; et dans l'anarchie économique et morale moderne, ils se préparent à nous reconstituer un monde, à nous rendre une unité morale. Dans cette évolution encore si tourmentée, mais au bout de laquelle les nations deviendront les organes du puissant organisme de l'humanité, ce sont les nations manufacturières qui ont ouvert la marche. Elles ont parcouru successivement les différentes phases dans lesquelles les autres peuples restent plus ou moins engagés. Elles sont, par le développement de leur puissance productive, par l'habileté de leurs travailleurs, par leurs moyens de transport, en état de suppléer à l'insuffisance des nations moins avancées dans leur développement industriel. En même temps elles deviennent de plus en plus dépendantes des nations plus jeunes pour leur subsistances et leurs matières premières. La nécessité de leur conservation et de leur développement normal les oblige doublement ainsi à coopérer à la constitution d'une économie internationale.

Artisans de cette unification du monde économique, les principales nations manufacturières et, avant tout, l'Angleterre, les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Belgique, sont aussi les plus profondément atteintes par la dépression. C'est vainement que plusieurs d'entre elles ont espéré s'y soustraire par un régime douanier plus restrictif; la crise a persisté à frapper les Etats-Unis, l'Allemagne, protectionnistes, comme l'Angleterre, la Belgique, libre

Digitized by Google

échangistes; et la solidarité qui les lie est si manifeste que le gouvernement américain, dans l'étude approfondie de la crise, qu'il a instituée, les détache de toutes autres nations du monde pour les considérer comme un groupe naturel, dont les parties ont accompli au XIXe siècle, les mêmes transformations, traversé les mêmes crises qui, en 1837, 1848, 1857, 1864, 1873, sont venues ébranler avec une périodicité terrible le monde économique. Cependant, à côté d'elles, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Suisse reçoivent les plus rudes coups; puis viennent les autres nations de l'Europe, et l'ébranlement va se répercutant jusque dans les Républiques de l'Amérique du Sud, en Australie et dans l'Inde.

En troisième lieu, le développement de la puissance productrice des nations manufacturières a été marqué par une séparation croissante du capital et du travail, et c'est l'identité de cette constitution de l'industrie moderne qui, lorsque la dépression eut assez profondément retenti sur les salaires, a déterminé chez la plupart d'entre elles, avec une sinistre uniformité, ces conflits sanglants entre le capital et le travail, qui rendent aujourd'hui l'étude de la question sociale inséparable de celle de la crise économique elle-même. Les troubles de Londres, de Birmingham, de Manchester, ceux de Decazeville, du bassin de Charleroi, comme ceux d'Amsterdam, sont le contre-coup redoutable des perturbations économiques dans les sociétés où le capital et le travail sont profondément séparés. C'est le troisième caractère de la crise actuelle d'être devenue une crise *sociale*; elle n'est plus seulement dans les choses, elle est dans les classes de la Société, elle ne soulève pas seulement le problème de l'équilibre normal de la consommation et de la production, ou celui d'une distribution plus parfaite des instruments monétaires, elle porte dans ses flancs le problème de la répartition de la richesse elle-même. Et ce problème s'est posé avec d'autant plus de

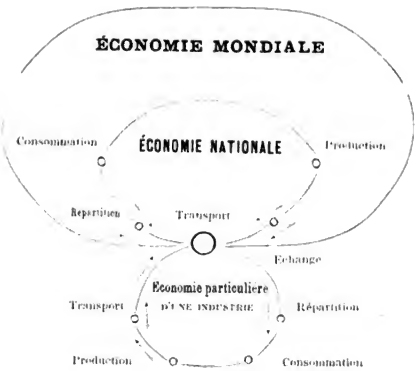
Digitized by Google

rigueur et de violence que la misère était plus grande et que les travailleurs avaient moins réussi à constituer leurs forces collectives, à organiser leurs associations, qu'ils avaient moins le sentiment de leur puissance et étaient moins en état de traiter d'égal à égal avec les capitalistes. C'est pour cela que l'aspect social de la crise a pris la première place, sinon toute la place, dans les préoccupations en Belgique.

Le quatrième caractère de la dépression actuelle, c'est sa *complexité*. M. Giffen a fait la juste remarque que dans les sociétés peu avancees, purement agricoles, les crises se rattachent toujours aisément à leurs causes, en général très simples, telles par exemple, que les causes physiques qui atteignent la récolte ; mais dans nos sociétés avancées, c'est se faire illusion que de tenter de rattacher à une cause unique les perturbations qui affectent l'ordre économique; Stanley Jevons en a fait l'infructueux essai en rapportant aux changements périodiques qui s'opèrent dans la distribution de la chaleur solaire, les crises qui frappent périodiquement nos sociétés. Ce qui décourage souvent dans l'étude des évènements actuels, c'est la multiplicité des doctrines qui se chargent de les expliquer. Cette multiplicite des explications de la crise n'est qu'un hommage rendu à l'extrême complication des sociétés avancées. Chacune de ces sociétés est un organisme, et cette vaste société mondiale, en voie de formation, est un organisme plus puissant qui enveloppe tous les autres. Or, ce qui caractérise tout organisme, c'est la dépendance mutuelle de ses parties; toute perturbation qui se produira sur un point aura des répercussions inévitables sur l'ensemble et produira des effets éloignés, et rien ne sera plus difficile que de remonter la chaine des effets et des causes.

Voici une figuration grossière destinée à donner une idée de l'ensemble de la vie économique.

Digitized by Google



Cette vie se résoud en un ensemble de changements donnés à la richesse, c'est-à-dire d'actes de *production* ; de changements de lieu de la richesse, c'est-à-dire d'actes de *transport* ; de changements de mains de la richesse ou d'attributions de droits sur la richesse, c'est-à-dire d'actes juridiques *d'échange* ou de *répartition* ; d'actes d'utilisation de la richesse produite, répartie, échangée, transportée, c'est-à-dire d'actes de *consommation*.

Les crises peuvent se produire en un point quelconque du circuit vital, mais elles se répercuteront toujours de proche en proche sur toutes les fonctions de la vie collective.

Imaginez que dans une industrie particulière les moyens de produire et la production même se développent rapidement au point de dépasser la quantité consommée, telle qu'elle est à un moment donné. L'effet de cette *surproduction* retentira directement sur l'échange en déter-

Digitized by Google

minant la baisse de la valeur du produit considéré; il faudra en donner davantage pour obtenir la même quantité de produits des autres industries. L'effet se répercutera sur la *répartition* dans l'industrie considérée; cette baisse affectera dans une certaine mesure, le salaire et le profit; par une conséquence naturelle, toute diminution de revenu limitera le pouvoir de *consommer*, mais cette limitation même déterminera une réaction sur la *fonction productrice* dans d'autres industries nationales ou internationales, car la *demande* de ces autres produits diminuera avec le revenu du travail et le capital. Nous voyons par cet exemple très simple, un effet redevenir cause à son tour, et devenir le point de départ d'une chaîne de phénomènes analogues; des séries d'effets et de causes s'entrecroisent ainsi et le véritable enchaînement des faits peut échapper aux plus profonds observateurs.

Semblablement les mêmes perturbations peuvent être attribuées à des causes diverses. C'est précisément ce qui a fait naître aujourd'hui des doctrines multiples pour expliquer la crise actuelle. C'est ainsi que la baisse des prix des marchandises est son symptôme le plus caractéristique; nous la voyons expliquer, tantôt par l'abaissement du coût de production et de transport, et c'est l'explication optimiste; tantôt par l'excès de production ou la dépression de la consommation, et c'est l'explication pessimiste; tantôt par la contraction des instruments d'échange, de la monnaie; tantôt, enfin, par plusieurs facteurs à la fois. Jusqu'aujourd'hui les doctrines individuelles, ou les doctrines des écoles se livrent encore sur ce point à des débats toujours renaissants. Les fluctuations des salaires donnent lieu à de plus ardentes controverses encore.

Devant cette multiplicité des doctrines, mon rôle est tout tracé. J'ai pour devoir de remonter, avant tout, aux faits, à l'observation. C'est ce que je veux entreprendre;

Digitized by Google

l'exposé des doctrines et leur critique exige les recherches les plus étendues sur des phénomènes aussi complexes.

Je vais donc essayer de vous exposer les phénomènes de la crise en recherchant l'ordre de leur dépendance. Je partirai du phénomène le plus apparent, le moins contesté : la baisse des prix ; après avoir exposé ses caractères généraux, j'essaierai de montrer les réactions qu'il produit sur l'ensemble des fonctions économiques. Je ne rechercherai les causes de la crise et ne ferai la critique des doctrines, qu'au fur et à mesure de notre avancement dans les connaissances des choses qu'il s'agit d'expliquer.

Considérons donc d'abord l'aspect dynamique des phénomènes, c'est-à-dire la succession historique des variations des prix.

ASPECT DYNAMIQUE FONDAMENTAL. — LA BAISSE DES PRIX

Pour étudier d'une manière aussi générale que possible, et avec toute l'étendue possible, les variations des prix, et surtout pour pouvoir rassembler les données comparables les plus nombreuses, il faut s'adresser aux statistiques des importations et des exportations publiées annuellement dans chaque pays. Elles renseignent les prix unitaires de chaque marchandise importée ou exportée ; ces prix sont établis avec le plus grand soin, et leurs variations sont consignées d'une année à l'autre.

Un économiste anglais, continuateur de l'*Histoire des Prix de* Tooke, M. Newmarch, a adopté, pour se rendre compte du mouvement des prix d'une époque à l'autre, une méthode que beaucoup de statisticiens ont suivie depuis lors : elle consiste à faire choix d'un certain nombre de marchandises, et à recueillir d'année en année dans les tableaux du commerce extérieur, les variations de leurs prix.

Digitized by Google

Leurs variations seront exprimées beaucoup plus simplement encore si, représentant par 100, le total des prix de l'année admise comme point de comparaison, ou exprime en fonction de 100 les variations des autres totaux. Ces chiffres ont été appelés *nombres indicateurs*, *index numbers*.

Le choix des marchandises destinées à la formation de ces *nombres indicateurs* doit être fait avec soin, et leur nombre doit être suffisant pour que les nombres indicateurs expriment bien nettement l'allure générale du marché. Newmarh avait choisi 22 marchandises, Stanley Jevons 50, et M. Sauerbeck en adopte 45. L'*Economist* en adopte 22, Palgrave aussi ; Soetbeer, pour l'Allemagne, a été jusque 114 produits.

Dans les tables que j'ai dressées, j'ai choisi les 28 marchandises qui occupent la plus grande place dans notre commerce extérieur d'exportation et les 22 marchandises les plus importantes comprises dans nos importations. Ces marchandises représentent environ les deux tiers de nos importations et de nos exportations.

Une autre difficulté se rencontre dans le choix de l'année à laquelle toutes les variations seront rapportées. Ici, il est regrettable que les statisticiens n'aient pas admis un même terme de comparaison, dans tous les pays. Mais nous sommes encore loin d'une telle unité dans les investigations sur les prix.

Il reste à signaler la plus grande imperfection de la méthode ordinaire des *index numbers*. Elle consiste à assigner la même importance aux différentes marchandises dans la construction des tables, quelle que soit *leur importance* relative dans le *commerce d'importation et d'exportation*. La méthode est alors dite méthode des moyennes arithmétiques.

Déjà M. Newmarch, son créateur, avait reconnu cette imperfection, et dans ces derniers temps elle a été amère-

Digitized by Google

ment critiquée, surtout par M. Mulhall, en Angleterre, et M. de Foville, en France. La critique de M. Mulhall est incontestablement légitime, mais elle ne suffit pas pour condamner cette méthode. On doit s'efforcer de se rapprocher davantage de la vérité; on l'a fait en évaluant les variations des prix de manière à laisser à chaque marchandise son rang d'importance. C'est le système des moyennes proportionnelles qui a été appliqué par MM. Mulhall, Palgrave, Sauerbeck et de Foville. Cependant vous constaterez que, malgré les écarts que présentent les résultats de cette méthode perfectionnée des moyennes proportionnelles, la direction du mouvement des prix, comme les diagrammes le montrent, reste sensiblement la même. C'est pour cela que je ne renonce pas à cette méthode plus simple, sauf à ne vous présenter ses résultats que comme une approximation de la vérité, mais c'est une approximation de la vérité. D'ailleurs, je me suis efforcé d'en atténuer les défauts, en choisissant les 28 produits les plus importants de notre commerce international.

Pour nous faire une idée large et nette de l'histoire des prix des marchandises, et surtout pour nous préparer à l'étude des causes générales de leurs variations, embrassons la seconde moitié du siècle, qui forme, comme on peut s'en convaincre en interrogeant les courbes, un cycle complet. Ce cycle part d'un abaissement considérable des prix, pour s'élever graduellement et redescendre ensuite l'échelle des prix, au point de retomber dans ces dernières années au dessous du chiffre initial. Cependant il suffit de jeter un coup d'œil sur les courbes pour constater que ce mouvement semi-séculaire d'ascension et d'abaissement des prix s'accompagne d'oscillations plus ou moins étendues; nous voyons, en effet, à quatre reprises, la courbe s'élever pour s'abaisser ensuite (1). Ces oscillations n'ont pas la

(1) Voir pl. I.

Digitized by Google

même amplitude, mais toutes elles marquent les crises industrielles et commerciales, ou les phases de ces crises; les sommets les plus élevés de cette chaîne des prix correspondent aux années 1857, 1864, 1873; chacune de ses années est suivie d'un abaissement tantôt brusque, tantôt plus lent, toujours assez profond en définitive, et c'est cet abaissement de prix qui est le symptôme le plus saillant des crises. Un relèvement beaucoup plus faible, en 1880, rompt à peine la continuité de l'abaissement de la courbe depuis 1873. La dépression actuelle, comprise dans les treize années qui suivent, est ce grand phénomène passagèrement interrompu qui fait l'objet de notre étude.

L'examen des mêmes courbes permettra de saisir les caractères qui font différer la crise actuelle des crises de 1857 et 1864. En 1857, la chute des prix est brusque et profonde, mais de courte durée, le relèvement se manifeste dès 1858, et les prix s'élèvent graduellement jusqu'en 1864. C'est en 1864 que certains statisticiens, MM. Giffen et les savants rédacteurs de l'*Economist* anglais, placent le point culminant de l'histoire des prix depuis 1849-50. Mes calculs m'ont conduit au même résultat en Belgique. Dans la crise qui se produit en 1864-65, la baisse des prix est graduelle jusqu'en 1870. De 1870 à 1873 les prix se relèvent; à partir de 1874 ou de 1875 ils s'abaissent, mais l'abaissement, loin d'affecter une allure brusque et d'avoir la courte durée de la baisse de 1857-59, est graduel, au contraire, et se poursuit avec une constance redoutable pendant un temps déjà deux fois plus long que la baisse de 1865. Le relèvement des prix, en 1880, a fait place bientôt à une baisse nouvelle qui dure encore. C'est la prolongation même de cette dépréciation des marchandises qui a fait donner le nom de *dépression* à la phase actuelle de l'histoire des prix. En 1857, nous avons une crise véritable, dans le sens étroit du mot; la crise de 1864-65 affecte déjà les allures d'une dépression des prix qui se prolonge pendant

Digitized by Google

six ans; après 1863, et surtout après 1880-82, c'est bien la dépression continue.

Le mouvement général des prix est le même chez tous les peuples qui, ayant atteint un assez haut degré de civilisation industrielle, sont incorporés à l'économie générale du monde, et cette unité du marché est l'un des aspects matériels les plus manifestes de cette solidarité qui enveloppe de plus en plus étroitement tous les peuples de la terre, et qui fera de la race humaine un immense organisme. Il suffit d'interroger les différentes courbes des prix en Angleterre, en Allemagne, en France, en Belgique, en Italie, pour s'en convaincre.

Les mêmes phases tendent à se représenter partout dans l'histoire des prix; partout on retrouve la trace des crises antérieures de 1857, 1864; le lent et inflexible abaissement depuis 1873, et le relèvement temporaire de 1880-81. Cependant il n'est pas facile de déterminer comparativement l'importance de la dépression des prix chez ces différents peuples. Les méthodes diffèrent, comme le choix des marchandises, les séries d'années interrogées, les années servant de points de repère, diffèrent chez les statisticiens; en prenant, par exemple, les *index-numbers* que M. Palgrave a rassemblés pour l'Angleterre, l'Inde, la France, et en adoptant comme terme de comparaison la moyenne des années 1865 à 1869, qui sera représentée par 100, nous pouvons rapprocher les résultats de nos calculs de ceux de ce publiciste, et comparer la baisse de nos prix à celle des prix en Angleterre, en France, dans l'Inde, en Allemagne.

Eu égard au nombre des produits relevés, les prix se sont, de 1865-69 à 1884, abaissés de 25 p. c. en Angleterre, de 24 p. c. en France et en Belgique de 17 p. c. pour nos exportations. En 1885, la baisse atteint 20 p. c. Mais si nous comparons les prix de 1884 aux prix de 1873, point de départ de la dépression actuelle, nous constatons que les prix moyens se sont abaissés d'environ 27 p. c. en

Digitized by Google

Angleterre, 30 p. c. en France, 24 p. c. en Belgique; et si nous comparons les prix de 1885 à ceux de 1873 en Belgique, la baisse est de 27.2 p. c. pour nos exportations.

Si les années 1865 à 1869 prises par M. Palgrave comme terme de comparaison ont l'avantage de précéder immédiatement la dépression économique, elles ne permettent pas d'exprimer une véritable moyenne des prix, car ces années sont elles-mêmes des années de baisse; mieux vaut, à l'exemple de Sauerbeck, adopter la période de 1867-77 qui embrasse des alternatives de baisse et de hausse; c'est ce que j'ai fait dans la construction définitive des tables d'*index-numbers*; dès lors, relativement aux prix de 1867-1877, la baisse atteignait 32 p. c. en Angleterre, en 1887, d'après Sauerbeck; elle était de 26 p. c. en Belgique, d'après mes calculs pour les marchandises exportées, et atteignait pour l'ensemble des prix des produits exportés, adoptés par moi, 30 p. c. en 1889, et 21.3 p. c. pour les prix des produits importés que j'ai considérés.

PREMIER ASPECT DYNAMIQUE DES VARIATIONS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS. LES VALEURS.

Après l'étude des prix et de leurs variations, se présente naturellement celle du commerce international, et du rapport qui existe entre la dépression des prix et la valeur totale de nos importations et de nos exportations. Le commerce est le lien qui nous unit à l'économie internationale.

Tous les économistes ont signalé une diminution du montant des importations et des exportations dans la plupart des pays de 1882. Il suffit d'interroger les diagrammes pour se convaincre qu'il en est bien ainsi. En Angleterre, par exemple, de 1883 à 1884, les importations

Digitized by Google

ont fléchi de 37 millions de livres sterling; en Allemagne, dans le même intervalle, elles se sont réduites de 316 millions de marks; aux Etats-Unis, l'abaissement est de 303 millions, de 1882-83 à 1883-84; en France, elles fléchissent depuis 1880, et se sont réduites de 1,818 millions en cinq ans; en Belgique, elles décroissent depuis 1880, et se sont réduites de 125 millions de 1883 à 1884.

Les exportations présentent, en général, le même mouvement de baisse; en Angleterre, de 1884 à 1885, elles se sont réduites de 625 millions de francs; aux Etats-Unis, de 160 millions de dollars, depuis 1881; en Allemagne, elles fléchissent depuis 1883, et sont tombées de 3,269 millions à 2,860 millions; en France, de 1882 à 1884, elles ont diminué de 279 millions; en Belgique, le chiffre des exportations d'abord stationnaire présente un abaissement en 1884; en Italie, les exportations ont fléchi de 119 millions, de 1884 à 1885.

Dans tous les pays, on constate la même marche dans les importations et les exportations; partout la période d'exaltation commerciale de 1872-73 a été suivie d'un affaissement, et partout, vers 1880, s'accuse un relèvement bientôt suivi de la dépression actuelle.

L'examen des courbes permettra également de remarquer les rapports généraux des importations et des exportations dans les différents pays. En Belgique, en Angleterre, en Italie, les importations dépassent d'une manière constante mais dans des proportions variables, cependant, les exportations. Aux Etats-Unis le même phénomène est manifesté depuis 1876; avant cette année, depuis 1865, c'est l'inverse qui se produit; en France les importations ont depassé les exportations, sauf de 1872 à 1876; en Allemagne, l'année 1880, marque un changement profond et brusque qui commence d'ailleurs à l'établissement des tarifs protecteurs, et pendant quelques années, de 1880 à 1883, les exportations dépassent légèrement les importa-

Digitized by Google

tions. Cette constance à peu près générale d'un excédant d'importation eût complètement dérouté les partisans du système de la balance du commerce, qui y voyaient une marque invariable de l'appauvrissement d'un pays. Telle n'est plus la signification qu'il faut donner à ce phénomène.

En ce moment, deux problèmes se posent devant nous, dans l'étude desquels nous pouvons faire abstraction de ce phénomène. Que la valeur des importations et des exportations, exprimée en argent, se soit en général abaissée, relativement aux années antérieures, cela n'est plus douteux; mais cet abaissement de *valeur* correspond-il à un abaissement dans les quantités de produits importés et exportés? Voilà la première question. Ce sera un nouvel aspect dynamique du problème.

La seconde question est celle-ci : les exportations et les importations sont-elles restées dans le même rapport dans cet abaissement général des prix, ou nous faut-il exporter *plus ou moins de marchandises* qu'antérieurement, pour obtenir de l'étranger *la même quantité de produits?* Ce sera l'aspect statique du problème.

SECOND ASPECT DYNAMIQUE
DES VARIATIONS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS, LES QUANTITÉS.

La première question ne peut avoir de solution tout à fait précise. Il est impossible de donner à toutes les marchandises qui font l'objet du commerce d'une nation, une commune expression quantitative, de les ramener à la même unité; cependant on peut parvenir à une solution approximative de la question; il faut pour cela connaître les variations qui se sont produites successivement dans les prix, relativement aux prix moyens d'une période antérieure, choisie comme terme de comparaison; cela étant

Digitized by Google

donné, il faut ramener aux prix moyens de cette période typique, les importations et les exportations de chacune des années considérées Reportons-nous, par exemple, à nos nombres indicateurs. Nous avons déterminé les variations des prix totaux qu'ils expriment, relativement à la période 1867-77, et dont les prix ont été représentés par 100. Supposons que les prix de 1867-77 soient restés invariables, jusqu'en 1890, et calculons en fonction de ces prix, quelle eût été, pour une série d'années que j'ai fait remonter en 1859, la valeur globale des importations et des exportations.

Les résultats de ce calcul sont reproduits graphiquement pour les importations et pour les exportations. (1)

Les prix étant restés uniformes depuis 1867-77, dans l'hypothèse traduite par le diagramme, il est évident que les élévations ou les abaissements de la courbe exprimeront des élévations ou des diminutions de *quantités de marchandises importées ou exportées*.

Nous constatons en Belgique que, de 1873 à 1875, il y eut une diminution dans la quantité des marchandises *importées*, puis un relèvement progressif, à peu près continu jusqu'en 1882, point culminant, jusque là, des *importations*; mais, depuis lors, il y a une diminution marquée, jusqu'en 1886. Du côté des exportations, nous constatons, après 1873, une diminution dans les *quantités* exportées; à partir de 1877, la *quantité* des exportations se relève, pour rester sensiblement stationnaire à partir de 1882. Nous constatons une diminution en 1883, puis en 1885; ensuite un relèvement bientôt rapide et considérable, en 1889 et 1890.

La dépression actuelle des affaires a affecté aussi, en Belgique, non seulement la *valeur* des produits qui font l'objet du commerce international, mais temporairement leur *quantité* : la *valeur* a été atteinte d'abord, la *quantité* l'a été ensuite. Ce qui est vrai pour la Belgique est vrai pour

(1) Voir planche VI.

Digitized by Google

d'autres Etats; les auteurs du rapport remarquable publié aux Etats-Unis sur la crise, admettent que les *quantités* de marchandises exportées et importées sont atteintes, mais comme les prix sont très profondément affectés, c'est à la baisse des prix surtout, et, dans une mesure beaucoup plus faible, à la diminution des quantités, qu'ils attribuent la dépression de leur commerce extérieur. M. Leroy-Beaulieu fait la même observation pour la France, et M. Giffen a montré qu'au cours de 1878-79 les quantités de marchandises exportées par l'Angleterre se sont réduites. Les tables reproduites dans l'appendice donnent la mesure approximative de ces changements *quantitatifs*, en Belgique. Un diagramme les rend sensibles. (1)

L'histoire des vingt dernières années a ainsi révélé des variations dans la quantité absolue de vie économique, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi : des phases successives d'expansion et de contraction dans le mouvement social de la richesse, prolongées par une expansion extraordinaire, dont il n'est possible de se faire une idée qu'en tenant compte de la baisse des prix, témoignent des difficultés formidables que l'évolution de la nation a rencontrées et de l'énergie extraordinaire qu'elle déploie dans la lutte pour l'existence

---

BIBLIOGRAPHIE DE LA PREMIÈRE LEÇON

Von Neumann-Spallart, *Uebersichten der Weltwirthschaft*, 1880 à 1884. (Algemeiner Theil). — Max Wirth, *Handelskrisen*. — Mullhall, *History of prices*. — Giffen, *Essays in finances*. — *Final report of the royal Commission appointed to inquire into the depression of Trade and industry*, London, 1886. — *Final report of the royal Commission appointed to inquire into the recent changes in the relative values of the precious metals*, London, 1888. — *Industrial Depressions, first annual report of the Commissioner of labor Washington*, 1886. — Émile de Laveleye, *La crise économique et ses remèdes*. — Paul Leroy-Beaulieu, *La crise économique* (Revue des Deux Mondes). — Clément Juglar, *Les crises commerciales*, 1889. — Morisseaux, *La crise économique*. — Eudore Pirmez, *La crise, situation économique de la Belgique*, 1884. — Alessandro Garelli, *La recente depressione industriale*, 1880.

(1) Voir pl. VI.

Digitized by Google

ANNEXES A LA 1re LEÇON

HISTOIRE DES PRIX EN BELGIQUE

Digitized by Google

EXPORTATIONS	UNITÉS prises pour bases	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Acier en barres, feuilles et fils	100 kilog.	130	90	90	100	100	100	100	100
Espèce bovine	Tête	220	220	220	260	300	280	280	280
Beurre frais et salé	100 kilog.	150	150	160	160	180	200	220	220
Bougies et chandelles	Id.	240	250	250	250	250	250	250	250
Charbons { Houille	Tonne	15	15	15	15	16	17	17	16
Charbons { Coke	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—
Fer battu, étiré ou lamiué.	100 kilog.	20	20	22	30	30	25	25	25
Fils de laine	Id.	800	600	600	600	600	600	660	650
Fils de lin, chanvre et jute	Id.	400	400	400	400	400	500	500	500
Matières textiles brutes (lin)	Id.	155	155	155	155	170	170	170	150
Graines oléagineuses	Hectolitre	19.3	19.3	19	20	23.3	33.5	40	45
Froment	100 kilog.	22	22	22	31	40	42	39	29
Seigle	Id.	15	15	19	22	32	32	28	19
Orge	Id.	15.5	15.5	18.5	22.5	24.5	25.5	25.5	23
Avoine, maïs et sarrasin	Id.	13	14	16.5	19	23.5	26	22.5	21
Graisses	Id.	100	100	100	115	140	140	125	130
Huiles (autres qu'alimentaires)	Id.	74	68	62	74	90	114	110	104
Machines en fer ou en acier	Id.	125	125	125	125	125	125	170	170
Papier	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—
Peaux brutes (sèches)	Id.	130	140	150	180	200	230	170	210
Pierres sciées	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—
Sucres bruts	Id.	65	55	60	65	60	70	85	100
Tissus de coton	Id.	750	750	750	750	750	750	800	700
» de laine (draps)	Id.	1800	1800	1800	1800	1800	1800	2000	2000
» de lin et jute	Id.	400	400	400	400	400	400	400	700
Verres de vitrage	Id.	25	25	25	25	30	30	30	30
Viande	Id.	100	100	100	110	120	120	130	130
Zinc non ouvré	Id.	57	57	50	50	54	60	65	65
		5840.8	5695.8	5629.0	5778.5	5958.3	6140.0	6462.0	6667

Digitized by Google

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	1867	1868	1869	1870	1871
130	130	130	130	130	130	120	120	125	125	125	125	125	60
360	360	400	400	380	360	360	230	230	260	230	240	320	310
230	220	220	240	270	250	280	280	260	260	300	280	300	310
250	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250
16	16	16	16	15	14	14	14	16	16	15	15	15	15
—	—	—	—	—	—	23	23	27	24	22	22	22	24
25	21	18	18	17	17	17	17	17	17	17	17	17	19
650	659	650	650	650	650	700	700	700	600	600	500	500	650
550	550	550	550	600	700	850	700	700	600	700	600	550	550
150	170	150	160	180	180	180	180	240	180	240	200	220	225
40	35	35	40	43	40	40	42	40	40	40	40	40	42
24	22	30	34	32	27	27	24	30	37	35	28	28	36
17	17	22	23	23	19	19	16	19	26	26	21	21	26
20	19	23	21	20	20	20	20	22	26	25	22	22	25
19.6	18.5	22.6	23	19	18	18	17	21	23	23	21	21	23
120	120	120	120	110	100	100	110	110	110	110	110	110	110
96	88	95	100	110	105	110	110	120	120	120	120	105	110
170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	140
—	—	—	—	—	—	150	150	120	120	120	120	120	120
231	240	227	200	190	170	170	160	160	170	170	170	190	200
—	—	—	1.1	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.5	2.5
75	70	73	70	66	64	75	60	56	56	59	65	61	65
700	800	700	600	700	850	1100	800	800	500	500	500	500	625
18.0	2000	1800	1600	1500	1500	1400	1400	1400	1200	1200	1200	1200	1350
700	700	500	500	500	600	800	800	750	600	600	600	550	600
30	31	30	23	25	25	25	25	27	27	27	27	27	27
130	130	130	130	130	130	130	130	140	140	140	140	140	150
65	60	50	45	45	45	60	60	60	60	60	60	50	50
6597.6	6892.5	6411.6	6114.1	6177.3	6446.3	7210.3	6610.3	6612.3	5759.3	5926.3	5665.3	5670.5	6114.5

Digitized by Google

EXPORTATIONS	UNITÉS prises pour bases	1872	1873	1874	1875	1876	1877	1878	1879
Acier en barres, feuilles et fils	100 kilog.	60	60	60	60	60	60	60	60
Espèce bovine	Tête	300	305	260	245	245	260	255	250
Beurre frais et salé	100 kilog.	310	310	320	320	340	330	290	284
Bougies et chandelles	Id.	270	310	320	320	250	250	250	250
Charbons Houille	Tonne	18.5	26.5	21	20	18	15	14.5	14
Charbons Coke	Id.	28	44	29	28	26	21	19.5	16
Fer battu, étiré ou laminé	100 kilog.	25	33	28	28	28	28	28	28
Fils de laine	Id.	950	900	950	1000	1000	950	950	900
Fils de lin, chanvre et jute	Id.	550	550	500	550	500	450	400	420
Matières textiles brutes (lin)	Id.	250	225	220	300	280	230	225	230
Graines oléagineuses	Hectolitre	40	40	35	35	35	37	35	32
Froment	100 kilog.	33	35	33	26	28	32	29	27
Seigle	Id.	20	23	25	20	20	23	20	20
Orge	Id.	20	24	25	23	22	23	23	22
Avoine, maïs et sarrasin	Id.	17	21	25	23	23	22	20	19
Graisses	Id.	110	100	100	110	110	110	95	85
Huiles (autres qu'alimentaires)	Id.	100	100	92	100	100	105	110	103
Machines en fer ou en acier	Id.	140	160	150	150	150	150	150	150
Papier	Id.	120	120	120	120	120	120	120	120
Peaux brutes (sèches)	Id.	220	220	220	190	130	140	130	130
Pierres sciées	Id.	2.7	7	7	7	7	7	7	7
Sucres bruts	Id.	66	60	57	54	55	65	53	54
Tissus de coton	Id.	700	700	650	680	600	540	525	500
- de laine (draps)	Id.	1500	1450	1500	1600	1700	1500	1400	1300
- de lin et jute	Id.	650	630	700	750	600	650	620	650
Verres de vitrage	Id.	50	40	40	40	40	40	40	40
Viandes	Id.	150	150	150	150	150	150	150	150
Zinc non ouvré	Id.	60	75	65	65	65	65	65	65
		6740.2	6718	6702	7014	6702	6373	6084	5926

Digitized by Google

1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890			
40	40	40	40	20	20	12	12	12	15	15			
260	235	250	265	265	250	235	230	225	188	225			
320	320	310	316	280	275	275	260	260	260	245			
250	250	250	250	250	200	200	200	200	200	200			
14.4	14.2	14.5	14.5	13.2	12.5	12.8	12.3	13.6	14.4	17.5			
20	19 3	20.4	21	18	17.5	17	16	18	20.2	26.1			
17	17	17	17	13	12	15	11	12	13	15			
940	850	550	550	500	400	400	400	440	435	425			
430	425	350	350	380	420	420	350	350	350	350			
240	230	220	220	220	140	140	140	140	140	140			
34	34	32	32	30	30	28	28	25	28	30			
29	29	28	24	21	20	20	19	19	19	20			
23	23	20	17	17	15	14	13	14	14	15			
22	22	21	19	20	18	18	16	17	17	18			
20	20	19	18	18	17	16	14	14	15	16			
90	90	100	106	100	80	71	71	76	76	70			
103	90	90	95	90	82	72	72	70	70	79			
150	150	150	150	140	120	120	130	130	150	150			
120	120	120	120	120	120	120	120	120	60	60			
150	170	170	180	180	180	170	160	125	130	125			
7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7			
55	57	54	48	35	47	29	29	35	41	31			
525	530	490	430	450	400	400	400	400	400	400			
1400	1400	1200	1200	1150	1050	1050	1050	1050	1050	1000			
680	650	500	500	500	700	700	700	700	100	100			
40	40	40	40	32	27	27	27	20	20	18			
150	150	150	150	190	190	180	180	180	196	180			
65	65	65	65	65	45	45	45	45	47	47			
6194.4	6047.5	5257.9	5304.5	5124.2	4895	4813.8	4712.3	4677.6	4375.6	4324.6			

Digitized by Google

EXPORTATIONS (1)	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Céréales	85	86	98	122	155	162	149	119
Espèce bovine	73	73	75	82	93	93	98	98
Graisses, peaux	85	88	92	109	125	137	109	125
Graines oléagineuses . .	83	84	82.7	86	90.7	99	100	99.7
Sucres bruts	108	91	100	108	100	116	141	166
Houille et coke	107	107	107	107	114	121	121	114
Minerais et matières minér.	—	—	—	—	—	—	—	—
Acier, fer battu et machines	91	78	79	85	85	83	98	98
Pierres	—	—	—	—	—	—	—	—
Tissus de laine, lin et coton	98	98	98	98	98	98	106.6	113
Matières textiles brutes. .	—	—	—	—	—	—	—	—
Papier	—	—	—	—	—	—	—	—
Verre de vitrage	100	100	100	100	120	120	120	120
Fils de laine, lin, chanvre et jute	85	71	71	71	71	78	82	82
Viandes et beurre. . . .	73	73	75	82	93	93	98	98
Pommes de terre. . . .	164	113	125	147	170	172	130	106

(1) Voir pl. III-IV.

Digitized by Google

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	1867	1868	1869
104	99	126	131	122	122	109	100	119	145	141	119
112	110	117	120	121	115	120	100	98	103	104	103
129	133	128	114	111	100	100	100	100	103	103	103
96.5	93	95	97.5	100	98.7	100	100	102	102	102	102
125	116	121	116	110	106	125	100	93	93	98	108
114	114	114	114	107	100	100	100	116	108	100	100
—	—	—	—	—	—	100	100	100	100	100	100
108	107	106	106	106	106	100	100	104	104	104	104
—	—	—	—	—	—	100	100	100	100	100	100
106.6	116.6	100	90	90	98.5	110	100	98	76.6	76.6	76.6
—	—	—	—	—	—	100	100	90	90	71	80
—	—	—	—	—	—	100	100	80	80	80	80
120	144	120	92	100	100	100	100	108	108	108	108
85	85	85	85	89	96	110	100	100	85	87	77.5
112	110	117	120	121	115	120	100	98	103	104	103
104	102	142	170	131	97	97	100	109	166	140	102

Digitized by Google

EXPORTATIONS	1870	1871	1872	1873	1874	1875	1876	1877
Céréales	119	142	116	133	140	119	120	129
Espèce bovine	118	120	118	119	114	111	114	115
Graisses, peaux	111	114	122	118	118	111	85	88
Graines oléagineuses . .	98.7	100	97.5	112	111.7	113	96	98
Sucres bruts	101	108	110	100	94	90	91	108
Houille et coke	100	105	125	164	135	129	116	97
Minerais et matières minér.	100	100	100	100	83	83	83	83
Acier, fer battu et machines	104	73	75	84	79	79	79	79
Pierres	108	108	108	304	304	304	304	304
Tissus de laine, lin et coton	75	85.8	95	92.6	95	101	96.6	89.6
Matières textiles brutes .	77	80	82	66	63	67	71	68
Papier	80	80	80	80	80	80	80	80
Verres de vitrage	108	108	200	160	160	160	160	160
Fils de laine, lin, chanvre et jute	67	85	107	103	103	109.5	107	100
Viandes et beurre . . .	118	120	118	119	114	111	114	115
Pommes de terre	143	161	135	130	143	114	163	148

Digitized by Google

1878	1879	1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889
119	114	122	122	113	101	98	90	88	80	83	84
108	106	114	110	110	114	114	111	102	100	97	123
83	79	85	96	100	103	103	96	100	96	83	86
98.7	96	97	93.5	93	91	92	78	66	66	59	66
88	90	91	95	90	80	58	78	48	48	58	68
91	81	92	90	94	95	84	81	80	76	85	93
83	83	65	65	65	70	70	70	—	—	—	—
79	79	69	69	69	69	64	50	48	49	50	57
304	304	304	304	304	304	304	304	304	304	304	304
84	81.6	86.8	86	73	73	70	71.6	71.6	71.6	71.6	61.6
66	69	77	78	57	57	56	45	77	77	77	77
80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	40
160	160	160	160	160	160	128	108	108	108	80	80
96	94	97	91	64	64	61.5	57	57	53	53	56
108	106	114	110	110	114	114	111	110.9	132	132	111
166	194	279	198	242	272	175	163	170	188	235	221

Digitized by Google

IMPORTATIONS	UNITÉS prises pour base	1864	1865	1866	1867
Espèce bovine	tête	280	280	220	200
Beurre frais et salé	100 kil.	280	280	260	260
Bois de construction (sciés) . . .	mètre cube	150	150	150	150
Café.	100 kil.	210	210	190	190
Céréales : Froment	id.	24	24	24	30
» Seigle	id.	16	16	16	19
» Orge, escourgeon et drèche	id.	20	20	17	22
» Avoine, maïs et sarrazin.	id	18	18	17	22
Charbon de terre	tonne	14	14	15	16
Coton	100 kil.	500	500	400	325
Farines, son, fécules alimentaires et moutures.	id.	50	32	33	40
Graines oléagineuses.	id.	40	42	42	40
Graisses	id.	100	100	110	110
Huiles végétales (autres qu'alimentaires).	id.	110	110	100	120
Laines.	id.	300	300	300	300
Lin.	id.	180	180	170	240
Matières minérales brutes (non spécialement tarifées).	id.	14	14	14	14
Minerai de fer, limaille, fer et acier.	1,000 kil	27	27	27	27
Peaux brutes	100 kil.	170	170	160	170
Soies	id.	75	70	75	90
Viandes	id.	130	130	130	140
Vins	hectolitre	90	90	110	90
		2798	2777	2580	2705

Digitized by Google

1868	1869	1870	1871	1872	1873	1874	1875	1876	1877
330	250	260	320	325	345	330	310	310	330
280	300	280	310	310	310	320	320	340	320
150	150	150	150	175	180	195	195	195	195
160	170	170	200	210	260	260	300	300	300
37	35	28	36	33	35	33	26	28	32
26	26	21	26	20	23	25	20	20	23
26	25	22	25	20	24	25	23	22	23
23	23	21	23	17	21	25	23	23	22
16	15	15	15	18.5	26.5	21	20	18	15
225	280	290	280	280	220	220	200	175	150
50	50	45	60	55	60	55	45	50	58
40	40	40	42	40	40	35	35	35	37
110	110	110	110	110	100	100	110	110	110
120	120	105	110	100	100	92	100	100	105
250	200	190	270	300	225	225	250	300	325
180	240	200	140	150	140	125	180	165	165
14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
27	27	27	27	27	27	20	20	20	20
170	170	190	200	220	220	220	190	130	140
100	120	130	140	135	110	95	80	110	78
140	140	140	150	150	150	150	150	150	150
90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
2564	2595	2538	2738	2799.5	2720.5	2675	2701	2705	2702

Digitized by Google

IMPORTATIONS	UNITÉS prises pour base	1878	1879	1880
Espèce bovine	tête	325	320	330
Beurre frais et salé	100 kil.	290	284	320
Bois de construction (sciés)	mètre cube	195	195	195
Café	100 kil.	280	250	260
Céréales : Froment	id.	29	27	29
» Seigle	id.	20	20	23
» Orge, escourgeon et drèche.	id.	23	22	22
» Avoine, maïs et sarrazin	id.	20	19	20
Charbon de terre	tonne	14.5	14	14.4
Coton	100 kil.	160	180	200
Farines, son, fécules alimentaires et moutures	id.	54	50	55
Graines oléagineuses	id.	35	32	34
Graisses	id.	95	85	90
Huiles végétales (autres qu'alimentaires)	id.	110	103	103
Laines	id.	315	325	335
Lin	id.	150	160	170
Matières minérales brutes (non spécialement tarifées)	id.	14	14	14
Minerai de fer, limaille, fer et acier	1,000 kil.	20	20	12
Peaux brutes	100 kil.	130	130	150
Soies	id.	70	65	68
Viandes	id.	150	150	150
Vins	hectolitre	90	90	90
		2589.5	2555	2724.4

Digitized by Google

1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890
300	320	340	340	320	300	280	280	280	225
320	310	310	280	275	275	260	260	260	245
195	195	195	195	195	195	195	195	195	195
230	203	190	180	170	188	244	212	250	260
29	28	24	21	20	20	19	19	19	20
23	20	17	17	15	14	13	14	14	15
22	21	19	20	18	18	16	17	17	18
20	19	18	18	17	16	14	14	15	16
14.2	14.5	14.5	13.2	12.5	12.8	12.3	13.1	14.4	17.5
200	180	180	170	135	125	125	130	140	140
55	54	48	44	44	40	40	40	40	30
34	32	32	30	30	28	28	25	28	28
90	100	106	100	80	71	71	76	72	70
90	90	95	90	82	72	72	70	70	79
390	200	200	200	175	175	175	175	200	200
165	155	155	155	100	100	100	100	70	70
14	14	16	16	16	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	13	12
170	170	180	180	180	170	160	125	130	125
70	70	70	70	70	70	65	65	65	65
150	150	150	190	190	180	180	180	200	180
90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
2683.2	2447.5	2461.5	2431.2	2246.5	2182.8	2182.3	2123.1	2193.4	2111.5

Digitized by Google

INDEX NUMBERS BELGES

Mouvement des prix (importation et exportation)

BELGIQUE

Importation : La moyenne de 1867-77 étant considérée comme 100.
Exportation : id. 1867-77 id. id.

	Importation	Exportation
	—	—
1865	103	104
1866	96,4	104
1867	101	90
1868	95,3	93
1869	96,9	89
1870	94,7	89
1871	102,2	96
1872	103,3	106
1873	101,5	105
1874	99,8	105,9
1875	101,6	110,9
1876	102,1	104
1877	100,8	103
1878	96,6	97
1879	95,4	93
1880	101,7	97
1881	100	95
1882	91,3	82
1883	92,1	85
1884	90	80
1885	83,8	77
1886	81,4	75
1887	81,4	74
1888	79	75
1889	78,9	70
1890	78,7	70

Digitized by Google

COMMERCE SPÉCIAL DE LA BELGIQUE

Essai d'une expression quantitative de ses variations

IMPORTATIONS

Évaluations en admettant comme invariables les prix moyens de 1867-77.

	Chiffres du tableau du commerce extérieur	D'après les *index numbers* des importations	D'après les *index numbers* des exportations
	Milliers de frs		Milliers de frs
1859	451.057		406.300
1860	516.686		501.600
1861	556.789		568.100
1862	588.754		594.600
1863	616.343		592.600
1864	688.878		609.600
1865	756.420	734.200	727.300
1866	747.352	775.200	718.600
1867	775.240		861.380
1868	864.393		929.400
1869	903.621		1.015.300
1870	920.762		1.034.500
1871	1.276.977		1.300.000
1872	1.277.933		1.200.000
1873	1.422.725		1.350.000
1874	1.292.463	1.300.000	1.200.000
1875	1.307.109	1.286.000	1.100.000
1876	1.448.551	1.418.000	1.390.000
1877	1.426.193	1.414.000	1.330.000
1878	1.472.764	1.524.000	1.510.000
1879	1.525.505	1.598.000	1.640.000
1880	1.680.892	1.652.000	1.730.000
1881	1.629.872	1.630.000	1.710.000
1882	1.607.564	1.760.000	1.960.000
1883	1.552.131	1.685.000	1.820.000
1884	1.425.745	1,581.000	1.780.000
1885	1.347.047	1.485.000	1.700.000
1886	1.335.049	1.640 000	1.700.000
1887	1.431.933	1.759.000	1.930.000
1888	1.534.367	1.942.000	2.040.000
1889	1.556.378	1.972.000	2.220.000
1890	1.672.115	2.124.000	2.388.000

Digitized by Google

COMMERCE SPECIAL DE LA BELGIQUE

Essai d'une expression quantitative de ses variations

EXPORTATIONS

Evaluations en admettant comme invariables les prix moyens de 1867-77.

	Chiffres du tableau du commerce extérieur.	D'après les *index numbers*.
	Milliers de frs	
1859	413.327	372.360
1860	470.258	456.500
1861	453.613	462.600
1862	502.120	507.000
1863	533.657	513.100
1864	596.893	528.200
1865	601.652	578.500
1866	643.195	618.400
1867	597.310	663.600
1868	656.579	706.000
1869	691.556	777.000
1870	690.139	775.300
1871	888.659	925.600
1872	1.051.133	991.600
1873	1.158.577	1,103.400
1874	1.114.640	1.052.500
1875	1.101.764	993.400
1876	1.063.770	1.022.700
1877	1.081.910	1.011.100
1878	1.112.352	1.146.700
1879	1.190.391	1.279.900
1880	1.216.741	1.254.300
1881	1.302.670	1.476.500
1882	1.325.918	1.616.900
1883	1.343.126	1.580.100
1884	1 337.479	1.671.800
1885	1.200.003	1.558.300
1886	1.181.974	1.575.800
1887	1.240.624	1.676.500
1888	1.243.700	1.658.200
1889	1.458.525	2.083.400
1890	1.437.023	2.052.800

Digitized by Google

DEUXIÈME LEÇON

PHÉNOMÈNES DE DISTRIBUTION DES RICHESSES

(Suite)

Nous avons pu nous convaincre, par des faits saisissants, que l'activité économique de chaque peuple s'unit de plus en plus intimement à l'activité économique du monde civilisé. Nous assistons réellement, au milieu de souffrances, à la constitution organique d'un être humanitaire.

Cette communauté d'existence s'est traduite pour nous par l'uniformité dans les fluctuations des prix des marchandises, signe manifeste de l'unification progressive du marché économique du monde. La dépression se révèle partout aujourd'hui.

Cependant, nous n'avons pas constaté seulement un universel abaissement des prix, des signes visibles nous ont montré que la masse des marchandises elle-même, qui circule dans ce vaste organisme a subi des contractions et des dilatations successives. Il s'agit maintenant de rechercher si la distribution de cette masse de produits s'opère encore entre les différentes nations dans les mêmes rapports qu'avant la dépression des prix. Pour chacune des nations incorporées à la grande société humaine, la vie est un échange de matière et de force, comme pour tout organisme ; elle échange ses produits contre les produits des autres nations ; les échange-t-elle dans les mêmes conditions qu'antérieurement ?

Nous nous engageons ainsi dans l'étude statique du commerce international.

Digitized by Google

PREMIER ASPECT STATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL. LA BALANCE DU COMMERCE

Et d'abord, en faisant abstraction des *quantités* de marchandises réellement exportées ou importées à différentes époques, on peut se préoccuper du rapport entre la valeur de l'ensemble de nos importations et la valeur de l'ensemble de nos exportations, quelles que soient d'ailleurs les *quantités* auxquelles elles correspondent effectivement.

Il semble, à première vue, comme je vous l'ai déjà incidemment indiqué, que la plupart des peuples industriels présentent une rupture d'équilibre constante entre la valeur de leurs importations et celle de leurs exportations; il y a, en effet, presque constamment en Allemagne et en France, toujours en Angleterre, en Italie, en Belgique, un excédant de la valeur des importations sur celle des exportations

Avant la constitution de la science économique, on admettait en général qu'une nation, dont les importations dépassaient les exportations, devait à son tour exporter ses métaux précieux pour acquitter la différence. Rien n'est plus erroné cependant que de croire qu'un pays se trouve dans une situation précaire et qu'il doive épuiser ses ressources lorsque ses importations excèdent ses exportations. S'il en était ainsi, la situation actuelle de la plupart des pays civilisés, celle de l'Angleterre surtout serait désespérée.

L'excès des importations sur les exportations est au contraire ordinairement un signe d'autant plus favorable que la nation est plus avancée en civilisation économique et que les capitaux accumulés y sont plus abondants. Il y a un grand nombre de facteurs qui interviennent dans la formation de cet excédant des importations.

Digitized by Google

Il renferme les *frais* de transport, commissions et assurances, et le *profit* des marchands qui importent. Une nation qui effectue le transport des marchandises qu'elle importe, présente ainsi nécessairement un excédant. M. Giffen évalue à 10 p. c. le profit moyen du commerce, à 5 p. c. le coût du transport; une partie des marchandises importées représente ces profits et ces frais de transport. Prenez l'Angleterre en 1884, ses importations sont de 390 millions de livres, ses exportations de 296; excédant: 94 millions. Or, 10 p. c. de profits, 5 p. c. de frais de transport représentent 58 millions.

Les intérêts des prêts faits aux nations étrangères reviennent également sous forme de marchandises; l'Angleterre, par exemple, est créancière d'un grand nombre d'Etats; les bénéfices des industries établies au dehors avec les capitaux d'un pays, les revenus de toutes sortes, lui reviennent le plus souvent sous cette forme. Là encore, l'Angleterre a engagé des capitaux énormes au dehors. Cependant il est des causes déterminant les excédants qui ne revêtent pas un accroissement de prospérité. Ainsi une récolte insuffisante de céréales, une disette de coton, imposent à nos nations manufacturières des importations extraordinaires, ou des importations plus onéreuses.

Est-il possible maintenant de saisir un rapport entre les variations des prix et les variations de l'excédant des importations, chez les nations les plus avancées, comme l'Angleterre et la Belgique?

J'ai mis en présence les excédants d'importations en Belgique et en Angleterre et les nombres indicateurs exprimant la moyenne générale des prix.

Il est incontestable que la dépression des prix a exercé une influence sur la grandeur de cet excédant; et cela s'explique; non seulement les prix des marchandises ont fléchi, mais les frais de transport, les profits des commerçants, les revenus des capitaux placés à l'étranger et qui

Digitized by Google

reviennent aux pays importateurs comme marchandises, tout cela a fléchi. Cependant, ni en Angleterre, ni en Belgique, les années les plus prospères ne donnent l'excédant le plus important : 1872 et 1873, par exemple. Au contraire, en 1876, 1877, 1878, 1879 et 1880, nous avons les plus forts excédants.

Il y a donc d'autres causes puissantes. Il faut y voir, en Belgique, l'influence de l'importation des céréales qui va croissant jusqu'en 1880 pour s'abaisser ensuite. A partir de 1881, on voit fléchir à la fois les prix, la valeur absolue des importations, les importations des subsistances, et l'excédant des importations, pendant que la valeur des exportations reste sensiblement stationnaire jusqu'en 1885.

Si donc les variations des prix ont affecté l'excédant de nos importations, l'importation des denrées alimentaires l'a visiblement modifié. C'est encore là un fait à joindre à ceux qui révèlent l'évolution industrielle que nous accomplissons. Nous devenons une nation de plus en plus manufacturière, et dépendante du dehors pour sa subsistance.

SECOND ASPECT STATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL. LES QUANTITÉS ÉCHANGÉES

La question que nous nous proposons maintenant est celle-ci : dans le commerce international, obtenons-nous aujourd'hui, en échange d'une même *quantité* de produits, une quantité plus grande, égale ou moindre de produits étrangers qu'antérieurement? La question, au point de vue de la Belgique, revient à savoir si la dépression générale des prix a affecté plus ou moins lourdement les produits exportés par nous que les produits importés.

La valeur d'un produit qui, ramenée à un commun

Digitized by Google

dénominateur, la monnaie, s'appellera *le prix*, exprime le pouvoir d'acquisition relatif des marchandises. Une même quantité de marchandises peut avoir, à des moments différents, un pouvoir plus ou moins grand d'acquérir les autres marchandises.

A une époque déterminée, en 1869, par exemple, cent kilos de coton brut coûtent 280 francs; la même année, cent kilos de beurre coûtent également 280 francs. Cent kilos de beurre s'échangent donc contre cent kilos de coton, en 1869. Transportons-nous en 1885 : cette fois les cent kilos de coton ne coûtent plus que 135 francs, les cent kilos de beurre coûtent encore 275 francs. Pendant que le pouvoir acquisitif du beurre ne s'est réduit que d'un peu moins de 2 p. c., le pouvoir acquisitif du coton s'est réduit de plus de 50 p. c.. Si notre commerce d'exportation ne comprenait que du beurre, il est clair que pour la même quantité de nos produits, nous acquerrions une quantité à peu près double de coton, c'est-à-dire d'une richesse propre à satisfaire certains de nos besoins. Inversement, si nous n'avions à donner en échange que du coton, la quantité de beurre que nous pourrions acquérir serait réduite à peu près de moitié. On pourrait toujours dire que dans ces échanges internationaux, des produits valant 280 francs se sont échangés les uns contre les autres, mais les *quantités* échangées ne seraient plus les mêmes.

Notre commerce international embrasse un grand nombre de marchandises, et il est évidemment d'un puissant intérêt de rechercher si le rapport d'échangeabilité de nos produits et des produits étrangers est resté le même.

Cette question a préoccupé M. Pirmez, dans son volume sur *la Crise*, comme elle avait, en Angleterre, préoccupé M. Bourne, il y a sept ans, à une époque où la dépression des exportations anglaises et l'accroissement des importations inquiétaient un grand nombre d'esprits. M. Bourne

Digitized by Google

aboutit à la conclusion pessimiste alors, que l'Angleterre, pour sa subsistance, devenait de plus en plus dépendante des nations jeunes; tandis que ces nations se rendaient de plus en plus indépendantes d'elle pour les produits manufacturés.

M. Pirmez aboutit à une conclusion optimiste et il admit, en 1883, que la dépression des prix n'avait pas modifié l'état de notre commerce d'une manière défavorable, à cet égard, ni altéré le rapport entre les *quantités* données et les quantités reçues en échange.

Afin de résoudre ce problème, M. Pirmez a comparé les années 1867 à 1869 aux années 1880 à 1883. Il a considéré comme normale la période de 1867 à 1869 et il a, par le calcul, ramené les produits importés et exportés de 1880 à 1882 aux prix moyens de la période de 1867 à 1869. Le résultat auquel il a abouti est celui-ci : les importations, année moyenne, auraient été de 1529 millions au lieu de 1473 millions; différence 56 millions. Les exportations, année moyenne, auraient été, aux prix de 1867-69, de 1162 millions au lieu de 1149, différence 13 millions; de telle sorte, que nos importations nous auraient coûté 56 millions de plus, alors que nos exportations ne nous auraient permis d'acquérir que pour 13 millions de marchandises de plus.

La situation de 1880 à 1882 eût donc été favorable. M. Pirmez s'est borné à admettre qu'elle eût été équivalente, en tenant compte des erreurs inévitables que l'administration a dû commettre dans les évaluations des prix et les quantités importées et exportées.

Il faut remarquer, d'abord, et M. Pirmez n'y a pas pris garde ici, que les années choisies par lui comme années *normales*, 1867-1869, sont en réalité des années de dépression des prix et du commerce international, comme on peut s'en convaincre par l'examen des diagrammes des prix et du commerce.

Digitized by Google

Pour jeter quelque lumière sur un problème aussi complexe, il faut revenir, d'abord, aux *index-numbers* des produits *importés* et à ceux des produits exportés, et les comparer. Il est aisé de voir que les prix des marchandises belges exportées tendent, aux époques prospères, à s'élever plus haut, et, aux époques de dépression, à descendre plus bas que ceux des marchandises importées. Le choix des années destinées à servir de termes de comparaison, est donc très important. Les années choisies par M. Pirmez présentent des nombres indicateurs sensiblement équivalents, ce qui est un élément de confirmation des calculs donnés par cet économiste; en effet nous voyons que ces nombres indicateurs sont en moyenne :

	Importations	Exportations
1867-1869	97.06	90.6
1880-1882	97.60	91.3.

Mais il n'en eût pas été de même si l'on avait comparé aux années 1867-69 une autre série d'années, car les variations des prix des produits importés et exportés n'eussent pas toujours été dans les mêmes rapports.

Je me suis efforcé de serrer la vérité de plus près à l'aide d'une autre méthode. Au lieu de me borner à comparer deux ou trois années choisies plus ou moins arbitrairement, j'ai embrassé toute la période décisive de l'histoire des prix, de 1874 à 1886, et j'ai comparé la valeur totale des importations et des exportations pendant cette période, telle qu'elle nous est renseignée par les tableaux du commerce extérieur de la Belgique, à la valeur qu'elles eussent atteinte si *la moyenne des prix de 1867-77 était restée invariable dans l'intervalle*. Cela posé, de 1874 à 1886, la valeur officielle des importations s'élève à fr. 19,050,886,231

celle des exportations à . . . . . 15,582,734,813.

Les prix moyens de 1867-1877 nous eussent donné :

Digitized by Google

pour les importations (*index-numbers* de 26 produits importés) . . . . fr. 19,976,000,000
pour les exportations (*index-numbers* de 28 produits exportés) . . . . fr. 17,240,000,000.

La différence entre le chiffre total des importations (valeur officielle) et leur chiffre (valeur moyenne de 1867-1877) est de 926,000,000 de francs; la différence entre le chiffre total des exportations (valeur officielle) et leur chiffre (valeur moyenne de 1867-1877) est de 1,658,000,000 de francs; nous aurions donc payé nos importations 926,000,000 de francs de plus et nos exportations nous eussent rapporté 1,658,000,000 de francs de plus. La différence entre ces deux chiffres, 732,000,000 de francs, exprime la perte approximative que nous avons subie de 1874 à 1886, dans nos échanges internationaux, soit environ soixante millions de francs par an.

Si nous prolongions nos calculs de 1874 à 1890, nous obtiendrions les résultats suivants :

De 1874 à 1890, la valeur officielle
des importations est de . . . fr. 25,245,678,000
celles des exportations . . . . . 20,962,606,000.
Ramenées aux prix de 1867-77, les
importations seraient de . . . fr. 27,773,000,000
les exportations de . . . . . 24,710,900,000.

Les exportations nous rapporteraient 3,748,294,000 francs de plus, à ces prix; nos importations nous coûteraient 2,527,000,000 de francs de plus. La différence de 1,221,000,000 de francs exprime la perte que nous avons subie en dix-sept ans dans nos échanges internationaux, soit environ 71 millions par an en moyenne. Ce serait l'expression de l'*effort* que nous avons dû faire pour maintenir les conditions antérieures de l'équilibre dans notre commerce international, et qui correspondrait, toutes choses supposées égales d'ailleurs, à 6 p. c. de la quantité

Digitized by Google

de travail appliquée à la production des marchandises exportées.

Mais ces résultats ne sont pas, ne peuvent être que grossièrement approximatifs. On n'aboutit à l'aide de ces comparaisons qu'à des conclusions purement empiriques, car les causes mêmes des phénomènes que l'on interroge vous échappent.

TROISIÈME ASPECT STATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL. VARIATIONS PARTICULIÈRES DES PRIX

L'équilibre entre les quantités de marchandises importées et exportées ne peut se maintenir que par le concours d'un nombre énorme de facteurs; pour qu'il persistât, il faudrait, ou bien que les variations dans la valeur de tous ces produits fussent uniformes, ou que des variations d'inégale amplitude dans la valeur des différents éléments des importations fussent compensées par d'autres variations dans les prix des produits exportés. Nous sommes ainsi conduits à rechercher si les variations dans les prix des principaux produits échangés sont les mêmes, et quelle est leur allure générale.

Nous allons rompre le faisceau dans lequel nous avons rassemblé tous les prix pour déterminer nos moyennes générales, les *nombres indicateurs*. (1)

J'ai donc porté le calcul sur les produits principaux qui alimentent le commerce international. J'en ai formé certains groupements naturels, analogues, non identiques, à ceux que M. Sauerbeck, en Angleterre, a adoptés, et j'ai placé les diagrammes de M. Sauerbeck en regard des miens. Il suffit d'un coup d'œil pour se convaincre que les prix des produits des mêmes groupes ont subi des variations analogues chez les principales nations industrielles, et que les différents groupes ont des allures distinctes dans

(1) Voir pl. III et IV.

Digitized by Google

leurs variations. Cette seule indication nous avertit dès à présent, que s'il est des causes générales communes qui affectent tous les prix, il est aussi des causes générales qui affectent chacun de leurs groupes. La baisse est partout. Il n'y a d'exception apparente à l'abaissement des prix, dans ces dernières années, que pour de rares articles comme les *pierres brutes et taillées*.

Si nous considérons d'abord les groupes de produits animaux, végétaux et minéraux, nous constatons que les produits animaux sont ceux qui ont le moins baissé de prix. Il est intéressant de comparer le mouvement des prix de la viande et du beurre avec celui des céréales. Le prix moyen du grain tend en général à descendre, à travers des oscillations qui se réduisent toujours, et l'année 1885 nous reporte à peu près aux fortes dépressions de 1850-1851, au commencement de notre cycle. Les produits alimentaires animaux, au contraire, s'élèvent graduellement depuis 1850, et ne s'affaissent dans les dernières années que plus faiblement.

Un économiste illustre, Cairnes, avait prévu, il y a vingt ans, l'accroissement progressif des prix de la viande, du bétail et du beurre, et distinguait nettement l'allure de leurs prix de celle des prix des céréales et des produits minéraux. L'étendue limitée de la zône de production de la viande, les difficultés du transport jointes à l'accroissement de la population humaine et du bien-être, étaient les causes de ce phénomène, d'après lui. Au contraire, l'amplitude toujours décroissante des variations des prix du grain et son abaissement, nous révèlent l'influence grandissante de la concurrence internationale.

Les prix des matières premières empruntées au règne animal, graisses et peaux, ont une allure qui diffère sensiblement de celle de la viande et du beurre.

Leur *transportabilité* plus grande les soumet à la discipline d'une concurrence plus étendue; aussi voit-on

Digitized by Google

les prix de ces produits se rapprocher des prix des céréales à mesure que s'organise mieux le marché du monde.

Les prix des produits minéraux, métallurgiques, du verre, des fils et des tissus, présentent des traits communs : la dernière période de 1871-1886 débute pour eux tous par une élévation rapide; pour tous, depuis 1873, il y a eu affaissement.

C'est la houille qui présente la chute la plus considérable depuis 1873 : cette dépression extraordinaire est le secret de la situation redoutable où s'est trouvée cette industrie.

L'acier, le fer, les machines peuvent être compris parmi les produits manufacturés. Leur dépression moyenne est de 50 p. c. depuis 1865; de 34 p. c., depuis 1873.

Le prix du verre à vitre semble s'élever et s'abaisser périodiquement avec des intervalles de stabilité. Les matières textiles brutes, laine, lin, coton, soie, sont diminuées de plus de moitié depuis 1865. Les fils et les tissus de lin, de coton, de laine, réunis, suivent un mouvement analogue; leur abaissement est à peu près continu depuis 1875. Quant au sucre, son prix s'abaisse depuis vingt ans.

Si nous prenons la moyenne décennale de 1867-1877 comme terme de comparaison pour déterminer le mouvement des prix, nous constatons les variations consignées dans le tableau ci-joint :

Digitized by Google

	Moyenne des prix de 1867-77	Prix en 1887	Différence	Baisse p. c.	Hausse p. c.	Prix en 1890	Différence	Baisse p. c.	Hausse p. c.
Acier en barres, feuill. et fils	83	12	— 71	85	—	15	— 68	82	—
Espèce bovine	288	230	— 58	20	—	225	— 63	21.8	—
Beurre frais et salé	307	260	— 47	15	—	245	— 62	20	—
Bougies et chandelles	268	200	— 68	25	—	200	— 68	25	—
Charbons { Houille	17.7	12.3	— 5.4	3	—	17.5	— 0.2	1	—
Charbons { Coke	26	16	— 10	38	—	26.1	+ 0.1	—	0.3
Fer battu, étiré ou lamine	23	11	— 12	52	—	15	— 8	34.7	—
Fil de laine	781.8	400	— 381.8	48	—	425	— 356.8	45.6	—
Fils de lin, chanvre et jute	554.5	350	— 204.5	36	—	350	— 204.5	36.9	—
Matières text. brutes.	233	140	— 93	39	—	140	— 93	39	—
Graines oléagineuses.	38.5	28	— 10.5	27.6	—	30	— 8.5	22	—
Froment	31.9	19	— 12.9	41.6	—	20	— 11.9	38	—
Seigle	22.8	13	— 9.8	44.5	—	15	— 7.8	34	—
Orge	23.3	16	— 7.3	31.7	—	18	— 5.3	23	—
Avoine, maïs et sarrasin	22	14	— 8	36	—	16	— 6	27	—
Graisses	107	71	— 36	33.6	—	70	— 37	34.5	—
Huiles (autres qu'alimentaires	106.5	72	— 34.5	32.5	—	79	— 27.5	26	—
Machines en fer ou en acier	156.3	130	— 26.3	16.8	—	150	— 6.3	4	—
Papier.	120	120	»	»	—	60	— 60	50	—
Peaux brutes (sèches).	183.6	160	— 23.6	19.9	—	125	— 58.6	32	—
Pierres sciées	4.5	7	+ 2.5	»	55	7	+ 2.5	—	62
Sucres bruts.	60	29	— 31	51.6	—	31	— 29	48	—
Tissus de coton.	590	400	— 190	32	—	400	— 190	32	—
Id. laine (draps)	1400	1050	— 350	25	—	1000	— 400	28.5	—
Id. lin et jute	630	700	— 70	11	—	400	— 230	36.5	—
Verres de vitrage	32.5	27	— 5.5	17	—	18	— 14.5	45	—
Viandes	146	180	+ 34	»	23	180	+ 34	—	23
Zinc non ouvré.	61	45	— 16	26	—	47	— 14	22.9	—

Digitized by Google

Si nous mettons en rapport l'année 1873, qui marque pour la plupart des produits le point culminant de la hausse des prix, et l'année 1887, qui marque le point le plus bas de la dépression pour le plus grand nombre des articles, nous obtenons les résultats suivants :

Baisse de moins de 20 p. c.

Beurre frais et salé . . .	16.1 p. c.
Machines en fer ou acier .	18.7 »

Baisse de 20 à 30 p. c.

Sucres bruts	20.6 p. c.
Espèce bovine.	24.6 »
Peaux brutes	27.2 »
Tissus de laine.	27.6 »
Huiles	28 »
Graisses.	29 »
Graines oléagineuses. . .	30 »

Baisse de 30 à 40 p. c.

Verres de vitrage . . .	32.5 p. c.
Orge, escourgeon et drèche.	33.3 »
Avoine, maïs et sarrazin. .	33.3 »
Bougies et chandelles . .	35.4 »
Fils de lin, chanvre et jute .	36 »
Matières textiles brutes (lin)	37.7 »
Zinc non ouvré.	40 »

Baisse de 40 à 50 p. c.

Tissus de coton (teints). .	42.8 p. c.
Seigle	43.5 »
Froment.	45.7 »

Baisse de 50 à 60 p. c.

Houille	50.3 p. c.
Fer battu, étiré ou laminé .	54.5 »
Fils de laine (écrus) . . .	55.5 »

Digitized by Google

Baisse de 60 à 80 p. c.

Coke	63.6 p. c
Acier en barres, feuill. et fils	80 »

Hausse de 10 à 20 p. c.

Tissus de lin, chanvre, et jute	11 p. c.
Viandes	20 »

Nous sommes maintenant en état de revenir avec plus de précision au problème examiné par M. Pirmez.

Dans notre commerce international, les facteurs les plus importants de l'importation sont les denrées alimentaires: céréales et produits animaux, les matières premières minérales, végétales, animales : minerai, coton, laine, lin, soie, graisses, peaux.

Les produits exportés les plus importants sont les céréales, les pierres brutes et taillées, la houille, le fer, le zinc, les fils de lin, de laine, le verre, les peaux, les tissus. La conservation de l'équilibre des quantités importées et exportées à différentes époques est évidemment la résultante de l'opération de toutes les causes qui agissent sur ces prix, si diversement affectés.

Après l'examen que nous avons fait, nous ne pouvons plus considérer cet équilibre que *comme instable*; il suffit d'une perturbation dans les prix de l'un des facteurs essentiels pour modifier le rapport entre les *quantités* importées et exportées. Par exemple, les pierres forment l'un des plus importants objets de nos exportations; leur prix a été maintenu longtemps très haut dans les tableaux du commerce; elles paient une portion notable de nos importations. Placez-vous en 1886 : les tableaux de l'année antérieure, 1885, révèlent que l'exportation des pierres diminue ; les prix ne tarderont pas à baisser; si cette baisse a lieu, il nous faudra, pour payer nos importations, toutes choses égales d'ailleurs, ajouter à nos exportations une *quantité supplémentaire* de produits. Semblable-

Digitized by Google

ment, dans les importations, la viande et le beurre, par l'abaissement plus lent de leurs prix, contrebalancent l'effet de la baisse des céréales dans une certaine mesure; elles commandent donc une *plus grande quantité* de nos produits exportés; mais supposez que la baisse des prix de la viande se précipite, et, toutes choses égales, il faudra un supplément de quantités importées pour rétablir l'équilibre.

Les nations qui ont atteint, comme la nôtre, un haut degré de développement industriel-agricole, ont cela de propre, que leurs exportations comprennent de plus en plus de produits manufacturés, et que leurs importations tendent à embrasser surtout des matières premières et des subsistances. Les lois qui tendent à régir historiquement l'équilibre des quantités importées et exportées sont donc, pour ces nations, celles mêmes qui régissent les prix de ces classes fondamentales de produits.

Les faits que nous avons observés nous suffisent pour résister aux séductions de l'optimisme; rien ne nous autorise à soutenir que l'équilibre entre la quantité de nos produits importés et celle de nos produits exportés se maintiendra, ou, s'il est troublé, se rétablira nécessairement dans les mêmes conditions. Tout nous révèle, au contraire, que cet équilibre est précaire, instable, toujours prêt à fléchir d'un côté ou de l'autre, sous l'influence de causes générales et de causes perturbatrices affectant nos prix.

Dans la crise actuelle, il est aisé de remarquer que nos exportations embrassent les produits qui ont subi la plus forte dépression, comme le fer, les matières textiles, le verre même.

D'ailleurs le résultat du calcul fût-il d'établir que nos conditions relatives sont les mêmes qu'aux époques antérieures, ce grand phénomène d'une dépression lente, à la fois dans les *prix* et dans les *quantités* échangées, qui s'abat sur toutes les nations civilisées, ne subsisterait pas moins.

Digitized by Google

C'est assez d'un universel affaissement et d'une souffrance commune et égale, il n'est pas indispensable que nous souffrions plus que les autres nations pour que nous ressentions la souffrance.

INFLUENCE GÉNÉRALE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Il nous faut maintenant nous tourner vers notre économie nationale proprement dite. Si intimement unie qu'elle soit à l'économie internationale, elle ne se confond pas avec elle; il lui reste un domaine propre.

Nous avons à étudier l'influence de la dépression des prix, non plus seulement sur nos échanges internationaux, sur nos rapports avec l'ensemble de l'économie internationale, mais sur notre constitution intime, sur l'ensemble des fonctions qui constituent notre vie économique nationale, sur notre commerce intérieur, sur la production nationale, sur la répartition du produit qui s'effectue entre ceux qui y ont coopéré, sur la distribution du revenu et la consommation qui s'opère sur notre territoire même. C'est le propre de tout organisme qu'une modification affectant l'une de ses fonctions, se répercute de proche en proche sur toutes les autres fonctions de la vie collective. C'est quand nous aurons suivi jusqu'aux phénomènes de consommation les changements ainsi répercutés, c'est alors seulement que nous essayerons de saisir la chaîne des causes générales de la dépression actuelle.

Dans cette étude, comme ailleurs, on retrouve les tendances opposées des doctrines. L'optimiste soutiendra que la dépression n'aura que des effets passagers. En effet, dira-t-il, les salaires, les profits, la rente diminueront sans doute, mais ce ne sera qu'un abaissement nominal; le fabricant vendra ses produits à meilleur marché, mais il paiera moins cher ses matières premières, la main d'œuvre

Digitized by Google

de ses ouvriers ; le salaire sera réduit, mais l'ouvrier paiera moins cher les produits qu'il consomme ; de telle sorte que tout compte fait, on ne gagnera ni plus ni moins qu'auparavant. Cette confiance dans un rétablissement spontané de l'équilibre est le caractère même de l'optimisme économique.

Cependant une telle doctrine ne pourrait être vraie que si les variations qui se produisent dans les prix étaient uniformes, simultanées, et que le changement se produisît à peu près instantanément.

Mais nous vivons dans des conditions économiques d'une extrême complexité ; ensuite, nous savons déjà que les variations des prix ne sont pas uniformes, dans les divers groupes de produits ; enfin la dépression des prix des salaires, des profits, de la rente, s'accomplit lentement, graduellement sous nos yeux, et non seulement elle rompt à chaque instant, en un point nouveau, l'équilibre économique, mais elle produit à chaque moment des résultats définitifs, des misères individuelles sans remède ; mais elle réagit nécessairement sur l'ordre moral qui, à son tour, réagira sur l'ordre économique. L'expérience d'une baisse progressive des prix paralyse peu à peu la confiance dans l'avenir, ce qui aboutit à réduire encore l'activité économique.

Ici encore, il faut savoir se dégager de toute doctrine *a priori* et observer les faits. L'optimisme est une doctrine hypothétique, conçue *a priori*, et qui fait abstraction du temps pendant lequel les phénomènes s'accomplissent, et de la complexité des phénomènes ; en présence des misères que cette lente dépression accumule, c'est une cruelle ironie de s'en rapporter au cours spontané des choses. A considérer maintenant la vie économique d'une nation dans son ensemble, il est possible de surprendre les symptômes non équivoques d'une diminution de l'activité économique.

Digitized by Google

La fonction du transport est destinée à unir, non seulement le producteur au consommateur, mais les producteurs entre eux. L'intensité du courant qui s'établit entre producteurs et consommateurs révèle le degré d'activité d'un pays. Or il est constant aujourd'hui, dans tous les pays, que les recettes des chemins de fer ont fléchi ; les recettes s'élevaient en 1883 à 121,950,561 francs (1).

Elles ont été successivement :

En 1884 de	. . .	fr. 120,193,486
» 1885.	. . . . .	119,773.906
» 1886.	. . . . .	116,529,508
» 1887.	. . . . .	124,137,746
» 1888.	. . . . .	131,612,616
» 1889.	. . . . .	136,920,084
» 1890.	. . . . .	141,250,467.

Le relèvement correspond au mouvement d'accroissement des exportations et des importations, en valeur et en quantité. M. Paul Leroy-Beaulieu vient de signaler qu'en France les recettes brutes des chemins de fer sont inférieures de 37 1/2 millions en 1885 à celles de 1884, bien que le réseau se soit accru de 1100 kilomètres. M. Leroy-Beaulieu signale également que le tonnage des embarquements sur canaux et rivières s'est réduit en France de 8 p. c.

Dans son rapport, M. Spuller a eu recours à un moyen ingénieux et assez exact pour mesurer le ralentissement de l'activité industrielle à Paris : la consommation de la houille. C'est un indice qu'il est utile de consulter, surtout en comparant les années très rapprochées pendant lesquelles l'outillage industriel n'a pu subir que peu de modifications; M. Spuller, partant de là, a évalué à 1/5 la diminution de production. En Belgique, la consommation de la houille et du coke, qui atteignait son maximum en 1883, 13,631,569 tonnes, a décru depuis lors; elle

(1) Voir pl. X.

Digitized by Google

n'est plus que de 13,156,490 tonnes, en 1885 ; mais il est impossible de faire exactement la part, dans cette décroissance, de la consommation domestique, de la consommation des machines employées au transport, de celle de l'industrie même. Je ne puis m'empêcher cependant de voir dans l'accroissement de consommation de la houille, de 1880 à 1883-84, un mouvement corrélatif à celui de l'accroissement dans la quantité de nos exportations; cette quantité, après une élévation rapide, dissimulée par la baisse des prix dans nos rapports sur le commerce extérieur, a fléchi à son tour en 1885-86, comme les prix, comme la consommation de la houille.

Il y a là, comme pour les recettes des chemins de fer de l'Etat, une véritable loi de corrélation ; on en peut juger par le tableau qui suit et qui embrasse toute la période de fluctuations des prix :

EXPORTATIONS

	Valeurs officielles Milliers de francs.	Valeurs calculées exprimant le mouvement des quantités	Consommation de la houille en tonnes
Phase d'accroissement :			
1871	888,659	925,600	9,534,310
1872	1,051,133	991,600	10,203,148
1873	1,158,577	1,103,400	11,181,608
Phase de décroissement :			
1874	1,114,640	1,052,500	10,378,328
1875	1,101,764	993,400	10,758,282
1876	1,063,770	1,022,700	10,528,950
1877	1,081,910	1,011,100	10,288,651
Phase d'accroissement :			
1878	1,112,352	1,146,700	10,916,565
1879	1,190,391	1,279,900	11,104,457
1880	1,216,741	1,254,300	12,071,319
1881	1,302,670	1,476,500	12,139,750
1882	1,325,918	1,616,900	12,809,761
1883	1,343,126	1,580,100	13,631,565

Digitized by Google

EXPORTATIONS

	Valeurs officielles Milliers de francs.	Valeurs calculées exprimant le mouvement des quantités	Consommation de la houille en tonnes
Phase de décroissement :			
1884	1,337,479	1,671,800	13,482,505
1885	1,200,003	1,558,300	13,156,490
1886	1,181,974	1,575,800	12,749,555
Phase d'accroissement :			
1887	1,240,624	1,676,500	13,480,609
1888	1,243,700	1,658,200	14,310,295
1889	1,458,525	2,083,400	14,878,591
1890	1,437,023	2,052,800	15,808,042

Deux ordres de phénomènes vont nous faire saisir bien nettement l'influence des *fluctuations* des prix sur l'ensemble de l'activité économique d'une nation ; c'est d'abord l'importance des capitaux engagés dans des entreprises nouvelles, aux époques de hausse et de baisse des prix ; c'est ensuite le nombre des faillites.

Quand les prix s'élèvent, qu'ils suivent une marche ascendante, la perspective d'une ère de larges profits s'ouvre pour le commerce et l'industrie ; les produits, en passant de main en main, laisseront un bénéfice dans chacune d'elles ; on n'hésite pas à acheter des marchandises en gros, car on espère les réaliser avec profit ; on n'hésite pas à engager des capitaux dans une production nouvelle ; toutes les périodes d'activité fièvreuse, trop souvent désordonnée, s'ouvrent par la hausse des prix. Celle qui fait l'objet de notre étude eut le même point de départ. Elle a commencé par une exaltation de l'esprit d'entreprise, que la hausse des prix de certains produits avait provoquée. Elle présente aujourd'hui, avec une dépression qui envahit tous les prix, une paralysie de l'esprit d'entreprise.

Le développement extraordinaire donné par plusieurs Etats de l'Europe et de l'Amérique à la construction des

Digitized by Google

chemins de fer, immédiatement avant la guerre de 1870-71, en fut le véritable point de départ. La nécessité de reconstituer l'outillage des deux nations belligérantes donna une impulsion plus énergique encore à la hausse des prix après la guerre.

Rarement l'esprit d'entreprise fut plus violemment surexcité. Les Etats, les sociétés financières, les sociétés industrielles firent des appels énergiques au crédit, le public y répondit souvent avec une confiance aveugle, tant la foi dans la hausse était grande. C'est alors que les sociétés se multiplièrent, que l'on vit l'Allemagne, dans la seule année 1873, établir 93 usines; qu'en Autriche, 1,005 concessions furent demandées en quelques années. Les Etats-Unis construisirent en cinq ans 45,000 kilomètres de chemins de fer; le Pérou lui-même ne craignit pas d'établir d'un seul coup un réseau de 400 kilomètres.

Nous avons des documents statistiques rassemblés d'année en année par M. Georges de Laveleye, et qu'il suffit de réunir et de reproduire en diagrammes pour montrer l'influence des fluctuations des prix sur le développement de l'activité économique.

J'ai mis en rapport les différents diagrammes reproduisant, depuis 1869, les variations générales des prix en Angleterre, en France, en Belgique, avec les diagrammes marquant l'importance des appels faits au crédit, des capitaux souscrits pendant les années correspondantes, au profit des Etats, des sociétés financières, des sociétés industrielles.

Il est impossible de ne pas être frappé de la corrélation de ces courbes (1).

En 1871, les emprunts publics des Etats, des villes, les émissions des sociétés financières, les sociétés industrielles, y compris les sociétés de chemins de fer, s'élèvent ensemble

(1) Voir pl. XI.

Digitized by Google

à 15 milliards 590 millions. En 1872, elles sont encore de 12 milliards 641 millions, et les sociétés industrielles seules y figurent pour 5 milliards 208 millions; en 1873, les émissions s'élèvent à 10 milliards 908 millions; les sociétés industrielles comptent pour 4 milliards 821 millions.

C'est alors que la crise éclate; l'équilibre se rompt; les moyens de produire ont été développés bien au-delà des besoins de la consommation. M. Neumann Spallaert rapporte, par exemple, qu'en 1876, il y avait 2,537 hauts-fourneaux dans le monde, dont près de la moitié, 1,208, étaient inactifs.

La baisse des prix refoule la confiance; les émissions totales descendent, en 1874, à 4 milliards 215 millions; en 1875, elles sont de 1,704 millions en tout; en 1878, elles sont de 4,561 millions; les sociétés industrielles n'y figurent que pour 779 millions. La reprise des affaires semble s'annoncer en 1879, et la hausse des prix se produit en 1880-81. Les émissions reprennent avec la confiance, mais la dépression des prix reprend le dessus à partir de 1883. Ses effets sont inverses de ceux de l'élévation des prix. La crainte de revendre à perte les produits exécutés, les marchandises achetées en gros, paralyse l'esprit d'entreprise. Les émissions totales de 1883 s'abaissent à 3 milliards 331 millions; il est vrai que les sociétés industrielles y comptent encore pour 1,665 millions, mais en un an, leurs émissions sont tombées de onze cents millions.

Les mêmes phénomènes se sont produits en Belgique. Les émissions suivent le mouvement des prix. Elles atteignent jusque 362 millions en 1873, pour redescendre à 198 en 1874, puis à 29 en 1875, 24 en 1876, 8 en 1877, 13 en 1878. La reprise de 1879 porte les émissions à 212 millions, puis à 190 en 1880, 55 à 1881, 204 en 1882 et 82 en 1883; la dépression les fait retomber à 11 en 1884 et à 29.6 en 1885.

Digitized by Google

Les entreprises industrielles qui représentent 42 millions en 1871, 25 en 1873, tombent à 3 en 1884 et à 6.6 en 1885.

Les faillites agissent comme une sélection économique brutale, elles frappent les entreprises les moins bien constituées pour résister dans la lutte pour la vie, elles assurent la survivance des plus aptes. Le mouvement des faillites est en rapport avec la baisse des prix. Les commerçants et les industriels qui ont contracté des engagements avant la baisse des prix, ne les exécutent après qu'en réalisant leurs produits ou leurs marchandises à perte, ce qui les mène à la ruine. La marche des faillites est en rapport avec celle des prix. Il suffit d'interroger le diagramme des faillites en Belgique, en Angleterre, aux Etats-Unis, il forme comme l'image renversée de celui des prix. Dans les trois pays nous constatons un accroissement du nombre des faillites après 1873, c'est-à-dire après l'année terrible où la baisse éclate; cependant les nombres les plus considérables des faillites ne se constatent pas immédiatement, on les voit croître d'année en année, signe manifeste que la prolongation de la baisse des prix est ici le facteur le plus redoutable. Ce qui le montre à l'évidence, c'est que le relèvement passager des prix en 1880 et 1881 suspend immédiatement la marche ascensionnelle des faillites; cette suspension persiste en Angleterre. Aux Etats-Unis et en Belgique, le mouvement des faillites reprend avec la baisse nouvelle des prix, en 1882-1883; cependant, au témoignage des Rapports de l'enquête américaine sur la dépression du commerce, le passif des faillites se réduit.

En Belgique, la dépression du commerce, en atteignant en 1886 son maximum, détermine aussi le nombre des faillites, et le relèvement du commerce après 1887, s'accompagne d'une diminution d'intensité de ce redoutable phénomène.

Digitized by Google

1884-85	534	faillites.
1885-86	661	»
1886-87	637	»
1887-88	678	»

Période de relèvement :

1888-89	652	faillites.
1889-90	614	»

Ainsi sous deux formes différentes mais connexes, nous voyons la dépression des prix contracter la vie économique, soit qu'elle empêche des entreprises nouvelles de naître, soit qu'elle ruine les entreprises trop faibles pour soutenir des épreuves prolongées.

BIBLIOGRAPHIE DE LA DEUXIÈME LEÇON

Les mêmes. — Bourne, *Foreign and colonial tariffs as influencing prices and affecting trade. Journal of the statistical society*, juin 1886. — Sauerbeck, *Prices of commodities and the precious metals*, ibid. 1886. — de Foville, voir son remarquable article qui vient de paraître dans le nouveau *Dictionnaire d'Economie politique : Variations des prix*. — Spuller, *Rapport sur la situation des ouvriers et la crise parisienne*, 1885. Chambre des Députés, n° 2695. — Georges de Laveleye, *Moniteur des Intérêts matériels*, relevés annuels des émissions. — Idem, *Bulletin de statistique internationale*, publié par M. le Ministre des Finances en France.

Digitized by Google

TROISIEME LEÇON

PHÉNOMÈNES DE RÉPARTITION DES RICHESSES

Je me propose d'aborder maintenant l'étude de l'influence de la dépression des prix des marchandises sur la répartition qui s'opère entre les travailleurs, les entrepreneurs, les capitalistes, les propriétaires. Au début de cette étude, je me reporte invinciblement avec M. de Laveleye, à la longue dépression des prix qui suivit 1815 et prolongea ses effets jusqu'en 1822. De Sismondi, l'illustre économiste, l'a traversée, et l'impression qu'il en ressentit l'engagea dans de profondes recherches sur la balance de la production et de la consommation, et c'est ainsi qu'il conçut ses *Nouveaux principes d'économie politique*. Il en parle dans ce langage émouvant qui jaillit de son grand cœur, et dans la description qu'il en fait, bien des traits s'appliqueraient encore à la situation actuelle, « un cri de détresse, » écrit-il en 1820, s'élève de toutes les villes manufacturières du vieux monde, et toutes les campagnes du nouveau lui répondent : Partout le commerce est frappé » d'une même langueur. Il y a cinq ans au moins, que la » souffrance a commencé ; loin de se calmer, elle semble » s'accroitre par la durée. Dans toutes les professions qui » nous sont connues, il y a surabondance de bras. »

C'était en 1820 que Sismondi écrivait que la dépression durait depuis cinq ans, et les évènements ont prouvé qu'elle en devait durer deux encore.

L'histoire a ses retours, les fluctuations des prix se

Digitized by Google

répètent au XIXe siècle; leur courbe, qui se déroule à travers le siècle, porte dans ses replis la prospérité et la misère des nations. On frémit à la pensée qu'elle s'abaisse encore aujourd'hui, et qu'elle nous fasse descendre dans un abîme de désordres et d'antagonismes plus profond peut-être que celui que décrivait Sismondi.

INFLUENCE DE LA CRISE SUR LES PROFITS INDUSTRIELS

Des documents statistiques d'une grande exactitude nous fournissent la preuve que dans tous les pays industriels, le mouvement de dépression qui a frappé les prix des marchandises s'est communiqué aux salaires, aux profits, à l'intérêt, à la rente.

Dans cette répercussion, le profit de l'entrepreneur est atteint avant le salaire du travail et la rente du propriétaire. Le salaire qu'a reçu le travailleur doit, avec toutes les autres charges de la production, être reconstitué par le prix du produit, avant que l'entrepreneur recueille le profit, qui est la différence entre les dépenses de production et le prix du produit. Le tableau des revenus imposés à l'*Income tax*, en Angleterre, nous permet de juger de l'abaissement des profits; c'est ainsi que les profits des mines, imposés à la cédule D, après s'être élevés à plus de 14,600,000 liv. st. en 1876, sont tombés, en 1884, à 7,100,000 liv. st. soit plus de 50 p. c.; les profits de l'industrie du fer ont subi une dépression plus forte encore : de 7,300,000 liv. st. en 1875, ils sont descendus à 1,700,000 liv. st. en 1880, à 3,000,000 en 1884. Si nous passons en Allemagne, le remarquable rapport de M. Scott, reproduit dans l'Enquête anglaise sur la *Dépression du commerce*, nous apprend que la baisse des prix a entraîné la réduction au minimum des profits de presque toutes les entreprises; les industries qui ont le plus souf-

Digitized by Google

fert sont les industries extractives, l'industrie du fer, les industries chimiques et la plupart des industries textiles. En France, le rapport de M. Spuller sur l'industrie parisienne évalue à 20 p. c. la réduction du chiffre d'affaires, soit 1 milliard de francs, à Paris; le rapport de M. de Lanessan sur la crise à St-Etienne et à Lyon, nous apprend que la valeur des produits en soieries et rubans est tombée, en quelques années, de 93,000,000 de francs à 43,000,000 et la production sétifère de Lyon, qui s'élevait à 450,000,000 de francs en 1871, est réduite, en 1884, à 395,000,000. En Belgique, nous pouvons nous faire une idée générale de la baisse des profits, au moyen des chiffres que représentent le revenu des sociétés anonymes, imposable à la contribution de la patente: le revenu atteint près de 78,000,000 de francs en 1871 et 1873; en 1877 et 1878, il ne dépasse pas 40 millions; il se relève avec la hausse des prix, pour retomber encore avec le retour de la dépression.

C'est ce qui résulte du tableau suivant :

Années	Index-numbers	Bénéfices des Sociétés anonymes	
1870	89	39,523,610	francs
1871	96	77,332,342	»
1872	106	61,612,753	»
1873	105	77.040,101	»
1874	105.9	70.480,996	»
1875	110.9	54,713,041	»
1876	104	45,910,486	»
1877	103	38,837,320	»
1878	97	39,657,178	»
1879	93	41,149,105	»
1880	97	48,083,225	»
1881	95	54,659,290	»
1882	82	60,410,947	»
1883	85	61,860,805	»
1884	80	56,315,217	»
1885	77	48,721,046	»

Digitized by Google

Années	Index-numbers	Bénéfices des Sociétés anonymes	
1886	75	64,359,129	francs
1887	74	51,959,763	»
1888	75	57,186,625	»
1889	70	59,140,040	»
1890	70	71,875,225	»

Dans le mouvement corrélatif des prix et des profits, les variations des profits présentent, en général, une amplitude beaucoup plus considérable que celle des prix des produits. C'est ce qui résulte du tableau ci-après, dans lequel j'ai représenté par 100 le prix de la tonne de houille et le montant des profits par tonne en 1869, et exprimé les prix des années qui suivent en fonction de cette grandeur initiale :

Années	Prix de la tonne de houille (Hainaut)	Profits par tonne
1869	100	100
1870	102	144
1871	106	177
1872	125	387
1873	203	949
1874	154	259
1875	146	157
1876	128	55
1877	104	13
1878	94	11
1879	88	10
1880	94	37
1881	90	3
1882	93	59
1883	95	49
1884	88	59
1885	82	73
1886	76	49
1887	74	83
1888	78	106
1889	86	172
1890	120	445

Digitized by Google

Avec la baisse des prix, la production se contracte, les entrepreneurs les moins bien armés pour la lutte succombent, la demande de travail se réduit, le chômage atteint graduellement les travailleurs et provoque la concurrence dépressive des salaires. Sur cette population flottante des travailleurs, il y a de douloureux détails dans les enquêtes. Les auteurs du Rapport sur la dépression aux Etats-Unis, évaluent, au 1er juillet 1887, à 7 1/2 p. c. la proportion des ouvriers complètement inoccupés, ou en grande partie inoccupés, dans l'agriculture, le transport, la sidérurgie, les mines, les manufactures; ce qui correspond à 998,839 ouvriers hors d'emploi ou à peu près. M. Spuller a essayé d'évaluer le nombre des ouvriers réduits au chômage, à Paris, par la crise; sans se dissimuler l'insuffisance des données statistiques, il le porte à 51,600 et même à 69,500 selon certaines dépositions recueillies; à Lyon, d'après M. de Lanessan, en octobre 1884, il y avait huit mille métiers Jacquard inoccupés, et de neuf à onze mille ouvriers sans emploi, dans l'industrie sétifère et les métiers auxiliaires.

En Angleterre, nous avons pour nous éclairer, l'ensemble des documents de l'enquête actuelle, et surtout des *Trade Unions*, des *Associations ouvrières professionnelles*, dont les délégués ont été entendus dans l'enquête. Les ouvriers constructeurs de navires peignent la situation en quelques traits saisissants : le commencement de la dépression remonte à la seconde moitié de 1883, disent-ils; ses symptômes généraux sont le renvoi d'une partie des ouvriers, la diminution du travail pour les autres, et, dans certains cas, la substitution des enfants aux travailleurs adultes.

Partout, cette année 1883 est l'année fatale où la dépression recommence; dans le bâtiment, c'est à la fin de 1884 que la dépression est la plus profonde; les délégués des

Digitized by Google

ouvriers du bâtiment de Nottingham nous peignent la baisse des salaires s'accomplissant sous la pression des ouvriers sans ouvrage. Il semble que les contractions et les dilatations des prix des marchandises se traduisent partout avec une fidélité redoutable, par le reserrement et l'expansion de la population ouvrière qui trouve de l'emploi. Preuve nouvelle des perturbations profondes que les fluctuations des prix entraînent dans les conditions d'existence des travailleurs. Ce qui frappe lorsqu'on étudie les statistiques anglaises, c'est que le nombre des pauvres secourus par la bienfaisance publique dans ces dernières années, se réduit sans cesse depuis 1880, malgré la dépression industrielle. M. Giffen, qui rapporte le fait, hésite devant son explication. Certes, il me convient d'avoir sa réserve; je ne puis cependant m'empêcher de vous signaler le développement considérable et corrélatif que l'émigration a pris depuis 1879. Le progrès de l'émigration ne semble pas répondre immédiatement à la baisse des prix; il y a un intervalle rempli vraisemblablement par l'espérance, par la résistance morale, par la lutte; mais il est visible que la prolongation de la baisse des prix détermine un courant prolongé d'émigration. Il est manifeste dans ces dernières années.

En 1877, 1878, années de dure dépression des prix, l'émigration de la Grande-Bretagne n'atteint que le tiers ou la moitié des chiffres que fournissent les années ultérieures. Une autre cause retardatrice du développement de l'indigence officielle, c'est l'action continue, d'une généralité et d'une efficacité croissantes, des *Trade Unions*; elles soutiennent de plus en plus énergiquement leurs membres sans ouvrage, et la mutualité refoule la charité officielle.

Un rapport remarquable publié en 1889 par M. Burnett, le *Correspondent of labour*, nous donne la proportion pour cent du nombre des travailleurs condamnés au chômage et entretenus par les *Trade Unions*, en Angleterre.

Digitized by Google

Proportions p. c. du nombre des **UNIONISTES** sans travail

UNIONS	1871	1872	1873	1874	1875	1876	1877	1878	1879	1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886
Charpentiers et menuisiers.	3.5	1.3	1.0	0.87	0.82	0.81	1.1	2.5	7.6	6.3	4.9	3.0	3.2	4.0	6.1	7.8
Serruriers	0.56	0.92	0.35	0.94	1.4	2.0	2.0	4.4	11.1	2.7	1.2	0.67	1.0	9.2	15.9	14.4
Soc. amalg. des mécaniciens.	1.3	0.9	1.1	1.6	2.4	3.6	4.7	6.5	13.3	5.9	3.5	1.8	2.3	5.1	6.2	7.4
Chaudronniers et constructeurs de navires . . .	—	—	1.1	2.4	5.8	8.6	7.7	9.2	20.4	7.3	1.7	0.65	1.2	20.0	22.3	22.2
Constr. de machines à vap.	0.58	0.53	0.65	0.81	1.2	2.0	2.7	4.7	10.1	3.5	2.1	1.1	1.4	2.6	4.4	5.8
Fondeurs de fer	2.4	1.4	3.2	2.9	3.5	5.7	9.1	14.6	22.3	10.9	7.8	4.3	4.3	7.2	10.9	13.9
Ouvr. verriers, souffleurs de bouteilles du Yorkshire.	1.93	0.73	0.49	0.85	1.16	2.63	6.1	7.3	13.4	11.4	5.16	7.3	4.2	6.2	5.3	7.5
Compositeurs-typographes de Londres	11.3	8.3	6.8	7.4	5.7	8.5	10.6	11.1	14.3	13.1	12.6	11.4	10.9	10.6	12.1	11.2

Digitized by Google

Il est impossible d'évaluer, en Belgique, le nombre des ouvriers que la crise a condamnés au chômage; cette population est d'ailleurs nécessairement variable, mais, à mes yeux, la proportion est moindre qu'aux Etats-Unis, pour l'ensemble; il est des industries dont on peut cependant mesurer les pertes : c'est ainsi que les ouvriers employés à l'extraction du minerai, au nombre de 4,248, en 1876, ne sont plus que 1,788, en 1885; dans les hauts-fourneaux, leur nombre est tombé de 3,060, en 1873, à 1,341 en 1885.

En 1886, les maîtres de forges de Charleroi ont fixé à 30 p. c. la diminution du nombre de bras occupés dans les usines du Hainaut, du Brabant et de la province de Namur.

Le nombre des ouvriers houilleurs avait, en 1886, décru de plus de 3,000, et de 7,625 depuis 1874. Ici vous pouvez constater la réaction que les fluctuations des prix produisent sur la population occupée : en rapprochant la courbe du prix de la houille de celle de la population ouvrière dans le Hainaut, vous verrez les systoles et les diastoles des prix se traduire par des diminutions et des accroissements du nombre des travailleurs occupés; les changements produits dans les *fonctions* économiques, se transmettent ainsi sous des formes appropriées à l'*organisme* lui-même. C'est là ce que j'appelle la « morphologie sociale ». Mais les changements sont plus intimes même, car on peut se convaincre que les rapports des âges et des sexes ont été, par un contre-coup dernier, modifiés dans la composition de la population laborieuse, et que des changements de structure sont partout en rapport avec des changements fonctionnels.

RÉACTION SUR LES TRAVAILLEURS. — LA BAISSE DES SALAIRES

L'effort que l'entrepreneur fait sous l'empire de la dépression des prix, pour diminuer ses dépenses de production, déterminent d'une manière générale l'abaisse-

Digitized by Google

ment des salaires, la diminution de la demande de travail et la concurrence.

En 1877, dans le Massachusetts, d'après le rapport du Bureau du travail de Boston, le salaire s'était abaissé depuis 1875, dans toutes les industries, dans des proportions variant de 1 à 50 p. c. Cette inégalité dans la baisse, observable partout, est l'un des faits importants de la crise qui n'ont pas été suffisamment étudiés. Elle fait peser d'un poids inégal sur les différentes classes de travailleurs les effets de la crise, exactement comme l'inégalité dans la baisse des marchandises inflige aux différentes industries des épreuves inégales. En 1884, le même bureau de statistique du travail de Boston publia une vaste étude comparative sur les variations du taux des salaires dans le Massachusetts et en Angleterre. Il résulte de cette étude, dont j'ai reproduit graphiquement les résultats généraux, que depuis 1872 à 1880, c'est-à-dire pendant la première phase de la baisse des prix, les salaires se sont réduits d'une manière continue. Ils se sont relevés de 1880 à 1883, précisément à l'époque du relèvement des prix des marchandises. En Angleterre, la baisse des salaires se manifeste en 1877 d'une manière générale et se prolonge là encore jusqu'en 1880, pour être suivie alors d'un relèvement. Ce qui eût été d'un intérêt très grand pour moi, c'eût été de recueillir le mouvement des salaires pendant les années de dépression des prix qui ont suivi 1883 jusqu'aujourd'hui. Je n'ai trouvé les éléments de ce travail comparatif ni dans le rapport américain sur la crise, ni dans les rapports anglais. Mais le doute n'est pas possible, les dépositions individuelles dans l'enquête anglaise témoignent d'une baisse des salaires que je porte à environ 10 p. c. de 1883 à 1887. Dans ces périodes funestes qui vont de 1873 à 1880 et de 1883 à 1886, en Angleterre, les ouvriers se sont raidis, mais le plus souvent vainement, contre la baisse.

Digitized by Google

Le rapport de M. Spuller ne nous donne que peu de renseignements sur les variations du salaire à Paris dans ces deux dernières années, il n'a de détail précis que sur la baisse de la main d'œuvre dans l'industrie du bâtiment. Les documents statistiques recueillis dans les rapports anglais et américains s'arrêtent pour Paris et les principales villes de France, en 1882, et n'embrassent guère que les industries manufacturières; les salaires présentent plutôt depuis 1875 jusqu'en 1882, une sorte de stabilité. Cependant M. de Lanessan nous peint les tisseurs de soie de Lyon, travaillant 14 et 15 heures par jour pour gagner de 2 francs à 2.25.

En Belgique, les documents les plus complets se rapportent, comme vous le verrez tout à l'heure à l'industrie houillère. Sur les autres industries, les renseignements sont moins nombreux et moins précis.

Dans la métallurgie, les fluctuations des salaires ont été considérables; on en jugera par le salaire du puddleur, établi comme il suit par l'Association des maîtres de forges de Charleroi :

Années	Salaire annuel
1870	1,600 francs
1873	2,400 »
1875	1,750 »
1880	1,450 »
1885	1,370 »

Le salaire moyen des différentes divisions de l'établissement John Cockerill, à Seraing, peut être évalué à 3.53 en 1874; il est en 1886 à 3.06, donc réduit de 14 p. c. L'enquête de 1886 ne révèle pas de diminution dans les industries du lin, du coton. Les jours de chômage semblent s'être multipliés dans l'industrie lainière à Verviers; un rapport anglais y évalue la baisse des salaires à 10 ou 15 p. c. pour les travailleurs habiles, 8 à 10 p. c. pour les autres;

Digitized by Google

le Conseil des prud'hommes de Verviers évalue à 15 p. c. la baisse du salaire des tisserands.

Les variations des salaires présentent, relativement à celles des prix, ce contraste avec les variations des profits, que leur amplitude est moindre; ils ne s'élèvent jamais relativement aussi haut, ni ne descendent aussi bas. C'est ce que révèle le tableau suivant des variations du salaire dans les mines du Hainaut :

Années	Prix de la tonne	Salaire-tonne
1869	100	100
1870	102	102
1871	106	102
1872	125	115
1873	203	166
1874	154	155
1875	146	150
1876	128	135
1877	104	105
1878	94	97
1879	88	90
1880	94	96
1881	88	96
1882	93	98
1883	95	102
1884	88	92
1885	82	82
1886	76	77
1887	74	76
1888	78	80
1889	86	87
1890	120	111

RÉACTION SUR LES TRAVAILLEURS. — LES HEURES DE TRAVAIL

Pendant la phase d'élévation des prix des marchandises, la hausse des salaires s'accompagne souvent d'une réduc-

Digitized by Google

tion de la durée du travail, et pendant la phase d'abaissement des prix, la diminution des salaires s'accompagne d'une prolongation de la durée du travail.

L'histoire des mécaniciens de la Grande-Bretagne résume les différents aspects de la réaction qu'une crise peut exercer sur les travailleurs. En 1872, époque de prospérité, le *minimum* de salaire s'élève et le nombre des heures de travail se réduit. Dans toute l'Angleterre, un travail hebdomadaire de 54 heures devint la règle; en Ecosse, cette durée fut même réduite à 51 heures. C'est de 1877 à 1879 que l'influence de la dépression économique sévit le plus terriblement sur les mécaniciens; nous avons vu tout à l'heure s'élever à 13.3 p. c. la proportion des ouvriers sans travail que leur Union amalgamée dut soutenir. C'est pendant ce douloureux intervalle qu'un nombre considérable de conflits entre les patrons et les ouvriers ont pris place, et que l'Union dut concentrer toutes ses forces pour résister aux réductions des salaires et à la prolongation des heures de travail. Les salaires subirent des baisses considérables, mais en Angleterre, la durée moyenne du travail resta de 54 heures; en Ecosse seulement, les employés réussirent à relever la durée du travail de 51 à 54 heures, rendant cette durée uniforme pour toute la Grande-Bretagne, et enlevant ainsi aux ouvriers une partie des conquêtes des années prospères 1871 et 1872.

LES FLUCTUATIONS DES PRIX ET LES GRÈVES. SALAIRES ET HEURES DE TRAVAIL

Dans les débats des conditions du travail et du salaire, aussi longtemps qu'on n'a pas atteint une forme supérieure du contrat qui implique nécessairement la renonciation à cette arme de guerre, la grève reste la sanction suprême

Digitized by Google

dans les rapports du capital et du travail. La grève proprement dite est la cessation simultanée du travail par les ouvriers, c'est l'interruption volontaire de la production; elle prend, en Angleterre, le nom de *lock out* ou fermeture de l'atelier, quand la cessation du travail est ordonnée par les chefs d'industrie. Si l'on s'en rapporte exclusivement au témoignage de l'expérience, on est, à première vue, porté à admettre avec Howell, devant la fréquence de ce redoutable phénomène, qu'il apparait comme une nécessité de notre temps, comme une partie essentielle de l'économie du capital et du travail.

Cette conclusion pessimiste se fortifie même si l'on embrasse la suite d'années, trop longue déjà, de la crise actuelle, dont le point de départ peut être fixé en 1873 Ce qui la marque, ce sont les fluctuations des prix des marchandises, fluctuations auxquelles les salaires tendent à s'ajuster. Il suffit de suivre le diagramme pour constater les efforts antagoniques du capital et du travail, afin d'adapter les conditions du travail, le salaire et les heures du travail surtout, à ces fluctuations.

En effet, dans plusieurs Etats, les grèves ont été récemment l'objet de recherches approfondies. On a voulu en dégager les causes, en marquer la durée, en analyser les résultats et surtout en découvrir les remèdes Il faut avoir sous les yeux le vaste recueil que les Gouvernements des Etats-Unis et le volume que le seul Etat du Massachusetts y ont consacrés, pour se faire une idée de la richesse des matériaux que la statistique éclairée peut rassembler pour la solution de la question sociale. En Italie, la Chambre des Députés a fait en 1882 un travail plus modeste; en Angleterre, ce sont des statisticiens privés, comme Bevan; en France, le Gouvernement, imitant les Etats-Unis, poursuit des recherches analogues; la Commission d'enquête belge de 1886 n'a réussi à recueillir que des matériaux incomplets. Je réunis dans le diagramme ces résultats

Digitized by Google

généraux et je les rapproche des variations des prix des marchandises (1).

L'histoire des grèves, fournit l'un des aspects les plus sombres de ce grand ébranlement économique qui, embrassant près des vingt dernières années, est caractérisé avant tout par les fluctuations des prix des marchandises. Il est aisé de voir que les grèves forment leur sinistre cortège.

La grève accompagne l'élévation des prix, mais elle est surtout fréquente dans la période de dépression des prix. Je formule en lois : *que les grèves sont d'autant plus nombreuses que les fluctuations des prix sont plus profondes et plus prolongées; et que la prolongation, soit de la hausse, soit surtout de la baisse, tend à les porter au plus haut degré de fréquence et d'intensité.*

Il suffit de signaler les chiffres énormes des grèves aux Etats-Unis, dans ces dernières années, où l'on atteint 1411 grèves en 1886, alors qu'en 1881, il n'y en avait encore que 471. En France, de 21 en 1874, on s'élève à 182 en 1882, à 108 en 1885; en Angleterre, la série statistique s'interrompt en 1879, et je n'ai rien trouvé, pour prolonger la courbe, dans l'enquête récente sur la *Dépression du commerce;* en Belgique, il suffit de rappeler l'année terrible de 1886 et les grèves générales qui la précèdent. C'est qu'en effet, la cause la plus générale de la grève, c'est l'effort pour obtenir une augmentation ou pour réagir contre une baisse des salaires. Dans tous les pays, comme je l'ai marqué, les demandes d'augmentation expliquent le plus grand nombre des grèves : 42.32 p. c. aux Etats-Unis, 50 p. c. en Italie, 44 p. c. en France, la plupart de nos grèves des charbonnages. L'effort pour résister directement à des baisses de salaires s'y rattache, mais ne présente qu'une proportion plus faible : 22 p. c. en France, 8 p. c. aux Etats-Unis, 7 p. c. en Italie. La tentative de

(1) Les grèves houillères sont marquées par des flèches.

Digitized by Google

faire réduire la durée du travail, est une cause qui joue un rôle considérable aux Etats-Unis, où elle explique 20 p. c. des grèves (19.48) et jusqu'à 35 p. c. aux Massachusetts.

Elle s'est présentée sous deux formes, pendant la hausse des prix, alors que les salaires s'élevaient; les ouvriers anglais ont souvent préféré une diminution d'heures de travail à une nouvelle augmentation de salaire; — dans la phase de dépression des prix, le but de la réduction des heures était de contenir la concurrence ouvrière et de donner de l'emploi aux travailleurs sans ouvrage; mais souvent les ouvriers eurent aussi à lutter pour résister à l'augmentation de la durée du travail, avantage acquis antérieurement. Tout le surplus des causes des grèves se rattache à des conditions diverses du travail.

Le résultat atteint par les ouvriers est à coup sûr l'un des plus importants aspects du problème; s'il en fallait juger par les dépositions écrites, recueillies dans l'enquête belge, ce résultat serait presque toujours absolument négatif. Mais il s'en faut que les données précises de la statistique internationale aboutissent à une conclusion d'une aussi désespérante uniformité. Aux Etats-Unis, 46.52 p. c. des grèves ont réussi, et 13.47 p. c. ont abouti à une transaction. Environ 40 p. c. ont eu un résultat tout à fait défavorable. En Angleterre, sur 352 grèves étudiées par Bevan, le cinquième a réussi; plus de la moitié, 53.8 p. c. ont échoué, le surplus aboutit à une transaction. En Italie, un peu plus du dixième réussit, 11.5 p. c.; 45 p. c. échouent; le reste se termine par des arrangements. En France, on a pu analyser 753 grèves; le résultat de 27 p. c. est favorable aux ouvriers, celui de 57 p. c. complètement défavorable, les autres donnent lieu à transaction. Ces résultats nous paraissent des indications importantes. Ce qui explique dans la période de 1870 à 1887 l'insuccès de tant de grèves, c'est ce qui rend

Digitized by Google

raison de leur multiplicité même. Elles se sont produites sous la pression directe du besoin, résultant de la diminution des salaires, résultant elle-même de la baisse des prix des produits. Les ouvriers sont venus le plus souvent se heurter, dans la période de 1874 à 1886, à une situation qui ne pouvait être modifiée par le patron individuellement, mais seulement par une action générale et internationale sur les causes de la dépression des affaires. La Commission d'enquête italienne a fait ce reproche aux ouvriers, que les grèves ont été les plus rares, en Italie, quand les prix s'élevaient, et que les salaires pouvaient être augmentés, et qu'elles ont été fréquentes pendant la baisse, alors même que les augmentations des salaires devenaient très difficiles et impossibles. Preuve manifeste qu'en Italie, plus qu'ailleurs, c'est l'intensité du *besoin* qui a guidé la volonté plutôt que la connaissance de la situation économique. Quoi qu'il en soit, même dans ces conditions, la grève n'est pas par elle-même condamnée à un inévitable insuccès; le recours à cette arme redoutable, cette raison dernière du travail, aboutit évidemment dans un nombre de cas variable sans doute, de la proportion presqu'infime de l'Italie à la proportion considérable des Etats-Unis, à faire triompher les prétentions du travail. Mais déjà ces données enseignent que la grève doit bien être l'*ultima ratio du travail*, car elle entraîne manifestement une dépense de forces et de richesses énorme. Il est clair que si, dans l'état actuel de séparation du travail et du capital, il est impossible de ne pas considérer la grève comme une nécessité, encore est-il vrai qu'il faut tendre énergiquement à réduire sans cesse son domaine.

Les mêmes travaux statistiques permettent d'apprécier, non seulement les résultats directs des grèves sur les conditions contractuelles du travail, mais encore ses effets économiques. C'est là qu'il est difficile d'être impartial. Bevan réussit à étudier d'assez près 114 grèves anglaises;

Digitized by Google

il montre qu'elles correspondent à *582,080 semaines* de travail perdues, et à une privation de salaires de 5,065,825 liv. st. En adoptant la durée moyenne de ces grèves pour les 2,238 constatées en Angleterre de 1872 à 1879, nous arriverons au chiffre formidable de 99,387,342 liv. st. de salaires ou 2,484,683,550 francs perdus, pour la plus grande partie irrévocablement perdue, pour le reste, plus ou moins compensées par les améliorations conquises. Ce chiffre présente évidemment une exagération énorme ; il suffit pour s'en convaincre de le rapprocher des résultats de la statistique américaine dont la précision est vraiment merveilleuse. Elle porte la perte totale, en salaires, subie par les ouvriers pour les 3,902 grèves recensées, à la somme de *59,972,440 dollars* ou environ 300,000,000 de francs, répartis sur 24,518 établissements industriels et sur 1,484,026 ouvriers, armée immense que la grève a ébranlée en six ans.

La perte directe des salaires résultant du chômage volontaire, ou forcé par la fermeture de l'atelier, est de 200 francs en moyenne par ouvrier. La statistique française nous montre que la durée moyenne des grèves a été de *16 jours ;* avec une moyenne générale de salaire de 3 francs, la perte par tête serait de 48 francs et les 216,662 ouvriers engagés dans 673 grèves auraient subi une perte de 10,399,776 de francs.

Quand la grève a eu une issue défavorable, la perte subie par les ouvriers est sans compensation. Quand la grève a une issue favorable, ou en partie favorable, l'amélioration conquise compensera la perte immédiate dans un temps plus ou moins long. La Commission du travail des Etats-Unis s'est appliquée à rechercher en combien de temps cette compensation a pu s'opérer dans les grèves recensées. Prenez celles qui ont eu un résultat tout à fait favorable ; l'amélioration du salaire a permis de compenser en 76 jours la perte qu'elles ont fait subir. On a même

Digitized by Google

dressé des tables qui permettent de calculer, une augmentation de salaire étant donnée, en combien de temps seront réparées les pertes résultant du chômage.

Cependant il y a toujours des éléments arbitraires dans de telles évaluations. Il est, par exemple, impossible d'admettre que la production perde invariablement un temps correspondant à la durée de la grève. Il arrive surtout qu'elle soit suivie d'une plus grande activité, et qu'il y ait, par là, une réparation partielle, par exemple, dans nos charbonnages; en second lieu, l'avantage d'une grève s'étend au-delà de ceux qui y participent directement; d'autres y participent, et, en outre, ses effets se prolongent au-delà du moment où elle a lieu, car souvent la crainte d'une grève nouvelle détermine le chef d'industrie à des concessions auxquelles il aurait résisté sans cela. Les charges de la grève devraient ainsi se répartir sur un plus grand nombre d'hommes et d'années.

L'évaluation des pertes subies par les entrepreneurs eux-mêmes, présente des difficultés très grandes. L'arrêt d'une fabrique, d'un charbonnage, d'un haut-fourneau, ne signifie pas seulement la privation temporaire de la jouissance d'un capital et de ses fruits, mais la dépréciation du matériel et des batiments, le déplacement de la clientèle, la migration parfois de l'industrie. La Commission du travail des Etats-Unis a cependant essayé d'évaluer cette perte, et pour cette même série de grèves de 1881 à 1886, elle l'a portée à 34,163,814 dollars. Chose intéressante, ce n'est guère qu'un peu plus de la moitié de la perte qu'elle attribue aux ouvriers grévistes. Il y a là un argument contre cette thèse optimiste que les situations respectives du capital et du travail seraient interverties et que le travail serait aujourd'hui le maître du capital. Vous voyez ce qu'il lui en coûte pour exercer cette prétendue prépondérance.

Cependant les effets économiques des grèves s'étendent

Digitized by Google

au-delà encore : les rapports économiques sont tellement complexes qu'une grève retentit le plus souvent sur tout un ensemble d'industries ; en second lieu, les pertes subies par les ouvriers ou les capitalistes, se traduisant par une diminution de consommation, la grève resserre les débouchés de toutes les industries qui les approvisionnent ; en troisième lieu, le retour fréquent des grèves communique à l'industrie une instabilité et une insécurité qui ébranle l'esprit d'entreprise. Ce sont ces aspects sociaux, complexes des crises, qui nous donnent le redoutable témoignage d'une solidarité croissante.

LES PARTS RELATIVES DU TRAVAIL ET DU CAPITAL DANS L'INDUSTRIE HOUILLÈRE.

Les matériaux rassemblés sur l'industrie houillère vont nous permettre maintenant d'approfondir l'étude d'une nouvelle question : tout nous révèle que les fluctuations des profits de l'entrepreneur et du salaire du travail accompagnent celles des prix ; mais nous ignorons aussi s'il est une loi qui régit les rapports du salaire et du profit dans ces variations, si le salaire et le profit sont également affectés par elles, ou s'il se dégage des phénomènes une tendance à l'accroissement de l'une des parts aux dépens de l'autre. C'est le problème de la répartition dans ses traits les plus généraux. Ici se présentent à nous les doctrines les plus opposées, antagoniques, qui, à chaque moment de cette longue épreuve de la crise, essaient d'en donner la philosophie. Le pessimisme de l'Ecole de Karl Marx et de Lassalle, se dresse devant l'optimisme de Carey, de Bastiat et de leurs disciples ; aujourd'hui, je ne veux qu'aborder l'examen de l'œuvre de M. Pirmez, qui a repris la thèse optimiste, avec une véritable hauteur de vue, d'ailleurs.

Digitized by Google

M. Pirmez n'admet pas que notre puissance productrice ait décru pendant la crise économique actuelle; en second lieu l'étude des données statistiques l'a amené à nier que l'équilibre dans nos échanges internationaux ait été *troublé*. Dès lors donc que la quantité de richesse que nous produisons et celle que nous obtenons par l'échange sont restées les mêmes, il ne reste plus aux yeux de M. Pirmez, qu'à considérer la crise dans ses traits les plus généraux et les plus profonds, comme la manifestation d'un changement dans la répartition des richesses, comme un déplacement de la richesse.

La part du travail tend à devenir plus grande, celles de la propriété et du capital, à devenir moindres. Le salaire envahit peu à peu le profit, l'intérêt et la rente, et la crise est comme une révélation solennelle de ce déplacement des fortunes, redoutable assurément pour beaucoup d'intérêts privés, mais bienfaisante pour l'ensemble. Car, je me hâte de le dire, M. Pirmez salue avec satisfaction ce progrès spontané vers l'égalité, et, j'aurais honte de dissimuler sa pensée, comme d'un véritable travestissement.

La doctrine de M. Pirmez n'est pas nouvelle; ce qui lui appartient, c'est d'avoir tenté de la justifier par la crise économique elle-même. La doctrine procède en droite ligne de Fréderic Bastiat. Vous la retrouverez dans le célèbre ouvrage que cet économiste français a publié sous le titre : *Les Harmonies Economiques*.

C'est par erreur que M. de Cocquiel, dans une étude consacrée au livre de M. Pirmez, considère celui-ci comme réfractaire à l'enseignement de Bastiat; ce qui est vrai, c'est que la loi de Bastiat semble, à lire le livre de M. Pirmez, pénétrer brusquement avec la crise dans l'organisation économique.

C'est dans son livre que Bastiat a formulé le *Credo* de l'optimisme économique, et affirmé que l'humanité évolue spontanément, nécessairement, par la seule opération de

Digitized by Google

la liberté et sans aucune intervention de l'Etat, vers une égalité toujours plus grande.

La loi historique de la répartition qui s'opère entre le capital et le travail, Bastiat la formulait dans ces termes que vous retrouverez à peu près textuellement dans le livre de M. Pirmez : « A mesure que les capitaux s'accroissent, la part absolue des capitalistes dans les produits totaux augmente, et leur part relative diminue. Au contraire, les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens. »

Pour comprendre sa pensée, imaginez que les produits totaux de la société, à des époques successives, soient représentés par les chiffres 1000, 2000, 3000, 4000, 5000, etc.

La part *relative* des capitalistes tendra, dans cette évolution historique, à *décroître*. En effet, supposez qu'elle soit de 50 p. c. dans la première période, elle descendra successivement à 45, à 40, à 35, à 30 p. c.

La part *relative* des travailleurs tendra à *croître*. Car, partie de 50 p. c., elle sera successivement de 55 p. c., de 60 p. c., de 65 p. c., de 70 p. c.

Mais il est aisé de se convaincre, que par suite de l'accroissement même des capitaux, et de la production qui en est la suite, la masse à partager sera toujours plus grande. Dans l'hypothèse que je viens de vous présenter, elle est d'abord de 1000, puis de 2000, de 3000, de 4000, de 5000.

	Masse à partager	**Parts absolues**	
		Capital	Travail
1re époque	1000	500	500
2me —	2000	900	1100
3me —	3000	1200	1800
4me —	4000	1400	2500
5me —	5000	1500	3500

Telle est la tendance que Bastiat déclare nécessaire,

Digitized by Google

inflexible, autant que consolante et admirable. Elle est nécessaire parce que l'abondance croissante des capitaux, en provoquant entre eux une concurrence croissante, les oblige à se contenter d'une part moindre, d'un intérêt moindre; mais non-seulement dans sa pensée, cette part du capital ne se réduira pas en définitive à rien, mais elle croîtra d'une manière absolue bien que se réduisant relativement. Si elle ne croissait pas d'une manière absolue, il arriverait nécessairement que l'épargne et l'accumulation du capital se suspendraient, car, comment admettre que le capitaliste qui, avec 100,000 francs de capital peut s'assurer 5,000 francs de revenu, se résigne à appliquer 200,000 francs à la production pour n'en tirer que 4,000. L'accroissement de la production, de la masse à partager, est ainsi indissolublement uni, d'après Bastiat, à l'accroissement, non-seulement du capital, mais de la part absolue du capital; et comme la part absolue et la part relative du travail ne peuvent croître qu'avec la masse à partager, il se fait que les progrès des travailleurs vers l'égalité sont intimement enchaînés aux progrès *absolus* en richesse, des capitalistes, et les facteurs de la production sont unis par une indissoluble solidarité.

Telle est la thèse harmonique de Bastiat, telle est la loi suivant laquelle les capitalistes et les travailleurs, en obéissant spontanément, sans aucune contrainte, à leur intérêt, conduisent cependant la société vers une égalité toujours plus grande.

Frédéric Bastiat lui-même, avait emprunté cette loi de la répartition des richesses à Carey, l'illustre économiste américain.

C'est cette loi que M. Pirmez entreprend de vérifier dans la crise actuelle. Pour lui cette crise devient donc un changement organique définitif dans nos sociétés; ce n'est une perturbation qu'à l'égard des intérêts privés qui seront lésés; pour la société même, c'est une phase progressive de son évolution.

Digitized by Google

Comment maintenant M. Pirmez en est-il venu à la confirmation de la loi de Carey-Bastiat ?

M. Pirmez a emprunté à la riche statistique des mines les principaux matériaux de sa démonstration. Il observa les phénomènes de 1869 à 1883, et fut frappé d'abord de la baisse des profits qui accompagne celle des prix ; le salaire du houilleur était aussi frappé par la baisse ; il tombait, en effet, de 1406 francs en 1873, à 960 en 1882, à 1007 en 1883 ; mais en comparant deux époques, l'une qui précède immédiatement la crise de 1873, l'autre qui la suit, on constatait que le salaire n'avait pas subi une diminution proportionnelle à celle qui atteignait les profits et la rente des mines, et *qu'il s'était réellement accru* aux dépens des profits mêmes.

C'est là que se manifestait, à ses yeux, un changement définitif dans la répartition, à l'avantage du travail. En embrassant la somme totale des profits et des salaires, le parallèle était plus satisfaisant encore ; de 1860 à 1870, les profits ont été de 10,000,000 de francs en moyenne, par an, dans le Hainaut ; celle des salaires, de 52 millions ; le fonds total des salaires et des profits était donc de 62,000,000. De 1877 à 1883, la somme des profits s'élève à 2,000,000 en moyenne, par an ; celle des salaires à 71,000,000 ; le fonds total des salaires et des profits à 73,000,000. En tenant compte des variations de la population ouvrière qui, dans l'intervalle, s'est accrue en moyenne de 10,000 ouvriers, nous arrivons au résultat suivant qui rend d'une manière saisissante la pensée de M. Pirmez.

Une même population de 65,000 ouvriers, de 1860 à 1870 réalisa. .	52,000,000	de salaires
laissant	10,000,000	de profit et de rente au capital
Ensemble	62,000,000	
De 1878 à 1883	61,557,000	de salaires
laissant	1,744,000	de profit
Ensemble	63,301,000	

Digitized by Google

Des deux côtés le revenu total du travail et du capital est à peu près le même, mais il se répartit autrement.

En effet,	de 1860 à 1870	de 1877 à 1883
Le travail a	84.9 p. c.	97.3 p. c.
Le capital a	15.1	2.7
	100	100

Dans le même intervalle, le salaire moyen des houilleurs avait passé de 797 à 897 francs, conservant un accroissement de 100 francs malgré la baisse qui l'avait frappé depuis 1873.

Telle était donc l'évolution intime des phénomènes de richesse accomplie pendant la crise : la *part relative* et la *part absolue* de travail s'étaient accrues l'une et l'autre; et même, ce que la loi de Bastiat ne faisait pas prévoir, la part du capital avait décru *absolument* et *relativement*.

C'est donc là ce qu'il importe de vérifier, et il nous appartient de rechercher les tendances profondes de notre évolution industrielle ; les souffrances du temps présent seraient de peu de poids, si les phénomènes qui se déroulent sous nos yeux portaient en eux-mêmes une loi réparatrice, et si les perturbations qui nous frappent n'étaient que la gestation laborieuse d'un ordre social plus rapproché de l'égalité.

Il est, avant tout, une cause d'erreur qu'il faut signaler dans la thèse de M. Pirmez. Il faut savoir si le salaire de l'ouvrier, qui s'élève à 797 francs en moyenne, de 1860 à 1870, et à 897 francs de 1877 à 1883, correspond dans les deux périodes à la même *quantité de travail* ; car si le salaire de 897 francs correspondait à un travail plus énergique, on ne pourrait, de l'avis même de M. Pirmez, soutenir qu'il y eût *augmentation de salaire* : le salaire se proportionnerait à la peine, tout simplement.

Il est facile de se convaincre que la puissance productrice du travail a subi des variations, et si on l'exprime

Digitized by Google

par le nombre de tonnes de houille extraites, en moyenne, par année et par ouvrier, cette puissance productrice subit des variations que l'on peut suivre sur le diagramme (1). Entre les deux périodes considérées, il est visible qu'elle a reçu un accroissement. Mais d'où vient-il? Est-ce d'un plus grand effort des travailleurs, est-ce du concours plus énergique du capital?

A cette question, M. Pirmez a répondu sans hésiter : *l'accroissement de l'effet utile vient des améliorations apportées à toutes les branches de l'exploitation,... c'est le capital qui a réalisé ce progrès.*

A cette même question, je réponds à mon tour, sans hésitation : l'accroissement de *l'effet utile* vient à la fois du capital et du travail.

Il n'est pas douteux que le capital coopère d'une façon continue à combattre les causes générales qui tendent à réduire la puissance productrice du travailleur, et qui se ramènent à l'approfondissement croissant des mines, dérivant de leur épuisement graduel; le capital améliore ensuite par des procédés nombreux les conditions de la production : l'aérage, l'élargissement des galeries, le traînage, le chargement, l'élévation de la houille, l'exhaure des eaux, et à la surface, le triage et le transport reçoivent d'incessantes applications de capitaux. Si l'on veut avoir une expression synthétique de cette coopération continue du capital à la production houillière, il faut considérer la courbe exprimant l'accroissement continu de la force des machines (2).

L'influence du capital sur la puissance productrice moyenne de l'ouvrier, se traduit dans des moyennes calculées pour des périodes assez longues. Dans le Hainaut, en comparant les moyennes décennales de la production de

(1) Voir pl. XIV et XV.
(2) Voir pl. XV.

Digitized by Google

1834 à notre époque, j'évalue l'accroissement de l'effet utile dû au capital, à environ une tonne de houille, par ouvrier et par année moyenne. Mais il est aisé de voir qu'à côté de cette opération continue du capital, destinée à élever la puissance du travail, il y a l'influence d'autres causes, qui tantôt élèvent, tantôt déprécient l'effet utile, comme la courbe nous en convaincra. Car la marche progressive des grandes moyennes de l'effet utile s'accompagne d'oscillations. Les causes qui les déterminent appartiennent surtout à l'ordre moral, et il ne sera pas difficile de nous en convaincre. Il suffit de rapprocher les variations de l'effet utile de celles du prix de la houille. L'examen du diagramme révèle que l'effet utile tend *toujours à varier en raison inverse du prix de la houille.* L'élévation du prix de la houille, effet d'un accroissement de la demande de ce produit, s'accompagne d'une demande plus grande de travail et de l'élévation du taux des salaires; l'ouvrier craint alors, d'une part, de provoquer l'abaissement trop rapide des prix et des salaires, en contribuant à rendre l'offre des produits excessive; de l'autre, il cherche à s'assurer plus de repos; lorsque les prix sont résolument en baisse, l'ouvrier déploie toute son énergie productrice pour s'assurer le gain le plus élevé possible. Cette sorte d'entagonisme entre les prix et l'effet utile témoigne de la tendance de l'homme à poursuivre son intérêt; ces courbes traduisent d'une manière saisissante l'opération des causes morales dans l'ordre économique. Ces causes, en tant qu'elles dépendent des travailleurs, ont échappé à M. Pirmez; et cependant elles ont dû agir assez puissamment dans la seconde période considérée par lui, car l'effet utile moyen de 1882-83 est le plus haut qui ait été constaté. L'excédent du salaire de 1877-83 sur 1860-70, est donc dû, dans une mesure que je considère comme large, à un *plus grand travail de l'ouvrier*.

Mais c'est là seulement une première critique, qu'une

Digitized by Google

observation attentive des phénomènes permet de diriger contre la doctrine optimiste de M. Pirmez. En second lieu, M. Pirmez cédant à la séduction tyrannique d'une conception idéaliste, s'est trop hâté de généraliser les faits qu'il a observés, et il n'a pas saisi dans toute sa redoutable grandeur la loi qui régit les rapports des salaires avec les fluctuations des prix des produits.

J'ose dire, que si M. Pirmez avait prolongé ses observations jusqu'aujourd'hui, il aurait vu se dissiper l'illusion que son esprit a caressée.

Quand M. Pirmez suspendit ses observations, en 1883, le salaire n'avait pas achevé ce douloureux mouvement de décroissance dont nous avons vu les terribles effets; il lui restait des échelons à descendre encore, et peut-être n'est-il pas au point le plus bas de son mouvement régressif.

C'est qu'en effet, le salaire du houilleur obéit aux fluctuations du prix de la houille comme le profit et la rente des mines, mais avec une allure différente de celle du profit, et c'est ce qu'il s'agit de bien comprendre.

Toute la doctrine de M. Pirmez se basait sur cette circonstance, qu'il n'avait pas constaté dans le salaire un abaissement correspondant à celui qui affectait les prix de la houille et les profits; et il signalait ce fait, que le salaire moyen de 797 francs, antérieur à la crise, se retrouvait être de 897 francs au cours même de la crise. Mais que dirait M. Pirmez en présence des rapports du corps des mines qui constatent qu'en 1885 le salaire moyen n'est plus que de 796 francs, chiffre tristement significatif, alors surtout qu'il faut admettre, d'après moi, que ce salaire correspond à un travail plus grand qu'antérieurement.

Les diagrammes que je place maintenant sous vos yeux, vont vous faire surprendre les lois qui régissent les fluctuations des prix, des salaires, des profits. Pour les rendre manifestes, j'ai embrassé de longues suites d'années;

Digitized by Google

nous pourrons, par là, dégager l'opération des causes générales et nous soustraire à la séduction d'une généralisation trop prompte, ce dont M. Pirmez n'a pas réussi à se défendre J'ai embrassé de plus dans mes recherches et mes calculs, les bassins houillers du Hainaut et de Liège (1).

A ne considérer d'abord que les années qui ont préoccupé M. Pirmez, nous ne tardons pas à constater que le mouvement ascensionnel des profits est toujours plus rapide que celui des salaires; l'augmentation de la houille grossit d'abord les profits des mines; et les salaires ne sont modifiés que lorsque la demande de travail s'accroît et que la concurrence entre les chefs d'exploitation se développe; ces phénomènes sont manifestes de 1869 à 1873; vous remarquerez, en effet, sur la courbe de la population ouvrière, que la demande de travail ne s'est accentuée qu'à partir de 1872.

Les fluctuations des profits, nous l'avons déjà vu, atteignent des limites *maxima* que les salaires n'atteignent jamais; de 1869 à 1873, le profit par tonne a presque décuplé; le salaire, au contraire, ne s'est accru cette année, relativement à 1869, que de 66 p. c.

De même que les profits suivent plus rapidement que les salaires le mouvement d'élévation des prix, de même leur chute est plus brusque et plus profonde quand vient la baisse des prix. Près de dix fois plus grands en 1873 qu'en 1869, ils sont dix fois plus petits en 1879 et disparaissent en 1881.

Cependant les salaires peuvent, à leur tour, atteindre des dépressions bien plus profondes que ne le concevait M. Pirmez; en 1885, leur taux avait décru de moitié depuis 1873; il était de 18 p. c. au-dessous du taux de 1869; et ce qui montre qu'il ne suit pas une marche régulièrement ascendante, c'est que, pendant qu'il continue de

(1) Planches XIII-XIV-XV-XVI.

Digitized by Google

baisser, de 1883 à 1885, le profit se relève de son côté, et s'efforce de se rapprocher dans ses variations de la loi qui régit les prix. Les salaires, les profits, les prix étant représentés par 100 en 1889, sont respectivement 82, 73 et 82 en 1885.

Les faits que j'ai observés, depuis 1885, ont confirmé d'une manière éclatante la critique qui précède de la thèse de M. Pirmez, et ont servi à mettre plus nettement en lumière la loi selon laquelle les variations du salaire et du profit sont en corrélation constante avec celles des prix.

Il suffit de prolonger les indications statistiques jusqu'aujourd'hui pour se convaincre que la *part absolue* du capital dans le produit net des mines a repris sa marche ascendante avec le relèvement des prix de 1887 à 1890

Comparez, en effet, l'allure des prix, des salaires et des profits : en représentant, comme plus haut, par 100, le prix de la houille, le salaire et le profit *par tonne* en 1869, nous obtenons :

HAINAUT

Années	Prix	Salaires	Profits
1877	104	105	13
1878	94	97	11
1879	88	90	10
1880	94	96	37
1881	90	96	— 3
1882	93	98	59
1883	95	102	49
1884	92	88	59
1885	82	82	73
1886	76	77	49
1887	74	76	83
1888	78	80	106
1889	86	87	172
1890	120	111	445

Digitized by Google

Le mouvement de la part absolue du capital est même plus rapide qu'aux époques antérieures d'élévation des prix.

HAINAUT. — Période de 1852-1856

Années	Prix	Salaires	Profits
—	—	—	—
1852	100	100	100
1853	108	114	115
1854	134	137	187
1855	158	169	239
1856	167	174	230
	Période de 1869-73		
1869	100	100	100
1870	102	102	144
1871	106	102	177
1872	125	115	387
1873	203	166	949

Cependant nous avons à embrasser ces relations du salaire et du profit, dans le vaste ensemble de données que la statistique nous fournit, et que j'ai traduites en diagrammes.

Ce qui domine ces phénomènes de répartition que présente l'industrie minérale pendant le cours de ce siècle, c'est *la loi* selon laquelle *les salaires et les profits varient corrélativement avec les prix des produits*.

Ce que M. Pirmez a considéré comme la manifestation de la loi de répartition de Carey et de Bastiat, ce sont des manifestations partielles de cette loi; ce qu'il a pris pour une tendance historique, constante et uniforme, ce sont des phases de ce mouvement oscillatoire des salaires et des profits qui, à différentes fois dans notre évolution séculaire, s'est reproduit avec les mêmes caractères. J'ai rendu la corrélation très sensible en mettant en rapport le salaire

Digitized by Google

annuel de l'ouvrier et la valeur produite par lui, le salaire par tonne et le prix de la tonne.

L'erreur de M. Pirmez est de n'avoir embrassé qu'une partie d'un grand phénomène et d'avoir généralisé trop vite. Cependant il faut remarquer avec soin que les fluctuations du profit et du salaire présentent dans la crise actuelle, une amplitude extraordinaire qu'on ne leur a jamais vue, et c'est là ce qui trouble surtout les investigations. C'est aussi ce qui rend notre situation particulièrement grave, et il suffit de jeter les yeux autour de nous, de nous reporter vers les bassins houillers où se sont agitées tant de misères, pour s'assurer des effets redoutables de secousses brusques dans une évolution économique. Cette loi des fluctuations des salaires, des profits et des prix, avec ses variations si profondes d'amplitudes, doit prendre place dans nos préoccupations sur la question sociale : son étude nous éloigne d'un vain optimisme, car admit-on que la société évolue spontanément et nécessairement vers un ordre parfait, encore est-il que l'on devrait s'émouvoir des oscillations toujours plus profondes qu'elle accomplit dans sa marche progressive.

Cette loi jette de la lumière sur la véritable théorie du salaire encore imparfaitement constituée.

Il n'y a pas longtemps, en effet, que la plupart des économistes classiques admettaient encore que le fonds des salaires est une portion du capital engagée dans la production par l'entrepreneur, portion déterminée, fixe, invariable à tout moment donné, de telle sorte que les efforts des travailleurs étaient fatalement impuissants à la grandir. De là toutes les théories surannées sur l'impuissance des coalitions des ouvriers, dans leurs tentatives pour augmenter le salaire. Nous voyons par les résultats qu'une méthode inductive sévère nous permet d'obtenir, que le véritable fonds des salaires et des profits du capital, c'est le *produit commun lui-même* ; et quand ce produit est

Digitized by Google

livré à l'échange, c'est la valeur, c'est le *prix* de ce produit que l'entrepreneur-capitaliste et le travailleur se partagent ; de là, l'élasticité des deux parts peut s'accroître de toute l'élasticité des prix eux-mêmes.

L'intérêt du capital et celui du travail se confondent, en ce sens qu'il est avantageux pour l'un et pour l'autre d'avoir à se partager la plus grande masse possible ou la plus grande valeur possible ; les intérêts sont en antagonisme en tant que le capital et le travail cherchent l'un et l'autre à obtenir la part la plus large, quelle que soit la grandeur à partager.

Cette théorie positive, et débarrassée de tout élément abstrait et à priori, de toute vaine sentimentalité sur l'antagonisme du capital et du travail, cette théorie, une fois bien assise, comme elle l'est désormais à mes yeux, le problème social, en tant qu'il se rapporte au salaire, se ramène à ceci : placer d'abord le capital et le travail l'un en présence de l'autre, dans des conditions telles qu'ils traitent d'égal à égal ; c'est la fonction que les associations d'ouvriers et d'entrepreneurs ont à remplir : amener le capital et le travail une fois constitués en forces collectives, à traiter contractuellement pour régler le salaire, au lieu de se livrer à un redoutable antagonisme. C'est là la fonction des Conseils de conciliation, qui ouvrent la voie directe qui mène à la participation des ouvriers aux bénéfices et à la coopération, c'est-à-dire à la réunion définitive du capital et du travail.

Dans ces variations concomitantes des prix, des salaires, des profits, qui embrassent toute l'évolution historique, le calcul nous permet de constater que le produit net de l'exploitation houillère, obtenu en déduisant de la valeur du produit les frais d'extraction autres que les salaires, se répartit de telle manière que la part *proportionnelle* du travail s'élève quand le prix du produit s'abaisse, et qu'elle diminue quand le prix du produit s'élève.

Digitized by Google

HAINAUT

Périodes	Variations des prix	Proportions p. c. du produit net dans la valeur du produit	Parts relatives p. c. des salaires	Parts relatives p. c. des profits
1845-48	baisse	54.97	85.22	14.78
1849-56	hausse	61.61	76.40	23.60
1857-64	baisse	61.46	82.37	17.63
1865-67	hausse	63.40	80.30	19.70
1868-69	baisse	59.40	88.50	11.50
1870-73	hausse	64.06	77.39	22.61
1874-79	baisse	56.86	94.50	5.50
1880-83	hausse	58.35	96.60	3.40
1884-87	baisse	58.68	92.40	7.60
1888-90	hausse	65.75	80.40	19.60

LIÉGE

		Parts relatives p. c. des salaires	Parts relatives p. c. des profits
1845-48	baisse	95.43	4.57
1849-56	hausse	85.27	14.73
1857-64	baisse	87.08	12.92
1865-67	hausse	83.82	16.18
1868-69	baisse	87.45	12.55
1870-73	hausse	73.62	26.38
1874-79	baisse	96.50	3.50
1880-83	hausse	97.50	2.50
1884-87	baisse	91.50	8.50
1888-90	hausse	75.47	14.53

Dans ce mouvement oscillatoire de près de deux tiers de siècle, où la part de l'entrepreneur-capitaliste a atteint jusque 30 et 37 p. c. du produit net, pour disparaître à diverses reprises et faire place à une perte, peut-on signaler une tendance spontanée à l'accroissement *relatif* de la part du travail qui soit comme une manifestation lente ou affaiblie de la loi de Carey-Bastiat? Il est encore impossible de se prononcer d'une manière définitive sur ce point. On remarquera cependant avec intérêt que la part

Digitized by Google

relative du salaire, dans la dernière période, dépasse sa part relative de 1870 à 1873. Peut-être la constitution des unions ouvrières a-t-elle exercé une action déjà sensible sur la répartition dans les mines. Mais, même avec l'intervention des unions ouvrières, le mouvement historique *relatif* des salaires et des profits, idéalement tracé par Bastiat et Carey, reste encore dans la réalité bien difficile à interpréter; ce qui ne peut échapper à personne, c'est la tendance historique à l'élévation de la part *absolue* du travail, du salaire *nominal*, à travers les fluctuations redoutables qu'il subit. On verra bientôt que le salaire *réel*, c'est-à-dire la somme de jouissances que le travailleur peut acquérir ou se procurer avec son salaire, a subi des changements correspondants.

La tendance fondamentale à l'élévation de la part absolue du travailleur, est en rapport, comme je pense l'avoir montré d'une manière frappante, avec l'accroissement de l'*effet utile* moyen de l'ouvrier, et de la valeur du produit moyen par ouvrier, malgré les fluctuations des prix. A son tour, cette évolution historique de l'effet utile est en rapport, comme je l'ai montré pour Liège, avec la force mécanique qui coopère avec le travailleur moyen, et tend à corriger les effets de l'approfondissement des mines sur la productivité du travail. Ici encore, la théorie du salaire s'éclaircit devant nous et le véritable fonds des salaires nous apparaît comme le produit même du travail.

Digitized by Google

VARIATIONS DES PRIX

et des salaires dans l'industrie houillère

HAINAUT

Années	(1869 = 100) Prix unité	Salaire unité	Valeur du produit annuel du travail, moyen	Salaire annuel moyen	PROPORTIONS — p. c. du salaire dans le prix unité. p. c. du salaire dans la valeur produite par le travailleur	PROPORTIONS — p. c. du salaire dans les fonds des profits et salaires
1869	100	100	100	100	53	90
1870	102	102	105	104	53	87
1871	106	102	105	101	52	85
1782	125	115	136	125	48	74
1873	203	166	204	167	43.9	63
1874	154	155	142	142	53	85
1875	146	150	137	140	54	90
1876	128	135	117	123	56	96
1877	104	105	98	99	54	98
1878	94	97	97	100	54	99
1879	88	90	94	96	54	99
1880	94	96	106	109	55	96
1881	90	96	104	110	56.1	100
1882	93	98	109	114	56	95
1883	93	102	112	120	57	95
1884	89	92	105	108	55.3	95
1885	82	82	90	95	55	92
1886	76	77	89	90	54	94
1887	74	76	90	93	54.7	90
1888	78	80	98	100	54.6	88
1889	86	87	108	109	54	83
1890	120	111	142	132	49	70
Moyenne (22 ans)	106	105	113	113	53	89.4

Digitized by Google

LIÉGE

Moyennes 1845 à 1890 = 83.53 et 16.47

Années	Fonds des salaires et profits — Parts du travail	Parts du capital	Années	Fonds des salaires et profits — Parts du travail	Parts du capital
1845	87. »	13. »	1868	87.98	12.02
1846	106. »	— 6. (perte)	1869	86.91	13.09
1847	89.86	10.14	1870	84.24	15,86
1848	98.89	1.11	1871	84.74	15.76
1849	100. »	»	1872	73.21	26.79
1850	91.77	8.23	1873	52.30	47.70
1851	96.42	3.58	1874	82. »	18. »
1852	93.87	6.13	1875	90. »	10. »
1853	72.42	27.58	1876	88. »	12. »
1854	71.79	28.21	1877	106. »	— 6. » (p.)
1855	76.98	23.02	1878	110.09	— 10.09 (p.)
1856	78.90	21.10	1879	102. »	— 2. » (p.)
1857	86.40	13.60	1880	94. »	6. »
1858	80. »	20. »	1881	103.08	— 3. 8 (p.)
1859	84.81	15.19	1882	97. »	3. »
1860	83.86	16.14	1883	95.23	4.77
1861	91.78	8.22	1884	91.23	8.77
1862	92.86	7.14	1885	91.9	8.1
1863	91.12	8.88	1886	92. »	8. »
1864	85.84	14.16	1887	90.9	9.1
1865	86.88	13.12	1888	85.8	14.2
1866	81.35	18.65	1889	78.1	21.9
1867	83.24	16.76	1890	62.5	37.5

Digitized by Google

Charbonnages de la province de Liége

Années	Part du travail	Part du capital
—	—	—
1830	76.	24.
1831	97.8	2.2
1832	105.	— 5. (perte)
1833	93.5	6.5
1834	90.9	9.1
1835	77.6	22.4
1836	82.	18.
1837	91.	9.
1838	119.	— 19. (perte)
1839	103.	3.
1840	92.7	7.3
1841	87.	13.
1842	96.8	3.2
1843	92.9	7.1
1844	82.7	17.3
1845	87.	13.
1846	106.	— 6. (perte)

Digitized by Google

HAINAUT

Années	Prix de la tonne	Fonds des salaires et profits — Part du travail p. c.	Part du capital p. c.	Années	Prix de la tonne	Fonds des salaires et profits — Part du travail p. c.	Part du capital p. c.
1845	10. »	74.40	25.60	1868	11.08	87. »	13. »
1846	9.40	87. »	13. »	1869	10.78	90. »	10. »
1847	9.11	92.58	7.42	1870	10.07	87. »	13. »
1848	8.56	86.90	13.1	1871	11.49	84.91	15.09
1849	7.63	86. »	14. »	1872	13.67	74.44	25.56
1850	8.31	74. »	26. »	1873	21.90	63.21	36.79
1851	8.26	78. »	22. »	1874	16.68	85. »	15. »
1852	8.06	79. »	21. »	1875	15.80	90. »	10. »
1853	8.72	76. »	24. »	1876	13.84	96. »	4. »
1854	10.82	73. »	27. »	1877	11.24	98. »	2. »
1855	12.78	72. »	28. »	1878	10.16	99. »	1. »
1856	13.46	73. »	27. »	1879	9.54	99. »	1. »
1857	12.62	76. »	24. »	1880	10.15	96.5	3.5
1858	12. »	79. »	21. »	1881	9.79	100.4	—0.4
1859	11.80	84. »	10. »	1882	10.11	95. »	5. »
1860	11.56	81. »	19. »	1883	10.24	95. »	5. »
1861	11.22	83. »	17. »	1884	9.59	95.46	4.54
1862	10.78	86. »	14. »	1885	8.88	91.90	8.10
1863	10.41	87. »	13. »	1886	8.24	94.35	5.65
1864	10.17	83. »	17. »	1887	8.03	89.97	10.03
1865	10.69	80. »	20. »	1888	8.40	88. »	12. »
1866	12.23	75. »	25. »	1889	9.39	83. »	17. 7
1867	12.88	86. »	14. »	1890	12.96	70. »	30. »

95.9

Moyenne	1869-90	89.35 p. c.	10.65
»	1845-90	84.88	15.12
»	1869-86	90.6	9. 4

Digitized by Google

MINES DE HOUILLE DE LIÉGE

Salaires et profits par travailleur moyen

Années	Effet utile par tête	Valeur produite	Salaire annuel	Autres frais ordinaires	Prix de revient	Valeur nette	Bénéfice net
1830	61	624	367	»	»	»	116
1831	58	491	325	»	»	»	7
1832	69	521	351	»	»	»	— 19
1833	78	588	360	»	»	»	25
1834	78	614	372	»	»	»	37
1835	85	731	415	»	»	»	122
1836	85	933	485	»	»	»	104
1837	71	953	508	»	»	»	50
1838	70	969	569	»	»	»	— 81
1839	68	898	526	»	»	»	— 91
1840	81	873	514	»	»	»	78
1841	91	873	496	»	»	»	71
1842	88	800	494	»	»	»	16
1843	103	839	476	»	»	»	36
1844	106	846	503	»	»	»	100
1845	99	874	519	»	»	»	77
1846	85	850	522	»	»	»	— 29
1847	95	954	521	»	»	»	58
1848	86	736	452	»	»	»	5
1849	91	685	412	»	»	»	— 1
1850	104	749	435	»	»	»	39
1851	102.40	737	459	»	»	»	17
1852	106.20	786	490	»	»	»	32
1853	112.50	1014	520	»	»	»	198
1854	103.30	1056	588	»	»	»	231
1855	99.80	1112	630	»	»	»	187
1856	98.99	1117	636	»	»	»	170
1857	98.80	1076	648	»	»	»	102
1858	108.10	1141	634	»	»	»	151
1859	109.35	1109.22	630.50	224.35	854.85	884.87	113
1860	111.11	1106.30	629.30	225.31	854.61	880.99	121

Digitized by Google

Années	Effet utile par tête	Valeur produite	Salaire annuel	Autres frais ordinaires	Prix de revient	Valeur nette	Bénéfice net
1861	104.30	1066.60	658.75	187.97	846.72	878.63	59
1862	106.12	1053	662.70	201.90	864.60	851.10	52
1863	114.50	1086.70	678.10	218.42	892.52	868.28	66
1864	128	1182.60	708.40	237.60	946	945	105
1865	125.10	1302	782.10	253.10	1025.20	1048.90	118
1866	132.30	1428.60	816.50	271.72	1088.22	1153.88	198
1867	129.75	1467.30	837.75	286.05	1123.80	1181.25	179
1868	128.85	1348	790.40	257.30	1047.70	1090.70	108
1869	139	1378	819	»	»	»	123
1870	151	1702	791	»	»	»	184
1871	152	1611	928	»	»	»	167
1872	162	2032	1055	»	»	»	386
1873	148	3004	1191	»	»	»	1084
1874	136	2184	1174	»	»	»	258
1875	134	1909.50	1122	»	1788.90	»	120.60
1876	131	1703	1035	»	1663.70	»	39.30
1877	142	1472.54	862	»	»	»	— 51.12
1878	155	1461.65	875	»	»	»	— 85.25
1879	162	1483.92	867	»	»	»	— 16.20
1880	163	1634.89	943	»	»	»	60.31
1881	165	1593.90	963	»	»	»	— 36.30
1882	169	1681.55	975	»	»	»	23.66
1883	173	1763	1017	»	»	»	50.17
1884	172	1651.20	938	»	»	»	50.17
1885	173	1571.84	883	»	»	»	81.87
1886	179	1512.55	886	»	»	»	77.85
1887	194	1584.98	910	»	»	»	75

Moyenne de gain . . 1830-84 = 97.27
» . . 1845-84 = 125
» . . 1870-84 = 151
Moyenne du gain par tête 91.18.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE DE LA TROISIÈME LEÇON

Les mêmes. — *Comptes-rendus annuels des opérations des chemins de fer de l'Etat.* — *Statistique des mines, minières, carrières et usines métallurgiques*, par HARZÉ. — *Tableaux du commerce extérieur de la Belgique.* — *Rapports des Ingénieurs des mines.* — *Eighteenth annual report of the bureau of statistics of labor of the Massachusetts. The unemployed from the census of 1885.* — *Statistical tables and report on Trade Unions third report of the correspondent of labor*, Londres, 1889. — *Enquête de 1886 en Belgique. Réponses écrites.* — *Relazione presentata a S. E. il Ministro dell' interno nel mese di marzo 1889 dalla commissione d'Inchiesta sugli scioperi*, Roma, 1885. — TURQUAN, *Résultats statistiques d'une enquête sur les grèves en France.* — *Bull. Institut. internation. de statistique, 1889* — *Third annual report of the commissionner of labor Strikes and Lock out. Washington, 1887* — GIFFEN, *Essays on finances, 2d series.*

Digitized by Google

QUATRIÈME LEÇON

LES PHÉNOMÈNES DE RÉPARTITION ET DE CONSOMMATION

Je vais poursuivre l'étude des effets de la dépression des prix des marchandises sur la répartition des richesses et leur répercussion sur leur consommation. Je vous montrerai ensuite ses effets dérivés sur la population et sur l'ordre moral.

Ces liens de la consommation et de la répartition des richesses ont préoccupé Malthus et Sismondi dans cette crise de 1815-22, qui présente de l'analogie avec la nôtre, et dont Sismondi s'est fait le sombre analyste. C'est dans la dépression progressive des salaires et la diminution consécutive, chez la classe ouvrière, du pouvoir d'acheter, qu'il recherchait la cause de la crise; c'est par les vices de la répartition qu'il expliquait cette coexistence d'un excès de production et d'une extrême misère. Par cette influence directe de la répartition sur le pouvoir de consommer, par la rupture d'équilibre entre une consommation ainsi resserrée et la production, Sismondi marquait bien la dépendance mutuelle de tous les aspects de la vie sociale, dépendance que l'on ne doit jamais, dans ces études, perdre de vue; avec des causes plus complexes, la crise actuelle révèle cette même dépendance de toutes les fonctions de la société économique. Cette influence envahissante de la baisse des prix sur les salaires, de la baisse des salaires sur le pouvoir de consommer, la perspective d'une dé res-

Digitized by Google

sion sans fin, ont arraché à M. de Laveleye, au milieu de la crise actuelle, cette terrible parole que l'on croirait échappée du cœur de Sismondi : le travailleur moderne sera plus durement exploité que l'esclave antique.

INFLUENCE SUR LES PROFITS, LA RENTE ET LE SALAIRE AGRICOLES

Les profits du fermier sont la première branche du revenu agricole que la dépression ait frappée, par la baisse des prix des produits agricoles ; mais il est difficile de dire exactement dans quelle mesure. En Angleterre, les profits du fermier sont évalués pour la perception de l'*income tax*, à la moitié des revenus des propriétaires ; ils le sont au 1/3 en Ecosse et en Irlande. D'après M. Leone Levy, de 1875-77 à 1880-84, les profits du fermier n'auraient décru que de 245.000 liv. en tenant compte de ces évaluations légales. Cependant, et M. Levi est loin de se le dissimuler, l'évaluation des profits agricoles n'est qu'hypothétique, et nous voyons des dépositions recueillies dans l'Enquête sur la dépression du commerce, nous peindre la situation des fermiers sous des traits très sombres. Un agronome de Northumberland nous affirme qu'en 1885, il n'y a pas eu de profits pour les fermiers, et qu'ils ont dû le plus souvent prélever leur fermage sur leur capital.

D'après un fermier du comté d'York, le produit brut de la ferme a, de 1881-82 à 1885, perdu 20 % de sa valeur. La baisse des prix n'a pas seulement retenti sur le revenu du fermier, mais encore elle a déprécié son capital. Un fermier du comté de Devon, entendu dans l'Enquête, évalue au tiers la perte que les cultivateurs ont éprouvée sur leur capital.

Digitized by Google

Si nous voulons nous faire une idée assez précise de l'influence que la baisse des prix a exercée sur les fermages et la rente foncière en Angleterre, nous nous adresserons encore aux statistiques fiscales. Les revenus imposés à l'*income tax*, comprennent sous la cédule A les revenus des terres.

La revision des valeurs imposables s'opère tous les trois ans : c'est ce qui explique l'allure de la courbe. Il est manifeste que la baisse des prix a exercé une action dépressive sur le revenu de la terre. Cependant on sera frappé de cette circonstance qu'en Angleterre, pendant que les céréales s'abaissent de 22 p. c., le froment de 27 p. c. de 1877 à 1885, les fermages ne s'abaissent que de 8 p. c. dans l'Angleterre proprement dite. Ils tombent de 51,200,000 liv. st. en 1881-82, à 47,600,000 en 1885. Le point culminant a été 51,811,234 liv. st., en 1876-77.

Un agronome anglais, entendu dans l'enquête anglaise, soutient même que dans le comté d'York, la rente n'a pas toujours fléchi de 8 p. c.

Cependant il est des cas nombreux où la rente foncière a diminué de bien plus de 8 p. c. M. Leone Levi, dans l'introduction qu'il a placée en tête des deux mémoires de MM. Goedby et Wats sur la crise, énumère des réductions de baux dans différents comtés de l'Angleterre, qui varient de 15 à 64 p. c. Le savant agronome Caird, qui a lui-même été entendu, affirme que les remises accordées sur les fermages par les Landlords ont souvent dépassé 8 p. c. Cependant, la baisse n'est pas suffisante à mes yeux; c'est l'un des aspects vraiment graves de la crise que cette difficulté ou cette résistance qui s'opposent à l'adaptation équitable, régulière et prompte du taux du fermage aux variations des prix des produits agricoles. Ce qui révèle de plus la complexité de la crise et la multiplicité de ses causes, c'est cette inégalité avec laquelle les effets de cette grande perturbation économique se répartissent sur les

Digitized by Google

différentes branches de l'activité humaine; les profits et la rente des mines se sont réduits de 50 p. c., les profits de la métallurgie du fer de 59 p. c., les profits de la rente des carrières de 8 p. c., comme la rente foncière, d'après les données officielles.

En Irlande, la loi de 1881 a consacré l'immixtion de l'autorité publique dans l'exécution du contrat de bail qui intervient entre le propriétaire et le fermier, impuissant à se protéger lui-même. Une cour spéciale de justice, la *Land Commission*, a pour mission de vérifier si le taux des loyers n'est pas exagéré, et de ramener la rente contractuelle à un taux équitable, *fair rent*. Au 1er janvier 1886, cette juridiction économique avait réduit à 2,568,494 liv. st. les loyers de 3,138,791 liv. st., c'est-à-dire de 18 p c. Il faut y ajouter encore des réductions volontaires plus importantes; et le témoin le plus éclairé sur la situation de l'Irlande, M. O'Brien, révèle que l'agitation a recommencé en 1886, pour obtenir des réductions de 20, de 30, et jusqu'à 50 p. c. sur les fermages établis par la Commission judiciaire elle-même. M. O'Brien marque la situation redoutable de l'agriculture irlandaise, en disant que par suite des mauvaises récoltes et de la baisse des prix, la récolte qui valait 10,000,000 de liv. st. dans les années antérieures, ne vaut plus que 5,000,000 de livres.

La baisse des salaires du travail agricole, en Angleterre, a été générale et s'accentue surtout depuis 1883. M Rea, pour le Northumberland, la porte à 25 p. c.; le salaire hebdomadaire de 20 shellings est réduit à 15. Dans d'autres comtés, elle est de 10 à 15 p. c.

En Belgique, le recensement agricole et les procès-verbaux de l'Enquête agricole de 1886, joints à d'autres travaux, nous permettront d'éclairer plusieurs aspects de la répercussion des prix sur les profits, les salaires et la rente.

Il est certain que les profits du cultivateur ont été

Digitized by Google

atteints les premiers et d'une manière redoutable ; il est non moins certain que la rente foncière et les salaires ont fléchi ensuite.

Pour nous rendre compte d'une manière très nette de la situation du cultivateur et du propriétaire, considérons la culture de la plus importante des céréales, le froment, et le partage qui s'est opéré de son produit avant et pendant la crise agricole.

En prenant pour base le produit moyen par hectare et le prix moyen du froment dans l'ensemble du pays, en supposant que la même quantité de travail ait été appliquée au sol depuis 1846, qu'elle ait seulement reçu des rémunérations variant avec le taux des salaires, j'ai dressé les calculs suivants :

Périodes —	Valeur du produit moyen en froment par hectare	Salaire par hectare	Fermage par hectare	Total —	Part brute restant au cultivateur
1846-49	449.45 fr.	61.02 fr.	68.00 fr.	129.02 fr.	320.43
1850-54	425.25	61.60	70.00	131.60	293.65
1855-59	478.39	70.00	82.00	152.00	326.39
1870-74	515.72	105.00	116.00	221.00	294.72
1875-79	437.57	105.00	110.00	215.00	222.57
1880-82	454.71	124 00	107.00	231.00	223.71

De 1870 à 1874, la crise se prépare ; la part brute de l'entrepreneur est encore de 294 fr. 72, somme destinée à reconstituer ses dépenses de capital, autres que les salaires, et comprenant en outre le profit de la culture ; elle tombe pendant les périodes suivantes à 222.57 et 223.71 ; c'est-à-dire que la part de l'entrepreneur se réduit de 72 fr. 15 et 71 fr. 01, soit de 24 à 25 p. c. ; dans le même intervalle la rente du propriétaire a baissé, en moyenne, de moins de 8 p. c. Le salaire sera atteint à son tour après 1880, dans ses moyennes générales, si nous nous en rapportons ici exclusivement au *Recensement agricole* de 1880.

Le rapprochement de ces éléments très simples, révèle

Digitized by Google

déjà que le profit du cultivateur, du fermier, a subi une forte dépression, et que ni la rente, ni le salaire n'ont obéi immédiatement, ni dans la même mesure, à la baisse des prix, ce qui a laissé peser, dès l'origine, sur le profit, la plus grande part du fardeau. C'est là l'un des caractères les plus importants des crises ; les rapports entre la propriété, le capital et le travail sont modifiés par une cause générale : la baisse des prix ; un nouvel état d'équilibre ne se réalise qu'après une série de perturbations profondes, entraînant ici aussi des désastres individuels irrémédiables.

Les procès-verbaux de l'enquête agricole de 1886, publiés en 1890, alors que la crise sévit depuis plus de seize ans, signalent à la fois des baisses du taux des fermages dans toutes les régions agricoles, et l'insuffisance à peu près générale de cet abaissement, dont les inégalités, d'ailleurs, sont frappantes.

Dans la première circonscription tracée par l'enquête (Flandre-Occidentale, Anvers, Limbourg), nous constatons des diminutions du fermage, de 33 à 34 p. c. dans le canton de Roulers, de 28 et 30 p. c. à Contich, de 10 p. c. à Brecht, du tiers à Heyst-op-den-Berg ; mais à Bruges, on se plaint de l'élévation du prix des baux qui absorbe peu à peu le capital du fermier ; dans le canton de Roulers, nous retrouvons les mêmes plaintes ; à Santhoven, une ferme reste abandonnée par l'excès du loyer ; à Contich, les fermages encore excessifs ne permettent pas au locataire de réaliser de profit ; à Brecht, beaucoup de propriétaires maintiennent les hauts prix des bonnes années.

Dans une autre circonscription, le Brabant, nous constatons à Velthem et à Diest une baisse des fermages de 20 p. c. ; la baisse des loyers des biens des Hospices de Louvain est depuis 1880 de 11.41 p. c. ; mais à Aerschot, Léau, Haecht, on se plaint de la cherté des loyers : à Haecht, on rappelle un dicton populaire d'après lequel le

Digitized by Google

tiers du produit doit payer la rente; or, la moitié y suffit à peine.

Dans une troisième circonscription, la Flandre orientale, bien que nous recueillions plusieurs indications d'une baisse de loyer, ce qui nous frappe, c'est le concert à peu près unanime des plaintes ; à Hamme, le propriétaire se décide difficilement à la baisse, le locataire garde l'exploitation aussi longtemps qu'il peut payer; à Audenaerde, où les loyers ont doublé depuis 25 ans, les bonnes terres rapportent encore 150 à 165 francs au propriétaire, ce qui est excessif; à Alost, Nederbrakel, Ninove, Wetteren, Deynze, Oosterzeele, Saint-Gilles (Waas), Heerzeele, Nazareth, la baisse des fermages est devenue une nécessité ; on la réclame d'au moins 25 p. c.

Les bilans de quelques fermiers flamands, recueillis dans l'Enquête agricole, jettent une triste lumière sur leur situation.

A Asseneede, les recettes d'une ferme de 30 hectares sont évalués à 8,365 francs, y compris les engrais restés en terre; les dépenses, comprenant le fermage de 2,400 francs, sont de 8,430 francs. La perte est de 65 francs, et le fermage représente encore 28 p. c.

A Nazareth, une ferme d'une même contenance réalisait en 1870-76 un profit de 1,877 francs. En 1882, il est réduit à 282 francs; en 1885, la perte est de 1,652 francs.

Dans le même canton, un inspecteur dressa le tableau suivant pour une ferme de 20 hectares.

Périodes	Fermage par hectare	Fermage total	Valeur du sol par hectare	Taux du fermage
	francs	francs	francs	fr. p. c.
1843-1854	50.00	1000	2000	2.50
1852-1862	68.00	1360	3400	2.00
1862-1868	82.75	1655	4300	1.92
1868-1871	110.00	2200	5000	2.20
1871-1877	116.00	2320	5200	2.23
1877-1886	125.00	2500	5300	3.78

Digitized by Google

Si le taux primitif du loyer, (2.50 %.) était rétabli, le loyer total de la terre serait ramené à 1,650 francs et devrait subir une baisse de 850 francs.

Les documents de l'Enquête se rapportant aux divisions de la région agricole, dans le système d'assolement de laquelle le froment occupe la plus grande place, nous fournissent des données statistiques qu'il importe de rapprocher de celles qui précèdent.

Un fermier de Celles, dans l'arrondissement de Tournai, compare sa situation avant et depuis la crise :

Recettes moyennes par hectare pendant la période de prospérité (1863-1875)	fr. 435
Dépenses moyennes	361
Profit . .	fr. 74

ou 5 p. c. du capital d'exploitation.

Recettes moyennes depuis la crise (1875 à 1886).	fr. 290
Dépenses.	335
Perte . .	fr. 45

Je comprends dans ces dépenses le fermage, qui ne s'est abaissé que de 120 à 115 francs, soit d'environ 4 p. c. La baisse eût dû être de 37 p. c. pour le soustraire à toute perte. A la vérité, il comprend encore dans ses dépenses 10 p. c. de capital pour intérêts et amortissement. Si pour établir le produit net réel qu'il réalise, nous déduisions de la somme totale de ses dépenses, la rente du propriétaire et l'intérêt du capital d'exploitation, nous constaterions que le *produit net*, en 1863-75, est de 253 francs ou 58 p. c. du produit brut, et en 1875-86 de 117 francs ou 40 p. c. du produit brut. Le fermage l'absorbe à peu près complètement dans la seconde période. Il ne reste rien pour l'intérêt du capital d'exploitation, ni pour le profit de l'entreprise.

Digitized by Google

A Lessines, un fermier évalue à 10,196 francs le produit d'une ferme de 30 hectares, en 1886; ses dépenses sont de 10,452, francs en y comprenant les engrais chimiques et le fermage de 4,800 francs. Le fermage, qui était antérieurement de 200 francs par hectare, s'est abaissé à 160 francs.

A Waremme, un cultivateur évalue le produit d'un hectare de froment, d'une récolte complète, à 575 francs, les dépenses à 400 francs. En comptant 10 p. c. pour les intérêts de son capital et son profit, il reste 129 francs pour le fermage maximum. Quand la récolte, au lieu d'être complète et d'atteindre 2,500 kilos de grain par hectare, tombe à 1,500 kilos, il n'y a plus que 21 fr. 40 de disponible pour le fermage.

J'ai montré que la moyenne générale des salaires ne s'était pas abaissée en 1880; le recensement agricole ne révèle que des variations insignifiantes de 1874 à 1880, dans les provinces qui appartiennent aux régions agricoles, où la culture du froment prend une place importante : le Brabant, le Hainaut, Liége, les Flandres; on n'obtient pas tout à fait les mêmes résultats quand on interroge l'enquête ouverte en 1873 par les Comices agricoles, celle que dirigea, en 1876-78, M. Emile de Laveleye, les documents fournis en 1874 par ce savant à M. Cliffe Leslie et reproduits dans *The movements of agricultural wages in Europe*, la savante étude de M. Otto de Nieulant sur les prix de la Flandre Occidentale. C'est la combinaison de ces matériaux qui a servi de base à la construction du diagramme (1). La baisse des salaires aurait commencé avant 1880. C'est l'enquête agricole de 1886, publiée en 1890, qui nous fournit les matériaux les plus nombreux, mais encore insuffisants, sur le *salaire nominal* et ses variations; si la baisse du salaire a été retardée, comme il semble résulter du *Recensement officiel* de 1880, elle n'en a pas moins été importante dans certaines régions. Déjà

(1) V. planche, XVII.

Digitized by Google

M. Dumont dans des notes communiquées à M. Pirmez, l'évaluait à 20 et 22 p. c. pour le Brabant, en 1883. L'enquête de 1886 montre le salaire s'y abaissant de 2 francs à 1 fr. 59, soit de 25 p. c. A Thuin, à Marches, elle est de 27 p. c., à Saint-Gilles (Waes), elle atteint 33 p. c., le salaire tombant de 1 fr. 80 à 1 fr. 20. Dans certains districts le salaire n'a subi aucune baisse, parce qu'il avait atteint la limite extrême du salaire nécessaire, au-dessous duquel la vie du travailleur et de sa famille est menacée; il en est ainsi à Mouscron, Furnes, Tirlemont. La baisse est, en général, plus marquée là, où à la dépression de la valeur du produit du travail, vient se joindre l'augmentation de l'offre du travail, par le refoulement de la population industrielle des villes vers les campagnes C'est un effet dérivé de la crise industrielle même, et qui est très observable dans le pays de Waes, par exemple, et à Thuin, au voisinage des centres industriels éprouvés. L'ouvrier subit directement l'effet de la baisse des prix, là où pour le salaire de la moisson, il recueille une part restée invariable du produit en nature, parce qu'il la vend au prix du marché. Jamais je n'ai ressenti plus vivement qu'en recueillant ces matériaux épars, la nécessité d'une bonne organisation de la statistique du travail.

LES PRIX AGRICOLES, LA RENTE, LE PROFIT ET LE SALAIRE ASPECT DYNAMIQUE

C'est ici que se place encore l'interprétation donnée à la crise par M. Pirmez et qui, si insuffisante ou si imparfaite qu'elle puisse être, n'en a pas moins ce caractère vraiment grand et profond de faire de la crise, non plus une perturbation d'un ordre économique plus ou moins parfait, mais une phase tourmentée d'une évolution progressive, un moment dans le développement organique de notre

Digitized by Google

économie nationale et de l'économie mondiale elle-même. D'après lui, ce n'est pas la baisse des prix des produits agricoles, mais la hausse des salaires qui a déterminé cette crise, et cette hausse des salaires est la manifestation d'une loi bienfaisante, exprimant la tendance spontanée nécessaire de la Société. Nul plus que moi ne se réjouirait de voir cette loi se dégager des faits, mais l'observation et l'étude m'ont enseigné à douter de cette conception d'une harmonie préétablie, si caressante pour l'esprit.

Y-a-t-il donc ici déplacement du revenu au profit du travail, aux dépens de la propriété? est-ce en cela que la crise agricole consiste? Parmi les arguments que l'on invoque, il en est dont le peu de solidité se révéle tout de suite : les prairies ont, dit-on, conservé les prix des anciens baux, alors que les terres à blé ont baissé; c'est, ajoute-t-on, parce que le produit est presque spontané, et n'exige que peu de main d'œuvre. La vérité est que les prairies ont conservé plus longtemps que les terres arables leurs anciens prix, parce que le bétail et la viande ont été atteints dans leurs prix, moins vite et moins profondément que les céréales. Si l'on procurait, dit-on encore, aux fermiers des ouvriers aux mêmes salaires qu'il y a vingt-cinq ans, les fermages reprendraient les prix d'autrefois. Ici, M. Pirmez n'a pas pris garde qu'en 1860, et surtout en 1856, les fermages moyens étaient inférieurs à ceux de 1880 et même de 1883.

La question est donc de savoir si, dans la crise actuelle, les changements dans l'ensemble de la répartition sont corrélatifs aux changements dans les prix des produits agricoles, ou s'ils dépendent du mouvement progressif des salaires.

Considérons d'abord que les données théoriques les plus générales permettent d'établir un lien étroit entre le mouvement du fermage et celui des prix des produits agricoles.

Digitized by Google

La partie essentielle du fermage, c'est la rente foncière, qui n'est autre chose que l'excédant de la valeur du produit sur le coût de production, augmenté des profits ordinaires de la culture. Le montant effectif de la rente est donc compris entre deux grandeurs, le coût de production effectif d'une part, et la valeur du produit, ou son prix, si elle est exprimée en argent. La rente variera donc avec ces deux facteurs, elle croîtra avec l'accroissement du prix ou l'abaissement du coût de production, le prix restant le même. Le taux du fermage est fixé contractuellement pour la durée du bail, en prévision d'un certain prix et d'un certain coût de production; il y a tendance à ajuster le fermage au prix, à chaque renouvellement de bail; pendant la durée du bail, des ruptures d'équilibre peuvent être plus ou moins profondes; et, à son renouvellement, la réadaptation peut être plus ou moins parfaite selon les conditions de concurrence des bailleurs et des preneurs, et la prévision des variations des prix et du coût de production.

On peut se convaincre par une étude analytique et complète, comme celle que j'ai tenté de faire dans l'atlas sur la *Crise agricole* et l'*Histoire des prix*, que les prix des produits règlent bien le mouvement de la rente foncière. Les prix des produits végétaux et des produits animaux combinent leur action; l'examen des chiffres convainc, en effet, que la baisse se manifeste dans les produits végétaux bien avant de se produire dans les produits animaux. Ce qui a permis de soutenir aussi longtemps le haut prix des baux, c'est le prix du bétail et du beurre; en se reportant au diagramme 4, on verra que la dépression est continue dans les prix des céréales à partir de 1881, tandis qu'elle ne se produit qu'en 1885 dans les prix du bétail; ensuite, que la baisse des prix du bétail et de la viande ne les ramène jamais aussi bas que ceux des céréales. C'est ce qui est rendu sensible par les chiffres exprimant le mou-

Digitized by Google

vement *relatif* des prix et qui ont servi de base au diagramme.

Voici maintenant un tableau qui fera juger de ces relations. J'exprime la grandeur des différents éléments mis en rapport, par 100 en 1850; toutes les variations ultérieures sont exprimées en fonction de 100 :

PÉRIODES	PRIX des produits végétaux				PRIX des produits animaux		PRIX des baux (Belgique)
	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Viande bœuf, mouton, porc, (moyenne)	Beurre	
1850-54	100	100	100	100	100	100	100
1855-59	113	106	120	106	126	100	117
1860-64	104	95	109	109	125	104	146
1865-69	108	100	120	125	135	117	154
1870-74	119	108	119	125	144	136	154
1875-79	101	97	116	127	154	140	160
1880-84	92	95	108	110,8	155	144	156

Non seulement le mouvement ascensionnel des prix des produits végétaux et animaux d'abord, des produits animaux ensuite, détermine celui des fermages, mais l'allure des prix des fermages est plus rapide même. Je crois qu'il en faut conclure que la rente s'est soutenue, malgré la hausse des salaires, grâce à certaines autres diminutions apportées au coût de production : les améliorations des routes, des chemins de fer, des tarifs de transport, les progrès de l'industrie qui ont assuré à la classe agricole de meilleurs instruments de travail, les améliorations du sol, les progrès des systèmes de culture, le développement des connaissances positives, tous les perfectionnements dus aux cultivateurs, aux propriétaires, à la Société, ont dans des mesures variables favorisé l'accroissement de la rente foncière.

Le mouvement historique des salaires est en relation manifeste avec celui des prix, comme le mouvement des baux; pour mieux saisir ce rapport, il faut remonter plus haut.

Digitized by Google

Années	Salaire par jour (Belgique)	Prix de l'hectolitre de froment	
		Francs	Périodes
1830	1.08	18.51	1830-34
1835	1.12	18.38	1835-39
1840	1.14	20.30	1840-45
1846	1.18	22.20	1845-49
1850	1.19	22.70	1850-54
1856	1.36	24.88	1855-59
1860	»	22.84	1860-64
1866	»	23.57	1865-69
1874	2.03	26.13	1870-74
1880	2.40	22.16	1875-79
1886	1.92	14.69	1886

Le salaire, qui présente jusqu'en 1850 une stabilité redoutable, ne reçoit une impulsion vraiment progressive qu'après 1850, c'est-à-dire à l'époque où un mouvement général de hausse entraine tous les prix (1), et où le développement énergique de l'industrie, en déterminant l'émigration vers les centres industriels de la population rurale, réduit l'offre du travail agricole. Dans ce mouvement progressif, la rente a pris les devants sur le salaire; à part un affaissement en 1848, son accroissement est continu depuis 1850 : on embrassera ces vastes séries de rapports dans un diagramme où je me suis efforcé de réunir les données les plus positives (2).

Si l'on considère le mouvement de la rente foncière et des salaires dans les provinces où la culture du froment occupe une place importante, le Brabant, le Hainaut, les Flandres et Liége, on constate que de 1850 à 1874, le taux des fermages s'est élevé de 85 francs en moyenne à 147 francs, c'est-à-dire de 73 p. c. De 1874 à 1880, il y a eu un abaissement qui le porte à 136 et réduit l'accroissement à 60 p. c.

(1) Voir le diagramme IV.
(2) Voir planche XVI.

Digitized by Google

Dans les mêmes provinces, le salaire s'est élevé de 1 18 à 2 francs en 1874 (moyenne générale), c'est-à-dire de 70 p. c., un peu moins que la rente; mais de 1874 à 1880, il est resté invariable dans ces provinces, d'après le recensement agricole.

Telles sont les relations fondamentales, les lois dynamiques qui lient les salaires, la rente, les profits aux prix des produits, c'est-à-dire les phénomènes de *répartition* aux phénomènes de *distribution*. Il faut dégager maintenant les lois statico-dynamiques du partage même.

LA RENTE, LE PROFIT, LE SALAIRE AGRICOLE ET LES PRIX. ASPECT STATICO-DYNAMIQUE

Il s'agit de revenir à la question, telle que M. Pirmez l'a posée lui-même. Il fournit, d'après M. Dumont, l'indication précieuse des variations du salaire et du prix de la main-d'œuvre par hectare, dans l'arrondissement de Nivelles, de 1863 à 1883. Il résulte de ses données que le taux du salaire s'est accru jusqu'en 1874, et, depuis lors, a décru d'environ 22 p. c.; les dépenses de travail par hectare ont fléchi aussi, mais moins. Ces faits étant acquis, nous pouvons résoudre assez rigoureusement la question en recherchant quelles ont été successivement, de 1863 à 1883, les parts absolues et relatives de l'ouvrier salarié, de l'entrepreneur et du propriétaire, dans la *valeur* du produit annuel exprimé en froment. J'ai fait ces calculs; j'ai mis en présence le coût du travail par hectare, le fermage moyen dans le Brabant, la valeur moyenne de la récolte de froment. Il est évident que la part du travail et celle de la propriété grandissent simultanément, et s'abaissent à peu près en même temps. L'accroissement du salaire n'a pas paralysé celui de la rente; pendant que les parts

Digitized by Google

absolues et relatives du travail et de la propriété augmentent, on voit décroître la part absolue et relative dans laquelle le fermier devra retrouver ses autres dépenses et son profit.

Voici le tableau qui réunit ces données pour le Brabant, l'une des régions fromentaires les plus éprouvées de la Belgique :

Parts absolues

Périodes	Valeur du produit en froment par hectare	Fermage du propriétaire	Salaire par hectare	Part brute de l'entrepreneur
1863-65	406.12	124	71.64	209.48
1866-68	504.63	135	91.77	287.86
1869-71	452.08	135	99.77	217.31
1872-74	559.41	153	154.31	252.10
1875-77	441.51	153	143.60	144.91
1878-80	458.34	141	136.47	180.87
1881-83	451.88	141	139.39	171.49

Les parts relatives sont les suivantes :

1863-65	100.	30.8	17.6	51.6
1866-68	»	26.9	18.2	44.9
1869-71	»	30	22	48
1872-74	»	27.3	27.78	45
1875-77	»	34.6	32.56	32.84
1878-80	»	30.8	29.79	39.41
1881-83	»	31.2	30.83	37.97

Après la dépression profonde de 1875-1877, les parts absolues et relatives du fermage et du salaire s'abaissent, la part absolue et relative de l'entrepreneur se relève, mais d'une manière manifestement insuffisante ; d'ailleurs, la valeur totale du produit à partager ne se relevant pas, la part *absolue* du cultivateur resterait inférieure à ce qu'elle était antérieurement aux époques prospères, la part *relative* fût-elle redevenue la même. L'absence d'un équilibre normal éclate encore ici.

Digitized by Google

Essayons d'embrasser un plus vaste ensemble de faits dans le temps et dans l'espace. Les données calculées ci-après ne sont qu'approximatives, mais elles permettent de se faire une idée des tendances générales des phénomènes de répartition :

MOUVEMENT DES PRIX, DES SALAIRES ET DE LA RENTE DANS L'ENSEMBLE DU PAYS

Chiffres absolus

Périodes	Valeur du produit du froment par hectare	Salaire par jour	Salaire par hect. approximativement	Rente par hectare
1846-49	449.45	1.18	61.02	68
1850-54	425.25	1.19	61.60	70
1855-59	478.39	1.36	70	82
1860-64	457.15	»	»	102
1865-69	466.14	»	»	108
1870-74	515.74	2.03	105	116
1875-79	437.57	2.40	105	110
1880-82	454.71	2.40	124	107
1886	341.83	1.92	99.2	87

Chiffres relatifs

1846-49	100	»	13.6	15.10
1850-54	»	»	14.4	16.50
1855-99	»	»	14.6	17.16
1870-74	»	»	20.3	23
1875-79	»	»	24	22.5
1880-82	»	»	27.3	25.1
1886	»	»	29	25.4

J'ai admis que le salaire, en 1886, s'est abaissé de 20 p. c., et le fermage de 25 p. c. en moyenne.

Nous constatons dans l'ensemble de cette évolution que *la part relative* du travail et celle de la propriété, dans le

Digitized by Google

produit moyen exprimé en froment, se sont accrues, bien que leurs *parts absolues* aient fléchi.

La part du travail ne s'est pas accrue aux dépens de celle de la propriété, elle ne s'est élevée relativement, dans les deux dernières périodes, que parce que la masse à partager, la valeur du produit, a subi une diminution progressive, et que le mouvement régressif du salaire et du fermage n'a pu être aussi rapide.

L'ensemble de l'évolution témoigne à la fois de l'effort persistant des travailleurs pour améliorer leur sort, et de leur résistance à abandonner les avantages qu'ils ont peu à peu conquis; elle témoigne contre l'hypothèse d'une *loi d'airain* qui enchainerait le travailleur à un *minimum* inflexible de salaire; mais elle dissipe aussi, comme on l'a vu déjà et comme on le verra mieux, les illusions optimistes, en montrant qu'une partie considérable de la classe agricole ne peut satisfaire encore que d'une manière insuffisante ou imparfaite aux besoins essentiels de la vie.

RÉACTION SUR L'INTÉRÊT DES CAPITAUX

L'exemple le plus instructif que nous puissions choisir ici, c'est le cours des fonds publics, parce qu'il nous sera possible d'embrasser à la fois les causes générales qui affectent historiquement le taux de l'intérêt, et l'influence spéciale que la crise a exercée. Le cours des fonds publics exprime leur valeur courante : le capital qu'un titre nominal de rente portant un intérêt fixe, représente effectivement à un moment donné, sur le marché des capitaux.

Si l'on suit dans leur évolution les cours de la rente belge ou des consolidés anglais, on est frappé de leur tendance ascentionnelle. L'accroissement de valeur courante, d'un titre portant un intérêt fixe, correspond évidemment

Digitized by Google

à une baisse effective d'intérêt. L'élévation graduelle des cours de la rente révèle l'action des causes générales parmi lesquelles figurent, avant tout, la sécurité croissante des placements et l'augmentation de l'épargne. Il est impossible de ne pas voir, dans l'élévation persistante des cours des dernières années, le contre-coup de la dépression des prix. En effet, les capitaux s'éloignent des entreprises nouvelles, comme nous l'avons vu, et se reportent sur des placements plus sûrs; et plus l'esprit d'entreprise est découragé, plus s'élève le cours des fonds publics, et s'abaisse, dès lors, l'intérêt que le capitaliste retire de ces placements. Quand le cours des fonds publics s'élève au-dessus de leur valeur nominale et s'y maintient, l'heure est venue d'en opérer la conversion, c'est-à-dire de donner le choix aux porteurs entre le remboursement de leurs créances et la réduction du taux de l'intérêt. Et c'est un devoir pour les gouvernements et les administrations publiques, de faire cette conversion, qui sera un allègement pour les contribuables. C'est dans cette voie de conversion que l'Etat Belge, les provinces de Namur, du Brabant et plusieurs villes se sont engagées.

LES PHÉNOMÈNES DE CONSOMMATION

L'étude des effets de la dépression des prix sur la *consommation* des richesses, doit prendre maintenant place ici, après l'étude des changements qui se sont produits dans la *Répartition*, exactement comme l'étude de la Répartition a pris place après celle des changements accomplis, dans la fonction de l'*Échange*, c'est-à-dire après celle de la baisse des prix proprement dite.

C'est qu'en effet, le pouvoir de consommer est *limité* par le *revenu* du consommateur ; on peut concevoir qu'à un

Digitized by Google

moment donné la *production* excède la *consommation*, bien qu'il reste un grand nombre de besoins à satisfaire ; c'est que la mesure effective du *pouvoir* de *consommer*, si étendus que puissent être les besoins, est dans le revenu des différentes classes de la société.

Tout ce qui affectera le revenu se répercutera sur la consommation : la contraction du revenu des travailleurs, des entrepreneurs, des propriétaires, se traduira par une réduction de la demande des produits qu'ils consomment ordinairement.

Le chômage du travailleur, qui tarit la source de son revenu, exerce sur la consommation une influence dont on a pu mesurer la grandeur ; le rapport sur la dépression du commerce aux États-Unis nous en fournit un exemple saisissant.

Les États-Unis nous présentent, en 1885, un million d'ouvriers privés complètement d'ouvrage ; la réduction de leur revenu ordinaire est évaluée par les rapporteurs à 300.000.000 de dollars : c'est à cette somme que correspond la diminution de leur pouvoir de consommer, celle de la *demande* des produits ordinairement consommés par les travailleurs. On voit, par là, comment un effet redevient *cause* à son tour ; la diminution de la demande réagit sur la production, et cette réaction sera l'une des *causes* de la crise.

La vie normale d'une nation ou d'un ensemble de nations, est un équilibre mobile entre toutes les *fonctions économiques*; et le problème de la crise, avec les causes multiples et complexes qui l'affectent, est, vu dans toute sa grandeur, celui de la coordination harmonique des fonctions économiques.

La consommation sera affectée par la dépression des prix, d'abord, selon la nature des revenus. Il est des *revenus* fixes, comme ceux des fonctionnaires, pour lesquels la dépression des prix *accroît* le pouvoir de consommer.

Digitized by Google

Quand le revenu subsiste, il est différemment affecté par la dépression des prix, selon que son montant, exprimé en argent, est fixe ou variable. Elle accroît le pouvoir de consommer de celui qui recueille un revenu fixe ; semblablement, pendant la hausse des prix, le revenu fixe supporte une charge extraordinaire.

Le regretté professeur Fawcett a dit que l'élévation extraordinaire des prix du charbon et du fer, en 1872, avait frappé d'une taxe énorme le peuple anglais, non seulement à l'égard de sa consommation directe de charbon et de fer, mais aussi à l'égard de sa consommation des produits dans la fabrication desquels entrent le fer et le charbon. Les revenus qui ont le plus souffert de cette hausse, ce sont les revenus fixes; ce sont ceux qui bénéficient le plus directement de la baisse.

Mais la plupart des revenus sont livrés à des fluctuations qui sont le contre-coup des variations des prix ; les profits subissent des fluctuations plus immédiates et d'une plus grande amplitude que les salaires, comme on l'a vu ; la dépression du fermage est plus lente, retardée par la durée des baux, contenue par le droit de disposer du sol, qui dérive de la propriété.

Si tous les prix subissaient une baisse uniforme, comme s'ils étaient affectés par une cause unique, et si les différents revenus conservaient après la baisse des prix les mêmes rapports qu'auparavant, le travailleur qui, avec son salaire, pouvait acheter une certaine quantité de marchandises avant la baisse, le pourrait encore après ; les quantités de richesses consommées par lui seraient restées invariables.

Mais il n'y a pas réellement uniformité dans la baisse des prix des marchandises et dans celles des salaires, des profits et des rentes. La crise agricole, à elle seule, nous donne, dans les différentes régions agricoles, le tableau instructif d'une diversité profonde de ses effets; c'est que

Digitized by Google

les produits prépondérants de ces régions ont été inégalement atteints par la dépression : les prix de la viande et du bétail n'ont, de 1873 à 1885, baissé que de 7 à 8 p. c.; ceux des céréales se sont réduits de 32 p. c. dans le même intervalle, et le prix du froment a été le plus profondément atteint; on comprendra que le prix des baux dans la région des prairies, n'ait pas suivi le même mouvement que dans les régions où le froment prédomine dans l'assolement. Le recensement agricole de 1880, révèle en effet, que de 1866 à 1880, le fermage s'est élevé de 45 francs par hectare dans l'arrondissement de Verviers (pays de Herve), alors que dans la région sablo-limoneuse, dans l'arrondissement de Nivelles, par exemple, le prix moyen des baux ne s'est élevé que de 1 franc. Les profits agricoles ont été, eux aussi, plus durement frappés ici que là. Le pouvoir de consommer a subi des variations corrélatives. J'ai coordonné les chiffres du recensement de 1880, par arrondissements et par régions agricoles, dans mon *Atlas de la Crise agricole*.

D'inégales variations des revenus se révèlent dans la comparaison de l'agriculture et de l'industrie. En Angleterre, pendant que les profits de la métallurgie du fer diminuent de 59 p.c., les profits des mines, de 50 p.c., la rente foncière ne s'abaisse que de 8 p. c.

Les changements dans le pouvoir de consommer dépendent des variations inégales des revenus, combinés avec les variations inégales des prix des produits que consomment ceux qui perçoivent ces revenus.

Il ne faut jamais perdre de vue cette extrême complexité de rapports, quand on veut apprécier sainement l'influence réelle que la crise a exercée sur les conditions d'existence de la population. Nous ne pouvons mesurer son degré de gravité dans l'une des branches de la production et dans l'une des classes de la société, qu'en tenant compte de la baisse des produits ou des revenus dans toutes les autres.

Digitized by Google

C'est là que se révèle une solidarité naturelle absolument méconnue de ceux qui restent absorbés par la considération d'un seul aspect de la crise. C'est ainsi que les erreurs les plus grossières ont été entretenues. Le recensement agricole évalue à 1600 milliers de francs la production du pays, année moyenne ; on n'a pas craint de soutenir dans nos Chambres qu'une baisse de prix de 25 p. c. dût entraîner une diminution correspondante du pouvoir de consommer. L'erreur est manifeste ; le pouvoir d'échange des produits agricoles est en raison, non des variations absolues de leurs prix actuels comparés à ceux d'une époque antérieure, mais en raison composée de ces variations et des variations corrélatives des prix des produits industriels, qui ont aussi subi une dépression.

Les variations du salaire *nominal* de l'ouvrier ne nous révèlent qu'imparfaitement les variations de son salaire *réel*, c'est-à-dire de la somme de jouissances qu'il peut obtenir comme prix de son travail. Pour éclairer ce grave aspect du problème, j'ai recours à deux méthodes principales.

VARIATIONS DU SALAIRE RÉEL

1re *méthode*. J'ai essayé d'abord de trouver des expressions *comparables* du salaire réel à diverses époques, en me débarrassant des variations de la valeur de la monnaie et des prix des marchandises. Pour cela, j'ai supposé que la valeur de la monnaie et les prix de la période de 1867 à 1877 étaient restés invariables pendant le cours du siècle. J'ai donc, en me basant sur les index numbers établis plus haut, ramené par le calcul toutes les moyennes des salaires nominaux à leur expression monétaire de 1867-77. Mes recherches n'ont pu porter que sur un certain nombre de salaires : celui du houilleur (sans distinction

Digitized by Google

d'âge ni de sexe), celui de l'extracteur de minerai de fer, celui de l'ouvrier ardoisier, celui de l'ouvrier des hauts fourneaux, de l'ouvrier en zinc de la Vieille Montagne, celui du tisserand en laine de Verviers, celui de l'ouvrier cotonnier de Gand, celui de l'ouvrier agricole belge.

Les diagrammes indiquent approximativement quel a été à différentes époques le salaire *réel*, car pour chaque époque, l'unité monétaire aura, dans mon hypothèse, le même pouvoir d'achat ; les salaires sont donc rendus comparables, au moins dans leur allure générale, *au point de vue de la somme de jouissances qu'ils représentent.*

Nous constatons partout une tendance à l'amélioration du salaire *réel*, bien que la régularité, l'amplitude, la vitesse du mouvement présente des diversités profondes ; cependant cette allure progressive fondamentale présente des retours : des crises périodiques interrompent la continuité de cette marche progressive, comme on en peut juger par l'histoire du salaire, dans les industries qui nous offrent les plus longues séries de données statistiques.

Salaires réels ramenés aux prix moyens de 1867-77

Années	Ouvrier houilleur (Hainaut)	Ouvrier des hauts-fourn. (Couillet)	Extracteur de minerai (Namur)	Ouvrier agricole
1860-64	708	734	675	»
1865-69	880	800	715	»
1870-74	1071	932	848	606
1875-79	915	896	638	818
1880-84	1072	947	886	»
1885-89	1100	973	883	772

J'ai admis que le salaire nominal agricole est réduit actuellement de 20 p. c.; avec une réduction de 10 p. c. du salaire nominal, le salaire réel serait représenté dans ce tableau par 858 francs, en 1885-89.

La période de 1870-74 a vu le salaire nominal et le salaire réel s'élever rapidement dans plusieurs de nos

Digitized by Google

grandes industries. Des éléments nouveaux se sont introduits dans la somme de leurs consommations; ce que les économistes anglais appellent le *Standard of life*, le régime de la vie, s'est élevé; le retour brusque qui a suivi, les a contraints de s'adapter à des conditions inférieures d'existence. Au point de vue des perturbations du salaire réel, la période de 1875-79 paraît être la plus douloureuse; il s'est relevé manifestement dans les années qui ont suivi.

On a pu mesurer la diminution de la consommation de certains produits, révélant une diminution de bien-être, sinon générale, du moins atteignant un grand nombre de revenus, et surtout ceux du travail.

Neumann Spallaert a montré, en 1882, que la diminution dans la consommation du tabac, du sucre, des eaux-de-vie, des impôts indirects en général, correspond aux années de forte dépression, 1877-78-79.

J'ai pu me convaincre qu'en Belgique, la consommation de la bière, des eaux-de-vie, des vins, s'est réduite manifestement. Le phénomène est très apparent pour l'eau-de-vie; de 1876 à 1878, avant l'application des nouveaux droits, le produit de l'accise avait baissé; pour la bière la baisse est apparente à partir de 1876.

La consommation de la viande a certainement diminué. En France, M. Leroy Beaulieu attribue exclusivement au retrait de la consommation la baisse du prix de la viande dans ces dernières années. Elle y a certainement une part importante. En Belgique, M. Piret, par les relevés des bêtes abattues dans les principaux abattoirs du pays, a montré, en 1877-78-79, une diminution de la consommation de viande. J'ai pu me convaincre, par mes observations, qu'en 1878-79-81, la diminution de l'excédant des importations du bétail a coïncidé avec la baisse du prix de la viande: ce n'est donc pas l'excès d'offre qui en est la cause, mais la contraction de la demande, de la consommation. Il est douloureux de penser que l'ouvrier moyen a dû réduire sa

Digitized by Google

consommation de viande, déjà l'une des plus faibles de l'Europe occidentale, et qui atteint tout au plus 20 kilos par tête, comme l'a admis, en 1887, M. Melot, rapporteur de la section centrale sur la question des droits sur le bétail. Toute diminution de consommation de la viande est une diminution de force de travail.

Les salaires *nominaux* et les salaires *réels* se sont relevés dans les deux dernières périodes de 1880-84 et 1885-89.

Quand on embrasse une plus longue série d'années et qu'on remonte à 1850, en utilisant les trop rares séries de données statistiques qui permettent de suivre l'évolution du *salaire réel*, on receuille cette grande et consolante leçon, que, malgré les perturbations profondes et funestes qu'il a subies, ses moyennes sont restées supérieures à la moyenne de 1850-1854. Le *Standard of Life* s'est donc élevé d'une manière permanente; le travailleur n'est pas enchaîné à un minimum inflexible de jouissances ; il a contracté et il conserve l'habitude de jouissances nouvelles. (1)

Salaires nominaux

Années —	Ouvr. bouilleur moyen de tout âge et sexe	Ouvr. des hauts-fourneaux	Ouvr. moyen de la Vieille-Mont.	Extracteur de minerai	Ouvrier cotonnier	Tisserand en laine	Ouvrier agricole
1850-54	556	816	588	531	624	855	357
1855-59	753	774	660	684	»	»	408
1860-64	727	753	687	693	»	900	»
1865-69	845	768	753	687	884	»	»
1870-74	1076	936	873	852	»	»	609
1875-79	937	918	951	654	»	900 à 1050	»
1880-84	944	834	942	780	936		720
1885-89	820	726	945	660	»	»	648 / 576 (2)

(1) Voir planche XVIII et XIX.

(2) Hypothèses d'une réduction de 10 et de 20 p. c. du salaire.

Digitized by Google

Salaires réels (Prix moyens de 1867-1877)

1850-54	665	892	642	580	673	807	390
1855-59	710	730	623	645	»	»	385
1860-64	708	734	669	675	»	877	»
1865-69	880	800	784	715	928	937	»
1870-74	1071	932	868	848	»	»	606
1875-79	915	896	932	638	»	»	»
1880-84	1072	947	1070	886	1063	1190	818
1885-89	1100	973	1266	883	»	»	$\frac{858}{772}$ (1)

De 1850-1854 à 1886, l'ouvrier des hauts-fourneaux obtient, d'après cette méthode, 9 p. c. en plus de son salaire *réel* primitif. Son salaire a subi des fluctuations périodiques. L'extracteur de minerai gagne 20 p.c., il a reçu des retours en arrière dans l'intervalle; l'ouvrier houilleur moyen 65 p. c.; l'ouvrier cotonnier de Gand présente, depuis 1850, un progrès de 85 p. c. de son salaire réel; l'ouvrier tisserand de Verviers gagne 36 p. c. depuis 1846; l'ouvrier agricole, au moins 98 p. c. depuis1850; l'ouvrier de la Vieille-Montagne, 97 p. c. de 1850-1854 à 1885-89.

L'application de la méthode que je viens d'exposer renferme des causes d'erreurs que je me hâte d'indiquer : j'ai exprimé le salaire *réel* d'après les prix des 26 produits exportés, parmi lesquels figurent, sans doute, les produits consommés par les ouvriers, mais ils sont associés à beaucoup d'autres produits ; il m'a été impossible de tenir compte de certaines de leurs dépenses, telles que le loyer qui a subi des variations profondes, et, en général, une hausse de peut-être 50 p. c.; d'un autre côté, pour établir les salaires annuels, j'ai admis *uniformément* un travail continu de 300 jours par an, sans tenir compte des chômages ordinaires, très inégaux dans les différents emplois du travail, ni des chômages extraordinaires causés par les crises.

(1) Hypohtèses d'une réduction de 10 et de 20 p. c. du salaire.

Digitized by Google

L'imperfection déplorable de la plupart des statistiques m'a obligé à donner à mes calculs ce caractère, je le reconnais, hypothétique. Malgré des corrections nécessaires, si l'on compare, à la distance de 35 ans environ, en faisant abstraction des effets cruels et immédiats des fluctuations des prix, les salaires réels moyens des ouvriers, le progrès est indéniable ; seulement le progrès n'est nulle part d'une continuité absolue; il est partout traversé par les crises périodiques ; il se distribue d'une manière très inégale, avec une ampleur et une vitesse différentes dans les professions étudiées ; et si nous avions pu rassembler un plus grand nombre de professions et de salaires, nous aurions retrouvé encore, en Belgique, ce résidu de la population ouvrière, cette armée de réserve du prolétariat, se débattant contre un salaire absolument insuffisant pour satisfaire aux besoins de la vie.

Et, chose qu'il ne faut pas perdre de vue pour ne se créer aucune vaine illusion, le progrès accompli, si grand qu'il soit, laisse presque partout subsister un écart plus ou moins considérable entre le salaire *réel* atteint et le salaire *normal* ou *naturel* qui exprime la satisfaction normale des besoins essentiels de la vie et la garantie contre tous les risques du travail ; cet idéal prochain et directement concevable n'est encore atteint que par une minorité.

LE SALAIRE RÉEL ET LE SALAIRE NATUREL

Pour mesurer l'importance des progrès accomplis et de ceux qui restent à accomplir, il faut rapprocher ces salaires *réels* d'un *salaire naturel* aussi rationnellement conçu qu'il m'est possible, c'est-à-dire, de la somme des ressources nécessaires pour assurer aujourd'hui la conservation et le

Digitized by Google

développement *normal* du travailleur et de sa famille.

J'ai calculé, d'après les prix de 1890, les dépenses nécessaires pour l'alimentation d'une famille de cinq personnes, en prenant pour base les *rations* physiologiques *normales* et en recourant aux subsistances les plus modestes. Ce budget de l'alimentation établi, j'ai calculé le surplus des dépenses, d'après les coefficients moyens que j'ai dégagés de l'étude des budgets ouvriers de Ducpétiaux.

Salaire naturel en Belgique

Les dépenses nécessaires pour l'alimentation d'une famille de 5 personnes à 2 fr. 25 par jour			821.25
L'alimentation représente en moyenne 65 p. c. du budget total des dépenses en Belgique			
Le budget total égal donc . . . fr. 1263.			
Cette somme renferme en moyenne une prime d'assurance contre la maladie, 11 fr. 50 à distraire provisoirement, il reste fr. 1251.50.			
Le vêtement représente 9.6 p. c.	120.14		
Le logement 8.9 p. c.	111.38		430.25
Le chauffage et l'éclairage 5 p. c.	62.57		
Dépenses diverses 11.5 p. c.	136.46		
			1251.50

Les primes d'assurances :

Maladie (le père) . . . . . fr.	11.50		
et funérailles (la mère) . . . . . fr.	11.50		
3 enfants à 3 fr. 37. . . fr.	10.11		
	33.11		
La retraite pour assurer 365 fr. à 65 ans (versements depuis 15 ans) . .			
(le père)	15.60		
(la mère)	15.60		
	31.20		
Invalidité, secours de 150 fr. . . .	4.60		
Chômage pour assurer 12 fr. 50 (par sem.)	75.00		
Elève, éducation des enfants en cas du décès du père	100.00		
			243.91
Total général			1495.41

Digitized by Google

Ce salaire *naturel*, ramené aux prix de 1867-77, représenterait une somme de 2000 francs. C'est donc de cette somme qu'il faut rapprocher les salaires réels calculés ci-dessus. L'écart qui tend historiquement à se réduire entre le salaire de l'ouvrier mâle adulte et ce salaire naturel, révèle la nécessité d'une participation plus ou moins étendue de la femme et des enfants à la formation du revenu domestique. L'un des diagrammes indique leur participation relative, d'après les matériaux rassemblés en 1855, par Ducpétiaux (1).

Les chefs de famille qui réaliseraient aujourd'hui le salaire *normal* par *leur seul effort*, devraient recueillir un salaire journalier de 5 francs et travailler 300 jours par an ; le tableau suivant marque leur proportion sur 1000 ouvriers :

Salaire quotidien nominal	Sur 1000 ouvriers en Belgique (1880)	Sur 1000 ouvriers à Bruxelles (1890-91)
1 franc et moins	3	0
1 à 2 francs . .	64	40
2 à 3 francs . .	327	140
3 à 4 francs . .	500	560
4 à 5 francs . .	71	200
5 francs et plus.	25	60
	1000	1000

LES VARIATIONS DU SALAIRE RÉEL

2e *méthode*. Une autre méthode permet de déterminer avec plus de précision les changements éprouvés par le *salaire réel*. Elle consiste à mettre les variations des prix des produits consommés par les travailleurs en rapport avec leur salaire nominal. Un jeune savant, M. Julin, dans une précieuse étude sur le salaire dans les charbonnages belges, a recueilli les prix des denrées alimentaires, des

(1) Voir planche XX et la note.

Digitized by Google

tissus employés dans le vêtement des ouvriers et même le prix du loyer, à différentes époques, en remontant aussi haut que possible, et les a mis en relation avec le salaire des houilleurs aux mêmes époques. C'est ainsi qu'il établit que de 1861-1870 à 1886 le salaire nominal est resté dans le *statu quo*, tandis que les prix de 38 denrées sur 40 ont subi une baisse de 35 p. c.

Cependant il faut s'efforcer de suivre d'année en année les variations corrélatives du *salaire nominal* et du *salaire réel* : c'est pourquoi j'ai rendu dans un diagramme le mouvement des prix des céréales, de la viande, du beurre, du sucre, des tissus de laine, de coton et de lin, de la houille, de 1850 à 1889, en le mettant en rapport avec celui du salaire du houilleur et du salaire de l'ouvrier agricole.

Nous pouvons constater d'après nos *index numbers* que le salaire nominal, en 1885, était revenu à la moyenne de 1865, mais que le prix du grain s'était réduit de 10 p. c., celui des tissus de 28 p. c., tandis que le prix de la viande s'était accru de 11 p. c. Le brusque changement qui s'est opéré pendant la crise dans les conditions d'existence et les habitudes, le *Standard of Life* de l'ouvrier houilleur, s'apprécie mieux, si l'on compare sa situation en 1873 et en 1885 ; le salaire s'est abaissé de 44 p. c. dans l'intervalle ; le prix des céréales s'est réduit de 32 p. c., celui de la viande de 7 p. c., celui des tissus de 23 p. c. Les rapports entre les différents éléments de la consommation du houilleur ont dû changer : les plus essentiels ont dû, en général, refouler de proche en proche les autres dépenses dans l'ordre de leur importance décroissante. Des données suffisantes sur les budgets ouvriers manquent pour pénétrer dans l'intimité de ces changements qui se sont accompagnés d'inévitables souffrances, et c'est là l'un des effets funestes des crises.

Si l'on compare les prix de 1885-89 à ceux de 1850, on observe que l'ouvrier en général eût pu acheter, dans la

Digitized by Google

dernière période, 21,6 p. c. de céréales en plus, ou payer les céréales 21,6 p. c. moins cher ; il eût, en 1885-89, payé la viande 28 p. c., le beurre 20 p. c., les pommes de terre 33 p. c. plus cher ; le chauffage 25 p. c., les tissus 28,4 p. c. moins cher. Tout compte fait, il y a incontestable progrès dans le salaire réel. (1)

Ces méthodes comparatives d'un si grand intérêt ont été appliquées aux États-Unis pour dégager les variations du salaire réel pendant la dépression économique.

M. Atkinson établit d'après un ensemble de budgets de familles ouvrières, les quantités de subsistances, de vêtements, de combustible, que consomment en moyenne, par jour, un ouvrier et sa famille. Ces quantités, considérées comme fixes pour toute la série d'années, formeront la *journée d'entretien*.

Tenant compte alors, des variations des prix des différents éléments de la consommation ouvrière, il évalue en argent pour chaque année, le coût de la journée d'entretien. Il est dès lors possible de déterminer à quel nombre de journées d'entretien correspondent les salaires des différentes années ; pour rendre sensiblement et éloquemment comparables le mouvement relatif du *salaire nominal* et du *salaire réel* pendant cette période, il suffira de représenter par 100, en 1865, le salaire nominal, et d'exprimer en fonction de cette quantité initiale le salaire nominal des autres années, — de représenter également par 100 le salaire réel (en journées d'entretien), en 1865, et en fonction de 100 les salaires réels des autres années.

On obtient ce résultat que de 1865 à 1885, le salaire *réel* d'une classe de travailleurs s'est accru de 108 p. c., d'une seconde classe de 90 p. c., d'une troisième de 78 p. c., d'une quatrième de 66 p. c.

Le bureau de statistique du travail du Massachusetts

(1) V. planche XXII.

Digitized by Google

nous fournit une autre application de cette méthode comparative aux années 1860 et 1878.

Le budget des dépenses d'une famille ouvrière, tel qu'il est établi en 1860, pour une dépense totale de 400 doll. est décomposé en ses éléments principaux : la subsistance, le logement, le vêtement et la chaussure, le chauffage, auxquels on ajoute une moyenne de dépense diverses.

On établit ensuite l'accroissement des prix des différents éléments de 1860 à 1878; il est dès lors possible d'évaluer ce qu'il en coûte en 1878, pour être nourri, logé, vêtu, chaussé, chauffé et éclairé comme en 1860.

Les mêmes consommations, tout compte fait, exigeraient un budget de recettes de 452 d. 50. L'accroissement total serait de 14.5 p. c. dans la dépense. Or, pendant que le même budget des dépenses s'élève de 14.5 p. c., le salaire *nominal* s'est élevé de 24 d. 4 p. c. L'écart révèle une augmentation *réelle* du salaire ; le salaire nominal correspond à une somme supérieure de jouissances accessibles à l'ouvrier américain.

LES PRIX DE DÉTAIL ET LE SALAIRE RÉEL

Dans l'étude des variations du salaire réel en Belgique, il n'a été tenu compte que des variations des prix, telles qu'elles résultent de l'état général du marché, et qu'elles sont établies par la Commission permanente chargée de la revision périodique des valeurs assignées aux marchandises, dans le tableau du commerce extérieur de la Belgique.

Les prix de détail ne sont pas identiques à ces valeurs officielles, et leurs variations ne concordent pas toujours ou n'ont pas la même amplitude. Le salaire *réel* est évidemment affecté plus ou moins profondément par ces

Digitized by Google

discordances ; il y a là des correctifs à apporter aux évaluations du salaire réel. Par malheur, ils exigent les recherches les plus profondes et les plus étendues. Je les ai abordées, mais les résultats que j'ai obtenus sont bien incomplets. Considérez, par exemple, le prix du charbon à Bruxelles et comparez-le au prix moyen de la tonne de houille, tel qu'il est établi par le Corps des mines.

Années	Prix de la tonne	Prix de détail à Bruxelles, les 50 kilos		
—		1er march.	2e march.	Autres
1870	11.07	1.15	»	»
1871	11.69	1 20	1.35 à 1.40	
1872	13.67	1.20		
1873	21.90	1.15		
1874	16.68	1.10		
1875	15.80	1.10	1.30 à 1.35	1.20 à 1.50
1876	13.84	1.15		
1877	11.24	1.10		
1878	10.16	1.15		
1879	9.54	1.20		
1880	10.15	1.15		
1881	9.79	1.20	1.10 à 1.15	
1882	10.11	1.25		
1883	10.24	1.20		
1884	9.59	1.20		
1885	8.88	1.20		

Il résulte de ce tableau que le prix de détail de la houille obéit moins rapidement que les prix de gros aux variations de l'état général du marché et avec de plus faibles amplitudes. Pour un même salaire *nominal* le salaire réel diminuerait donc plus lentement aux époques de hausse des prix, mais s'élèverait aussi plus lentement aux époques de baisse de prix. Si le salaire nominal s'abaisse lui-même, comme on l'a vu dans la crise, l'abaissement plus faible et

Digitized by Google

plus lent des prix de détail, affectera d'une manière défavorable le salaire réel.

Le rapport entre les variations du prix du pain et celles du prix du grain, si importantes à déterminer dans l'étude du salaire *réel*, ont donné lieu à de longues controverses. M. Leconte a soutenu, que de 1812 à 1886, l'écart va grandissant à Paris, entre le prix du pain et celui du grain En 1812, le prix du kilogramme de grain était de 42 centimes, et celui du kilogramme de pain de 45 centimes; en 1886, le grain est à 20 cent. le kilo et le pain à 36 cent. Cependant, il ne faut pas en conclure, que les variations du prix du grain n'aient aucune influence sur celles du prix du pain, ce sont les frais des intermédiaires qui vont toujours grandissant.

Préoccupé de cette relation, je procédai avec l'appui de M. Buls, bourgmestre de Bruxelles, à une enquête sur les variations du prix du pain; 108 boulangers répondirent au questionnaire qui leur fut adressé par les officiers des sept divisions de police de la ville. J'ai reproduit toutes les données de l'enquête dans les procès-verbaux de la session de 1889 du Conseil provincial du Brabant. Le tableau qu suit donne une idée assez fidèle de l'ensemble de l'enquête.

Digitized by Google

Prix du pain chez différents boulangers à Bruxelles

Années	1	2	3	4	5	6	7 (1)	8	9	10 (2)	11	12	13	14	15 (3)	Prix de l'hectolitre froment
1870	40	55	44	40	52	48	35	44	43	»	48	»	»	50	»	22.88
1871	38	55	44	48	50	47	43	52	49	»	50	»	»	48	»	28.28
1872	36	44	41	49	49	44	44	51	52	»	50	»	»	46	»	26.01
1873	36	44	42	48	48	40	41	51	50	»	50	55	»	46	»	27.69
1874	38	44	42	50	48	49	46 et 41	51	53	»	54	50	50	46	»	25.78
1875	36	44	40	40	48	45	31	42	45	38	45	44	48	43	»	20.44
1876	36	44	38	40	46	42	32	46	44	35	44	46	47	40	»	21.84
1877	40	44	36	46	45	41	38	50	48	38	46	44	47	41	»	21.96
1878	38	44	36	44	44	45	35 1/2	47	48	40	48	44	46	41	»	22.40
1879	38	44	36	42	41	40	32	45	43	38	45	44	44	42	»	21.25
1880	36	44	36	42	39	42	34 1/2	42	45	39	48	44	42	42	»	22.00
1881	36	44	38	45	38	40	34 3/4	46	45	38	45	44	40	41	»	22.27
1882	36	44	36	44	38	42	34 3/4	45	46	38	46	42	38	39	40	21.15
1883	34	44	36	42	37	38	32 1/4	42	44	36	42	40	37	38	37	19.07
1884	34	44	34	40	36	36	29	40	42	32	38	38	36	38	36 à 34	16.55
1885	34	38	34	36	34	34	29	36	38	29	38	36	30	»	31 à 28	15.51

(1) C'est le prix du pain fabriqué par l'Administration des Hospices. Depuis le 26 mai 1874, elle ne confectionne plus qu'une seule qualité de pain avec la farine dont le son est extrait. Ce pain est un aliment de première qualité.

(2) Société coopérative : *Les Ateliers Réunis.*

(3) Boulangerie coopérative : *Le Peuple.*

Digitized by Google

Tous ces prix du pain n'ont évidemment pas la même allure. Il en est qui sont restés à peu près invariables. Mais le plus souvent ils suivent cependant les variations du prix du grain, avec moins d'amplitude. La concordance n'est fidèle que lorsque le pain est fabriqué par des administrations publiques ou des sociétés coopératives.

L'écart entre les prix du pain qu'elles débitent et les prix de l'industrie privée, marque ici l'influence spéciale exercée sur le salaire *réel* par les prix de détail. Pour se garder d'appréciations optimistes il faut en tenir compte avec le plus grand soin.

LES RELATIONS DU TRAVAIL AGRICOLE ET DE LA PROPRIÉTÉ

En mettant en rapport le nombre des exploitations en faire-valoir direct et en location en 1866 et 1880, on est frappé de voir partout diminuer le nombre des exploitations par propriétaire, surtout des petites exploitations de moins de cinquante ares; on les considère comme attachées à une habitation ouvrière.

Il suffit d'embrasser une suite assez longue d'années, de joindre aux données des recensements de 1866 et de 1880, celles du recensement de 1846 et d'étudier l'ensemble du mouvement qui s'est opéré dans la propriété, pour se convaincre que ces phénomènes importants et complexes sont dominés par des causes générales tout à fait étrangères à la loi des partages (1).

(1) Voir planche XXV.

Digitized by Google

	Faire valoir direct				Différence de 1880 sur		Mouvement p. c. de
	1846	1866	Différence	1880	1860	1846	1846 à 1880
50 ares et moins .	101.584	145.883	+ 44.299	141.510	— 4.373	+ 39.926	+ 39 p. c.
51 ares à 1 hectare.	47.726	42.174	— 5.552	37.766	— 1.408	— 9.960	— 20 „
1 à 2 hectares .	60.301	41.872	— 18.429	38.868	— 3.004	— 21.433	— 35 „
2 à 3 „ .	31.448	22.847	— 8.601	20.484	— 2.363	— 10.964	— 35 „
3 à 4 „ .	18.211	13.728	— 4.483	12.351	— 1.377	— 5.860	— 32 „
4 à 5 „ .	12.633	9.416	— 3.217	8.457	— 989	— 4.176	— 33 „
5 à 10 „ .	33.001	22.869	— 10.132	19.306	— 3.563	— 13.695	— 41 „
10 à 20 „ .	19.791	15.182	— 4.609	10.007	— 3.175	— 9.784	— 49 „
20 à 30 „ .	6.007	3.820	— 3.187	2.498	— 1.322	— 3.509	— 58 „
30 à 40 „ .	2.680	1.510	— 1.170	890	— 620	— 1.790	— 66 „
40 à 50 „ .	1.416	817	— 599	372	— 445	— 1 044	— 73 „
50 hectares et plus.	2.788	2.823	— 965	1.015	— 1.808	— 1,773	— 64 „

On constate d'abord :

1° Que les exploitations agricoles de 51 ares à 50 hectares et plus, *cultivées par les propriétaires eux-mêmes*, ont toutes diminué en nombre pour faire place à la culture par locataires;

2° Que la diminution s'est opérée dans une *proportion d'autant plus considérable* que l'étendue des cultures est plus grande;

3° Que les seules exploitations qui se soient accrues de 1846 à 1880, ce sont celles de moins de 50 ares;

4° Que ce n'est que de 1866 à 1880 que le mouvement de réduction du nombre des exploitations en faire-valoir direct a atteint les parcelles de moins de 50 ares.

Il résulte évidemment de ces rapprochements :

1° Que le régime légal des partages n'a pas *par lui-même* et d'une manière inflexible accompli la destruction des petits héritages, puisque dans des périodes successives on constate des résultats opposés, et qu'en définitive, le résultat final est une augmentation, hélas bien faible, du nombre de ces héritages : de 39 p. c. relativement à 1846, mais qui dépasse encore l'accroissement de la population dans le même intervalle. (Il n'est, en effet, que de 40 p. c. de 1846 à 1889);

2° Qu'il faut rattacher la diminution du faire-valoir direct, avant tout, à l'opération des causes générales qui ont pu déterminer le propriétaire à se *dessaisir de la propriété* et à se *séparer de la culture*, ou qui ont empêché les non propriétaires de s'élever à la propriété; que ces causes générales se rattachent à la répartition des richesses, au mouvement des salaires, à l'évolution agricole elle-même, dans son ensemble, et aux changements que les prix des produits agricoles, la rente foncière, la valeur des propriétés, ont subis surtout dans la crise actuelle, aspects très importants du problème social;

3° Que le *régime des partages* en lui-même n'a agi que comme cause secondaire, affecté lui-même par tout l'ensemble de notre développement moral.

Digitized by Google

Revenu du travailleur. — Participation de la famille (1854) d'après les données de Ducpétiaux

Brabant

		Moyenne du revenu	Rapports des salaires seuls
Salaire du chef . .	Rapp. % 56,6	497	62.6
» de la mère .	11,5	121	12.6
» des enfants .	22,3	227	24.8
Autres ressources .	9,6	107	
		952	100.0

Flandre Orientale

Salaire du chef . .	Rapp. % 58,3	407	64.8
» de la mère .	8,2	66	9
» des enfants .	23,6	169	26.2
Autres ressources .	9,9	90	
		732	100.0

Flandre Occidentale

Salaire du chef . .	Rapp. % 48,3	371	55.8
» de la mère .	11,8	88	13.7
» des enfants .	26 4	206	30.5
Autres ressources .	13,5	136	
		801	100.0

Anvers

Salaire du chef . .	Rapp. % 43,9	384	60
» de la mère .	13,3	116	19.8
» des enfants .	14.5	142.5	20.2
Autres ressources .	28,3	368	
		1010	100.0

Limbourg

Salaire du chef . .	Rapp. % 46,2	413	77.7
» de la mère .	6,3	94	10.6
» des enfants .	6,9	89	11.7
Autres ressources .	40,6	362	
		958	100.0

Hainaut

Salaire du chef . .	Rapp. % 53,6	638	60
» de la mère .	6,1	201	6.5
» des enfants .	30,1	464	33.5
Autres ressources .	10,2	164	
		1467	100.0

Digitized by Google

Liége			
Salaire du chef . .	Rapp. % 62,7	638	70
» de la mère .	8,4	144	9.6
» des enfants .	18,2	265	20.4
Autres ressources .	10,7	178	
		1125	100.0
Namur			
Salaire du chef . .	Rapp. % 59,1	548	75.2
» de la mère .	8,7	132	11.5
» des enfants .	10,4	175	13.5
Autres ressources .	21,8	258	
		1113	100.0
Luxembourg			
Salaire du chef . .	Rapp. % 49,9	500	65.4
» de la mère .	9,1	122	12
» des enfants .	17,3	219	22.6
Autres ressources .	23,7	283	
		1124	100.0

	Moyenne des 9 budgets ci-dessus	Moyenne du salaire
Salaire du chef. . . .	53,2	65.7
» de la mère .	9,3	11.7
» des enfants .	18,6	22.6
Autres ressources. . .	18,9	
	100,0	100.0

BIBLIOGRAPHIE DE LA QUATRIÈME LEÇON

Third report of the royal commission appointed to inquire into the depression of trade and industry, 1886, Londres. — *The depression in trade by E. Goadby and W. Watt*, Londres, 1886. — *Le recensement agricole belge de 1880.* — H. Denis, *Atlas de la crise agricole, 1887.* — *Bureau of statistics of labor. Massachusetts report of 1879.* — *Bulletin de statistique du ministère des finances*, Paris, 1887, (août). — Julin, *Les salaires dans les charbonnages belges.*

Digitized by Google

CINQUIÈME LEÇON

LES PHÉNOMÈNES DE CONSOMMATION ET LES PHÉNOMÈNES MORAUX

LA CONSOMMATION ET LA FORCE DE TRAVAIL

S'il subsiste des éléments hypothétiques nombreux dans tous les calculs qui précèdent, des données positives, malheureusement trop rares, et disséminées dans l'*Enquête de 1886*, témoignent que le facteur fondamental du *salaire réel*, l'alimentation ouvrière, et avec elle, la production de la force de travail, a reçu d'indéniables améliorations depuis le milieu de ce siècle, et dont la trace ne s'est pas effacée pendant la crise actuelle.

L'efficacité productive des diverses nations et des diverses races se lie entièrement à leur régime, à leur *Standard of Life*, d'une manière fondamentale, et avant tout, à leur alimentation.

Les principes immédiats qui sont assimilés par l'organisme humain forment trois groupes : les substances albuminoïdes, comme l'albumine de l'œuf, la fibrine des muscles ou la viande, la caséine du lait, le gluten du blé; les graisses, telles que celle de la viande, le beurre, l'huile, enfin les substances hydrocarbonées, les sucres, l'amidon ou fécule.

Ces matières alimentaires, préparées par la digestion et charriées par le sang, ont une triple fonction à accomplir : entretenir et developper nos tissus, dégager l'énergie chimique qu'elles renferment, sous forme de chaleur et sous forme de travail. Il est aujourd'hui constant que le dégagement de la force de travail n'est pas, d'une manière

Digitized by Google

normale, dû à l'oxydation de la substance même de nos muscles, mais à la combustion des apports du sang, c'est à dire des aliments ingérés. C'est l'opinion que formule encore M. Sée, dans son récent ouvrage sur le régime alimentaire, d'accord en cela avec Voit et l'école de Munich. Les tissus musculaires eux-mêmes ne fournissent la force de travail que quand il y a excès de travail ou alimentation insuffisante.

Il y a donc pour l'accomplissement normal de la fonction du travail, des quantités fixes d'aliments qui doivent être consommées par l'homme moyen.

Voit nous présente les rations moyennes suivantes:

	Albuminoïdes	Graisses	Hydrocarbures
Homme moyen livré à un travail modéré	118 gr.	56 gr.	500 gr.
Travail intense	145 »	100 »	450 »

Le travail nerveux ou intellectuel se fait surtout aux dépens des albuminoïdes.

D'admirables recherches de M. Carrol D. Wright, sur l'alimentation de l'ouvrier des Etats Unis, du Massachusetts, nous révèlent comme moyenne:

Alb. 127 gr. Gr. 186 gr. Hydr. 531 gr.

ce qui dépasse la norme en albuminoïdes et surtout en graisses, pour un travail modéré. Aussi ce statisticien se pose cette question, après avoir montré que c'est à la consommation de la viande que ces quantités sont dues: quel tort cet excès d'aliment peut-il causer à la santé du travailleur?

C'est là une question, par malheur, qu'il n'aurait pas à se poser en Belgique. J'ai mis en œuvre, dans des calculs étendus et rigoureux, les matériaux fournis par Ducpétiaux dans ses budgets ouvriers de 1853.

J'ai abouti, pour l'ouvrier belge moyen de nos diverses provinces, aux résultats reproduits dans ce diagramme(1).

(1) V. planche XXI.

Digitized by Google

La moyenne générale dont l'exactitude dépend de celle des données, m'a fourni pour cette époque :

Alb. 70 gr. Gr. 26.2 gr. Hydr. 461 gr.

Les moyennes des différentes rations oscillent entre 79 et 60 d'albuminoïdes, 43 et 90 de graisse, 347 et 595 d'hydrocarbures.

L'alimentation azotée et la graisse sont partout inférieures à la ration normale, et il y a tendance à suppléer à cette insuffisance par l'alimentation carbonée.

Telle est la redoutable situation que présentait alors le travail impuissant à atteindre l'équilibre alimentaire d'un travailleur d'une taille et d'un poids normal et dont l'équilibre ne pouvait s'établir qu'au prix d'une dégradation du type du travailleur.

Le problème extrêmement grave qu'il faudrait résoudre sans tarder est de savoir quelle est aujourd'hui la composition moyenne de l'alimentation ouvrière. Il n'est pas douteux qu'une amélioration générale se soit produite, il n'est pas douteux non plus, comme vous avez pu vous en convaincre, qu'une grande amélioration se soit réalisée pour une portion de la classe ouvrière ; mais subsiste-t-il, pour le plus grand nombre, un écart entre l'alimentation effective et l'alimentation normale, et quel est-il ? L'enquête de 1886 eût dû résoudre ce problème, elle n'a fait qu'en éclairer quelques parties, et les lumières qu'elle a répandues sont loin d'être toujours rassurantes.

M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, parlant de l'alimentation des ouvriers de la province, dit que l'ensemble de ce qu'ils consomment ne correspond pas, à beaucoup près, à ce que l'on appelle la ration d'*entretien* ; « on sait, ajoute-t-il, que le minimum de cette ration pour le soldat, est de 1,066 grammes de pain, 285 grammes de viande et 200 grammes de légumes. Or, nos ouvriers qui travaillent du matin au soir, ont des besoins autrement grands, et cependant, ce qu'ils consomment n'approche

Digitized by Google

pas, à beaucoup près, de ce minimum du soldat. »

M. le docteur De Mayer, de Boom, a étudié, dans une notice étendue, le régime alimentaire de la population appliquée à la fabrication des briques, et il aboutit à cette conclusion que l'alimentation azotée est insuffisante, et que c'est ce qui explique la faiblesse des briquetiers.

« Il y a longtemps, dit-il, que les médecins ont appelé l'attention sur la nécessité d'arrêter l'homme sur la pente d'une décadence manifeste. » Les établissements belges de la Vieille Montagne signalent encore, dans les rations de leurs ouvriers, une insuffisance d'azote et un excès d'hydrocarbonés, et cependant, nous avons vu la marche résolument progressive de leurs salaires.

L'enquête qui eût dû renouveler les recherches de Ducpétiaux, ne nous fournit que 37 budgets industriels (1). Ils n'exposent évidemment pas la condition de toute la classe ouvrière, mais ils doivent nous arrêter et nous donner une idée de la vérité. Je les soumettrai tous aux calculs dont les budgets de Ducpétiaux ont fait l'objet pour moi. En attendant considérons ce que leur moyenne exprime.

Un jeune statisticien distingué, M. Julin, en a établi les moyennes, elles me servent de base ici. En les rapprochant de la moyenne de 1853, on constate qu'elles présentent une plus grande quantité de pain, et du pain de meilleure qualité : le froment s'est substitué au seigle et au méteil ; la viande y figure pour 18 kilos par tête, au lieu de 9 ; il y a plus de beurre; le sucre, les œufs, le lait y prennent place (2).

Ces éléments étant donnés, il me reste à calculer les quantités d'albuminoïdes, de graisses, d'hydrocarbures qu'ils renferment et voici le résultat de calculs rigoureux :

(1) Voir planche XXIII.

(2) Voir planche XXI et la note en annexe.

Digitized by Google

La ration moyenne par tête, eu égard à ces 35 budgets, est, par jour :

Albuminoïdes.	Graisses.	Hydrocarbures.
$82^{gr},278$	$77^{gr},926$	$589^{gr},408$

Il y a élévation des trois facteurs; mais la quantité d'albuminoïdes reste toujours de beaucoup inférieure à la quantité normale pour le travail modéré. La graisse dépasse cette ration, sans atteindre celle du travail intense. Les hydrocarbures sont en excès, marquant toujours l'effort du travailleur belge pour suppléer, par là, à l'insuffisance de l'azote.

Rapport pour cent des différents principes contenus, en 1886, dans la consommation moyenne ouvrière

	Albuminoïdes	Graisses	Hydrocarbures
	—	—	—
Pain	63.6	14.9	68.54
Pommes de terre	13.16	0.93	28.33
Beurre . . .	0.62	33.76	»
Graisse . . .	0.22	12.35	»
Viande . . .	10.55	2.61	»
Lard	0.22	24.51	»
Café	0.16	0.34	0.64
Sucre	»	»	1.63
Lait	8.48	7.32	0.86
Œufs	2.99	3.28	»
	100.00	100.00	100.00

Nous ne devons pas arrêter là nos recherches, même avec ces matériaux incomplets. Nous pouvons, en effet, évaluer la force de travail elle même, donner une mesure approximative de la *productivité* du travailleur. La science peut calculer la quantité d'énergie productive que renferment 1,000 grammes d'albumine, de graisse, d'hydrocarbure, car l'énergie chimique que ces substances renferment se convertit en chaleur et en travail suivant des équivalents fixes. La calorie est l'unité de chaleur dont l'équivalent en travail est connu, et nous savons

Digitized by Google

combien de calories l'oxydation dégagera de 1,000 grammes d'albumine, de graisse, d'hydrocarbure.

Voici le tableau que nous obtenons :

Ouvrier belge de 1855	2097c,874
— 1886	3048c,490
(Voit) travail modéré.	2735c,500
— intense.	3084c,050
Ouvrier moyen du Massachusetts . .	4061c,841

Nous constatons que de 1855 à 1886, nous avons gagné une moyenne de 1000 calories d'énergie ; c'est là l'expression grossièrement approximative du progrès réalisé dans le salaire naturel et le *Standard of life*.

Nous constatons que cette quantité d'énergie correspond à peu près au travail intense de Voit.

Nous constatons enfin qu'elle reste inférieure de plus de 1000 calories à la moyenne du travail des Etats-Unis (Mass.).

Nous pouvons serrer de plus près la vérité.

Cette énergie, exprimée en calories, se dépense en *chaleur* et en *travail* involontaire (comme celui du cœur), volontaire, comme le travail industriel, productif. Il y a un rapport défini entre la quantité d'énergie qui se convertit en chaleur, et celle qui se convertit en travail, et la science a calculé la quantité de travail qui correspond à l'unité de chaleur : c'est l'équivalent mécanique de la chaleur. Chaque calorie correspond à 425 kilogrammètres. Or, nous pouvons calculer à quelle quantité de travail mécanique correspond la quantité d'énergie qui se convertit en travail ; si c'était en travail musculaire exclusivement, nous obtiendrions :

	Travail volontaire.
Ouvrier belge de 1886.	146,921 kgm.
— 1855.	101,106
Gain réalisé. .	45,815
(Voit) travail modéré	131,837
— intense	148,635
Ouvrier moyen du Massachusetts . .	195,760

Digitized by Google

Nous constatons : 1° que la quantité absolue de travail musculaire s'est accrue, de 1855 à 1886, de 45,815 kgm.

2° Qu'elle correspond au travail intensif ;

3° Quelle reste inférieure cependant de 48,839 kgm. au travail du Massachusetts, c'est-à-dire de 25 p. c.

Ce n'est pas tout. Nous venons de raisonner comme si toute l'énergie disponible pour le travail se dépensait en travail musculaire. C'est une erreur : une partie se dépense en travail nerveux, en *travail intellectuel*.

Or, c'est aux matières azotées que cette forme de travail est empruntée. Ici, nous constatons que la quantité absolue d'énergie empruntée aux albuminoïdes est :

Ouvrier belge de 1855	350c	
Ouvrier belge de 1886	411.390	Gain 61c 390
(Voit) travail modéré	590	
— intense	725	
Ouvrier moyen du Massachusets.	635	

Nous constatons ainsi :

1° Que le *Standard of life* fournit, en Belgique, environ le sixième en plus de matériaux pour le *travail intellectuel* ; cette évolution du *Standard of life* correspond à l'évolution industrielle ; la substitution des machines, indépendamment du progrès général de l'esprit humain, exige un effort intellectuel croissant ;

2° Mais nous constatons que cette quantité de force, même accrue reste de beaucoup inférieure à celle qu'exige le travail modéré ou intensif *normal* ;

3° Qu'elle reste inférieure de 223c 610, ou plus du 1/3 (35.2 p. c.) à celle que l'ouvrier américain emprunte à l'azote.

Ici nous touchons du doigt, non seulement la question ouvrière dans sa racine la plus profonde, mais la question de l'équilibre économique du monde, de la concurrence internationale.

Digitized by Google

En comparant la Belgique à une nation jeune et progressive, dont la concurrence est de plus en plus menaçante, nous constatons une double infériorité : dans la quantité totale d'énergie, dans la quantité d'énergie convertible en travail intellectuel.

Nous ne faisons qu'ébaucher une étude d'un intérêt puissant et qui exige les efforts de véritables bureaux de statistique. Déjà Atkinson et d'autres ont proposé de reprendre ces études que j'ai inaugurées en Belgique.

Mais dès à présent, nous voyons la question des relations commerciales entre les peuples, dominée par l'étude de la force de travail; tout s'efface devant ce problème, parce qu'il est de plus en plus évident que la force de travail est le bien le plus précieux d'un peuple.

LES PHÉNOMÈNES MORAUX. — LA MATRIMONIALITÉ ET LA NATALITÉ

Les variations de la matrimonialité et de la natalité, d'année en année, sont un indice du degré de prospérité de la nation.

L'étude des rapports qui existent entre la tendance au mariage et le prix du blé remonte à Süssmilch ; elle a été reprise successivement par Quetelet, Ducpétiaux, Engel, Wagner, Bodio, Messedaglia, Bertillon, le Dr Janssens, Œttingen, Mayr, Drobisch. M. Bela Weisz a coordonné toutes les observations recueillies jusqu'à lui, et apporté des correctifs précieux aux conclusions des autres statisticiens. Dans une communication faite à la Société belge d'anthropologie, le 31 juillet 1882, j'ai moi-même prolongé les calculs de Quetelet pour la Belgique et revisé certaines données de M. Bela Weisz.

Mais il est facile de se convaincre que les variations du

Digitized by Google

prix du blé et de la matrimonialité ne sont restées corrélatives qu'aussi longtemps que les variations des prix, d'année en année, ont surtout obéi *à celles de la récolte du pays considéré.*

La discordance est au contraire manifeste depuis que, par l'extension de la concurrence du nouveau monde, les variations des prix dans chaque pays ne sont plus déterminées que par l'état général de l'offre du blé sur le marché du monde, quelle que soit la récolte du pays même. C'est pourquoi, alors que jusque vers 1870 la matrimonialité varie sensiblement en raison inverse du prix du blé, les mêmes variations corrélatives ne s'observent plus dans la suite, à mesure que l'action de la concurrence étrangère est plus énergique et plus constante. On voit, en effet, *la matrimonialité tendre à se réduire en même temps que le prix du blé baisse.*

Cependant, les causes psychologiques qui portent au mariage ou qui en éloignent persistent toujours à agir. Seulement, c'est l'*indice* destiné à en révéler l'opération qui a cessé d'être fidèle.

C'est préoccupé de cette lacune de la science, en présence des changements subis par l'économie générale du monde, que j'ai cherché, en 1882, une nouvelle expression des rapports de la situation économique avec les phénomènes moraux de la matrimonialité et de la natalité, dans les variations du prix de la houille. Le charbon est une source de force motrice et l'aliment de toutes les industries. Sa consommation, comme l'a dit Jevons, augmente en raison du développement de l'activité humaine. Les variations du prix de la houille sont déterminées par l'état de la demande, et cette demande exprime le degré d'activité de l'industrie, surtout de la grande industrie. Les résultats de l'étude de ces nouveaux rapports ont été consignés dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie.* Depuis lors cependant, je crois avoir trouvé une

Digitized by Google

expression plus nette de l'influence de l'état économique sur la tendance au mariage. Elle est dans les variations de l'ensemble même des prix, dans les *index numbers*.

Avec la hausse générale des prix, l'esprit d'entreprise se développe, la demande de travail s'accroît, les salaires s'élèvent, la tendance à contracter mariage devient plus vive, le nombre des naissances s'élève.

Avec la baisse des prix, l'esprit d'entreprise faiblit, la demande de travail décroît, les salaires baissent, le chômage devient plus fréquent, la tendance au mariage diminue, le nombre des naissances fléchit.

J'ai constaté ces rapports dans toute la seconde moitié du siècle ; on en jugera par les diagrammes ci-joints. La hausse des prix est sensiblement continue de 1850 jusque vers 1865 ; puis, après avoir fléchi, elle reprend jusqu'en 1874. Depuis lors, jusqu'en 1887, la baisse est graduelle. Le mouvement général des mariages et des naissances a suivi ce grand ébranlement économique ; et je pense que nous sommes par là en possession d'un meilleur *criterium* de la situation économique d'un pays (1).

(1) Voir planches XXIV, XXV et XXVI.

Digitized by Google

RAPPORTS ENTRE LES VARIATIONS DES PRIX EN BELGIQUE ET LA MATRIMONIALITÉ

Années	*Index-numbers* (28 articles exportés) 1866-77=100	Mariages par 1000 habitants	Naissances par 1000 habitants	Années	*Index-numbers* (28 articles exportés) 1866-77=100	Mariages par 1000 habitants	Naissances par 1000 habitants
1850	94	7.71	30.00	1869	89	7.48	31.98
1851	90	7.49	30.33	1870	89	7.02	32.77
1852	91	6.98	30.04	1871	91	7.37	31.20
1853	93	6.78	28.28	1872	106	7.84	32.73
1854	96	6.48	28.76	1873	105	7.85	32.99
1855	99	7.52	27.47	1874	105.9	7.68	33.11
1856	104	7.15	29.13	1875	110.9	7.32	32.90
1857	107	8.23	31.64	1876	104	7.07	32.74
1858	108	8.35	31.69	1877	107	7.49	32.81
1859	111	7.99	32.28	1878	97	6.77	31.91
1860	103	7.54	30.97	1879	93	6.10	31.89
1861	98	7.14	31.12	1880	97	7.03	31.04
1862	99	7.14	30.44	1881	95	7.14	31.78
1863	104	7.40	32.16	1882	82	7.02	31.57
1864	113	7.55	32.06	1883	85	6.84	30.85
1865	104	7.62	31.64	1884	80	6.73	30.89
1866	104	7.58	31.70	1885	77	6.90	30.16
1867	90	7.92	32.59	1886	75	6.77	29.91
1868	93	7.41	31.90	1887	74	7.19	29.69

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION ET LA LOI D'AIRAIN DU SALAIRE

Les tableaux qui précèdent montrent que le nombre des mariages et des naissances tend à croître avec l'élévation des prix des produits et des salaires en argent, et à s'abaisser dans les périodes de dépression. Comme l'a montré Sismondi, ce sont les variations du revenu qui règlent

Digitized by Google

celles de la population. L'une des funestes influences des fluctuations des prix et des salaires qui caractérisent l'industrialisme moderne et que Sismondi avait déjà mise en lumière, se révèle ici : les périodes de hausse des salaires préparent des excédants de population qui retombent sur les périodes d'abaissement.

Cependant à travers ces fluctuations de la population et des revenus, nous constaterons des tendances importantes de notre évolution morale et économique. Nous observons, en effet, que dans la période postérieure à 1850, l'accélération du mouvement des naissances est beaucoup moindre qu'avant 1846, alors que le mouvement progressif des salaires est beaucoup plus rapide qu'avant 1846.

Accroissement du nombre des naissances par 1000 habitants

1re période	1830-1834	32.65	naissances	pour 1000
	1835-1839	34.05	»	»
	1840-1844	32.88	»	»
	1845-1849	29.19	»	»
2me période	1850-1854	29.40	»	»
	1855-1859	30.46	»	»
	1860-1864	31.35	»	»
	1865-1869	31.96	»	»
	1870-1874	32.56	»	»
	1875-1879	32.45	»	»
	1880-1884	31.22	»	»
	1885-1889	29.74	»	»

Dans les dernières périodes, de 1880 à 1889, les naissances tendent à décroître, alors que les salaires *réels* tendent à se maintenir. Il est vrai que l'incertitude de l'avenir pèse sur le travail, et que la population dépend, non pas seulement du revenu effectif, mais du degré de stabilité attribué à ce revenu.

Il semble cependant résulter des faits, que les travailleurs, en général, tendent à consacrer une proportion

Digitized by Google

décroissante de l'augmentation des salaires à élever des générations nouvelles, et qu'une proportion croissante en est appliquée à améliorer leur sort et celui de leurs enfants. Il y aurait ainsi une adaptation à un *Standard of life* supérieur et une tendance persistante à le maintenir : il y aurait progrès dans l'individuation, dans le développement de l'individu aux dépens d'un stérile et redoutable progrès de la population. Les faits témoigneraient ainsi, malgré leur extrême complexité contre la *loi d'airain du salaire*. Lassalle, qui a donné à cette doctrine du salaire son caractère le plus redoutable, admettait que dans les conditions historiques modernes de la répartition des richesses, les travailleurs tendent nécessairement à appliquer les excédants de salaire au-delà du salaire *nécessaire* à accroître leur famille, à élever une génération nouvelle, c'est-à-dire à accroître le nombre de ceux qui sont destinés à venir se presser sur le marché du travail. C'est là le côté décisif de sa doctrine. Il est dans le principe de la population.

Ce qui faisait croire sans doute à Lassalle que le principe de la population devait toujours nécessairement triompher dans les conditions sociales modernes, c'est qu'il voyait les ouvriers livrés à une concurrence illimitée et enchaînés irrévocablement par l'habitude à un *Standard of life* toujours le plus bas possible. Mais l'idéal d'une vie supérieure pénètre peu à peu dans les couches les plus déshéritées et stimule les énergies morales qui contiennent finalement le principe même de la population. Le travailleur échappe ou peut échapper à la *loi d'airain* qui n'est réellement inflexible, immuable, que dans les sphères de l'abstraction où les fondateurs de la science, comme Ricardo surtout, n'étaient que trop enclins à voir opérer les forces économiques, et où Lassalle, avec un esprit trop exclusif et trop passionné, les a systématiquement contemplées. Les lois économiques ne nous apparaissent aujourd'hui que

Digitized by Google

comme des tendances qui sont toujours modifiables dans le milieu complexe que présente la société économique, et que l'homme peut systématiquement modifier pour assurer la réalisation progressive de la justice et du bien-être.

RÉACTION MORALE. — LA CRIMINALITÉ ET LA STABILITÉ POLITIQUE

La périodicité des crises économiques a marqué dans le cours de ce siècle et surtout dans les dernières années, à quel point le système des finances est subordonné aux conditions économiques d'un Etat. Les leçons de l'histoire ont été sévères et même terribles pour les gouvernements, et l'homme d'Etat qui persisterait à concevoir les finances publiques comme isolées de cet ensemble se perdrait dans un funeste empirisme, impuissant à rien prévoir, et à pourvoir à rien.

On jugera de cette solidarité profonde par l'examen du diagramme (1). C'est une page de sociologie dynamique, de philosophie de l'histoire, où j'ai voulu rendre saisissante l'influence de l'état économique sur les finances et l'équilibre budgétaire, sur le gouvernement dont la stabilité est inséparable de la stabilité financière, sur l'ordre moral dont les variations obéissent avec une régularité souvent effrayante aux fluctuations économiques. J'y exprime l'état économique de la Belgique pendant trente-six années de son histoire par des *nombres indicateurs* (*index-numbers*), c'est-à-dire par la somme des prix des principaux produits exportés pendant cette longue période. C'est dans les variations des prix que viennent se réfléchir tous les grands changements que subissent l'économie nationale et l'économie internationale : la distribution internationale des

(1) Voir planche XXVI.

Digitized by Google

métaux précieux, le coût de production et de transport, l'offre et la demande des produits qui affectent leur prix naturel et leur prix courant, varient sous l'empire de toutes les causes qui affectent la production, la répartition, l'échange, la consommation des richesses, et les variations des prix retentissent à leur tour sur toute la vie économique des nations. A l'abaissement des prix à peu près continu de 1840 à 1851, succède une période d'élévation rapide, et qui se maintient jusqu'en 1864; une diminution vient ensuite dont le point le plus bas est en 1869-1870; un relèvement brusque, dont le point culminant est en 1873, suit, pour faire place à une dépression graduelle, à peine interrompue en 1880 par une hausse passagère.

Avec l'état économique ainsi exprimé, j'ai mis en rapport les excédants des recettes et les déficits budgétaires reproduisant l'état financier de la Belgique; ses relations avec l'état économique sont manifestes, les *boni* et les *mali* du budget sont les reflets des hausses et des baisses des prix, des phases d'expansion et de contraction de la vie économique; une analyse plus profonde de ces rapports révèle qu'il en doit être ainsi; par exemple, de 1840 à 1851, aussi bien qu'après 1876 et 1877, la baisse des prix retentit sur le produit des droits d'enregistrement et de succession, comme les recettes des chemins de fer ont aux deux époques la même allure que celle du budget même.

A la rupture de l'équilibre budgétaire dans la première période correspond, comme dans la seconde, l'instabilité du gouvernement : « le cabinet du 12 août 1847 trouva, dit un historien, M. Banning, les finances en désarroi; il essaya de diverses combinaisons, on fit des économies à outrance ». Mais vainement; on dut introduire dans le système financier un facteur nouveau, le seul élément important qui ait été ajouté à nos impôts; ce fut l'impôt sur les successions en ligne directe (17 décembre 1851). Cet impôt contribua évidemment à rétablir l'équilibre,

Digitized by Google

mais pour assurer la stabilité du pouvoir de 1857 à 1870, il fallut quelque chose de plus qu'un nouvel impôt, il fallut le relèvement des prix qui réagit sur un grand nombre d'éléments du budget. C'est là, dans la situation économique de la société, qu'est la cause générale la plus profonde de la stabilité du gouvernement d'alors; c'est aussi dans l'influence de la longue dépression économique, dont le point de départ est en 1874, qu'il faut rechercher les causes fondamentales de l'instabilité du pouvoir : influence directe sur l'état moral et la direction des esprits, influence indirecte sur l'équilibre budgétaire. A quel point l'état moral d'un peuple est impressionné par les variations qui s'accomplissent dans son état économique, c'est ce que révèle encore la partie supérieure de ce diagramme : la marche de la matrimonialité et de la natalité obéit sensiblement à l'impulsion des prix, reflet du degré de sécurité que la situation économique répand dans les âmes; l'espoir de fonder une famille et celui de la nourrir dépendent de l'état économique général et de ses tendances; la connaissance plus ou moins précise de cet état et de ses tendances, la prévision de l'avenir, éclairent le sentiment humain et le guident. Les phénomènes de pathologie morale sont le terrible rayonnement des perturbations économiques; on en jugera par le seul développement du suicide et de la criminalité depuis l'origine de la dépression des prix (1874).

Digitized by Google

Moyenne des consommations d'après les 35 budgets connus de l'Enquête de 1886

A. — Principes immédiats

Denrées (par tête et par an)	Quantités en kilogr.	Albuminoïdes Kil. Gr. Mill.	Graisse K. G. M.	Hydrocarbonés Kil. Gr.	Sels K. Gr.
Pain (ou farine)	212,132	19.091,880	4.242	147,431	4,242
Pomm. de terre	263,592	3.953,880	263	60,944	263
Beurre . . .	12,471	187,065	9.602	»	»
Graisse . . .	4,560	68,400	3.511	»	»
Viande . . .	18,105	3.168,375	724,200	»	199
Lard	9.853	75,572	6.995,630	»	»
Café	6,347	45,381	95,205	1,396	»
Sucre	3,515	»	»	3,515	»
Lait	46,220	2.542,100	2.080	1,848	231
Œufs (124 œufs)	6,200	899	930	»	049
		30.031,653	28,443 035	215.135,000	
Par jour en 1886	»	82 gr. 278	77 gr. 926	589 gr. 403	
» » 1875	»	70 gr. 000	26 gr. 200	661 gr. 000	

B. — Calcul de l'énergie en calories

	Unités	(5000 c. par kil.)	(9069 c. par k.)	(3277 c. par k.)	Totaux
Ouvr. belg. (1886)	»	411c.390	706c.710	1930c.390	3048c.490
(Voit) trav. mod.	»	590c.000	507c.864	1638c.500	2736c.500
» tr. intense	»	725c.000	906c.900	1452c.150	3084c.050
Ouvrier moyen du Massachuss.	»	635c.000	1686c.834	1740c.007	4061c.841
Ouvrier belge moyen (1855). .	»	350c.000	235c.794	1512c.680	2097c.874

C. — Calcul du travail économique ou volontaire

Quantités d'énergie disponibles p' le travail volontaire (11.34 %)	Travail en calories	Travail en kilogrammètres
Ouvrier belge, 1886 . . .	345.698	146.921
(Voi) trav. modéré . . .	310.205	131.837
» trav. intense . . .	349.731	148.635
Massachusetts	460.612	195.760
Belge, 1855.	237.898	101.106

D. — Calcul du travail nerveux (intellectuel et musculaire) *Voir le texte.*

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE DE LA CINQUIÈME LEÇON

Bureau of statistics of labor of Massachusetts, 1886. — Julin, *Réforme sociale de mars*, 1891. — *Enquête ouvrière belge de 1886* — *Enquête agricole de 1886*. — H. Denis, *L'Alimentation et la force de travail*. — H. Denis, *L'Impôt*, 1889.

Digitized by Google

PREMIER APPENDICE A LA CINQUIÈME LEÇON

LOIS STATIQUES DES BUDGETS OUVRIERS ET DU SALAIRE RÉEL

J'ai placé en regard un ensemble de diagrammes qui permettront d'apprécier les résultats principaux que l'étude des budgets ouvriers permet aujourd'hui d'atteindre, au point de vue de la place qu'occupent les différentes classes de dépenses.

1° Le diagramme dans lequel j'ai réuni des types de budgets belges en 1853, dont j'ai calculé les éléments d'après la belle publication de Ducpétiaux ;

2° Un diagramme destiné à donner l'intelligence complète des lois que le Dr Engel a dégagée de l'étude comparative des budgets, d'une importance croissante de 1250 à 1500 francs, de 2500 à 3000 fr., de 3750 à 5500 fr. Ces lois expriment les rapports qu'occupent les différents facteurs de la dépense ;

3° L'état comparatif des budgets au Massachusetts, tels qu'ils ont été dressés par Carroll D. Wright. Là encore, nous considérons des budgets croissant de 300 dollars (1500 francs), à 1200 d. (6000 francs) ;

4° L'état comparatif de la nature et des rapports de différents *facteurs de dépenses* pour des budgets identiques, mais dans des pays différents : les Etats-Unis, la Prusse, la Grande-Bretagne ;

5° Un second diagramme résume d'abord toutes les données recueillies en 1889, par Giffen, dans 34 budgets d'ouvriers anglais. Là encore, on a considéré des revenus

Digitized by Google

variant de 28 liv. st., 700 francs à 3750 fr. Giffen avait envoyé plus de 700 formules aux sociétés ouvrières; il ne reçut que 34 réponses;

6° Un travail, difficile ingrat, et de peu de fruit, est celui que j'ai fait en rassemblant dans l'enquête industrielle et l'enquête orale de 1886-87, tous les budgets ouvriers susceptibles d'être comparés.

J'y ai ajouté les rares budgets agricoles que j'ai recueillis dans l'Enquête agricole de 1886.

Dans tous ces diagrammes, sauf celui qui se rapporte à ces derniers budgets, ces budgets sont classés de gauche à droite d'après l'ordre de l'accroissement des revenus ou salaires mis en comparaison. Cette disposition est précisément adoptée par moi pour permettre de dégager les lois générales régissant les rapports des divers facteurs de dépense.

Les facteurs de la dépense sont en général établis d'après la même classification. Dans la plupart des constructions j'ai dû ranger sous les termes *dépenses diverses*, toutes les dépenses de l'ordre intellectuel, moral, religieux, celles qui se rattachent à la prévoyance, à la mutualité, à l'assurance, comme au luxe. En Angleterre seulement j'ai pu dresser des listes plus complexes.

C'est de ces éléments comparés que nous dégagerons quelques lois relatives au salaire naturel, qui ont été formulées par le Dr Engel et que les observations postérieures ont vérifiées en grande partie; elles nous préparerront à une conception positive du salaire naturel.

Ces lois expriment, en effet, certaines relations générales entre les différents facteurs des dépenses ouvrières, on peut donc les appeler les lois *statiques* du salaire réel, exprimé par les budgets des dépenses; et si l'on considère ces budgets comme ayant une sorte de caractère organique, puisqu'ils sont en dernière analyse le reflet des *fonctions* et des besoins correspondants de la vie individuelle et

Digitized by Google

familiale, ce seraient les lois des corrélations organiques et de la subordination organique des éléments du budget du travailleur.

Le Dr Engel a formulé les quatre lois suivantes dont la vérification immédiate et directe s'opère en composant les trois budgets qu'il a reproduits :

	CLASSE OUVRIÈRE	CLASSE MOYENNE	CLASSE AISÉE
	Budget de 1250 à 1500 fr.	de 2250 à 3000 fr.	de 3750 à 5000
Subsistance.	62	55	50
Vêtement	16	18	18
Logement	12	12	12
Feu-lumière	5	5	5
DIVERS			
Education, culte . . .	2	3.5	5.5
Protection légale . .	1	2	3
Santé	1	2	3
Confort, récréation corporelle et intellect. .	1	2.5	3.5
	100	100	100

La première loi est que plus le revenu est grand et plus petite est la proportion de la subsistance.

La seconde, que le vêtement prend et garde une proportion sensiblement constante dans l'ensemble.

La troisième, que le logement, le chauffage et l'éclairage ont une proportion invariable, quel que soit le revenu.

La quatrième, que plus le revenu croît en grandeur, plus s'accroît la proportion des dépenses diverses, exprimant le degré de bien-être.

Nous pouvons résumer ces lois en disant qu'il y a des proportions définies entre les facteurs de la consommation, quel que soit le revenu, et qu'elles varient avec la grandeur absolue du revenu.

La première de ces lois est vérifiable partout. La subsistance est l'élément fondamental de la consommation, le plus essentiel, le plus constant; aussi tous les autres lui

Digitized by Google

sont-ils subordonnés. D'autre part, une quantité *minima* de subsistance étant nécessaire à la vie, et en même temps, la limite *maxima* étant fournie par les lois de la vie elle-même, et ne pouvant être dépassée sans péril, il est naturel que les aliments les plus ordinaires, comme le pain, tendent à représenter une *grandeur absolue* constante, de famille en famille, quelque soit le revenu, et dès lors, une *grandeur relative*, une *proportion décroissante*, à mesure que les *revenus diminuent*. Les différences en qualité et en nature des aliments ne sont pas assez profondes pour maintenir une *proportion constante* de ce *facteur* dans des budgets inégaux.

Cette loi d'Engel, inférée de l'étude de quelques budgets individuels, se vérifie au Massachusetts d'abord, d'après des constatations sur de grands nombres : la série des revenus construite nous fournit les proportions suivantes :

Subsistance.	64	63	60	56	51
Vêtement	7	10.5	14	15	19
Loyer.	20	15.5	14	17	15
Chauffage et éclairage. . .	6	6	6	6	5
Ordre matériel	97	95	94	94	90
Divers. (Ordre intellect., confort et luxe)	3	5	6	6	10
	100	100	100	100	100

La même vérification a lieu si l'on compare, chose intéressante, des budgets de dépenses croissant de 508 à 754 dollars, dans des pays différents : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne. Partout la proportion est *décroissante* pour la *subsistance*, relativement au *budget* de 754 dollars, dont la grandeur *absolue* est supérieure.

La loi se vérifie en Angleterre dans les budgets construits en 1889 par Giffen : la série des budgets donnée par le diagramme, nous présente en effet les propor-

Digitized by Google

tions suivantes que j'établis en faisant le total des éléments de la subsistance, considérés isolément par Giffen :

Subsistance p. c.

107.42 56.30 63.26 58.14 56.03 51.10 66.72 42.69 44.06 34.81

La vérification est plus intéressante encore pour la farine et le pain :

34.56 p. c. 12.00 12.66 13.40 12 60 10.67 14.36 6.97 8.32 6.07

En Belgique, pour 1854, la vérification est manifeste. Voici mes calculs d'après les *budgets ouvriers* de *Ducpétiaux* pour les revenus ouvriers, croissant dans l'ordre du *diagramme*.

Subsistance.	67.6	78	64.2	70	55.2	70	74.5	69	67	57.5	60	60,5
Logement .	6.1	3.8	8.1	7.3	11.7	8.6	5.6	8.6	7.7	10.2	5.7	8.5
Vêtement .	12	5.7	10.9	7.7	8.7	7.1	8	6.3	8.5	18.4	13	9.9
Chauffage et éclairage.	4.9	8.3	6.8	3.5	8	6.2	4.4	8.1	6.7	5	2.5	7.6

En 1886-87, les budgets ont été dressés d'une manière confuse. Cependant la tendance des phénomènes semble la même.

Les lois relatives au vêtement et au logement, ne se vérifient pas avec la même exactitude, la conception de Engel est trop simple, semble-t-il.

L'autre loi, celle de la proportion croissante des dépenses diverses est vérifiée partout. Ce n'est autre chose que l'une des lois les plus importantes de l'ordre et du progrès économiques. Elle exprime ici, dans de modestes budgets ouvriers, la loi de subordination des fonctions spirituelles aux fonctions temporelles et matérielles, la loi suivant laquelle les besoins supérieurs ne se dégagent que lorsque les besoins inférieurs sont satisfaits, mais se dégagent ou tendent à se dégager alors, bien que le faux luxe, la dépravation du goût, des appétits, puissent faire prendre une direction fausse à la tendance légitime vers des jouissances supérieures, conforme à l'évolution même de l'Humanité.

Digitized by Google

DEUXIÈME APPENDICE A LA CINQUIÈME LEÇON

LA CRIMINALITÉ ET LA CRISE ACTUELLE

Comme on le constate aisément, la criminalité n'atteint jamais les coefficients effrayants de 1846; mais elle ne s'affaisse pas aussi vite non plus et la continuité de la progression est évidemment un phénomène extrêmement inquiétant.

Ce qui doit nous préoccuper, et ce qui me préoccupe, c'est de trouver l'expression suffisament exacte de notre état économique qui puisse être mise en rapport avec les indices de criminalité, et rendre saisissante la subordination de la vie morale de la société à sa vie économique ou matérielle.

Les variations du prix du blé, adoptées par Quetelet et Mayr, étaient l'expression fidèle des causes immédiates agissant sur la volonté des délinquants, alors que ces variations étaient surtout données par l'état des récoltes en Belgique, et que la concurrence étrangère n'agissait que comme régulateur secondaire. Elles étaient plus profondes d'année en année, et les difficultés d'acquérir la subsistance se faisaient sentir plus brusquement et plus fortement. Aujourd'hui, sous l'influence croissante des importations des blés étrangers, les variations des prix, sensiblement communes aux divers marchés européens, sont données par l'état général des récoltes dans le monde, et le prix du blé en Belgique peut être bas, alors même que la récolte y serait mauvaise. Bien que la baisse du prix du blé ait été graduelle depuis 1874, jamais ses variations d'une année

Digitized by Google

à l'autre n'ont été aussi profondes qu'antérieurement. Elles n'ont donc pu opérer les mêmes réactions morales. C'est ce que révèle le diagramme. On voit d'une part, la baisse lente et graduelle du prix du froment, qui correspond, chose qui eût certainement troublé Quetelet ou Mayr, avec une augmentation persistante de la criminalité.

Nous devons donc chercher un autre indice économique, celui dont les variations expriment le mieux les variations des revenus des différentes classes de la société, c'est-à-dire les variations de leur pouvoir de consommer, et avant tout de satisfaire aux besoins les plus impérieux de tous, celui de la subsistance.

Je crois qu'il faut chercher cet indice dans les *nombres indicateurs* (*index-numbers*).

L'instabilité, les perturbations des conditions économiques se réfléchissent dans l'état moral de la population. La courbe décroissante des prix s'accompagne d'un relèvement toujours croissant de la courbe de la criminalité.

Pendant la période de suractivité économique et de prospérité, de 1870 à 1873, la criminalité est restée stationnaire :

1870 — 21.6 sur 10,000 habitants.
1871 }
1872 } 23.0 (chiffre uniforme, invariable.)
1873 }

Mais à partir de 1874, l'indice de la criminalité s'accroît de 21.8; il s'élève jusqu'à 39.5, à peu près le double du chiffre de 1870, atteint en 1889, dans l'intervalle de vingt ans.

Les moyennes des trois périodes successives sont saisissantes :

1874-78 — 26.5 par 10,000 habitants.
1879-83 — 32.6 » » »
1884-89 — 36.4 » » »

Digitized by Google

Il y a évidemment une relation étroite entre la criminalité et les variations de l'état économique exprimé par la baisse des prix.

C'est quand la dépression eut assez rententi sur les prix, les salaires et la stabilité du travail surtout, dans cette année terrible de 1886, que l'on voit éclater avec une sinistre uniformité, ces conflits sanglants entre le capital et le travail, qui rendent l'étude de la question sociale inséparable de celle de la crise elle-même. Les troubles ou les violences de Londres, de Birmingham, de Manchester, de Decazeville, du bassin de Charleroi, d'Amsterdam, sont le contre-coup redoutable des perturbations économiques. Ils révèlent une solidarité profonde entre les nations les plus avancées en civilisation industrielle; l'histoire des prix, uniforme dans ces divers pays en est une autre illustration, et les causes naturelles auxquelles obéit la criminalité se manifestent en même temps sur le vaste théâtre du monde. L'ensemble de la criminalité porte ainsi l'empreinte de la dépression économique et en revêt l'allure comme si elle en était la projection morale.

On ne peut évidemment rattacher directement à l'influence du milieu économique toutes les variations de la criminalité. Des causes complexes les déterminent. Mais il en est assurément qui obéissent plus directement à l'influence économique : les délits contre les propriétés, particulièrement le vol, l'escroquerie. La banqueroute se lie à la marche des faillites; le vagabondage est le corollaire du chômage, de l'instabilité du travail.

Parmi les phénomènes de psychologie pathologique les plus terribles qui accompagnent la crise, il faut placer, avant tout, le suicide.

Les deux grandes périodes de l'histoire des prix présentent le même contraste que pour la criminalité.

De 1850 à 1870, la moyenne n'atteint pas 6 pour 100,000 habitants.

Digitized by Google

Dans les périodes postérieures à 1870 :

1870-74	6.9
1875-79	8.3
1880-84	10.3
1885-89	11.7

En 1887, 12.8, le chiffre le plus considérable; c'est le coefficient le plus élevé de la désespérance.

L'aliénation mentale marque une progression considérable.

De même que la tendance au mariage est devenue plus énergique dans la période où la hausse des prix éveillait l'espérance, de même elle fléchit avec la baisse des prix, de telle sorte que son allure est toujours en opposition avec celle de la criminalité même.

Je ne veux point m'étendre d'avantage. J'espère avoir réussi à reporter les préoccupations vers la statistique morale, fondée par notre illustre compatriote et à mettre en lumière l'importance de l'histoire des prix, des *nombres indicateurs*, pour rendre sensible le rapport de l'état économique des nations avec leur état moral.

Cependant il est nécessaire de rappeler au moins les grands enseignements qui se dégagent d'une telle étude.

La solution du problème de la criminalité doit être en partie demandée aux institutions économiques, et plus le mouvement social de la richesse sera régulier et constant, plus on se rapprochera d'un équilibre normal des fonctions collectives, plus on pénètrera de justice les institutions économiques, et plus aussi on se rendra maître de la criminalité.

Un savant criminaliste italien, Ferri, étudiant l'évolution de la criminalité en France dans ses rapports avec le revenu de la classe la plus nombreuse, a montré qu'avec l'augmentation générale du salaire, on voit décroître certaines classes de délits. L'accroissement général du bien-

Digitized by Google

être est un gage certain de diminution de la criminalité. Mais il en est un autre, c'est la diminution de ces oscillations plus ou moins profondes du monde économique, dont le retour périodique est certainement l'un des aspects les plus graves de l'état social moderne.

En second lieu, les causes économiques qui affectent la tendance au crime, révèlent une solidarité immense qui va toujours s'étendant dans l'espace, comme l'hérédité plonge dans le temps ses racines profondes. Les grandes fluctuations des prix sont communes au monde tout entier et l'individu que ces perturbations poussent au crime par une sorte de répercussion, reçoit l'ébranlement d'un grand nombre d'autres individus sans qu'il ait jamais conscience de cette solidarité infinie. Mais la science doit s'efforcer d'en recueillir le témoignage.

Enfin ces grandes influences économiques tendent, d'une part, à réduire le champ de la responsabilité individuelle, et, d'autre part, à donner un caractère précis à la responsabilité de la société qui s'y rattache; elle est responsable, en effet, dans les limites où, pouvant contenir ou conjurer les fluctuations économiques, ou en corriger les effets, elle néglige de le faire. C'est là que le mot terrible de Quetelet est encore vrai : elle arme elle-même le bras du criminel.

Digitized by Google

SIXIÈME LEÇON

LES CAUSES DE LA DÉPRESSION

CLASSIFICATION FONDAMENTALE DES CAUSES POSSIBLES

Dans les leçons antérieures nous avons abordé l'étude de la dépression des prix, dans laquelle nous avons reconnu le trait fondamental de la crise actuelle. Nous avons ensuite essayé de suivre l'enchaînement des effets de cette baisse des prix, baisse lente, graduelle, qui semble un mal insidieux pénétrant tout l'organisme social ; nous avons recherché dans quel ordre et dans quelle mesure elle affecte les fonctions et les organes de la vie économique ; comment son influence rayonne sur la population et jusqu'au cœur de la vie morale et politique. Aujourd'hui nous devons entreprendre la recherche des causes de ces phénomènes à la fois si redoutables et si complexes.

Nous allons nous heurter aux doctrines les plus opposées ; notre première préoccupation doit donc être de mettre de l'ordre dans notre étude, à peine de la rendre stérile.

Il nous faut tout d'abord rassembler les données essentielles qui non seulement nous permettront d'avoir l'intelligence nette et précise des explications principales présentées sur la crise, mais encore de classer, de coordonner systématiquement toutes les interprétations possibles, et de les rattacher aux lois de la science

Digitized by Google

économique. Ce sera comme une vision abstraite et anticipée du domaine que nous allons parcourir.

Rappelons les caractères fondamentaux de la *valeur* et du *prix* des marchandises.

La *valeur* d'échange exprime un rapport d'échangeabilité des marchandises ou des services entre eux.

Le *prix* exprime un rapport d'échangeabilité de toutes les marchandises, de tous les services avec la *monnaie*.

La valeur d'échange d'une marchandise, c'est le pouvoir qu'elle possède d'acquérir telle quantité déterminée d'autres marchandises. La valeur d'un hectolitre de blé, c'est le pouvoir d'acquérir telle quantité déterminée de viande, de café, de vêtements, etc. Si la quantité qu'il permet d'obtenir par l'échange est plus grande à un moment donné qu'à un autre moment antérieur, on dira que sa valeur s'est accrue. Le *prix* d'une marchandise, c'est le pouvoir qu'elle possède d'acquérir, de commander la monnaie. Le prix d'un hectolitre de grain, à un moment donné, c'est son pouvoir de s'échanger contre une quantité de monnaie déterminée : 16 francs par exemple; le prix baisse ou s'élève selon que la quantité de monnaie obtenue en échange s'abaisse ou s'élève.

Semblablement, la *valeur* de la monnaie, c'est la *quantité* qu'elle permet d'acquérir d'une marchandise quelconque. Cette valeur de la monnaie s'abaisse ou s'élève selon que la quantité de marchandises qu'elle peut acquérir augmente ou diminue.

La monnaie est ainsi la commune mesure de toutes les *valeurs échangeables*; c'est en fonction de la monnaie que ces valeurs s'expriment dans la circulation incessante, d'où résulte la vie collective; c'est aussi la monnaie qui leur sert d'intermédiaire dans les échanges; elle est le véhicule des échanges.

Dans l'état social actuel, où toutes les *valeurs* sont appréciées en argent, il est cependant encore très facile de se

Digitized by Google

faire une idée nette de la valeur échangeable qu'ont les marchandises, en se dégageant de l'intermédiaire de la monnaie. Prenez, par exemple, le *Tableau du commerce extérieur de la Belgique*, où les prix des produits exportés sont relevés chaque année. A l'aide de ces évaluations il sera facile d'établir qu'en 1888, une tonne de charbon *valait* 94 kilos de seigle, 73 de riz, 6 kil. 250 gr. de café de Java, 10 kil. 120 gr. de coton, 11 kil. 440 gr. d'acier, 4 kil. 240 gr. d'étain.

La valeur d'échange n'est pas une propriété inhérente aux choses, elle n'est qu'un *rapport* : quand on dit que deux lignes sont parallèles, on indique un rapport entre ces lignes, mais le parallélisme n'est pas une propriété de chacune d'elles; quand on dit qu'une tonne de houille vaut le vingtième d'une tonne de fer, on exprime seulement le pouvoir acquisitif de la houille *relativement* au fer. Il en résulte que toutes les valeurs ne peuvent pas s'élever ou s'abaisser en même temps. Pour que le pouvoir acquisitif de la houille à l'égard du fer augmente, pour qu'une tonne de houille vaille le dixième d'une tonne de fer, il faut évidemment, ou bien que la difficulté d'acquérir la houille augmente ou que celle d'acquérir le fer diminue.

Au contraire, tous les *prix* des marchandises peuvent s'élever ou s'abaisser en même temps. C'est qu'en effet toutes les marchandises ayant leur commune mesure dans la monnaie, les variations dans les quantités des métaux précieux et dans le pouvoir acquisitif de la monnaie elle-même, se répercutent nécessairement sur les prix de toutes les marchandises.

Cela posé, deux hypothèses fondamentales se présentent à nous pour expliquer la crise : puisque le *prix* nous présente deux facteurs, la *valeur* des marchandises et la *monnaie* en fonction de laquelle cette valeur est exprimée, la baisse des prix peut s'expliquer, soit par des

Digitized by Google

causes affectant la monnaie, soit par des causes affectant la valeur des marchandises

Dans le premier cas, on fera abstraction des causes qui modifieront la valeur des marchandises ou des services, et c'est la valeur de la monnaie qui sera considérée comme *variable* et communiquant ses variations au *prix*. Dans le second cas, c'est la valeur de la monnaie qui sera considérée comme invariable, et l'on ne considérera que les causes des variations des valeurs des marchandises.

Commençons par l'examen sommaire de celles-ci :

Si nous considérons le pouvoir d'achat de la monnaie comme invariable, les variations *des prix* des marchandises ne seront plus déterminées que par les causes qui affecteront le pouvoir d'achat de chacune d'elles, *relativement aux autres valeurs*.

A un moment donné, l'hectolitre de grain vaudra 20 francs, par exemple, et il s'échangera contre mille kilos de houille valant également vingt francs ; à un autre moment, l'hectolitre de grain vaudra encore 20 francs, mais il s'échangera contre deux tonnes de houille, le prix de la tonne s'étant abaissé à dix francs. Ce changement dans le rapport acquisitif réciproque de la houille et du grain sera déterminé exclusivement par les causes qui auront affecté la valeur de la houille et l'auront abaissée.

Nous n'avons donc en ce moment à nous préoccuper que des causes affectant la valeur même des marchandises.

Ces causes de variations peuvent affecter la valeur *normale* et la valeur *courante* des marchandises.

Il faut entendre par valeur normale celle qui tend à se déterminer sous l'action exclusive et parfaite de la concurrence entre les vendeurs et les acheteurs, et abstraction faite de toutes les influences qui peuvent effectivement modifier l'opération d'une concurrence illimitée. Ce sont ces influences perturbatrices qui affecteront la *valeur courante*.

Digitized by Google

Au moment où la valeur normale d'une marchandise va se constituer, nous trouvons en présence des *acheteurs* qui ont le désir d'acquérir cette marchandise et qui offrent en échange une certaine quantité de monnaie ; d'autre part, des *vendeurs* qui offrent la marchandise et *demandent* en échange une certaine quantité de monnaie. La demande n'est pas seulement le désir d'obtenir une richesse, mais ce désir conditionné, défini par la quantité de monnaie que l'acheteur offre ou peut offrir pour donner satisfaction à ce désir. L'offre n'est pas seulement la quantité d'une marchandise offerte sur le marché, mais cette quantité accompagnée du désir d'obtenir, en échange, d'autres marchandises.

Que sera la valeur *normale?* A cette question la science répond qu'elle correspondra au coût de production de la marchandise offerte et demandée.

Laissons ici de côté toutes les controverses, et disons que le coût de production représente les dépenses de travail et de capital augmentées du profit ordinaire sans lequel le producteur ne s'engagerait pas normalement dans la production.

C'est à ce coût de production que la concurrence des vendeurs tendra à ramener la valeur normale du produit. Si la valeur d'une marchandise s'élève au-dessus du coût de production, les entrepreneurs donneront une plus grande activité à leur entreprise, ou des entrepreneurs nouveaux s'appliqueront à cette industrie. La lutte s'engagera, la concurrence ramènera la valeur à sa *norme*. Si la valeur s'abaisse au-dessous, les producteurs réduiront leur offre. La concurrence qui diminuera entre eux s'exercera entre les acheteurs et il y aura tendance à ramener la valeur au coût de production.

Du côté de la demande se rencontrent aussi des conditions de cet équilibre normal. La demande de la marchandise, considérée à une limite qu'elle ne peut dépasser,

Digitized by Google

c'est l'utilité que ce produit présente pour les acheteurs, combinée avec les ressources dont ils disposent pour l'acquérir. La demande varie d'intensité avec le coût de production. La valeur normale marque ainsi le point où le coût de production correspond à la limite même de l'*utilité* que la marchandise présente pour l'acheteur.

Au-delà, la concurrence cesse normalement d'agir, l'offre se retire; c'est donc en ce point que l'équilibre de l'offre et de la demande s'établira, et toute la portion de demande pour une valeur inférieure sera rejetée du marché.

Telle est la loi de constitution de la valeur normale dans un état de concurrence illimitée, abstraction faite de toutes les causes qui troublent son opération régulière.

Si maintenant, par suite des transformations de la production, par l'emploi de machines, par l'abaissement des frais de transport, du taux de l'intérêt, par l'extension de la production à des terres plus fertiles, par exemple, le coût de production s'abaisse, il est facile de comprendre que la valeur normale, le prix normal des produits considérés s'abaissera.

Nous trouvons donc ici une première hypothèse propre à expliquer la dépression des prix et qui n'est autre que l'abaissement du *coût de production*, auquel il faut ajouter le coût du *transport* même, d'une si haute importance dans l'industrie moderne,

Cependant l'échange d'une marchandise contre d'autres marchandises, ou contre la monnaie qui les représente toutes, ne s'accomplit rigoureusement *au coût de production*, que lorsque l'offre de cette marchandise, la quantité qui en est offerte, s'ajuste exactement à la quantité qui en est demandée à ce prix. Or, cette adaptation parfaite n'est qu'une tendance abstraite, elle est troublée, dans la réalité, par des causes multiples qui, sans affecter le coût même de production, affectent l'offre ou la demande de cette marchandise. De là, les fluctuations de la valeur courante

Digitized by Google

d'un produit, qui oscille sous ces influences nombreuses autour du coût de production.

Les producteurs dans l'état de libre concurrence ne réussissent pas à adapter leur offre à la demande dans ces conditions idéales que conçoit la théorie ; tantôt, l'offre restant la même, la demande se contracte, se réduit, et l'échange du produit ne pourra plus s'opérer qu'à un prix inférieur au coût de production ; tantôt, la demande se développera rapidement, l'offre ne pourra pas la suivre immédiatement, et les prix s'élèveront au-dessus du coût de production ; tantôt, les producteurs se feront une idée imparfaite de la demande, leur offre dépassera la demande réelle et les prix s'abaisseront ; tantôt, des circonstances naturelles, comme une mauvaise récolte, réduiront l'offre, et la concurrence des acheteurs, l'intensité de la demande, élèveront le prix au-dessus du coût de production.

J'imagine une réduction de la demande au coût normal de production ; l'offre qui aura été faite en prévision d'une demande plus intense, ne trouvera à s'équilibrer avec une demande réduite, qu'à un *prix inférieur* au coût de production.

Le même phénomène se produirait si l'offre croissait rapidement et dépassait la demande au coût de production. Nous obtenons donc ainsi un *deuxième* système possible d'explication de la crise, dont les formes principales seront la surproduction, l'excès de l'offre, ou une contraction de la demande, une réduction de la consommation, qui elle-même peut se rattacher à une diminution du revenu des consommateurs.

Reste maintenant la seconde hypothèse fondamentale, l'explication possible des variations des prix par un changement dans la *valeur* de la *monnaie*.

La monnaie est à la fois la mesure commune de toutes les valeurs et l'instrument de leurs échanges. Si, à un moment donné, on exprime par M la masse totale de

Digitized by Google

monnaie en circulation, accomplissant effectivement cette double fonction de mesure et d'instrument des échanges, et si l'on exprime par P la masse des marchandises et des services dont la monnaie opère l'échange, la formule $\frac{M}{P}$ exprimera le rapport de la monnaie offerte sur le marché, en échange de la somme des marchandises et des services, qui exprime la *demande* de monnaie.

Mais M n'exprime pas rigoureusement l'*offre* de monnaie; en effet, chaque pièce de monnaie accomplit, à des moments différents ou dans des lieux différents, un nombre plus ou moins considérable d'échanges. Elle a une certaine *vitesse* de circulation : l'offre réelle de monnaie se traduit donc par la *masse* de monnaie multipliée par un certain coefficient de vitesse, soit V.

La formule $\frac{M\ V}{P}$ exprimera donc la loi fondamentale des prix, en tant qu'ils dépendent de la monnaie, et la formule $\frac{P}{M\ V}$ la loi fondamentale de la *valeur* de la monnaie.

Supposez maintenant que la somme des transactions, la somme des marchandises et des services à échanger reste invariable, admettez que la monnaie métallique soit le seul instrument des échanges. (Il suffira d'ailleurs de comprendre parmi les instruments monétaires, le crédit comme suppléant à la monnaie métallique, pour que le raisonnement soit rigoureusement exact).

Cela posé, si M, la masse de monnaie, double, V restant invariable, le prix de chaque unité de marchandise ou de service s'échangera contre un nombre double d'unités de monnaie. Les prix *s'élèveront*, la *valeur* de la monnaie s'abaissera. Si M diminue de moitié, V restant invariable, chaque unité de marchandise ou de service s'échangera contre un nombre moindre de moitié d'unités monétaires. La valeur de la monnaie *doublera*.

Les prix *baisseront* de moitié.

Les prix varient donc, *toutes choses égales d'ailleurs*, en raison directe de la *masse* de monnaie multipliée par son

Digitized by Google

coefficient de circulation, *c'est-à-dire qu'ils s'élèvent et s'abaissent avec elle.* La valeur de la monnaie varie, elle, en raison inverse de sa masse multipliée par ce coefficient.

De cette loi nous pouvons dès à présent déduire un corollaire important pour l'explication de la crise, c'est que les variations dans la masse de monnaie affectent les prix de toutes les marchandises ; de telle sorte que l'explication monétaire de la crise est condamnée d'avance, si la baisse n'a réellement frappé qu'un certain nombre de produits, ou s'il est impossible d'admettre que certaines autres causes aient paralysé, troublé, altéré l'influence d'une diminution de la masse monétaire sur les prix.

Telle est donc le deuxième système fondamental d'explication de la dépression des prix, le premier système se résolvant dans une double explication relative, soit à la *valeur normale*, soit à la valeur *courante des marchandises*.

Les variations des prix des marchandises et des services peuvent être communes à toutes et s'expliquer par l'action des causes qui affectent la valeur de la *monnaie*. Les variations des prix des marchandises et des services peuvent aussi s'expliquer par l'opération des causes indépendantes de celles qui agissent sur *la valeur de la monnaie*.

Ce sont là les deux aspects fondamentaux de la question des prix ; c'est là que nous rencontrons les divergences les plus profondes dans l'explication de la crise, c'est là que les écoles marquent le plus profondément leur séparation.

D'un côté, nous rencontrons les théoriciens qui expliquent la crise par les variations dans *la valeur des métaux précieux* et les variations corrélatives communes à tous les prix des marchandises et des services.

D'autres savants expliqueront, au contraire, la dépression des prix par des causes temporaires ou permanentes, affectant la valeur des produits, indépendamment de

Digitized by Google

tous les changements de valeur des métaux précieux.

Au premier groupe appartiennent, par exemple, au moins partiellement, MM. Gibbs, Goschen, Nicholson, Palgrave, Sauerbeck, même Giffen, en Angleterre; Cernuschi, en France; Schäffle, en Allemagne; Scharling, en Danemark; Emile de Laveleye, en Belgique.

Dans le second groupe, nous rencontrerons MM. Leroy-Beaulieu, en France; Forssell, Bonamy Price, Mulhall, en Angleterre; Nasse, Soetbeer, en Allemagne; Garelli, Vito de Martiis, en Italie; Pirmez, en Belgique.

La lutte est souvent passionnée, et il est naturel qu'une aussi grande question passionne. M. Leroy-Beaulieu n'hésitera pas à qualifier l'*opinion* des théoriciens monétaires de singulièrement *superficielle* et *déraisonnable*. M. Mulhall va même jusqu'à qualifier cette théorie d'*absurde*. Mais, par contre, M. de Laveleye reprochera à ses adversaires de *méconnaître* les principes les moins discutés de la science.

Parmi les publicistes qui rejettent l'explication monétaire, les uns expliquent surtout la dépression par des changements apportés dans le rapide et merveilleux développement de l'économie internationale ou mondiale à la valeur normale, au coût de production et de transport, tels, par exemple, M. Leroy-Beaulieu et surtout M. Mulhall, qui, dans un livre un peu trop systématique et tranchant, a pourtant essayé de donner une véritable philosophie de l'histoire des prix au XIXe siècle, en la rattachant à l'histoire des progrès de la puissance productive des nations modernes.

Les autres considèrent surtout les variations profondes apportées à la valeur courante par des perturbations dans la consommation, la production, l'industrie des transports; c'est ainsi que M. Hansard, en Angleterre, et bien d'autres expliquent la dépression par une surproduction; au contraire, M. Schoenhof, aux Etats-Unis, M. Carroll

Digitized by Google

D. Wright, attachent une grande importance à la contraction de la consommation.

Quelqu'opinion que l'on puisse avoir des doctrines fondamentales sur la baisse des prix que je viens d'essayer de systématiser, elles ont dans leur ensemble cette indéniable grandeur d'embrasser sous ses aspects principaux toute l'évolution économique des nations modernes : les lois historiques de la marche du coût de production, qui sont dérivées des lois de l'évolution de la production et du transport des richesses, les lois qui régissent la transformation des systèmes monétaires, et les formes mêmes de l'échange, les lois qui règlent l'équilibre de la production et de la consommation, non seulement dans un Etat isolé, mais dans le vaste organisme de l'économie mondiale ; les théories de la dépression embrassent tout ce vaste ensemble, et tout porte à admettre, qu'elles renferment chacune une portion de la vérité.

L'INFLUENCE MONÉTAIRE

Je commencerai cette revue critique des explications de la crise par l'examen de celle qui l'attribue à une contraction monétaire.

Les divisions que nous présente sur les systèmes monétaires l'opinion scientifique, ont leur rayonnement dans l'interprétation de la baisse des prix. Il y a chez les théoriciens de l'étalon unique ou du système inexactement désigné par le mot : monométallisme, une tendance à l'expliquer exclusivement par les influences qui ont agi sur la *valeur* des marchandises, sans rien attribuer à la contraction monétaire ; il y a chez les théoriciens du double étalon ou du bimétallisme, une tendance à mettre au premier plan, l'influence de la monnaie, et à reporter

Digitized by Google

au second plan les changements qui se sont produits dans la valeur des marchandises. Les bimétallistes demandent à l'observation des faits actuels, la confirmation de leur doctrine, à laquelle j'adhère d'ailleurs, de la plus grande stabilité des prix par l'association des deux métaux comme étalons.

C'est ainsi que deux des plus savants représentants de la science allemande, monamétallistes tous deux, Nasse, de Berlin, et Lexis, de Goettingue, pensent que les circonstances qui ont affecté la production des marchandises, suffisent à expliquer le phénomène et rejettent l'interprétation monétaire. M. Le Roy-Beaulieu se rattache à cette explication. A l'opposé, M. Emile de Laveleye, bimétalliste, assigne la prépondérance à l'influence monétaire ; la baisse des prix étant générale, doit être attribuée à une cause générale. MM. le professeur Nicholson, d'Edimbourg, Foxwell, de Londres, tous deux bimétallistes, ont la même opinion. Cependant nous voyons des monométallistes éminents comme M. Levasseur, faire intervenir l'influence monétaire. Son opinion a d'autant plus de poids qu'il s'est familiarisé par ses recherches avec l'histoire monétaire du XVIe et du XIXe siècles. « Il y a, dit-il, des économistes qui refusent de compter l'état monétaire du monde au nombre des causes de la baisse des prix. Je ne suis pas de leur avis : j'ai eu plusieurs fois occasion de le dire, sachant par l'histoire combien l'affluence ou la rareté des métaux précieux a agi dans le passé sur le prix des marchandises, je serais fort étonné que la production plus restreinte des mines d'or et la suspension de la frappe n'exerçassent de notre temps aucune influence. » Cette influence, cependant, aux yeux de M. Levasseur, est secondaire.

Dans le même temps, nous voyons un bimétalliste, comme le savant professeur hollandais Pierson, rejeter l'influence monétaire. L'un des professeurs anglais

Digitized by Google

contemporains et des plus savants de l'Europe, M. Marshall, de Cambridge, admettant que la baisse générale des prix est de 30 p. c. en porte 12 p. c. à l'appréciation de l'or — et 18 p.c. au compte des faits appartenant à la *production* même des marchandises.

Ces dissentiments de la science se sont par malheur reproduits au sein de la Commission spéciale, chargée en Angleterre d'étudier les causes des changements de la valeur relative de l'or et de l'argent.

Partagée sur la question de savoir s'il faut ou non adopter le système bimétalliste, elle l'est aussi sur les causes des variations des prix.

Les six membres monométallistes, auteurs de la IIe partie du Rapport fiscal, ont formulé plusieurs fois leurs opinions dans ces termes formels : « Nous pensons que la dépression des prix est due à des circonstances indépendantes des changements dans la production des métaux précieux, dans leur demande ou dans la relation de l'argent à l'or. » — « La plus grande part de la baisse, disent-ils encore, résulte des causes relatives aux marchandises plutôt que de la hausse de valeur de l'étalon monétaire. »

Au contraire, les six membres auteurs de la IIIe partie du Rapport font la déclaration suivante : « Nous sommes conduits à la conclusion, que bien qu'un certain effet soit sans aucun doute dû aux causes affectant exclusivement les marchandises, c'est à des causes monétaires que la plus grande part de la baisse générale doit être attribuée. » Les mêmes écrivains rappellent, que la Commission chargée antérieurement d'étudier la dépression du commerce (en 1884), avaient déjà exprimé la pensée que le point de vue monétaire devait occuper la première place dans l'explication de la baisse.

Je me suis fait un devoir de vous signaler les oppositions si profondes des savants les plus autorisés dans cette

Digitized by Google

question de l'histoire contemporaine des prix, qui domine toute notre histoire économique. Elles témoignent de la difficulté du problème et nous invitent à être modestes.

LES TÉMOIGNAGES DE L'HISTOIRE

Les deux phases modernes les plus importantes de l'histoire de la production de l'or et de l'argent sont marquées par la découverte de l'Amérique (1492) et par celle des gisements aurifères de la Californie et de l'Australie, en 1848 et 1850. La conquête du Mexique et du Pérou, en 1529 et 1533, la découverte des filons argentifères du Potosi en 1545, amenèrent sur le marché de l'Europe des quantités considérables de métaux précieux. Michel Chevalier estimait à 200,000 kilos la masse d'argent que produisait le Potosi par an. M. Soetbeer a montré que la production de l'argent s'est élevée progressivement de 90,000 kilos en 1544, à 422,000 en 1601-1620.

Une révolution de la *valeur* de la monnaie et des *prix* suivit le grand afflux en Europe des métaux précieux de l'Amérique (1).

En France, en Angleterre, en Allemagne, le mouvement des prix éclata dans la seconde moitié du XVIe siècle et c'est Jean Bodin qui rattacha le premier à cette époque les variations des prix aux progrès de la production argentifère de l'Amérique. On admet que cette hausse des prix s'arrêta vers 1640.

Nous n'avons par malheur pour cette période que des données statistiques imparfaites : nous ne possédons de données continues que sur les prix des céréales, du blé, et encore sont-elles souvent fautives.

(1) V. planche XXIX.

Digitized by Google

Adam Smith a essayé d'évaluer les variations de la monnaie à l'aide du prix du blé. Il admet comme sensiblement constante la valeur du blé à de longs intervalles; dès lors les variations historiques de son prix traduiront celles de la valeur de la monnaie. Le diagramme est destiné à exprimer les résultats de ses calculs.

Il divise cette portion de l'histoire des prix en trois périodes :

1350 à 1570 — 1570 à 1640 — 1640 à 1750.

Pour Adam Smith la hausse des prix apparaît à partir de 1570.

Jusque là la dépression des prix a été manifeste en Angleterre, le quarter de blé qui, en 1350, valait 4 onces d'argent fin, est tombé à 2 onces en 1500, et s'y maintint sensiblement jusqu'en 1570.

C'est alors que la hausse des prix apparaît si rapide : de 1570 à 1620, le quarter passe à 6 onces, de 1620 à 1636, à 7 onces 5.

C'est vers 1640 que le mouvement ascentionnel et l'influence de la découverte des mines d'Amérique s'arrête; les prix ne s'élèvent plus, ils tendent même à baisser.

J'ai rendu cela très sensible en représentant par 100 la valeur de la monnaie en 1570, et en déterminant la dépréciation de cette valeur en raison inverse de la hausse des prix. Le tracé est très facile à suivre et reproduit les périodes que je viens d'indiquer (1).

Il y a trente-cinq ans, en 1856, M. le professeur Levasseur a adopté une méthode d'évaluation basée encore sur le prix du blé. Il prend pour terme de comparaison le prix d'une unité de capacité, l'hectolitre, en 1855, et recherche aux XVIe et XVIIe siècles les variations du prix de cette unité. Il divise le siècle en quatre périodes pour la France :

(1) Voir planche XXIX.

Digitized by Google

de 1500 à 1520, de 1520 à 1560, de 1560 à 1589, de 1600 à 1630.

De 1500 à 1520, d'après le prix de l'unité de mesure, la valeur de la monnaie était 7.7 fois plus considérable que trois siècles et demi après (1855).

C'est de 1520 à 1560 que la baisse de la valeur des métaux précieux se déclare énergiquement; la valeur de l'argent n'est plus que le triple de sa valeur en 1855.

De 1600 à 1630, elle est de 1.02, la valeur en 1855 étant exprimée par 1.

La baisse de la valeur de la monnaie est ainsi progressive jusqu'en 1630; c'est vers cette époque qu'elle s'arrête partout.

J'ai rendu les calculs de M. Levasseur sensibles en représentant par 100 la valeur de la monnaie de 1500 à 1520.

Helferich a divisé cette histoire en trois périodes : avant 1510, de 1510 à 1560, de 1560 à 1600.

La baisse a été de 150 p. c. de 1510 à 1600; le 1/3 de la baisse a lieu de 1510 à 1560, les 2/3 de 1560 à 1600.

L'arrêt de ce grand mouvement est placé par la plupart des auteurs, de 1630 à 1640. C'est qu'alors aussi se manifeste l'action des causes principales qui ramènent l'équilibre. Ces causes sont d'abord l'accroissement de la population et de la production, l'extension des relations commerciales avec de nouvelles régions réclamant des ressources plus grandes de monnaie; — en outre, l'exportation de l'or et de l'argent en Orient, en paiement des produits asiatiques; — la consommation de l'or et de l'argent pour des usages industriels et l'ornement, la perte annuelle par usure et par accident. Tous ces facteurs ont ramené graduellement l'équilibre, en agissant à la fois sur l'*offre* et la *demande* de monnaie.

Ici nous pouvons mesurer les effets généraux de la dépréciation de la valeur de la monnaie et de la hausse

Digitized by Google

corrélative des prix sur l'ensemble de l'économie d'une nation.

La diminution de la valeur de la monnaie cause une perte aux créanciers dont la créance devient exigible pendant la période d'abaissement de cette valeur, et un gain correspondant au débiteur. Le cultivateur qui doit une rente fixe de vingt francs doit vendre deux hectolitres de blé pour s'acquitter, si le prix de l'hectolitre est de dix francs; si la valeur de la monnaie a baissé de moitié, et que l'hectolitre vaille vingt francs, il s'acquittera avec un hectolitre. Ce phénomène s'est produit dans de grandes proportions dans la révolution monétaire du XVIe siècle, et M. Dupont-White a pu dire avec justesse et profondeur que Christoph Colomb avait rapporté d'Amérique la quittance des anciennes dettes.

Ces perturbations dans les rapports de créancier à débiteur, favorables aux débiteurs, s'accompagnent de changements profonds dans la production même.

En effet, si le prix des produits tend à s'élever, le producteur aura la perspective de réaliser un bénéfice extraordinaire sur la vente de ses produits, de là une impulsion communiquée à la production même et aux échanges. Les capitaux recherchent des emplois productifs. Par malheur, cet enchaînement aura souvent pour effet de dépasser les besoins et d'exalter la spéculation, ce qui aboutira à des crises de production, sanction redoutable de la baisse rapide de la valeur de la monnaie. Mais il n'en est pas moins vrai que l'essor donné aux forces productrices des nations apportera d'inappréciables bienfaits. Les auteurs de la célèbre *Histoire des Prix*, Tooke et Newmarch ont écrit ces lignes sur la révolution monétaire du XVIe siècle : « Nous avons les témoignages les plus complets pour conclure que quelque soient les inconvénients partiels que l'accroissement de l'offre de monnaie américaine a pu causer au XVIe siècle, par l'élèvation des

Digitized by Google

prix, ces inconvénients ont été compensés et *repayés cent fois* par l'activité, par l'expansion et la vigueur qu'il a communiquées pour plus d'une génération à toute entreprise et à tous les actes propres à élever la dignité humaine, et à accroître le bonheur de l'Humanité. »

M. Nicholson, professeur actuel à Edimbourg, dans une étude toute récente sur les effets des découvertes d'or et d'argent, dit encore : « Il n'y a pas pour moi de doute raisonnable que si le stock des métaux précieux ne s'était pas accru au moment même où s'ouvraient de nouvelles routes commerciales vers l'Est et vers l'Ouest, et où se développait l'esprit individuel d'entreprise, les progrès qui se sont accomplis eussent été impossibles. »

L'historien anglais, Alison, avait rendu déjà d'une manière saisissante, les effets incomparables de ces découvertes minérales et de la hausse des prix sur la marche de la civilisation. Si la masse monétaire était restée stationnaire ou à peu près, comme elle l'a fait de 1815 à 1849, les prix des produits auraient continué à baisser; le pouvoir d'achat, la valeur de l'argent eût continué à croître; le poids des dettes, des taxes, des impôts, eût été croissant. Toute la famille du genre humain eût subi le sort de l'Empire romain, qui fut si profondément atteint par l'épuisement des mines de l'Espagne et de la Grèce.

Grâce à la découverte de Colomb, l'évolution historique s'est accomplie en sens inverse; un demi siècle ne s'était pas écoulé que le prix de toute marchandise avait triplé; l'industrie avait pris un élan extraordinaire, les dettes et les impôts s'étaient allégés de tout l'accroissement, même de la valeur des produits, au moyen desquels le débiteur s'acquitte. Ce fut un coup pour la féodalité, d'après Alison, et non pour le travail.

Transportons-nous au XIXe siècle (1).

(1) V. planches I et XXIX.

Digitized by Google

La découverte des gisements aurifères de Californie et d'Australie a exercé une influence réelle sur les prix, bien qu'elle soit beaucoup moins profonde et qu'on ne puisse même en déterminer exactement la grandeur. Pour marquer l'importance de la production aurifère que ces découvertes amenèrent, je rappellerai, d'après M. Nasse (Handbuch de Schönberg), que de 1493 à 1850, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'afflux de l'or va se produire, la production de l'or est évaluée en tout à 16 milliards 118 millions de francs. Or, de 1850 à 1880, l'accroissement de la quantité d'or est d'environ 19 milliards 929 millions, c'est-à-dire qu'en 30 ans la production de l'or a dépassé de 20 p. c. la production totale de 358 années.

Si l'on veut marquer la révolution profonde que l'exploitation des mines de Californie et d'Australie a accompli dans le système monétaire, il suffit d'interroger les belles recherches que Soetbeer a publiées en 1886. En comparant les périodes qui suivirent la découverte de l'Amérique à celles qui suivirent 1850, on constate que le rapport de la production des deux métaux précieux, l'or et l'argent, a été à peu près complètement interverti. Au milieu du XVIe siècle, de 1561 à 1580, par exemple, la valeur de la production de l'or représente 20.8 p. c., celle de l'argent 79.2 p. c. de la production annuelle totale. Au contraire, de 1851 à 1855, la valeur de la production de l'or représente 77.6 p. c., celle de l'argent 22.4 p. c. de la production annuelle moyenne. La corrélation monétaire totale calculée par Soetbeer, nous montre que le rapport de la masse totale d'or à celle de l'argent s'est modifié depuis le milieu du siècle.

C'est dans ce changement profond de la production des métaux précieux qu'il faut rechercher la cause générale de cet entraînement moderne vers l'adoption exclusive de l'étalon d'or, du monométallisme. Cependant ce mouvement progressif ne devait pas durer.

Digitized by Google

Remarquez, en effet, sur le diagramme, les périodes décennales qui suivent 1850. Si vous représentez par 100 en 1851 le stock d'or, de 1851 à 1860, l'*accroissement annuel* est de 13.5 p. c. de ce stock, ce qui est considérable; mais la productivité des mines d'or présentant comme nous l'avons vu une variabilité souvent très grande, l'accroissement p. c. de 1861 à 1870, n'est plus que de 3.6 p. c. du stock; de 1871 à 1880, de 2 p. c.; de 1881 à 1885, de 74 p. c. L'accroissement total de l'or et de l'argent a été en moyenne par an, de 1851 à 1860, de 2.90 p. c.; de 1861 à 1870, de 1.32 p. c.; de 1871 à 1884, de 1.11 p. c. Il en est résulté que la *hausse* des prix des marchandises, la baisse de la *valeur* de la monnaie ont été *rapides*, et que la période de *stabilité* des prix, le retour à un équilibre de l'offre et de la demande de monnaie sensiblement stable s'est produit vers 1865-1869.

Certains écrivains, comme M. Michel Chevalier, ont exagéré l'importance de la hausse des prix due à la production monétaire, et les écrivains contemporains qui ont embrassé un beaucoup plus grand nombre d'observations que M. Michel Chevalier, ne sont pas encore, à beaucoup près, d'accord sur l'évaluation de cette hausse des prix.

Jevons, dans son étude sur la dépréciation de l'or l'avait portée à 18 p. c.; il avait suivi les variations des prix de 50 marchandises pendant une longue série d'années. J'ai reconstruit en partie son diagramme. Pour comparer à 1849, année qui n'a pas subi l'influence des découvertes aurifères, la période de 1850 à 1869, pendant laquelle cette influence ne s'est pas fait sentir, il avait choisi comme terme de comparaison la moyenne des années 1858 et 1867, où les prix furent les plus bas. Il attribuait l'écart entre ces prix et ceux des autres années de la période à l'influence du crédit. L'écart minimum était de 18 p. c., proportion qui exprimait approximativement

Digitized by Google

l'influence de la monnaie. M. Laspeyres est arrivé à une proportion d'accroissement de 24 p. c. par d'autres calculs.

M. Levasseur, écrivant en 1857, portait à 20 p. c. la dépression moyenne de la valeur de la monnaie et la hausse des prix.

Ce qui est instructif pour nous dans l'exposé de ces divergences, c'est qu'elles révèlent la complexité de ces phénomènes. M. Cairnes en admettant avec réserve les calculs de M. Levasseur en 1860, avait très bien marqué (*Essays* 139) la difficulté du problème, bien qu'il affirmât la baisse de la valeur de la monnaie de 1850 à 1860 Les écrivains les plus récents ont fait plus complètement la part de l'exagération dans les appréhensions de Michel Chevalier. Ecrivant en 1850, son *Traité de la Monnaie*, Michel Chevalier prévoyait une baisse de la valeur de l'or qui, sans être comparable à celle qui suivit la découverte de l'Amérique, pouvait atteindre jusqu'aux 5/6 (p. 541). Newmarch et Cliffe Leslie(p.301) ont montré que la baisse avait été circonscrite dans des limites plus étroites. M. Giffen, dans ses *Essays*, publiés en 1878, revient avec plus de rigueur encore sur la question de la dépréciation de l'or après 1850, et l'étudie sous ses grands aspects; il compare savamment l'accroissement de la production de l'or au développement progressif de la production des richesses et au progrès de la population, c'est-à-dire au progrès de la *demande* de métaux précieux. Il en vient à réduire à 10 p. c. au *maximum* de 1851 à 1871, la dépréciation de l'or, et la hausse corrélative des prix. M. Mulhall, en 1885, la ramène jusqu'à 8 p. c.

Nul ne songe à nier cette baisse de la valeur de l'or de 1850 à 1865, mais l'on s'efforce de plus en plus à en donner la mesure.

Il est une période de l'histoire des prix que les partisans les plus éclairés de la théorie monétaire de la crise, tels

Digitized by Google

que MM. Giffen et Emile de Laveleye, ont rappelée, parce qu'elle présente avec la dépression actuelle une analogie remarquable ; c'est la période comprise entre 1819 et 1830, dont il a été question déjà dans ce cours. Ici il ne s'agit plus d'une élévation des prix, mais d'une baisse des prix qui serait due à une contraction monétaire.

De 1819 à 1830, les nombres indicateurs de Sauerbeck tombent progressivement de 121 à 91. Ceux de Stanley Jevons, de 103 à 81, avec un relèvement en 1825. Il suffit de consulter les tables de Soetbeer pour se convaincre que la production de l'*argent* qui était de 894,150 kilos de 1801 à 1810, tomba à 540,770 k. de 1811 à 1820, à 460,560 k. de 1821 à 1830 ; celle de l'*or* tombe de 17,798 à 11,445 k. Les guerres de l'Indépendance des colonies espagnoles, d'Amérique, du Pérou et du Chili, en sont la cause.

La corrélation de ces phénomènes est saisissante, comme l'est la corrélation de la progression des prix et de l'accroissement de la production de l'or après 1849.

BIBLIOGRAPHIE DE LA SIXIÈME LEÇON

FOWLER, *Irregularity of employment and fluctuations of prices.* — EMILE DE LAVELEYE, *La question monétaire en 1881 ; La monnaie et le bimétallisme international*, 1891 ; *Congrès monétaire de 1889 ; Procès-verbaux.* — WOLTERS, *L'or et l'argent*, 1890. — O. HAUPT, *Histoire monétaire de notre temps*, 1886. — MULHALL, *History of prices*, 1886. — SHIELD NICHOLSON, *Money and monetary problem*, 1891 ; *Reports of royal commission of trade and industry*, 1886-87 ; *Reports of the royal commission appointed to inquiry into the recent changes in the relative values of precious metals*, 1888. — NASSE, *Sa monographie : Das geld und münzwesen, dans le Handbuch de Schönberg.* — GIFFEN, *Essays in finances*, 2me série.

Digitized by Google

SEPTIEME LEÇON

LES CAUSES DE LA DÉPRESSION

INFLUENCE DE LA MONNAIE DANS LA DÉPRESSION ACTUELLE

Nous avons exprimé par $\frac{M\,v}{P}$ le rapport entre l'offre et la demande de monnaie. Les termes de ce rapport sont variables, et c'est précisément la loi de leurs variations qui nous préoccupe : le stock monétaire, la vitesse de circulation de la monnaie, tendent à s'accroître, la masse des marchandises et des services destinées à l'échange, augmente d'année en année. La question proposée est de savoir si les facteurs mis en présence varient de manière à conserver leur rapport antérieur. Dans ce cas, les prix resteront les mêmes, ou si l'on constate des variations, il faut les attribuer à d'autres causes.

CHANGEMENTS DANS L'OFFRE

Production. — Le premier fait invoqué par les partisans de l'explication monétaire de la dépression des prix, c'est la diminution progressive de la production de l'or et la diminution corrélative *de l'offre de monnaie.*

Il est incontestable, d'abord, que la production de l'or a atteint son maximum dans la période de 1856 à 1860 :

Digitized by Google

201,750 kilos pour une année moyenne; ensuite, que depuis 1878 la décroissance est continue; les chiffres publiés par MM. Lexis, Neumann Spallaert, Soetbeer, ne concordent pas exactement, mais tous révèlent la tendance à la décroissance. Voici les données de Soetbeer :

1878. . . .	185,847 kilos	1882. . . .	148,475 kilos
1879. . . .	167.307 »	1883. . . .	144,545 »
1880. . . .	163,315 »	1884. . . .	146,151 »
1881. . . .	158,864 »		

D'après MM. Soetbeer, Burchard et Ottomar Haupt, la valeur totale de la production, de 1493 à 1885, est de 37,840,000,000 de francs. Le produit moyen de 1881-84 y ajoute 1.35 p. c. S'il était le même qu'en 1856-60, la proportion serait de 1.87 p. c.

Cette diminution de la production de l'or se rattache à des causes naturelles. La plus grande partie de l'or que nous possédons a été recueillie dans des dépôts d'alluvions.

M. Suess, l'auteur de l'*Avenir de l'or*, cité par Nasse, évalue à 90 p. c. de la masse d'or totale le produit des dépôts alluviaux; le reste a été extrait des filons. L'épuisement graduel des dépôts alluviaux, la faible productivité et la difficulté d'exploitation des filons ont fait dire à Suess : « le temps viendra où la production de l'or sera réduite à des quantités telles, que pour ce qui regarde sa fonction monétaire, on devra la considérer comme éteinte. »

Cette quantité d'or totale n'est pas livrée au monnayage; dans les temps ordinaires, il y en a toujours une partie considérable soustraite à l'emploi monétaire. M. von Neumann-Spallaert, d'après les matériaux de Soetbeer, évalue à 59.1 p. c., la proportion de la production totale de l'or qui a été monnayée de 1831 à 1880. L'industrie en a absorbé 32 p. c., et environ 8 p. c. ont été exportés vers l'Extrême-Orient. M. de Laveleye réduit encore considérablement la proportion de la production de l'or consacrée à l'accroissement du stock monétaire, elle ne serait plus

Digitized by Google

que de 20 p. c., c'est-à-dire 100 millions seulement sur les 500 millions qui représentent la production annuelle, au lieu de 300 millions que fournit la proportion de M. Neumann-Spallaert.

M. Wolters a résumé dans le tableau suivant ses recherches sur la production et la consommation de l'or dans les cinq dernières années. L'excédant de la consommation sur la production est fourni par le stock antérieurement accumulé :

Production et consommation de l'or (en kilogr.)

Années	Consomm. pour le monnayage	Consomm. pour les arts et l'industrie	Consomm. due au frai	Consomm. pour solder la balance du commerce avec l'Asie	Consomm. totale	Production
1884	136,165	87,285	5,383	25,000	253,833	149,137
1885	129,764	87,285	5,383	25,000	247,432	149,137
1886	128,891	87,285	5,383	25,000	246,559	150,276
1887	170,207	87,285	5,383	25,000	287,875	150,712
1888	170,207	87,285	5,383	25,000	287,875	160,731
1889	170,207	87,285	5,583	25,000	287,875	149,610

Si nous considérons l'argent, nous constatons un accroissement rapide dans la production de ce métal, surtout depuis 1871-75. C'est à cette époque, en effet, que remonte la découverte de mines argentifères très riches dans la chaine de la Nevada. Si l'on admet que le stock total s'exprime par 204,310,059 kilos, depuis le XVe siècle, l'accroissement moyen de 1881-85 représente 1,40 p. c. de la masse totale, tandis que la production moyenne de 1856 60, qui était de 904,990 kilos, ne représenterait que 0,44 centièmes de la masse totale.

Voici un second tableau dressé par M. Wolters. La consommation de l'argent dépassant encore sensiblement sa production, il en infère que la valeur de l'argent est restée sensiblement invariable, et que l'altération du rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent est due, depuis

Digitized by Google

1873, à peu près exclusivement à l'*appréciation* de l'or :

Production et consommation de l'argent (en kilogr.)

Années	Consomm. pour le monnayage	Consomm. pour les arts et l'industrie	Consomm. due au frai	Consomm. pour solder la balance du commerce avec l'Asie	Consomm. totale	Production
1884	1,914,203	525,000	151,151	281,000	2,871,354	2,861,709
1885	2,334,506	252,000	151,151	281,000	3,291,657	2,861,709
1886	2,669,007	252,000	151,151	341,000	3,685,158	3,070,000
1887	2,851,661	252,000	151,151	341,000	3,868,812	3,071,474
1888	2,851,661	525,000	151,151	400,000	3,927,812	3,531,000
1889	2,851,661	252,000	151,151	400,000	3,927,812	3,981,260

Les tendances de la production de l'or et de l'argent sont donc inverses.

CHANGEMENTS DANS L'OFFRE. — SYSTÈMES MONÉTAIRES

C'est ici que nous devons placer l'examen d'un second argument des théoriciens monétaires de la dépression des prix ; en effet, les transformations apportées à leur système monétaire par certains Etats auront pour conséquence : d'une part, une demande extraordinaire d'or, alors que ce métal tend à se réduire, — d'autre part, la démonétisation au moins partielle de l'argent; de telle sorte que les accroissements de la production de ce métal ne viennent plus alimenter la circulation monétaire, et agir sur les prix en *augmentant proportionnellement l'offre de monnaie* M.

Avant 1870, l'Allemagne et l'Autriche avaient un système monétaire basé depuis 1857 sur l'étalon d'argent. La Hollande l'avait établi en 1850, les Etats-Scandinaves le possédaient également. L'Angleterre avait l'étalon d'or depuis 1816; la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie, liées par un convention monétaire du 22 décembre 1865, avaient le double étalon, l'or et l'argent, entre lesquels le

Digitized by Google

rapport de 15 1/2 était contractuellement maintenu, c'est-à-dire que l'*Unum latine* constituée entre ces Etats, admettait les deux métaux comme libératoires de toute dette, en assurant à chaque unité d'or, par exemple au kilogramme d'or, un pouvoir égal à 15 fois 1/2 le pouvoir libératoire du kilogramme d'argent.

Après 1870, l'Allemagne crut le moment venu d'opérer la transformation de son système monétaire et d'adopter l'étalon d'or; c'est ce qui fut consacré par les lois du 4 décembre 1871 et du 9 juillet 1873.

L'Allemagne procéda donc à la démonétisation de l'argent, avec l'espoir de déverser son stock monétaire d'argent dans les Etats qui avaient conservé le double étalon. La dépréciation de l'argent sur le marché monétaire l'arrêta dans son entreprise. De juillet 1873 à mai 1879, l'empire vendit 7,104,395 livres d'argent; il les avait acquises pour la somme de 663,621,109 marks, il les revendit pour 567,139,893 m. La perte effective fut de 96,481,136 marks, par suite de la dépréciation de l'argent. D'après M. Nasse, il restait environ pour 450 à 470 millions de marks d'argent en circulation en Allemagne.

La diminution de la valeur de l'argent relativement à l'or, est manifeste dès 1873. Déjà même le rapport qui était de 15.51, en 1871, s'est élevé graduellement à 15.95 en 1873, à 16.05 en 1874, et n'a fait que croître depuis lors jusqu'en 1889 (1). Cette diminution de la valeur de l'argent a coïncidé à la fois avec la diminution de sa *demande*, et l'accroissement de sa *production*, de telle sorte que parmi les théoriciens, les uns la rattachent à sa démonétisation, les autres au progrès de sa production. Il est vraisemblable que les deux causes ont agi, mais ce n'est pas la valeur relative de l'or et de l'argent qui doit nous occuper ici, c'est leur *rapport commun* avec les *marchandises*.

(1) Voir planches I et XXXII.

Digitized by Google

A l'exemple de l'Allemagne, les États-Scandinaves adoptèrent de 1872 à 1875 l'étalon d'or; en Hollande, la loi du 3 décembre 1874 consacra une réforme analogue. Cependant l'*Union latine* qui inscrivait le double étalon, essaya d'opposer des barrières à l'envahissement de l'argent : déjà la frappe s'était extraordinairement accrue en 1873, en Belgique et en France. En Belgique, la frappe des écus de 5 francs atteignit 111 millions en 1873. Une convention du 30 janvier 1874 limita dans les États de l'*Union latine* la frappe des pièces de 5 francs à 140 millions de francs; en 1876 on la limita à 120 millions. Enfin, en 1877, elle fut complètement suspendue (1).

La production de l'argent ne devait plus désormais venir alimenter la circulation monétaire. D'autres évènements devaient encore exercer une influence sur la répartition de la monnaie.

Les États-Unis d'Amérique ont été, du 25 février 1862 au 31 décembre 1878, soumis au régime du cours forcé. Les billets de banque émis par le Gouvernement fédéral, *legal tender notes*, *greenbacks*, avait cours forcé; leur remboursement en espèces métalliques ne pouvait être exigé.

Ce paiement en espèces fut repris le 1er janvier 1879. Cette reprise coïncida avec un élan extraordinaire de la production agricole en Amérique, et de mauvaises récoltes en Europe. C'est cette double circonstance qui explique le mouvement extraordinaire des importations d'or aux États-Unis pendant les années 1880 et 1881. L'excédant des importations d'or fut de 75,891,000 dollars en 1880, et de 97,466,127 en 1881. Cet or fut emprunté au stock monétaire de l'Europe, et surtout à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne. Le mouvement s'est ralenti en 1882-83; en 1884, il y eut excédant d'exportation

(1) Voir planche XXXI.

Digitized by Google

de l'or américain, mais en 1885, l'excédant des importations fut encore de 18,213,804 dollars.

Dans les huit dernières années l'Etat producteur d'or par excellence a donc donné ce spectacle, qui a semé l'épouvante dans beaucoup d'esprits, de garder toute sa production d'or et d'emprunter encore au marché européen une somme totale d'or que j'évalue à 187,634,197 dollars, environ 950 millions de francs. Sauerbeck cite même ce fait important que l'Australie, en 1884, a emprunté au marché anglais 1 million de liv. st. d'or. L'or semble ainsi tendre à remonter vers sa source, selon l'expression de M. de Laveleye.

L'Italie, de son côté, fut sous le régime du cours forcé jusqu'au 12 avril 1883, date de la reprise du paiement des billets en espèces. M. Ottomar Haupt, dans son *Histoire monétaire de notre temps*, a exposé l'histoire des longs préparatifs qui précédèrent cette reprise. La loi du 7 avril 1881 décréta un emprunt destiné à pourvoir le Trésor italien du stock monétaire nécessaire pour assurer le remboursement des billets de banque. Il devait comprendre 644 millions de numéraire dont 444 millions d'or, somme qui fut demandée aux grands marchés monétaires de l'Europe. M. Ottomar Haupt soutient que cette opération n'entraina aucune perturbation sur les marchés. Cependant il est difficile d'admettre qu'elle n'exerça aucune influence sur les prix.

Ces transformations des systèmes monétaires, ont eu pour conséquence générale d'affecter l'*offre de la monnaie*.

Sauerbeck évalue à 80 millions de liv. st. le tribut d'or exceptionnel que l'Allemagne, les Etats-Scandinaves, la Hollande, ont du prélever sur la circulation générale pour opérer leur réforme, soit 2 milliards de francs. Ajoutez-y les 950 millions drainés par les Etats-Unis et même les 444 millions drainés par l'Italie, et vous obtenez 3 milliards 394 millions de francs, exprimant la demande

Digitized by Google

extraordinaire de l'or, dont la production se réduit. L'alimentation du marché monétaire est privée de l'apport annuel de l'argent chez les nations les plus industrielles de l'Europe, et elle est réduite à une production insuffisante d'or.

A prendre l'ensemble des peuples civilisés, y compris les Etats-Unis et l'Australie, la frappe de l'or, qui était encore de 3,888,634,000 marks, d'après Soetbeer, de 1876 à 1880, n'est plus que de 2,796,996,000 marks de 1881 à 1885; celle de l'argent s'est, dans le même intervalle, abaissée de 1,738,499,000 m. à 1,120,312,000 m. (1).

La frappe de l'or, en France, suit depuis les afflux du métal de la Californie et de l'Australie, une diminution progressive. En 1879, elle est de 24 millions; en 1880, néant; en 1881, de 2; en 1882, de 3; en 1883 et en 1884, néant.

FRAPPE DE L'OR

	Belgique millions	*Angleterre*	*Allemagne*
1879	0	37,663 l. st.	46,387,000 m.
1880	0	4,154,604	27,992,240
1881	0	0	15,521,230
1882	10	0	13,907,080
1883	0	1,435,228	88,287,470
1884	0	2,324,015	57,661,740
1885	0	2,973,453	8,148,920

En Allemagne, la frappe de l'or a atteint des chiffres énormes en 1872-73, à l'époque de la grande transformation (425 millions et 590 millions de marks d'or).

Les tableaux comparés des importations et des exportations des métaux précieux sont très instructifs.

Considérez l'Angleterre, l'excédant d'importation de l'or, à peu près constant antérieurement, fait place depuis 1878

(1) Voir planche XXXI.

Digitized by Google

à des excédants d'exportations qui ne sont interrompus que deux fois, en 1882 et 1885; le flot du métal précieux qui se dirigeait des nations productrices d'or, semble remonter son cours.

L'Allemagne nous montre des excédants considérables d'importations d'or dans les premières années de sa transformation monétaire; mais les excédants d'exportations des dernières années témoignent qu'elle a contribué à l'alimentation du courant qui s'est dirigé vers l'Amérique. La France présente aussi, à partir de 1879, des excédants d'exportation d'or.

De cet ensemble de faits on doit conclure, non pas nécessairement que le stock monétaire a diminué d'une manière absolue, mais qu'il s'est accru en Europe et surtout dans l'Occident européen, avec plus de lenteur et d'une manière incertaine.

Si donc reprenant la formule

$$\frac{M\,v}{P} \quad \text{ou} \quad \frac{M\,A\,v + M\,Ov}{P}$$

et considérant ce rapport à des époques successives, nous conclurons que la raison d'accroissement de M tend à se réduire :

$$\frac{M\,v}{P} \qquad \frac{M\,v + M \times x}{P} \qquad \frac{M\,v + M\,(x - y)}{P}$$

Nous pouvons nous faire une idée positive de ce ralentissement dans la progression, à l'aide des calculs de Soetbeer et de Sauerbeck sur le stock monétaire à diverses époques. J'en ai marqué la progression sur le diagramme (1) :

Années	Or	Argent	Total	Accroiss. ann.
1850	100	100	100	
1860	236	91.7	129	2.90 p. c.
1870	320	85.2	146	1.32 »
1884	392	91	165	1.11 »

(1) Voir planche XXX.

Digitized by Google

Telle sera l'expression approximative du ralentissement dans la marche progressive du stock monétaire de tous les pays civilisés, non compris l'Asie Orientale.

Telle serait finalement l'action subie par l'*offre de monnaie*.

CHANGEMENTS DANS LA DEMANDE

Tournons-nous maintenant vers le second terme de la formule.

La *demande* de monnaie, que nous avons exprimée par P, s'accroît de son côté dans une mesure dont nous pouvons nous faire une idée approximative.

La population augmente sans cesse et avec elle les besoins à satisfaire, la source des produits et la somme des échanges nécessaires pour que l'on parvienne à cette satisfaction.

L'accroissement annuel de la population européenne a été dans les quinze dernières années de 2,450,000 âmes. M. Ottomar Haupt, dans son *Histoire monétaire de notre temps* (p. 428), évalue à 71 francs par habitant la quantité d'or, d'argent, de monnaie d'appoint et de billets qui existe en Europe. Si cette somme exprime les besoins *moyens de monnaie*, il faut un accroissement annuel de 173,950,000 de francs pour les besoins de l'Europe; dans cet accroissement il faut 110,250,000 francs d'or. D'après M. Ottomar Haupt la production de l'or en 1884 (p. 26) n'a laissé disponible pour la frappe de monnaie, après déduction de l'emploi industriel, que 173 millions nets d'or (205,000,000 en 1882); or, nous voyons le stock monétaire des Etats-Unis augmenter, de 1875 à 1885, de 450,000,000 de dollars ou 2,250,000,000 de francs, soit d'environ 225,000,000 d'or par an, en moyenne; l'excédent disponible par la monétisation de la production aurifère du monde

Digitized by Google

ne suffit même pas au besoin des Etats-Unis, et il ne reste rien pour l'accroissement des besoins en Europe.

Cependant la masse des échanges dans nos sociétés et surtout dans l'ensemble de l'économie mondiale croit beaucoup plus rapidement encore que la population; c'est ce dont on peut se convaincre par l'examen du diagramme (1).

J'ai calculé d'après les données de deux statisticiens illustres, von Scherzer et Neumann Spallaert, la progression du mouvement commercial de l'ensemble des nations de l'Europe, de l'Amérique et des Colonies Anglaises. De 6,440,000,000 de marks en 1830, son importance s'est élevée en 1882, à 57,338,000,000.

La loi de progression est celle-ci :

En partant de		En partant de	
1830 . . .	100	—	—
1840 . . .	155	—	—
1850 . . .	226	1850 . . .	100
1860 . . .	416	1860 . . .	184
1870 . . .	580	1870 . . .	251
1880 . . .	843	1880 . . .	373
1882 . . .	890	1882 . . .	393
1884 . . .	900	1884 . . .	400

Si on rapproche ces chiffres de ceux qui expriment la loi d'accroissement du stock monétaire, signalée tout à l'heure :

1850	100
1860	129
1870	146
1884	165

on doit conclure que la masse des échanges tend à croitre beaucoup plus rapidement que la masse des instruments monétaires destinés à les accomplir; P tendrait donc à croître plus vite que M.

(Voir planche XXX.)

Digitized by Google

J'ai raisonné jusqu'ici comme si la monnaie métallique était le seul instrument des échanges, et même comme si la vitesse de cet instrument monétaire, son coefficient V, était resté invariable.

C'est ici évidemment que les objections vont se dresser contre la théorie monétaire de la crise, et l'on ira même jusqu'à taxer d'ignorance ses partisans. « Le monde entier, dit M. Leroy-Beaulieu, s'arrange de façon à faire de la monnaie métallique, soit dans la vie intérieure de chaque nation, soit dans les rapports internationaux, un usage de plus en plus restreint. Ceux qui ramènent à des phénomènes monétaires l'existence de la crise actuelle, ignorent toutes ces choses qui sont *constantes*, *visibles*, et qu'un parti pris tenace peut seul dissimuler à des spectateurs instruits. » Comme vous le voyez, la condamnation est dure; les théoriciens de la contraction monétaire sont accusés de méconnaître l'un des caractères les plus importants de l'évolution du système même de l'échange.

Il se pourrait donc que malgré la diminution *quantitative* des instruments monétaires, l'offre de monnaie fût restée la même; et cela se pourrait si la vitesse circulatoire de chaque unité monétaire s'était accrue.

Il se pourrait en outre que des moyens de suppléer aux instruments monétaires eussent été employés en quantité suffisante ou avec une fréquence suffisante pour rétablir l'équilibre entre l'*offre* et la *demande* des instruments des échanges.

La tendance générale des sociétés économiques à restreindre l'usage de la monnaie métallique signalée par M. Leroy-Beaulieu et invoquée par lui, est non seulement indéniable, mais elle est l'une des tendances les plus bienfaisantes de l'histoire, puisqu'elle réduit progressivement l'intervention d'un instrument onéreux de nos échanges.

Digitized by Google

Il suffit, pour se convaincre qu'elle se révèle énergiquement dans les faits, de se reporter au diagramme qui marque le développement comparé du commerce et du stock monétaire du monde (1).

En 1850, le commerce du monde est de 14,540 millions de marks, le stock monétaire de 12,960 millions de marks; chaque unité monétaire correspond à 1.1 de commerce international. Passez à 1870, c'est-à-dire à une époque où la dépression des prix ne s'est pas encore produite; le commerce du monde est de 37,420,000,000 de marks, le stock monétaire de 18,920,000,000 de marks; à chaque unité correspondent *2 unités* de commerce international. L'efficacité de la monnaie s'est donc accrue, ou il existe des suppléants de la monnaie qui ont reçu de plus vastes applications. Les deux choses sont vraies.

Et d'abord, il est certain que la vitesse de chaque unité monétaire tend à s'accroître, que chacune d'elles accomplit graduellement une masse d'échanges plus considérable; il est impossible dans l'état actuel de nos connaissances de déterminer exactement quelle est la somme totale des échanges que chaque unité de monnaie accomplit dans un temps donné. Stanley Jevons dans sa belle étude sur la monnaie en a fait la juste remarque; mais il est permis d'affirmer que le développement de tous les moyens de transport et de communication permet de faire de plus en plus rapidement des envois d'or et d'argent, communique à ces métaux une vitesse plus grande, ce qui correspond évidemment à un accroissement de leur *masse*. Pendant que le développement des chemins de fer et de la navigation à vapeur accroît la rapidité de ce mouvement circulatoire, les postes et le télégraphe, le téléphone lui-même nous dispensent de déplacer l'or et l'argent sans nécessité. M. Fournier-de Flaix a rassemblé

(1) Voir pl. XXX.

Digitized by Google

sur ce point des renseignements intéressants; c'est ainsi que les mandats postaux se sont en Angleterre élevés de 291,151 liv. st. en 1881 à 7,885,347 liv. st. en 1885. Le télégraphe est destiné à accomplir d'autres progrès encore, et à éviter le déplacement de la monnaie; il est systématiquement employé dans les relations monétaires de l'Angleterre et de l'Inde, et le mouvement des mandats télégraphiques entre l'Europe et l'Amérique est évalué chaque semaine à 75 millions de francs.

Il est donc certain que tous les progrès de l'industrie *des transports* en communiquant une vitesse plus grande à la monnaie, permettent de satisfaire à une quantité d'échanges toujours croissante avec une même masse de monnaie, ou à une même quantité d'échanges avec une masse moindre de monnaie.

Les transformations qui s'accomplissent dans le système *des échanges* lui-même produisent des effets beaucoup plus remarquables encore.

Dans l'évolution historique de l'économie des nations on a pu marquer trois phases principales caractérisées par la forme même de l'échange.

L'échange en nature ou le troc apparaît le premier : des produits et des services s'échangent les uns contre les autres sans l'intermédiaire d'aucun instrument des échanges. C'est là le régime des peuples chasseurs, pêcheurs, pasteurs et même agriculteurs, jusqu'à l'apparition des manufactures.

L'échange avec intervention de la *monnaie*, vient ensuite. Il apparaît et se consolide à mesure que la division du travail se développe et que les peuples passent à la phase industrielle et commerciale. La monnaie intervient comme mesure des prix, comme instrument des échanges.

Ces formes historiques de l'échange déjà si profondément distinctes ont cependant ceci de commun que l'une

Digitized by Google

et l'autre impliquent des prestations actuelles entre les échangistes, entre les vendeurs et les acheteurs.

Un produit s'échange *actuellement* contre un autre, ou contre un service P = P

P = S.

Voilà l'expression du troc.

Un produit s'échange *actuellement* contre la monnaie qui, à son tour, s'échangera contre un autre produit ou un service,

P = M = P = M = S

Voilà la formule de l'échange monétaire.

Une troisième forme de l'échange se développe dans les sociétés économiques les plus avancées.

Dans cette forme de l'échange, l'un des deux échangistes seul fait une *prestation actuelle* d'une marchandise ou d'un service, et il la fait contre la promesse, l'engagement d'une prestation à venir que lui fait son co-échangiste.

La monnaie reste dans cette phase, comme dans la seconde, la mesure universelle et commune des prix; elle reste un instrument universel des échanges, un moyen de se libérer de toute dette. Mais des titres de crédit de formes diverses se substituent à la monnaie dans l'accomplissement de cette fonction *d'instruments des échanges*. Ces titres de crédit se ramènent, en règle générale, à l'engagement *d'acquitter une somme en argent;* les lettres de change, les billets de banque, les chèques, les obligations de villes, d'Etats, de sociétés commerciales, ont ce caractère commun, et c'est pour cela qu'ils servent d'instruments de paiement et remplacent la monnaie métallique dans les échanges.

Parmi ces instruments de crédit le chèque joue aujourd'hui un rôle considérable; c'est un ordre donné à un banquier par son client ou celui qui en a fait le dépositaire de ses fonds, de payer au porteur la somme mentionnée

Digitized by Google

sur le titre. Le chèque réduit les besoins de la circulation fiduciaire, des billets de banque, comme les billets de banque réduisent les besoins de la circulation monétaire. Mulhall soutient que la proportion des affaires traitées à Londres par chèques est de 93.2 p. c. contre 6.8 p. c. en billets de banque et en espèces métalliques.

Il est un mode d'épargner la monnaie métallique supérieur encore à l'emploi des instruments de crédit : c'est la compensation même des dettes réciproques qui s'opèrera par des virements de comptes entre les clients d un même banquier, ou qui s'opèrera entre diverses banques par l'échange de titres, chèques ou effets de commerce tirés sur les banques associées dans une vaste entreprise de mutualité. Jevons évaluait à 20 millions de livres sterling le montant des dettes liquidées chaque jour à Londres au moyen de la compensation par les vingt-six banques associées formant la Chambre de liquidation, *Clearing house*. Cette somme énorme se liquide sans qu'on emploie une seule pièce de monnaie, un seul billet de banque. Les documents rassemblés par M. Stringher nous montrent d'une manière saisissante quelle proportion existe entre la somme de monnaie métallique, celle des billets de banque, des chèques et des effets de commerce employés dans les opérations habituelles des banques en Angleterre et aux Etats-Unis. Dans les banques américaines, par exemple, en septembre 1881, l'or et l'argent intervenaient dans des opérations se chiffrant par 295,233,779 dollars — pour 1.55 p. c., les billets de banque pour 4.36 p. c., les lettres de change et chèques pour 94.09 p. c.

Pendant que le Clearing house de Londres remonte à 1775, le Clearing de Manchester est de 1872, celui de Newcastle sur Tyne de 1872; en Ecosse il en existe un à Edimbourg, un autre à Glasgow fondé en 1883.

C'est aux Etats-Unis que les Clearing ont atteint la plus formidable importance. Le Clearing house de New-York

Digitized by Google

réunissait en 1884, 61 banques. Il y existe 27 installations identiques.

Depuis 1872, il existe à Vienne une chambre de compensation; à Paris, la chambre des compensations, embrassant 12 des principales maisons de banque, date de mars 1872; on a institué en Italie depuis 1881 des *Stanze de compensazione* dans sept des villes principales. A Berlin, la première chambre de compensation fut ouverte en 1883.

Le diagramme construit d'après les données de Rauchberg (1) nous fait connaître l'importance énorme des compensations opérées aux différents Clearing houses dans ces dernières années :

New-York	1872	. . . . .	175,398.448.000 francs
»	1885	. . . . .	201,465.826,000 »
Londres	1872	. . . . .	151,411.613.000 »
»	1889	. . . . .	190,450,000,000 »
Paris	1872-1873	. . . . .	1,603,000,000 »
»	1884-1885	. . . . .	4.163,000,000 »

Toute cette structure complexe et puissante du crédit, bien qu'elle tende à l'épargne de la monnaie, repose cependant sur la monnaie. Le chèque que délivre l'un des innombrables clients qui ont déposé leurs fonds à une banque, est exigible en espèces métalliques, exactement comme le billet de banque.

Cependant les banques anglaises sous la pression de la concurrence tendent à opérer la plus grande masse possible d'affaires avec les réserves métalliques les plus faibles possibles; presque tous leurs fonds sont prêtés; elles n'ont besoin normalement que d'avoir au crédit de leur compte à la Banque d'Angleterre une somme suffisante pour couvrir le solde dont elles peuvent être débiteurs vis-à-vis du Clearing house après compensation.

Palgrave a calculé que le montant des espèces et des billets de la Banque d'Angleterre qui sont aux mains

(1) Voir pl. XXXIV.

Digitized by Google

des banquiers du Royaume-Uni, ne va pas jusqu'à 4 ou 5 p. c. de leurs obligations.

RÉACTION SUR LES PRIX

Quel sera l'effet du crédit sur les prix? Nous savons que le crédit diffère de l'achat-vente par l'intermédiaire de la monnaie en ce qu'il se ramène à une *prestation actuelle* contre l'engagement d'une prestation future. Mais il est bien évident que la *demande des marchandises* est la même, soit qu'on les paie actuellement en monnaie, soit qu'on s'oblige à les payer à terme. Dans les deux cas, il y a demande, il y a prestation des marchandises ; dans les deux cas, l'influence sur les prix est la même. Dans les deux cas, la monnaie reste la *mesure* des valeurs : si j'acquiers tel produit, cent tonnes de houille payables à trois mois de date en une lettre-change, que j'en acquitte le prix en un billet de banque ou un chèque, c'est en *argent* que la valeur de la houille est exprimée, cette fonction de paiement reste la même que lorsque le paiement est immédiat et en espèces. Ce qui diffère dans ces cas, c'est l'instrument des échanges, l'instrument de libération des dettes.

Ainsi la *demande* d'un produit à un moment donné, se composera de toute la *monnaie métallique* offerte pour l'acquérir par l'échange, plus tout le *crédit* employé à la même acquisition.

Semblablement, la puissance d'acquisition de chaque individu se compose de *toute la monnaie* qu'il possède et du *crédit* dont il dispose Notre producteur de houille a vendu 100 tonnes payables à trois mois ; il a reçu en échange une lettre de change à cette échéance : cette lettre de change sera dans ses mains un *pouvoir d'achat :* il pourra acquérir à son tour d'autres marchandises, du bois par exemple et

Digitized by Google

donner en paiement la lettre de change qu'il passera à l'ordre de son propre vendeur. Il en sera de même s'il a reçu un billet de banque et que ce billet lui serve à payer son achat.

C'est ainsi que le crédit agit sur les prix comme facteur à ajouter à l'offre de monnaie, à la demande des marchandises.

Le crédit se réalise sous des formes diverses, le compte courant, la lettre de change, le billet de banque, le chèque. Ces différents instruments de crédit ont des degrés différents de puissance d'acquisition qui dépendent de leur nature, parce que leur circulation rencontrera des résistances plus ou moins grandes Mais pour chacun d'entre eux l'influence qu'il exercera *sur les prix* dépendra du nombre de transactions, d'actes d'échange auxquels il interviendra. Du billet de banque et de la lettre de change, c'est la lettre de change qui aura la circulation la plus lente, pour deux raisons : pour que j'accepte en paiement d'une livraison de marchandises que je vous fais, la lettre de change que vous avez tracée sur l'acheteur à terme de vos propres produits, il faut que je connaisse la solvabilité de cet acheteur d'abord, il faut ensuite que je subisse la loi de la solidarité si, à mon tour, je transmets ce titre par endossement à celui qui m'aura vendu ses produits. Le billet de banque aura une circulation plus rapide, il rencontrera moins de résistance, il pénètrera dans une sphère beaucoup plus étendue, parce qu'il est émis par une banque inspirant confiance à tout le public en général, et que la transmission d'un billet de banque libère définitivement, n'entraine aucune solidarité. Les *chèques* que peuvent tracer les particuliers sur leurs banquiers agiront sur les prix dans la mesure du crédit qui leur est ouvert par la banque et du nombre de paiements que ce crédit servira à effectuer. Nous retrouvons ainsi dans le crédit, sous ses formes multiples et complexes, les deux éléments

Digitized by Google

que nous avons rencontrés dans l'offre de la monnaie métallique : l'étendue du crédit, la rapidité de l'emploi qui en est fait.

L'offre totale de monnaie et de crédit qui agira sur les prix des produits s'exprimera dès lors par M v + C v.

Seulement le coefficient de vitesse de circulation des instruments de crédit variera avec leur nature.

Il n'y a donc pas à méconnaître cette évolution extraordinaire qui tend à enlever aux métaux précieux la *fonction d'instrument* des échanges ; mais le problème est de savoir si pendant que l'on observe dans ces dernières années la contraction de l'instrument monétaire, il s'est produit un emploi plus fréquent, plus étendu du crédit et de la compensation pour venir suppléer à l'*insuffisance des métaux précieux*.

Voilà le vrai problème qu'il s'agit de résoudre, et il ne suffit pas d'opposer au phénomène manifeste de l'abaissement des prix une tendance générale et incontestable de l'histoire, il faut qu'elle témoigne pendant cette baisse d'une énergie suffisante pour paralyser les effets d'une diminution manifeste de la quantité de métaux précieux.

Or, sur ce point, des témoignages nombreux d'hommes compétents s'élèvent en faveur de l'explication monétaire de la dépression.

Dans l'enquête anglaise sur la dépression du commerce, vingt-sept dépositions écrites, émanant d'hommes profondément variés dans la question monétaire, ont été reçues.

Aucun d'eux ne songe à nier que le crédit occupe une place de plus en plus considérable dans les transactions ; la plupart reconnaissent que l'emploi des instruments de crédit à dû réduire la dépression des prix, mais la plupart affirment que l'extension du crédit n'a pas été suffisante pour conjurer les effets de la contraction monétaire. Quant au développement des mandats télégraphiques et postaux,

Digitized by Google

il a été tout à fait insuffisant pour retarder d'une manière appréciable la baisse des prix.

M. Giffen, dans une étude publiée en 1885, avait déjà dit : « Je doute qu'aucune économie sérieuse ait été faite dans la substitution du crédit à l'or, relativement aux échanges accomplis. »

Il joint à sa déposition orale dans l'Enquête, des documents statistiques propres à éclairer ce point du débat. C'est le relevé du montant des effets du commerce depuis 1865 et celui des opérations des Clearing house de Londres depuis 1869. Le montant des effets de commerce qui était en moyenne de 45,300,000 liv. st. *par mois* de 1875 à 1879, est descendu à 41,700,000 liv. st. de 1880 à 1884. Le chiffre des opérations du *Clearing* de Londres a suivi une marche très sensiblement parallèle à celle des prix eux-mêmes. Après s'être élevé à 6,071,000,000 de liv. (151 milliards) 775,000 francs en 1873, il s'abaisse graduellement jusqu'à 4,886,000,000 de liv. st. en 1879, avec la baisse des prix, et se relève jusqu'en 1881, pour redescendre à 5,799,000,000 liv. st., à peu près 144 milliards de francs. On ne peut soutenir que l'expansion du crédit ou de la compensation soit venue conjurer la contraction de l'instrument monétaire des échanges.

J'ai rassemblé dans un diagramme les principales données que Rauchberg a recueillies sur les opérations des Clearing houses de 1872 à 1884. (1)

Opérations des Clearing houses en milliers de francs

Années	New-York	Londres	Paris
1872	175,398,448	151,411,613	800,293
1873	183,776,908	151,165,730	1,071,153
1874	118,450,848	151,662,918	1,005,820

(1) Voir pl. XXXIV.

Digitized by Google

Opérations des Clearing houses en milliers de francs

Années	New-York	Londres	Paris
—	—	—	—
1875	129,879,865	136,377,428	1,106,863
1876	111,927,873	122,903,153	1,284,305
1877	120,696,508	127,784,295	1,099,783
1878	116,649,980	123,208,103	1,314,113
1879	130,488,980	132,814,498	1,611,373
1880	192,696,508	149,057,310	2,042,268
1881	251,692,358	160,978,513	2,272,553
1882	241,260,125	156,097,998	2,079,403
1883	208,819,328	147,245,643	2,109,115
1884	176,681,983	143,661,148	2,071,280
1885	—	137,775,000	—
1886	—	147,525,000	—
1887	—	151,925,000	—
1888	—	173,550,000	—
1889	—	190,450,000	—

Il est aisé de se convaincre que le mouvement de ces opérations a l'allure de celui des prix; que leur importance croit et décroit avec les prix dont j'ai reproduit les *index-numbers* d'après Sauerbeck. De 1873 à 1878, le montant des opérations du Clearing house de Londres diminue de 19 p. c.; les *index-numbers* s'abaissent de 111 à 87; le commerce total de l'Angleterre qui était de 682 millions de livres en 1873 est de 614 millions en 1874, réduit de 10 p. c. environ. Si la dépression des prix est plus rapide que celle des opérations des Clearing houses, la dépression commerciale est moins profonde, et rien ne nous révèle une épargne extraordinaire des instruments monétaires.

J'ai montré dans une autre partie du diagramme, d'après les matériaux de Soetbeer, les fluctuations de la circulation des billets des principales banques nationales de l'Europe. Le tableau est très éloquent.

Digitized by Google

Un trait intéressant à noter encore, ce sont les variations dans le montant total de la valeur des effets de commerce mis en circulation en Belgique, d'après les données de l'Administration du Timbre.

1872	2,554 millions	1879	2,258 millions
1873	2,754 »	1880	2,403 »
1874	2,657 »	1881	2,430 »
1875	2,541 »	1882	2,495 »
1876	2,409 »	1883	2,539 »
1877	2,274 »	1884	2,431 »
1878	2,264 »	1885	2,372 »

Nous constatons que de 1873 à 1879 la valeur totale de ces effets s'abaissent de 17 p. c. environ; les nombres indicateurs en Belgique tombent de 105 à 93. La plus forte dépression du commerce d'exportation est de 6 p. c. de 1873 à 1876. De 1879 à 1885, il y a tendance à l'accroissement du montant des effets de commerce, mais le plus fort accroissement ne dépasse pas 10 p. c. du chiffre de 1873. Le mouvement du commerce extérieur est plus rapide pendant que les *index-numbers* tombent à 77, en 1885.

BIBLIOGRAPHIE DE LA VIIe LEÇON

Les mêmes. Ad. Soetbeer, *Materialien zur erlauterung und beurteilung der wirthschaftlichen edelmetallverhaltnisse und der wahrungsfrage*, Berlin, 1886. — Idem, *Edelmetal-Produktion*, Gotha, 1879. — Malou, *Recueil de matériaux sur la question monétaire, 1re et 2de séries*. — Stringher, *Circolazione monetaria nei principali stati Annali di Statistica*, 1883. — H. Ratchberg, *Die entwickelung des Clearing-verkehres. Bulletin de l'Institut international de Statistique*, 1886. — *Statistique générale des recettes et des dépenses du royaume de Belgique*, 1840-1885. — Shield Nicholson, *Money and monetary problems*, 1890. — E. de Laveleye, *La monnaie et le bimétallisme international*, 1891. — Stanley Jevons, *La monnaie*. — J.-S. Mill, *Principes d'économie politique*, auxquels je renvoie, ainsi qu'au profond livre de Nicholson et au « *Marché monétaire* » de de Laveleye pour l'influence du crédit sur les prix.

Digitized by Google

HUITIEME LEÇON

LES CAUSES DE LA DÉPRESSION

INFLUENCE MONÉTAIRE EN GÉNÉRAL

Nous sommes amenés, par l'examen impartial qui précède, à considérer la contraction monétaire comme l'un des facteurs, peut être comme le facteur fondamental de la baisse des prix. En reportant notre attention sur les diagrammes qui reproduisent le mouvement des prix dans la seconde moitié du XIXe siècle, nous rapprochons la période de 1850-1863, si nettement caractérisée par la hausse des prix, de la période de 1874-1887, marquée par la baisse graduelle; de même qu'une cause générale a servi à expliquer le mouvement ascensionnel des prix de 1850 à 1863, l'accroissement rapide de l'offre de l'or et la diminution de son pouvoir d'achat, de même nous retrouvons dans le mouvement régressif des prix après 1874, l'augmentation du pouvoir d'achat de l'or résultant du concours de ces circonstances: démonétisation de l'argent, diminution de la production et plus grande consommation de l'or. Il existe une corrélation suffisante entre ces trois faits : baisse des prix, diminution de la valeur de l'argent relativement à celle de l'or, et transformation des systèmes monétaires, pour que l'esprit assigne à cette transformation

Digitized by Google

même le caractère d'une cause générale affectant toutes les marchandises. (1)

Cependant il ne faut voir dans ce rapport de causalité, qu'une *tendance*: de même que toutes les lois économiques, elle est profondément modifiable par les influences complexes qui agiront sur les prix des différentes classes de marchandises; on peut même admettre que l'action des causes perturbatrices la dissimule complètement. Cependant cette complexité même des phénomènes fait surgir des objections nouvelles; l'action de la contraction monétaire n'est pas *apparente* pour tous les prix, l'allure de certains prix y semblant réfractaire; les variations des prix ne sont pas *simultanées* ou n'ont pas la même *amplitude*. De ce que certains faits semblaient exclure l'universalité et l'uniformité de la baisse des prix, on a cru pouvoir inférer l'exclusion même de la cause *monétaire*. L'observation prolongée des faits a révélé que l'on dépassait en cela les bornes d'une induction légitime.

Le savant statisticien anglais, M. Leone Levi, présente en ces termes l'objection contre la théorie monétaire de la crise : « S'il est vrai qu'un changement soit survenu dans la valeur de ce dénominateur commun auquel toutes les valeurs, tous les prix, tous les services sont *ramenés*, *ses effets doivent être généraux*, *et non particuliers à un certain nombre de marchandises*. Comment se fait-il alors que la viande soit chère et le pain à bon marché? Comment les salaires se sont-ils maintenus dans certaines industries et déclinent-ils dans d'autres? »

M. Leone Levi écrivait cela en 1884. Il avait classé les produits en trois groupes : denrées alimentaires, matières premières, produits d'exportation; partout les prix étaient en baisse sur 1873, année d'ailleurs d'exaltation fièvreuse, et de hausse extraordinaire. Seulement il relevait une

(1) Voir planche I.

Digitized by Google

hausse sur les prix du beurre, de la viande, du lard, des œufs, du cacao. Il n'en est plus de même deux ans après. Les tables de Sauerbeck nous signalent la baisse des prix de la viande de bœuf, de mouton, de porc, du lard, du beurre. Dans l'enquête anglaise sur la dépression des prix, en 1886, M. Hansard a produit la liste des variations des prix de 25 articles; 21 avaient baissé depuis 1874; le cacao, la soie, le poivre, la viande, étaient seuls restés invariables ou avaient haussé; les prix de la soie, de la viande ont baissé ensuite.

Dans les exceptions apparentes, il est permis de voir l'opération prépondérante de causes spéciales. Quand Stanley Jevons étudia les effets, sur les prix, des découvertes des mines de Californie et d'Australie, sur les 36 articles qu'il examina, il s'en trouva 7 dont les prix n'obéissaient pas à la loi commune; a-t-on douté pour cela des effets de ces découvertes sur la hausse des prix? Sur les 26 groupes de produits dont j'ai étudié les prix, il en est 2 qui sont en hausse en 1887; sur les 45 articles dont Sauerbeck a observé les variations, il en est 1 ou 2 en 1887 dont les prix dépassent la moyenne de 1867-77. N'est-ce pas une situation analogue?

Le mouvement de dépression s'est transmis peu à peu à un nombre de marchandises de plus en plus considérable, c'est comme une ondulation qui tend à parcourir tout l'océan de la vie industrielle. M. P. Leroy-Beaulieu, qui a défendu la thèse de M. Levi avec un grand talent, signalait en 1879 que les baux et les maisons n'avaient pas baissé de prix; en 1886, la baisse du loyer était manifeste en Belgique; l'enquête de 1886, la signale par exemple dans plusieurs villes industrielles. En 1880, le recensement agricole n'accusait encore qu'une baisse de 198 francs par hectare dans la valeur du sol, soit de 5 p. c. relativement à 1866; dix ans après, elle est de 20, 25, 30, 33 et même 40 p. c. selon les localités, d'après l'enquête

Digitized by Google

agricole. La baisse des prix des baux a été signalée plus haut, lente et inégale. M. Leroy-Beaulieu invoque la stabilité, en 1886, des gages domestiques et des honoraires des professions libérales; il faut ne pas oublier ici que la coutume exerce sur ces rémunérations un empire plus puissant que la concurrence. Il soutient que toutes les marchandises dont la baisse s'est accentuée se présentent dans ces deux conditions : d'une production extraordinairement développée, et d'une diminution du coût de production. Cela est vrai pour les exemples qu'il cite, cela ne l'est plus pour un grand nombre de cas qu'il ne cite point. M. Frewen, devant la Commission d'enquête anglaise, a donné avec une méthode excellente, en trois groupes, les marchandises dont le prix a baissé : celles dont le coût de production et le coût de transport ont varié, celles dont le coût de transport seul a varié, celles dont ni le coût de transport ni le coût de production n'ont varié. Celles-ci échappent à la loi de M. P. Leroy-Beaulieu.

C'est à cette même conclusion qu'aboutit M. Palgrave, dans le magnifique et vaste travail qu'il a soumis à la Commission d'enquête anglaise : « Bien que les améliorations dans la production, dit-il, et dans le transport doivent intervenir pour une grande part dans la baisse des prix, ces progrès ne peuvent à eux seuls paraître suffisants pour expliquer cette altération. »

M. Hans Forssell, en 1885, attacha une grande importance aux variations des prix recueillis à Hambourg par M. Soetbeer. La diversité des tendances, révélée par les prix des différentes classes de produits, était en effet très saisissante alors, puisque des classes de prix s'étaient élevées ou maintenues dans la dernière période. Cependant, en ajoutant aux données dont M. Forssel a pu se servir, celles que M. Soetbeer a publiées depuis, on constate à la fois l'extension et l'importance de la baisse des prix.

Digitized by Google

Prix d'après Soetbeer (114 articles)

Groupes	1847-50	1871-75	1881-85	1887	1888
	—	—	—	—	—
Produits agricoles	100	144.90	130.77	96.28	98.54
» animaux	100	154.57	150.65	130.86	129.73
» du Midi	100	131.50	134.41	121.70	118.21
» coloniaux	100	130.72	119.91	116.39	115.86
» minéraux	100	116.90	74.23	72.50	75.50
Matières textiles .	100	117.17	96.65	81.42	80.98
Divers	100	114.98	91.11	77.30	74.31
Ensemble des prix	100	133.29	117.68	102.20	101.93

En rapprochant ces données de M. Soetbeer de celles que j'ai construites moi-même pour la Belgique et l'Angleterre (1), on sera frappé du contraste que présentent les prix du bétail, de la viande, du beurre, avec la plupart des autres classes de produits. Ils sont plus élevés dans la période postérieure à 1881 que de 1850 à 1855. M. Soetbeer a trouvé que les prix des produits coloniaux, ceux des fruits, de l'huile, des vins du Midi ont la même allure; mais tous sont profondément affectés en 1887.

Les causes spéciales qui les atteignent n'excluent pas l'influence monétaire ; c'est ainsi que la cause de la résistance au mouvement de dépression de la viande et du bétail doit être recherchée dans la nature même du produit; la production nationale ne s'accroit pas aussi rapidement que les besoins, et le transport à distance rencontre des difficultés considérables.

Dans quelle proportion la contraction monétaire a-t-elle influé sur les prix? M. de Laveleye donne la prépondérance au facteur monétaire; M. Marshall, sur une baisse moyenne de 30 p. c., assigne 12 p. c. à la monnaie, 18 p. c. aux autres causes. J'avoue que je crois impossible dans l'état actuel de nos connaissances de fixer cette répartition.

(1) Voir planches III et IV.

Digitized by Google

L'école bimétalliste soutient que par leur réunion les deux métaux forment une mesure des valeurs plus stable que chacun des deux pris séparément. C'est là évidemment le plus grand aspect du problème, et c'est pour avoir adopté l'explication de cette école que je me suis rallié à la doctrine même. Je n'ai plus besoin de rappeler que le prix d'un produit n'est autre chose que sa valeur exprimée en monnaie. Quand la valeur de la monnaie, commune mesure de toutes les valeurs, s'abaisse, tous les prix haussent proportionnellement; quand elle s'élève, tous les prix baissent.

Comment le bimétallisme réussit-il mieux que le monométallisme à assurer cette stabilité? Essayons de bien nous en rendre compte. La valeur courante de la monnaie est réglée par la loi de l'offre et la demande. L'offre de la monnaie comprend le stock accumulé par les siècles plus la récolte annuelle des métaux précieux. Supposez que la monnaie ne soit composée que d'un seul métal, l'influence de l'augmentation de la récolte annuelle de ce métal sera d'autant plus grande sur la valeur de la monnaie que cette production annuelle représentera une portion plus grande du stock accumulé; c'est dans cette mesure que l'accroissement annuel de la quantité du métal contribuera à déterminer la baisse de sa valeur. Semblablement, la diminution de la production annuelle agira d'autant plus puissamment dans le sens de la hausse de la valeur de la monnaie qu'elle sera plus importante relativement au stock accumulé. Prenez les faits réellement observés pour préciser nos idées. En 1851, le stock d'or était de 4,697,000 kilos. Représentons-le par 100.

A la suite de la découverte des mines nouvelles, il s'ac-

Digitized by Google

croit rapidement et dans des propositions énormes : il sera représenté par 236 en 1860; il aura plus que doublé, augmentant de 13.6 p. c. par an. Voilà dans quelle mesure la production annuelle aurait influé sur la valeur de la monnaie, si l'or avait été l'unique étalon. En 1870, il est à 320; la production s'est ralentie, l'accroissement n'est plus que de 3.56 p. c par an; de 1870 à 1884, le ralentissement est encore plus grand, l'accroît n'est plus que de 1.60 p. c. Telles sont les variations de la production, dont la valeur de l'or, c'est-à-dire de l'étalon monétaire, eût, dans notre hypothèse, subi directement le contre coup.

Prenez une seconde hypothèse. Supposez que l'argent fût le seul étalon. En 1851, son stock était de 149,508,000 k^{os}. Représentez-le par 100. Le stock monétaire d'argent, au lieu de s'accroitre du produit annuel, tend à décroître ou du moins, à rester stationnaire par suite des exportations en Asie, jointes aux emplois industriels. En 1860, ce stock est tombé à 91.7 p. c., diminution 0.17 par an; en 1870, à 85.2, diminution annuelle 0.7; en 1884, il remonte à 91 p. c., se relevant de 0.5 p. c. par an.

Dans la première hypothèse, celle du monométallisme absolu *or*, la baisse de la valeur de la monnaie eût d'abord été rapide et considérable, pour se rapprocher peu à peu de l'état stationnaire. Dans la seconde hypothèse, celle du monométallisme absolu *argent*, la monnaie eût haussé d'abord légèrement de valeur, ensuite ce mouvement de hausse se fût arrêté avec une tendance contraire.

Imaginez maintenant la combinaison parfaite des deux étalons et suivez les variations de l'*offre* monétaire; vous allez être frappés de ce grand fait, qu'au lieu de suivre les variations extrêmes de la production et de la consommation des deux métaux, la valeur de la monnaie, bimétallique cette fois, obéit à *la moyenne des variations des deux*.

Digitized by Google

PRODUCTION

Accroissement p. c.	de l'or.	de l'argent.	des deux réunis.
1851-55	100	100	100
1856-60	101.2	103	101
1861-65	93.7	124	99
1866-70	98.9	156	108
1871-75	88	215	115
1876	84.5	228	104.9
1877	91	241.8	123
1878	94.2	247	127
1879	84.8	238	117.7
1880	82.9	238.7	116.4
1881	80.5	248	116.6
1882	75.4	264.7	116.3
1883	73	271	116.3
1884	74	277	118

Aussi le stock total d'or et d'argent réunis qui eût été de 100 en 1851, est de 129 en 1860, de 146 en 1870 et de 165 en 1884. L'accroissement annuel est par année :

1850-60 . . . . . de 2.90 p. c.
1861-70 . . . . . 1.32 p. c.
1871-84 . . . . . 1.11 p. c.

L'amplitude de ces variations est beaucoup plus faible que celles d'aucun des deux métaux isolés, et surtout que celles de l'or. C'est qu'en effet, pendant que l'or croit rapidement de 1851 à 1870, l'argent diminue, et les accroissements de l'or, au lieu de n'influer que sur le stock d'or, influent sur la masse totale d'or et d'argent, et il est clair que l'influence tend dès lors à s'atténuer. Imaginez deux réservoirs séparés, égaux en capacité, renfermant des liquides. Supposez que ces liquides soient au même niveau, et que dans l'un des réservoirs on verse une quantité de liquide additionnelle; elle élèvera le niveau de

Digitized by Google

quatre, par exemple; supposez qu'en ce moment on mette les deux réservoirs en communication; la quantité additionnelle répartie entre les deux réservoirs ne les élèvera plus que de deux. C'est ainsi qu'opèrera chaque variation de l'un et l'autre des deux métaux sur la masse totale constituant l'offre; c'est ainsi que la valeur de la monnaie bimétallique, qui obéira à ces fluctuations de l'offre, aura un degré supérieur de stabilité; elle variera sans doute encore, car elle ne présente rien d'absolu, mais l'amplitude de ses variations sera réduite.

L'histoire nous révèle que des variations en sens inverse se présentent souvent dans la production des deux métaux, c'est ce qui atténue encore évidemment les variations de la valeur de la monnaie bimétallique, puisque l'influence exercée par l'augmentation de la production de l'un des deux est évidemment continue ou limitée par la diminution de l'autre. Ainsi nous voyons dans ces dernières années la production de l'or tendre à décroître pendant que celle de l'argent s'accroit rapidement. De 1700 à 1800, la production de l'argent croit pendant que l'or diminue.

Vous êtes maintenant préparés à accueillir la comparaison par laquelle Sismondi d'abord, puis Wolowski, ont rendu compte de cette tendance à la stabilité. C'est celle du pendule compensateur : « C'est servir utilement la société, dit Sismondi, que de travailler à diminuer encore les chances de cette fluctuation (de la valeur de la monnaie); et l'un des moyens d'y parvenir, c'est d'employer l'or et l'argent indifféremment pour commune mesure et de fixer la proportion légale entre eux. C'est ainsi, à peu près, que pour avoir un pendule d'une largeur invariable, on en combine la tige de verges de différents métaux; pour que la dilatation de l'un par la chaleur corrige celle de l'autre ... Par là, ajoute-t-il, la mesure commune du commerce ne s'établira pas sur la quantité annuelle produite par les mines d'or ou par celles d'argent, mais

Digitized by Google

sur une moyenne proportionnelle entre les variations que subiront ces deux quantités, et l'étalon désiré acquerra plus de fixité. »

Tel est le passage vraiment mémorable et peu connu de Sismondi. Wolowski reprit plus tard cette ingénieuse comparaison. Vous savez que formé de tiges métalliques associées et ayant des coefficients de dilatation inégaux, le pendule tend à maintenir le centre de gravité dans un même plan.

Cette comparaison célèbre n'est pas évidemment d'une exactitude rigoureuse. Elle ne serait rigoureusement vraie que si lorsque l'offre de l'un des métaux s'accroit d'une manière extraordinaire par suite d'une production exceptionnelle, l'offre de l'autre tendait à décroître par la diminution de la production annuelle. Cela s'est historiquement présenté et se présente actuellement, mais ce n'est pas constant. Ce qui reste d'acquis, c'est que la production annuelle de chacun des deux métaux n'agit sur l'offre totale de la monnaie que dans la mesure où elle accroit le stock total d'or et d'argent. Si la production de l'or est plus abondante que celle de l'argent, l'accroissement définitif de la masse monétaire sera une moyenne proportionnelle entre la quantité d'or produite et la quantité d'argent produite.

Dès lors, il est bien évident que la valeur de la monnaie et les prix ne suivront pas les fluctuations extrêmes de chacun des deux métaux. C'est ce que Stanley Jevons, monométalliste cependant, avait reconnu, et c'est ce qu'il a exposé lui-même dans son traité de la monnaie, avec la plus grande franchise.

Le bimétallisme est donc favorable à la *stabilité* des prix. Assurément, nul ne peut prétendre à une stabilité absolue de la valeur monétaire, mais n'est-ce rien que d'arriver à une stabilité relative? De 1851 à 1865, la baisse de la valeur de la monnaie a été de 18 p. c. environ;

Digitized by Google

le bimétallisme français n'a pas empêché cette baisse due au développement énorme de la production de l'or. Mais dans quelle mesure la baisse de la monnaie ne se serait-elle pas produite, si au lieu du double étalon, nous avions eu l'étalon unique d'or ? Pour nous en faire une idée, il suffit de rappeler quel a été l'accroissement réel de l'or comparé à l'accroissement réel du stock monétaire d'or et d'argent.

L'école monométalliste est loin de reconnaître comme Jevons, dont tous les disciples sont bimétallistes, l'influence régulatrice du bimétallisme. Prenons, par exemple, M. Frédéric Passy, l'un des plus vénérables représentants de la science économique. Il reconnaît comme incontestable, que l'or et l'argent considérés isolément, peuvent varier très sensiblement dans leur *valeur*, en sorte que le même poids de l'un et l'autre de ces métaux peut très bien ne pas représenter dans dix ou quinze ans la même quantité de marchandises et correspondre à la même puissance d'achat. Mais M. Passy ajoute :

« C'est précisément cette variabilité inévitable de la marchandise or et de la marchandise argent qui rend impossible de déterminer une fois pour toutes leur prix respectif. C'est en vain que l'on a recours à des images tirées du pendule compensateur des horloges, on ne maîtrise pas les cours du commerce. Et réussît-on par impossible à fondre dans une sorte de moyenne les variations de l'or et celle de l'argent, que cette moyenne elle-même serait variable et ne ferait point disparaître par conséquent l'aléa que l'on voudrait éliminer.... »

A cette argumentation il faut répondre, me paraît-il, que s'il est vrai que la *stabilité absolue* de la valeur de la monnaie est une chimère, sa *stabilité relative* n'en est pas une, et que l'intérêt social est de rechercher la plus grande *stabilité* possible. Or, la plus grande stabilité possible est dans la combinaison des deux étalons. La moyenne des variations de la valeur des deux métaux

Digitized by Google

réunis présentant une *amplitude moindre* que chacun des deux métaux isolés, il est de l'intérêt social d'y soumettre les variations des prix des marchandises. Il est contraire à la raison de repousser le *mieux* sous le prétexte que le mieux n'est pas la *perfection absolue*. Et il est moins rationnel encore de n'opposer au *mieux* que le *pire*, c'est-à-dire la variabilité plus grande de la valeur de l'un des deux métaux choisi comme étalon unique. Et ce qui me paraît moins rationnel encore, c'est d'opposer au bimétallisme l'étalon unique d'or, alors qu'il est acquis par l'histoire moderne que la production de l'or est à un plus haut degré que l'argent soumise à des variations brusques, qui doivent dès lors entraîner des variations brusques dans sa valeur. Il suffit de vous rappeler l'accroissement énorme de la production aurifère dans la première période décennale qui suivit 1850, et de vous demander qu'elle n'eût pas été la baisse de la valeur de la monnaie et la hausse des prix, si l'or avait été seul étalon et que l'influence de sa production n'eût pas été tempérée par celle de l'argent.

L'histoire monétaire de la Belgique et la loi de Gresham

L'histoire du système monétaire de la Belgique au XIXe siècle est tout entière dominée par la loi de Gresham : *la mauvaise monnaie chasse la bonne*. (1)

Après la réunion de la Belgique à la Hollande, la loi du 28 septembre 1816 fixa les bases de la législation monétaire commune aux deux États. Le régime admis fut un régime bimétalliste : le florin d'argent fut adopté comme unité monétaire, mais la loi établit un rapport fixe entre les pouvoirs libératoires de l'*or* et de l'*argent*; ce rapport fut de 15.875, un peu supérieur à celui de la loi de Ger-

(1) Voir planche XXXII.

Digitized by Google

minal an XI, et supérieur au rapport réel en 1816, 15.28 d'après Soetbeer.

L'or était porté au-delà de sa valeur sur le marché, la pièce de 10 florins d'or contenait *un peu moins d'or* fin qu'il n'en fallait pour atteindre la valeur de 10 florins d'argent. Qu'arriva-t-il? C'est que la monnaie d'argent disparut de la circulation selon la loi de Gresham. Comme la fabrication de la monnaie était devenue plus onéreuse, le Gouvernement ne créa plus que de la monnaie d'or; croyant échapper à la difficulté pour faciliter la circulation, il frappa des pièces de 5 florins. Les pièces d'argent prirent de plus en plus le chemin de la frontière, de telle sorte, qu'après avoir adopté le florin d'argent pour unité, le pays n'eut plus d'autre monnaie que l'or et les *vieilles monnaies d'argent rognées*.

La loi belge du 5 juin 1832 reproduit celle du 7 germinal an XI, et le rapport légal de 15 1/2.

Elle autorisait la fabrication des pièces d'or de 20 et de 40 francs et donnait cours légal à la monnaie française.

La lecture du diagramme vous fera comprendre ce qui suivit. Vous voyez que le rapport de l'or à l'argent, qui était déjà de 15.72 en 1831, s'élève graduellement et se maintient de 1831 à 1840 à une moyenne de 15.75, et de 1841 à 1851, à une moyenne de 15.85.

On comprendra par là que la valeur relative de l'or dépassant 15.5, l'or faisant prime, le Gouvernement belge n'eût pu fabriquer *sans perte* des pièces d'or, recevables en tout paiement, sur le pied du rapport de 15.5. La loi ne fut donc pas exécutée. Mais la loi de Gresham eut ici une autre application. L'or français avait cours légal en Belgique; seulement comme la *valeur réelle de l'or* dépassait la valeur légale, relativement à l'argent, cet or français ne pénétra pas dans notre circulation. C'est l'argent, *déprécié relativement à l'or*, qui resta notre étalon monétaire prédominant.

Digitized by Google

Cependant le Gouvernement ne voulut pas rester sans monnaie d'or : un projet de loi déposé le 10 octobre 1837 se transforma en loi le 31 mars 1847.

La loi nouvelle était conçue d'après le mouvement *réel* de la valeur des métaux *précieux* ; or, le diagramme et les tables de Soetbeer le prouvent, la valeur relative de l'or était supérieure à 15.50 p. c. en 1847 : elle atteignait 15.80 ; elle fut à 18.85 en 1848.

On fit donc des pièces un peu plus légères que les pièces françaises, et la frappe n'en dépassa d'ailleurs pas 14,646,025 francs. (Le kilo d'or était porté à 3,515 francs, soit 3,163.50 de fin, ce qui porte le rapport à 15,815.)

Par malheur les évènements allaient se précipiter et la terrible loi de Gresham allait faire ressentir ses effets, car la découverte des mines de Californie et d'Australie allait faire tomber graduellement le rapport : de 15.80 en 1847 il tombe à 15.70 en 1850, à 15.46 en 1851, et restera dans la période de 1851 à 1860 à 15.46 en moyenne, au-dessus du rapport légal. C'est ce qui faisait dire à Michel Chevalier, au moment où nous opérions cette transformation : « Le Gouvernement Belge s'est mis à faire fabriquer des pièces de 25 et de 10 francs ; on les a rendues proportionnelle-plus légères que les pièces françaises ; il est impossible de plus mal choisir son temps pour une innovation de ce genre. Le Gouvernement Belge, pour se préoccuper de ce que l'or avait légèrement enchéri, et pour modifier la monnaie en conséquence, a attendu précisément l'instant où tout fait prévoir une variation en sens contraire, *bien autrement prononcée.* »

Ces mots de Michel Chevalier : *bien autrement prononcée*, marquent que cet économiste s'attendait à une dépréciation considérable de l'or. Les évènements ont montré que Michel Chevalier *exagérait de beaucoup*, car le rapport n'est pas tombé au-dessous de 15.19 en 1859. En 1843, il s'était élevé à 15.93.

Digitized by Google

Quoiqu'il en soit, la baisse de la valeur relative de l'or a suffi pour mettre en opération la loi de Gresham et déterminer par contre coup des changements profonds dans le système monétaire.

La Révolution de 1848 avait entraîné en Belgique un trouble profond dans la circulation monétaire ; il s'agissait de faire pénétrer sans retard dans la circulation une quantité importante de monnaie ; l'or belge frappé était insuffisant et l'on ne pouvait songer à frapper immédiatement une grande quantité d'argent à la Monnaie de Bruxelles. On admit donc la monnaie d'or anglaise à un cours assez élevé, fr. 25.50 ; mais la dépréciation de l'or ne tarda pas à se faire sentir : dès décembre 1848, la *valeur réelle du souverain anglais* était réduite à 25.35 et tombait en 1849 à 25.27, tandis que la valeur légale était de 25.50. L'or devenait ainsi la monnaie dépréciée, sa valeur *réelle* n'était plus en rapport avec la valeur *nominale*, elle était au dessous. Les spéculateurs sur les monnaies trouvèrent le moyen de réaliser de grands bénéfices. Ils achetaient au cours de la Bourse, soit à 25.27, des souverains qu'ils importaient aux taux de fr. 25.50 en Belgique, et ils exportaient de Belgique l'équivalent en pièces de 5 francs. Il arriva alors que la monnaie d'argent disparut et le pays fut saturé de monnaies d'or étrangères. Les petites transactions devinrent extrêmement difficiles.

A cette époque, la Belgique s'est soustraite à l'influence de la baisse de l'or par une mesure radicale prise au début : la démonétisation même de l'or. (Loi du 28 décembre 1850.) Cette loi fit cesser le cours légal des monnaies d'or étrangères en Belgique, et en suspendit la frappe ; l'or belge lui-même fut démonétisé. C'était une transformation radicale du bimétallisme or et argent en monométallisme argent, pour échapper définitivement à la loi de Gresham.

Cependant la législation eut des retours, et la loi du 4 juin 1861 ne fut autre chose qu'un retour au bimétal-

Digitized by Google

lisme or et argent et à la loi de Germinal an XI. En effet, les pièces d'or françaises frappées suivant le rapport légal de 15.5 furent admises à leur valeur nominale, comme en France, et aussi longtemps qu'elles le seraient en France même. Notre système monétaire se confondait donc une fois encore avec le système français. Mais ce rapprochement s'effectuait à une époque redoutable pour la stabilité du système, et il est vraiment intéressant de constater avec quelles difficultés les évènements sont prévus dans la société. A cette époque, en effet, la baisse de l'or n'était pas épuisée, le rapport réel des valeurs de l'or et de l'argent était encore au dessous de 15.5 : à 15.26 en moyenne en 1861. Jusqu'en 1867 il devait rester inférieur. Le diagramme le montre.

La loi de Gresham devait dès lors fonctionner de nouveau. Et c'est bien ce qui arriva. La monnaie d'argent, *la plus forte* alors, fut rapidement enlevée.

La réserve de la Banque Nationale ne put bientôt plus satisfaire à toutes les demandes d'argent. La réserve de la Banque en pièces de 5 francs fut d'abord entamée, puis le stock des monnaies divisionnaires de 2 fr., 1 fr. et 50 c. tomba au point que la Banque ne pouvait satisfaire aux demandes des industriels ayant à payer les salaires des ouvriers, et que l'on dut recourir au nickel pour remplacer la petite monnaie d'argent.

La loi de Gresham se manifestait avec énergie. Les pièces de 5 francs avaient disparu de la circulation pour faire place aux pièces de 10 et de 20 francs en or.

Ce phénomène se manifesta dans tous les pays qui avaient admis un rapport légal entre l'or et l'argent. Sur le marché des métaux précieux à Londres, après l'afflux de l'or de la Californie et de l'Australie, on n'obtenait plus en échange d'un kilo d'or que 15 ou un peu plus de 15 kilos d'argent, tandis qu'en France et dans tous les pays où

Digitized by Google

existait un système identique à celui de la loi des 7 et 17 Germinal an XI, le rapport légal était toujours de 15.5.

Dans le même temps le développement considérable du commerce avec l'Inde élevait la valeur de l'argent. Dès lors, supposez un banquier qui voulût se procurer de l'argent pour l'envoyer aux Indes, que faisait-il? Il envoyait un kilo d'or à Paris, y faisait frapper à l'Hôtel des Monnaies pour 3,100 francs de pièces d'or, qu'il échangeait alors contre 3,100 francs d'argent, alors que sur le marché monétaire il n'eût pu obtenir que 15 par exemple. Ou bien, on réunissait à Paris 3,000 pièces de 1 franc, pesant 15 kilos à 5 grammes par franc, et l'on allait à Londres les échanger contre 1 kilo d'or que l'on faisait alors remonnayer à Paris pour 3,100 francs. On réalisait ainsi un bénéfice de 100 francs.

Kreglenger rapporte qu'on se contentait de très minces bénéfices par suite de la concurrence. C'est ainsi que la loi de Gresham faisait disparaître la *bonne monnaie*, l'argent, et que l'or, monnaie alors relativement faible, tendait à rester seul engagé dans la circulation.

Pour l'adoption successive du système de Germinal an XI, il existait à cette époque en *fait* une unité monétaire entre la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie, bien qu'aucun contrat n'existât pas encore entre elles; seulement les monnaies d'or et d'argent y étaient réciproquement acceptées.

La disparition graduelle de l'argent dans ces États, par la dépréciation de l'or, eut surtout pour manifestation l'élimination de la monnaie divisionnaire, car à la disparition des pièces de 5 francs tendaient à suppléer les pièces d'or de 5 et de 10 francs. Ce qui manquait donc, c'était la monnaie divisionnaire pour les petits contrats et les petits paiements.

C'est pour y remédier que la France, la Suisse, l'Italie, furent amenées à conclure la convention monétaire du

Digitized by Google

23 décembre 1862. La Belgique en eut l'initiative. La pièce de 5 francs fut maintenue à son titre légal de 9/10 de fin, mais la monnaie divisionnaire, *le franc*, fut abaissée au titre de 836/1000 de fin, soit 7 p. c. de sa valeur légale. Dès lors les monnaies divisionnaires de l'argent restèrent dans les pays de l'Union latine, car plus personne n'avait intérêt à les exporter. La pièce de 5 francs, elle, continua à être exportée, et dans le fait, l'or remplaçait ou tendait du moins à remplacer l'argent comme type monétaire; là encore, la mauvaise monnaie tendait à prendre la place de *la bonne qui était chassée et fuyait*.

Après 1873, l'effet inverse se produit. Comme nous l'avons vu et le verrons de plus près encore, l'Allemagne avait transformé son système monétaire le 9 juillet 1873, et les États Scandinaves, à la même époque. Ils adoptent l'étalon d'or et jettent sur le marché monétaire une grande quantité d'argent démonétisé. En même temps, la production argentifère s'accroît rapidement dans les mines de la Nevada.

L'or hausse de valeur, il est plus demandé. 1 kilo d'or vaut successivement 16.54, 17.88, 18.40 en 1879, pour atteindre 22.12 en 1889.

L'opération inverse de celle de tout à l'heure se fait alors. On va échanger à Londres, de Paris 1 kilo contre 16, 17, 18 d'argent. Avec 18 kilos d'argent on fait frapper à Paris 3,600 francs d'argent. De ces 3,600 francs, il suffit de prendre 3,100 pour acquérir 1 kilo d'or en France. La différence du bénéfice brut est de 500 francs.

Cette fois donc l'or tendait à son tour à disparaître pour faire place à l'argent. Au début de cette phase nouvelle, comme cette opération était au plus haut dégré lucrative, l'argent afflua du dehors dans nos hôtels de monnaies pour être monétisé. En 1873, en Belgique, on frappa pour 111,000,000 de pièces de 5 francs, alors que l'année antérieure on n'avait frappé que 10,225,000. C'est ce qui

Digitized by Google

détermina alors l'Union latine à *limiter* d'abord la frappe de la monnaie d'argent au cours légal : la monnaie de 5 francs. La convention du 1er janvier 1874 forme addition à celle du 23 décembre 1865 en ce que les puissances contractantes limitèrent la frappe des écus de 5 francs d'argent à 12,000,000 de francs pour la Belgique, à 60,000,000 pour la France, 40,000,000 pour l'Italie et 8,000,000 pour la Suisse.

En 1876 et 1877, le chiffre de cette émission fut successivement abaissé à 5,400,000 pour la Belgique, 27,000,000 pour la France, 1,800,000 pour la Grèce. La convention du 5 novembre 1878 enfin suspendit pour un temps indéterminé la frappe de l'argent dans ces États.

De cette revue historique que j'ai rapidement faite devant vous, nous pouvons dégager une vérité d'une haute portée, c'est que chaque fois que le rapport établi légalement entre l'or et l'argent se modifie, la monnaie la plus droite, la plus forte disparaît de la circulation, se thésaurise, s'exporte ou est refondue pour être vendue comme lingot sur le marché des *métaux précieux*. Toutes les dettes tendent, dans l'intérieur du pays, à s'acquitter dans *la monnaie la plus dépréciée*. Il résulte de là que la circulation tend toujours, non pas à consister en monnaies des deux métaux légalement unis, mais seulement en la monnaie *du métal le plus déprécié*. Le double étalon se résout dès lors en *un étalon alternatif*, et le véritable étalon est *toujours le métal le plus déprécié*, celui qui est *surévalué* par la loi, qui tend à remplacer le métal qui est *sous-évalué* (évalué en dessous de *sa valeur réelle*).

C'est ainsi qu'après 1816, en Belgique, le bimétallisme se résout dans l'étalon d'*or*.

C'est ainsi qu'après 1832 le bimétallisme se résout dans l'étalon d'*argent*.

C'est ainsi qu'après 1848 l'or tend à acquérir la prépondérance absolue sur le marché.

Digitized by Google

C'est ainsi qu'après la loi du 4 juin 1861 il y eut encore tendance au monométallisme or.

C'est ainsi qu'après 1873 ce fut le tour de l'or à disparaître, de l'argent à envahir la circulation.

Le double étalon n'est donc en général qu'un étalon alternatif, et le système a pour résultat d'assurer dans le jeu oscillatoire de la valeur, la fonction de mesure de la valeur au métal le plus déprécié.

C'est ce mouvement oscillatoire de l'histoire qui fournit aux monométallistes leur argument le plus redoutable contre le bimétallisme; c'est la cause profonde de leur irritation; l'école bimétalliste ne peut répondre à cette grave objection qu'en recherchant la *stabilité* définitive du système dans une convention internationale, embrassant les principaux États civilisés et adoptant un rapport fixe entre les pouvoirs libératoires des deux métaux. La préoccupation dominante de la stabilité des prix m'a rallié à cette solution.

BIBLIOGRAPHIE DE LA HUITIÈME LEÇON

The depression of trade by Goadby *et* Watt, introduction de Leone Levi, 1885. — Forssel. *The appreciation of Gold*, 1886. — *Third Report of the royal commission into the Depression of trade. Appendix* 1886. — *First Report of the royal commission into the recent changes in the relative values of the precious metals. Appendix*, 1887. — Sismondi. *Nouveaux principes d'Economie politique.* — Wolowski. *L'or et l'argent*, 1870, et son célèbre mémoire de 1868 compris dans ce volume. — Pour l'histoire monétaire de la Belgique, un très remarquable recueil publié en 1859 : la *Question de l'or*, et la vaste collection des Documents monétaires de Malou et toutes les publications de de Laveleye. — E. Van Elewyck. *La crise économique, 1885*, et sa traduction, de H. Gibbs : *l'or et l'argent*.

Digitized by Google

NEUVIÈME LEÇON

CAUSES DE LA DÉPRESSION INDÉPENDANTES DE LA MONNAIE

Dans notre étude des causes de la dépression actuelle des prix, nous avons commencé à rechercher si la diminution de la production de l'or, la démonétisation de l'argent, les emprunts faits par plusieurs États de l'Europe et par les États-Unis au stock monétaire européen pour transformer leurs systèmes monétaires ou reprendre le paiement de leurs billets en espèces, avaient agi effectivement sur les prix; l'ensemble de l'histoire monétaire contemporaine, les données de la statistique, les données comparatives de l'histoire, l'extension, la généralité de la dépression des prix, sa persistance, jointes aux lois fondamentales selon lesquelles se déterminent la valeur de la monnaie et les prix des marchandises, nous ont fait admettre l'influence de cette contraction monétaire qui enlace peu à peu dans ses replis le monde économique. Mais il nous a été impossible de donner la mesure de cette influence, à mes yeux, indéniable, prépondérante.

Il s'agit maintenant d'aborder l'étude des autres causes. Le cadre que nous avons systématiquement adopté peut les embrasser toutes.

Les unes, et ce sont celles qui viendront les premières, ont agi sur la *valeur normale* des marchandises, sur leur coût de production, c'est-à-dire sur la somme des efforts, des sacrifices et des risques inhérents à une production

Digitized by Google

régulière. C'est à la diminution du coût que demanderont surtout l'explication de la crise, les savants frappés de l'évolution rapide de la puissance productrice des nations modernes.

Des causes générales, profondes, agissent d'une manière constante, mais avec une intensité variable aux diverses époques, sur les dépenses de production et de transport, et c'est une question essentielle de mesurer l'importance actuelle de leur action. La généralisation de l'emploi des machines à vapeur dans la production et le transport, leurs perfectionnements incessants, l'épargne incessante du travail humain, forment l'un des traits essentiels de notre civilisation industrielle. La concentration des capitaux, facilitée par notre régime légal, permet de porter à un haut degré la puissance productive et d'accélérer les transformations de la production; la découverte, la mise en exploitation rapide de nouvelles richesses naturelles, la culture de terres disponibles et rendues productives avec de faibles dépenses, toutes ces causes ont manifestement concouru à abaisser la valeur normale d'un grand nombre de produits.

Si ces transformations ou ces accroissements continus de la puissance productive sont destinés à expliquer en partie la crise, les inégalités des coûts de production entre les différentes régions ou les différents peuples, doivent donner la mesure de l'intensité relative avec laquelle la crise sévit sur les différents points du monde industriel. La concurrence est devenue à la fois de plus en plus générale et de plus en plus intense. Toutes les inégalités de puissance productive acquièrent dès lors une importance de plus en plus grande, et dans les enquêtes sur la dépression actuelle, ce que l'on voit sans cesse préoccuper les industriels, les agents consulaires, les statisticiens, les économistes, ce sont ces causes nombreuses et complexes qui affectent à des degrés différents la puissance productive,

Digitized by Google

la durée, l'efficacité du travail, l'emploi des femmes, des enfants, l'apprentissage, la législation protectrice du travail, les difficultés d'exploitation des richesses naturelles, les tarifs de transport, le taux de l'intérêt, la législation douanière, les effets du système protecteur, les primes à l'exportation, les impôts, les taxes, tous éléments qui, modifiant les conditions relatives des producteurs sur le champ de la concurrence, assurent aux uns et aux autres la victoire dans ce combat pour l'existence, d'autant plus ardent que l'abaissement des prix se prolonge davantage.

Les causes qui ont agi sur la valeur *courante* viennent clore ce cortège d'influences qui révèle l'étonnante complexité de la vie collective, en même temps que la majesté des problèmes sociaux.

La surproduction, l'excès de production, est la cause qui reparaît avec le plus de constance dans les rapports officiels et surtout dans le rapport final anglais. L'enquête parisienne, l'enquête américaine, leur donnent une large place. La surproduction n'est pas à proprement parler la production des marchandises au-delà de la capacité de consommer; considérée d'une manière absolue, cette capacité serait illimitée, si les marchandises étaient gratuites; la surproduction est relative; elle s'entend d'une offre de produits qui dépasse la demande propre à assurer un prix rémunérateur aussi rapproché que possible du coût de production; dès lors, elle détermine la baisse des prix, l'équilibre de l'offre et de la demande ne pouvant plus se réaliser qu'à des prix inférieurs. La surproduction est inséparable du développement excessif, et trop souvent abusif, des moyens de produire, développement si caractéristique au début de la crise de 1871 à 1873 dans presque tous les États, et qui s'est manifesté avec énergie encore en 1880.

Mais la surproduction qui rompt l'équilibre de l'offre et de la demande en agissant sur l'offre a, dans la crise

Digitized by Google

actuelle, une compagne lugubre dont on n'a pas assez reconnu l'importance, c'est la contraction de la consommation qui pèse sur la demande des produits en rompant à son tour l'équilibre, et entraine encore la baisse des prix. C'est sous des formes diverses qu'elle apparait et la continuité de ses manifestations a fait croire souvent à une surproduction qui n'était que relative ou apparente. La diminution manifeste des ressources de la classe agricole, ce débouché immédiat et constant de la production industrielle dans tous les pays; la perte de débouchés pour nos industries par suite du relèvement des tarifs protecteurs dans de nombreux États; le chômage, et l'appauvrissement de certaines parties de la classe ouvrière atteintes par le contre-coup, ou rejetées de l'atelier par l'introduction de machines nouvelles, voilà les formes principales de la contraction de la demande, qui retentissent sur les prix dans la crise actuelle.

Il se fait ainsi que l'étude des causes de la dépression économique embrasse à la fois l'évolution de nos sociétés industrielles, et les conditions mêmes de cet équilibre mobile, dont les perturbations sont d'autant plus funestes que les oscillations industrielles ont une amplitude plus grande, et dont la réalisation parfaite assurerait la vie normale de l'humanité.

Je vais passer en revue ces causes, et j'aborderai d'abord l'élément le plus général du coût de production, le coût de transport.

VARIATIONS DANS LA VALEUR NORMALE. — LE COUT DE TRANSPORT

Le coût de transport représente les dépenses nécessaires pour faire parvenir une marchandise du lieu où elle est produite, au lieu où elle sera consommée.

Digitized by Google

C'est une dépense qui doit être considérée comme une partie intégrante du coût de production pour toutes les marchandises qui ne sont pas consommées au lieu de leur production. Il est donc légitime d'admettre que l'abaissement du coût de transport d'un produit, c'est l'abaissement même de sa valeur normale. Toutes les améliorations des moyens de transport auront sur la valeur les mêmes effets que les améliorations de la production, que les causes d'accroissement de la puissance productive.

Mais la réduction du coût de transport a encore sur la valeur normale une influence indirecte qu'il importe de mettre en lumière.

Supposez qu'à un moment donné le coût de transport d'un produit soit de 10 pour une distance de 100 kilomètres ; si l'amélioration des moyens de transport permet de transporter cette marchandise à la même distance avec des dépenses *moindres de moitié*, le marché s'étendra dans une mesure beaucoup plus considérable que l'économie réalisée. En effet, représentez par un cercle le marché d'un produit qui, pour une dépense de 10, peut parcourir en tout sens une distance de 100 kilomètres, égale au rayon de notre cercle. Si la dépense se réduit de moitié pour cette distance de 100 mètres, la marchandise pourra parcourir 200 mètres avec la dépense primitive ; le cercle qui représentera le marché de ce produit aura une surface non pas double, mais quadruple de la surface du cercle primitif. Si la dépense de transport était réduite au quart, le marché deviendrait 16 fois plus étendu, c'est-à-dire qu'il se développerait en raison géométrique alors que l'abaissement du coût de transport aurait lieu en raison arithmétique. Voilà ce qui explique l'unification rapide des marchés et la constitution d'une économie internationale. Mais à mesure que le marché d'un producteur ou d'une région productrice s'étend, ce marché se confond avec celui des producteurs similaires. L'une des conséquences

Digitized by Google

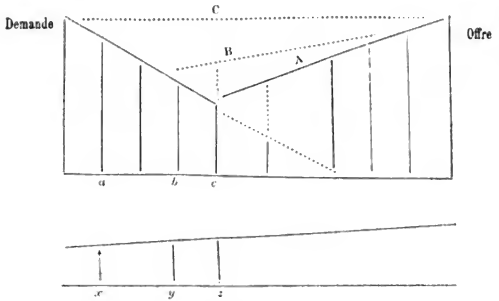
de l'abaissement du coût de transport est par là d'étendre progressivement le champ de la concurrence. Cette concurrence s'exerce finalement sur un seul marché, où se confondent tous les marchés particuliers et qui n'est autre que le marché général du monde. Les consommateurs auront un champ beaucoup plus vaste pour s'approvisionner, les producteurs pourront plus aisément porter leur *offre* sur les points où la *demande* se fera sentir. Le développement des moyens de transport et l'économie dans la dépense du transport entraînent le développement de la solidarité des différentes parties du monde économique, et la formation progressive d'un vaste organisme mondial.

Sur ce marché agrandi, unifié, la concurrence des vendeurs et des acheteurs, tendra à constituer la *valeur* des produits selon les mêmes lois que sur chaque marché local ou national.

Les mêmes produits, réalisés sur des points différents du marché du monde, à des coûts de production différents, seront mis en présence; le coût de production qui tendra à régler le marché, qui constituera la *valeur normale*, sera celui auquel l'offre et la demande s'équilibreront. Imaginez que la demande soit représentée par une série d'ordonnées, dont la grandeur représente l'intensité de l'offre pour chacun des prix d'un produit déterminé, dont l'échelle est en corrélation avec les différents degrés de l'intensité de l'offre, que la demande soit *a* pour un prix *X* du produit, *b* pour Y, *c* pour Z, la demande décroissant d'intensité à mesure que le coût de production s'élève. Imaginez que l'offre du produit soit représentée successivement par A B C, correspondant à trois sièges différents de production, successivement mis en concurrence par le développement des voies de transport. Les différents degrés d'intensité de l'*offre* pour chacun des cercles de production seront indiqués par les ordonnées dont A B C réunissent les sommets.

Digitized by Google

Lorsque A exprimait l'offre du produit avant que la concurrence s'établit entre A B C, l'équilibre de l'offre et de la demande s'établissait pour le coût de production Z. Quand les produits de B entrent en scène, le coût régulateur de production se déplace, il s'abaisse, et l'équilibre de l'offre et de la demande s'établit en y; quand les produits de c viennent concourir avec les autres, l'équilibre de l'offre et de la demande pourra s'établir au coût de production x, une plus grande demande pouvant être satisfaite à un coût de production inférieur, qui sera en ce moment la valeur *normale*.



L'influence de l'abaissement progressif du coût de transport se révèle ainsi à nous sous un double aspect : d'abord, elle détermine l'abaissement de la *valeur normale* du produit; ensuite, il rend la concurrence à la fois plus extensive et plus intensive; il détermine finalement l'unification du marché, et met en présence des *coûts de productions* différents, dont le plus bas tend à constituer la valeur normale du produit, lorsque l'abondance de la production permet de satisfaire à la demande; mais là ne s'arrêtent

Digitized by Google

pas encore son influence ; il excite encore le développement de la production d'une façon d'autant plus énergique que ses effets sont étendus à une région plus vaste. Les producteurs qui espèrent triompher dans la lutte engagée sur le marché agrandi, développent leurs moyens de produire, et accroissent leur production ; ils tendent à réaliser l'équilibre de l'offre et de la demande à leur propre coût de production. C'est dans cet entraînement, cette exaltation de la puissance productive, qu'il faut redouter l'imprévoyance, les effets d'une connaissance imparfaite du marché et des forces de la consommation. Car si l'offre ainsi excitée dépasse l'intensité de la demande, la surproduction, l'abaissement de la valeur courante au-dessous de la valeur normale, sera la sanction redoutable qui atteindra les producteurs.

Les effets de la réduction du coût de transport se sont manifestés dans la baisse actuelle des prix. Considérée sous cet aspect, la crise est une phase de l'évolution économique du monde, comme elle est, au point de vue monétaire, une rupture d'équilibre entre la masse des produits à échanger et l'instrument de leurs échanges. Tel est le caractère de ce phénomène qu'il faut renoncer à expliquer par une cause unique, et dans la complexité duquel se confondent les tendances permanentes qui caractérisent le développement normal de l'humanité et les causes perturbatrices qui accompagnent sa marche progressive d'oscillations profondes.

Mulhall est le statisticien qui a fait jouer à l'économie des dépenses de transport le rôle le plus important dans notre dépression des prix. Il fait le calcul suivant : les moyennes annuelles des importations et des exportations du commerce général du monde ont été pour la période de vingt ans comprise entre 1861 et 1880, respectivement de 1,151,000,000 et 1,023,000,000 de liv. st. La différence est de 128,000,000 de liv. st. Cette somme

Digitized by Google

représente le coût du transport, l'assurance et les charges du commerce. Le tonnage moyen transporté dans le même intervalle a été de 75,500,000 tonnes par an. La charge annuelle par tonne a donc été de 34 shellings; si l'on compare à cette moyenne les résultats de l'année 1884, on constate que l'ensemble de ces charges par tonne est réduit à 23 shellings. Or, d'après M. Mulhall, le fret ou coût de transport absorbe 80 p. c. du total. Le fret eût donc été de 27 sh. en moyenne, par tonne transportée dans le monde, de 1861 à 1880, et en 1880 cette dépense se serait réduite à 18 sh. au plus. L'économie réalisée par tonne, dans le transport général du monde, serait de 9 sh. ou de 5 p. c. de la valeur moyenne des marchandises. La baisse générale des prix étant de 15 p. c. environ d'après Mulhall, l'économie des dépenses du transport expliquerait le tiers de la dépression économique; elle n'en expliquerait que le sixième avec une baisse moyenne de 30 p. c. De semblables calculs ne peuvent être accueillis qu'avec réserve, si ingénieux qu'ils soient. Il n'est pas exact d'abord que l'excédant de la valeur des importations sur les exportations ne représente que les charges du commerce et du transport; il renferme bien d'autres éléments, tels que les revenus des capitaux placés à l'étranger. En second lieu, cette diminution de la charge du transport ne s'est pas accomplie brusquement dans les années qui marquent la dépression des prix, c'est-à-dire depuis 1874, mais elle a été graduelle depuis le commencement de la période; il faut seulement rechercher si l'abaissement du coût de transport a été plus rapide dans les années de dépression, et si l'économie du transport s'applique dans la même mesure à tous les prix.

L'étude de la transformation qui s'accomplit dans la marine marchande nous permet de comprendre l'influence du coût de transport sur les prix. La marine à voile se transforme sous nos yeux en marine à vapeur; là, comme

Digitized by Google

dans les manufactures, il s'opère une économie de travail humain qui se résoud dans une diminution du prix de revient; cette transformation s'accomplit graduellement, mais il n'est pas douteux que le développement de la navigation à vapeur ait été beaucoup plus rapide de 1870 à 1883 que dans les années antérieures. Von Scherzer nous en fournit la preuve manifeste, quand il établit que la part proportionnelle de la marine à vapeur dans les transports, qui n'était que de 30 p. c. en 1860, de 41 p. c. en 1870, est de 66 p. c. en 1881. (1)

La vitesse moyenne d'un steamer est pour les longs cours trois fois plus grande que celle d'un voilier; un steamer d'un même tonnage peut donc effectuer trois fois plus de transports, et c'est ce qui explique comment le tonnage des marchandises effectivement transportées croît beaucoup plus vite que le nombre et la capacité absolue des navires.

Tonnage absolu

1860	1870	1881
10,406,000 t.	15,376,000 t.	28,646,000 t.

Si l'on tient compte du grand nombre de voyages et de la plus grande quantité de trafic qu'accomplissent les *steamers*, on a :

13,686,000 t. 23,458,000 t. 43,222,000 t.

presque un doublement en 11 ans.

A Anvers, de 1870 à 1884, le nombre des arrivages des steamers a plus que doublé; il s'est élevé de 1,745 à 3,784, alors que le nombre des voiliers se réduisait de 2,000 à 935. La diminution du nombre des voiliers et l'augmentation de celui des steamers ont produit ce remarquable résultat de *tripler* le tonnage total des navires, sans modifier sensiblement leur nombre.

(1) Voir pl. XXXV.

Digitized by Google

L'économie du travail, l'abaissement du coût de transport, ont été approximativement indiqués par Mulhall et Von Scherzer ; grâce à la vapeur, le nombre de tonnes transportées, par marin employé, va toujours croissant. D'après Mulhall, il est de 101 en 1850 et s'élève à 388 en 1883, le mouvement progressif ayant été beaucoup plus rapide de 1870 à 1883. C'est encore un des arguments invoqués par Mulhall, pour expliquer la dépression des prix par les influences qui ont agi sur le coût de production et de transport. Pour Von Scherzer, l'accroissement de l'effet utile du marin est moins précipité, quoique considérable : la transformation de la marine marchande présente d'une période à l'autre moins d'inégalité. La marche de ces phénomènes est très importante dans l'explication du mouvement des prix ; la dépression des prix part de 1874 et ne peut s'expliquer que par des causes dont l'influence remonte à cette époque, ou dont l'intensité s'est accrue à partir de cette époque ; l'influence des variations du coût de transport sera d'autant plus profonde, que la transformation des moyens de transport aura été plus rapide et plus générale. Ce qui paraît certain, c'est que le coût de transport par mer a dû subir après 1870, c'est-à-dire pendant la dépression des prix, une réduction plus considérable qu'antérieurement. Il faut en outre tenir compte de l'avilissement du fret résultant d'une concurrence excessive entre les transporteurs et qui est l'un des aspects mêmes de la crise.

L'influence du développement des lignes télégraphiques transatlantiques vient, chose remarquable, s'ajouter à celle de la marine elle-même, et affecte le coût de production. Le télégraphe rapproche le producteur du consommateur, supprime les intermédiaires, ou réduit leurs commissions ; les échanges s'accomplissant plus vite, les stocks tendent à se réduire, et sont de plus en plus soustraits, grâce au télégraphe, aux manipulations onéreuses des spéculateurs.

Digitized by Google

LE COUT DE TRANSPORT ET LES COUTS DE PRODUCTION COMPARÉS DU BLÉ

Mais si nous voulons embrasser l'ensemble des effets des améliorations du transport sur les prix, il faut nous tourner vers les contrées extra-européennes, et surtout les États-Unis et l'Inde. C'est là qu'elles ont produit les plus grands effets. Comme il est arrivé successivement pour tous les peuples de l'Europe, ces nations plus jeunes ou plus attardées passent par leur ère des chemins de fer. L'intensité avec laquelle la concurrence des grains des États-Unis s'est exercée sur le marché européen a dépendu à la fois de la rapidité avec laquelle ils ont pu augmenter leur production, et transporter leurs produits de tous les points du territoire américain sur le marché de l'Europe. Trois circonstances fondamentales ont permis le développement extraordinaire de la concurrence : la première, c'est la grande étendue de terres disponibles, d'un sol léger, facilement cultivable, comportant un emploi général de machines agricoles, susceptible d'être livré à la culture des céréales, presque sans capital de premier établissement et avec un faible capital d'exploitation; la seconde circonstance, c'est la construction rapide de réseaux de chemins de fer à travers ce vaste territoire et qui permirent d'étendre progressivement la culture sur tous les points et de transporter le produit de toutes les régions exploitées; la troisième circonstance, c'est l'abaissement rapide du coût de transport, non seulement de tous les points du territoire agricole aux ports de l'Océan Atlantique, mais de ces ports en Europe.

Les données statistiques rassemblées sur les diagrammes permettent de marquer l'influence que tous ces grands phénomènes ont exercée les uns sur les autres, et sur le prix du grain (1).

(1) Voir pl. XXXV.

Digitized by Google

Le développement des chemins de fer, qui ne dépassait pas 46,844 milles américains en 1869, s'est accéléré à l'époque où l'Europe, pendant une série d'années de mauvaises récoltes, adressa une demande d'aliments plus intense à l'Amérique. Le réseau américain atteignait 93,369 milles en 1880, c'est-à-dire qu'il avait doublé en 11 ans. En 1884, il atteignait une étendue de 125,379 milles.

L'impulsion donnée à la production américaine est corrélative. L'étendue du territoire cultivée en froment s'est élevée, de 1870 à 1880, de 18,992,591 acres à 37,986,717; et la production a suivi la même marche : partie de 235,884,700 boisseaux en 1870, elle atteint 404 millions de boisseaux en 1882.

Les quantités de grains exportées sont en corrélation avec les deux phénomènes et avec l'abaissement graduel du coût de transport par chemins de fer, par canaux, par mer. Il est aisé de se convaincre que le coût de transport du Grand Entrepôt des grains du Far West, de Chicago à New-York, s'est considérablement abaissé. Par boisseau de 33 kil., il est tombé de 24 cents5 en 1868, à 6 cents 6, à peu près le quart, en 1884; par chemins de fer, dans le même intervalle, il s'est abaissé de 42 cents 6 à 13 cents, c'est-à-dire au tiers. De New-York à Liverpool, la baisse a été à peu près graduelle, mais moins profonde. Le fret s'est élevé, en 1873, jusqu'à 21 cents 12, pour s'abaisser à la fin de 1883, à 9 cents 08 par boisseau. Le coût de transport direct de Chicago à Liverpool s'est abaissé, de 1878 à 1883, de 20 et de 30 p.c., selon que le transport de Chicago à la côte s'effectue par chemins de fer ou par canaux.

Par cette unification progressive du marché des céréales, la concurrence s'est établie entre des produits dont les coûts de production étaient très inégaux, et la tendance à la constitution de la valeur normale du blé, d'après le coût de production auquel l'offre et la demande devaient

Digitized by Google

s'équilibrer, s'est manifestée sur le marché du monde comme sur tout marché national.

Il était impossible que sous la pression de la concurrence d'une masse considérable de grains produits avec des dépenses moindres, les prix ne s'abaissassent pas en Europe.

L'Inde nous fournit un autre exemple de l'influence des variations du coût de transport sur la concurrence et sur les prix.

Le développement de la culture des céréales est en rapport, dans l'Inde comme aux États-Unis, avec l'extension des chemins de fer d'abord.

C'est ce que M. Fowler a démontré dans une étude publiée en 1884. Une Commission d'enquête, chargée en 1884 de rechercher les moyens de conjurer les famines dans l'Inde, a démontré que l'accroissement du réseau des voies ferrées devait à la fois étendre la culture des céréales, en faciliter l'exportation, en diminuant leurs frais de transport jusqu'aux ports d'embarquement, en même temps qu'il assurerait une meilleure distribution de ressources alimentaires à l'intérieur du pays, et amènerait le nivellement graduel des prix.

Le mouvement des exportations du froment indien vers nos marchés européens, est en rapport avec l'abaissement du coût de transport. L'ouverture du canal de Suez, l'abaissement des tarifs, viennent joindre ici leurs effets à celui du développement des voies ferrées dans l'Inde ; de 1881 à 1884, le coût de transport de Calcutta en Angleterre est réduit des 3/4 : il est tombé de 71 shellings par tonne à 17 6 sh., et l'exportation s'est élevée de 7 millions et demi de quintaux à 21 millions, en 1883-84.

On peut admettre que l'Inde est en état de produire du grain à un coût de production inférieur du tiers au coût de production de l'État du Dakota, dans le Far West américain, ce qui permettra au froment indien de

Digitized by Google

concourir d'autant plus puissamment avec le froment d'Amérique sur nos marchés que l'exportation sera mieux servie par les progrès des voies de transport. Il est donc permis de conclure que non seulement le froment indien a contribué jusqu'ici à abaisser les prix sur nos marchés, ou à maintenir la baisse, mais qu'il exercera une influence plus certaine encore dans l'avenir.

L'exemple que nous fournit le blé, du développement de la concurrence internationale sous l'influence immédiate du progrès des voies de transport, témoigne à l'évidence que dans la baisse générale des prix, interviennent directement les causes qui agissent le plus énergiquement sur le développement organique de l'humanité ; ce serait méconnaître la grandeur même du spectacle auquel nous assistons que de le nier, comme ce serait manquer à la justice et à la raison de nier ou de dissimuler les misères et les ruines qu'une évolution aussi rapide entraîne avec elle.

Une diminution du coût de transport, accompagnée d'un accroissement considérable de la production à un coût de production inférieur à celui qui réglait antérieurement le prix du marché, voilà les données incontestables du problème que nous essayons d'étudier sous tous ses aspects. Les statisticiens ont tenté de donner la mesure de cet accroissement de la production des céréales ; à l'aide des calculs de MM. Neumann Spallaert et Sauerbeck, nous pouvons admettre que dans l'intervalle de dix ans, de 1871-74 à 1882-84, la production totale du froment dans le monde s'est accrue de 22 p. c., et la production totale des céréales de 24 p. c. La population totale de l'Europe et des États-Unis, de 1873 à 1885 s'était accrue de 14 p. c., en s'élevant de 337,000,000 à 386,000,000. Les subsistances ont donc suivi une progression plus rapide que la population humaine, et les faits observables aujourd'hui contredisent cette loi redoutable de Malthus, selon laquelle

Digitized by Google

la population tend à croître plus rapidement que les subsistances.

On a tenté des évaluations comparatives nombreuses des coûts de production et de transport du blé américain ou indien, et du blé de nos pays d'Europe.

Dans l'évaluation du coût de production, on comprend souvent, outre les avances faites à la culture, des éléments comme la rente foncière qui, théoriquement, n'entrent pas dans les frais de production ; l'impossibilité de séparer complètement la rente de l'intérêt des capitaux incorporés au sol complique encore cette évaluation (1).

Voici le résultat de mes calculs, d'après les éléments reproduits ci-dessus, page 104 ; le fermage n'est pas compris dans le coût de production.

FROMENT

Périodes	Fermage par hectolitre	Salaire par hectolitre	Limite du coût de production profits du fermier compr.
1846-49	francs 3.46	francs 3.10	francs 19 40
1850-54	» 3.65	» 3.20	» 18.53
1855-59	» 4.29	» 3.62	» 20 50
1870-74	» 5.82	» 5.27	» 20
1875 79	» 5.58	» 5.33	» 11.30
1880-82	» 4.92	» 5.25	» 16
1885-89	» 3.73	» 5.25	» 10.93

Des évaluations plus directes fournissaient, vers 1886, les résultats suivants :

Ecole de Gembloux. — Dépenses de culture fr. 9.62
Intérêts des capitaux 2.38
Total fr. 12.05

La ferme de Celles, citée page 107, nous donne (fermage

(1) Voir pl. VII.

Digitized by Google

déduit), pour un produit moyen de 20 hectolitres de froment :

de 1863 à 1875, un coût de production de. . fr. 12.00
de 1875 à 1886, » » . . . 11.25

D'autres calculs de M. de Sébille donnaient pour le bas Luxembourg un coût de production de fr. 15.30 ; à Thines (Brabant), on obtenait 11.52 ; dans les deux cas, en déduisant le fermage.

L'évaluation du coût de production dans le Far West et dans l'Inde nous donne les résultats approximatifs suivants pour l'hectolitre de froment :

États-Unis.	Far West, d'après Randolf. . . .	fr. 7.92
»	» » Kindred.	7.55
»	Minnesota, » Baker	5.88
»	Rivière Rouge d'après Ronna	4.40
Inde.	d'après Lampertico	2.14 à 4.93
»	» Syed	5.00
»	» Wolff et Grandeau.	4.69

Les dépenses fixes de culture se répartissent en Belgique sur un plus grand produit par hectare, puisque le rendement moyen est de 20 hectolitres, alors qu'il n'est que de 10 à 14 aux États-Unis ; mais la Belgique a la charge d'un capital considérable par hectare, il est de 500 à 1000 francs dans la région fromentaire. Kennedy l'évalue dans le Far West à 336 francs en moyenne.

Les pays concurrents ont l'infériorité du coût de transport :

Du Far-West en Europe (Graux), 6.26 l'hectolitre.

De l'Inde en Europe (Graux et Wolff), 6.60 à 6.80 l'hect.

On voit par là que le prix de l'hectolitre de froment, rendu du Far-West sur les marchés de Liverpool, du Havre ou d'Anvers, a pu être porté à 14 francs l'hectolitre (Rossi et Chotteau), et même 13 francs (R. Meyer) ; le blé de l'Inde serait rendu à Londres, d'après Wolff, au prix de fr. 12.89, tous frais compris.

Digitized by Google

RÉACTION DE LA BAISSE DU COUT DE TRANSPORT SUR LA RENTE FONCIÈRE

Son premier effet est de faire abandonner dans nos pays d'Europe, la culture des terres dont le coût de pro'uction est supérieur à celui qui règle le prix du marché, dans les conditions actuelles de concurrence internationale. La statistique belge justifie cette déduction en Belgique : la culture du froment avait déjà, en 1880, été abandonnée sur 1200 hectares.

Un second effet, c'est la baisse de la rente foncière, dont nous avons déjà constaté l'importance. Il s'agit d'en marquer approximativement les limites.

L'application de la théorie de la rente de Ricardo a donné lieu à d'importantes observations. M. Leroy-Beaulieu, dans son remarquable traité *De la Répartition des Richesses*, a pour pensée dominante, que si d'une manière abstraite et générale, la théorie de Ricardo est vraie, elle n'a plus cependant *qu'une portée pratique actuellement insignifiante*. M. Leroy-Beaulieu soutient, non pas comme Fréderic Bastiat ou Carey, que la rente foncière est une catégorie économique qui doit être rejetée de la science, mais qu'elle s'évanouit d'elle-même avec les progrès de la civilisation. Pour lui, des deux causes de la rente : le privilége de fertilité naturelle et le privilège de situation, le premier peut être considéré comme n'existant plus, puisqu'il y abondance dans toutes les contrées du monde de terres vacantes aussi fertiles que les plus fertiles d'Europe ; le second, le privilège de situation va sans cesse en diminuant avec les progrès des moyens de transport. Il y a une large part de vérité, mais aussi une large part d'exagération dans cette thèse optimiste. L'existence aux États-Unis, aux Indes, dans l'Australie, dans le bassin des Amazones ou celui du fleuve Amour, de vastes régions

Digitized by Google

cultivables aussi fertiles que nos meilleures terres, ne fera pas disparaître complètement le privilège de fertilité relative en Europe. *Elle limite ce privilège en le subordonnant à celui de la situation* plus ou moins voisine du marché. Le privilège de fertilité ne disparaîtrait que si la charge du transport s'anéantissait complètement. La mesure du privilège de fertilité sera toujours donnée par l'écart entre le coût de production des terres les plus fertiles de nos pays et le coût de production des moins fertiles de nos terres, dont la culture, dans les conditions de la concurrence internationale, sera nécessaire à la satisfaction de nos besoins.

Le privilège de situation subsiste dans les limites de la charge de transport des produits étrangers, dont la consommation est nécessaire à notre alimentation.

La charge du transport des céréales de l'Inde est de fr. 6.78 par hectolitre, d'après Wolff. Un hectare donne en Belgique de 20 à 22 hectolitres de froment : l'écart total est donc de fr. 135.60 à 149.56 Il faut en déduire les frais de transport des engrais, car les terres vierges de l'Inde ou du Far West n'en supportent pas. De Laveleye évalue les engrais importés en Belgique à 107,000,000 de kilos ; en les supposant appliqués exclusivement aux terres à blé (276,000 hectares en 1880), et à raison de 60 francs de frais de transport par tonne, cette charge est d'un peu plus de 1 franc par hectolitre. La limite extrême du fermage possible serait de fr. 111.60 à 125.56 par hectare. C'est là ce que le propriétaire recueillerait sur une terre belge, dont le coût de production ne dépasserait pas celui du blé du Far West ou de l'Inde nécessaire à nos besoins. De 1885 à 1890, le prix de l'hectolitre de froment sur le marché belge a été de 15 francs en moyenne : en admettant que ce soit la limite extrême de l'abaissement du prix, il correspond à un coût de production du froment importé de 8 francs environ, *le profit de l'importateur compris*. Si le coût de

Digitized by Google

production est en moyenne, en Belgique, de 12 francs par hectolitre, la limite du fermage est de 60 francs, sous déduction des profits légitimes du fermier, en supposant une récolte moyenne invariable de 20 hectolitres par hectare. Ce serait là la moyenne *des effets du privilège de situation* : les terres ayant un coût de production de moins de 12 francs y ajouteraient l'influence réduite d'ailleurs du *privilège de fertilité relative*.

BIBLIOGRAPHIE DE LA NEUVIÈME LEÇON

MULHALL, *History of prices*, 1885. — EGISTO ROSSI, *Gli Stati-Uniti e la concorrenza americana*, 1884. — A. RONNA, *Le blé aux États-Unis d'Amérique*, 1880. — LAMPERTICO, *Atta della Commissione d'Inchiesta per la revisione della tarifa doganale. Parte agraria*, 1885. — K. VON SCHERZER, *Das wirthschaftliche leben der völker*, 1885.— P. LEROY-BEAULIEU, *Traité de la répartition des richesses; — Anvers port de mer*, 1 vol. 1885.

Digitized by Google

DIXIÈME LEÇON

LES CAUSES DE LA DÉPRESSION

LE COUT DE TRANSPORT, DE PRODUCTION ET LES LOIS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

L'étude de la seconde classe des causes de la dépression des prix est inséparable de celle des lois fondamentales de l'évolution des sociétés industrielles et du développement historique de la production des richesses. L'une de ces lois appartient à l'ordre moral, une autre appartient à l'ordre physique. La première exprime la direction constante de l'effort productif de l'homme ; la seconde exprime la résistance de la nature ; la première est la tendance de l'homme, dans le domaine économique, à réduire incessamment la quantité de travail nécessaire pour produire ou acquérir la richesse ; cette tendance persiste dans toute l'évolution économique des nations ; c'est de cette loi morale que l'un des fondateurs de la science, Adam Smith, a déduit tout l'enchaînement des phénomènes économiques. La seconde est la loi de productivité du sol et des mines, la plus importante de la science économique, suivant laquelle on ne peut obtenir d'accroissements successifs de produits qu'en appliquant à ces agents naturels des quantités de travail et de *capital plus que proportionnelles*. La tendance

Digitized by Google

est donc à l'élévation indéfinie du coût de production. C'est cette loi qui pénètre d'un sombre pessimisme l'œuvre de Ricardo et de Malthus.

Mais la marche ascensionnelle du coût de production est refoulée, contrariée ou retardée pour les causes qui permettent à un peuple d'obtenir un excédant de nourriture autrement qu'en appliquant à son sol des quantités nouvelles de capital et de travail. Aussi longtemps que les frais de transport sont assez élevés pour décourager l'importation, les prix du marché national sont réglés par le coût de production des terres ou des mines les moins productives du pays *dont la culture ou l'exploitation sont nécessaires aux besoins de la consommation* ; mais à mesure que les frais de transport s'abaissent et que le marché international se constitue et s'étend, la concurrence de terres plus fertiles ou de mines plus riches intervient de plus en plus énérgiquement pour régler le prix du marché; le coût de production des terres et des mines *les moins productives, dont l'exploitation est nécessaire*, règle toujours le prix du marché ; mais la productivité des terres et des mines est désormais *relative* à l'ensemble des pays concurrents et elle correspond à un coût absolu de production *inférieur* à celui qui réglait tout à l'heure le marché national.

L'abaissement progressif du coût de transport, qui n'est qu'une expression particulière de la loi morale qui régit l'évolution économique, suspend ainsi ou retarde l'opération de la loi physico-chimique à laquelle les agents naturels sont soumis. L'économiste qui serait surtout frappé dans la dépression des prix, de l'action de ces causes générales affectant la *valeur normale* des produits, lui donnerait une explication particulièrement optimiste. Telle est, par exemple, la tendance de MM. Mulhall et P. Leroy-Beaulieu.

L'abaissement du prix du blé n'est pas le seul exemple

Digitized by Google

de ces changements profonds dans la valeur normale, qui accompagnent l'évolution progressive du transport et de la production. Le coton, la laine, le sucre, le cuivre, le fer, le charbon, le café, le thé, nous fournissent d'autres éléments, au moins partiels, d'explication.

Considérons le coton d'abord. Il est facile de se convaincre que le mouvement de son prix est en rapport avec le développement de sa production. La guerre de sécession aux États-Unis et l'abolition de l'esclavage en ont réduit considérablement la production et élevé les prix à des taux extraordinaires; l'impulsion donnée depuis lors à la production aux États-Unis a été telle que la production, en 1885-86 y dépasse, de 70 p. c. la production totale de 1872-73. En y joignant les produits de l'Inde, du Brésil, de l'Égypte, on constate dans l'intervalle un accroissement total de production du tiers environ; la baisse des prix est corrélative, mais encore plus profonde, elle va jusqu'à 37 p. c.; l'importation en Angleterre n'a cessé de croître : de 24.8 liv., par habitant, en 1860-64, elle atteint 41.2 liv. en 1880-84.

La production de la laine et son importation en Angleterre suivent une marche graduelle : les apports des principaux pays producteurs, l'Australie, la République Argentine, le Cap, sont tels, que les importations anglaises, qui ne dépassaient pas 104,000,000 de livres en 1854, atteignaient 307,000,000 en 1870-74, d'après Giffen, et 481,000,000 en 1880-84, dix ans après. L'importation persiste à croître en Angleterre, bien qu'elle ralentisse sa marche. Les prix s'abaissent depuis 1873.

Les quantités de sucre produites dans le monde ont subi des accroissements énormes en peu d'années.

De 1872-74 à 1884-85, la quantité de sucre de cannes produite s'est élevée de 1,240,000 tonnes à 1,637,000, et la quantité de sucre de betterave a plus que doublé dans le même intervalle; chose remarquable, la production de

Digitized by Google

l'Allemagne égale, en 1884-85, la production de l'Europe entière, en 1872-74. Dans son ensemble, la production sucrière s'est élevée de 2,382,000 tonnes à 4,269,000, mais elle fléchit en 1885-86 M. Sauerbeck l'estime à 3,712,000; l'accroissement moyen des dernières années serait encore de 68 p. c. Le prix du sucre n'a cessé de décroître pendant cette marche progressive de la production, mais il a fléchi profondément en 1884, et une contraction dans la production s'en est suivie.

Le cuivre fournit un nouvel exemple d'autant plus intéressant que là, comme pour le blé, des sources nouvelles de production ont été récemment exploitées; l'Espagne et le Portugal, les États-Unis ont, depuis quelques années à peine, accru énormément leur production; elle a pour l'ensemble du monde presque doublé depuis 1873. Là encore, la baisse des prix est considérable : elle a été de plus de 50 p. c. relativement à la moyenne des prix de 1867 à 1877.

CONCEPTION SYNTHÉTIQUE NÉCESSAIRE DE L'EXPLICATION DE LA CRISE

Dans tous ces cas, comme dans le développement de la production du froment, l'accroissement de la production est plus rapide que celui de la population humaine. Il est impossible de ne pas faire intervenir, dans l'explication de ces phénomènes, l'abaissement du coût de production, soit que le coût de production réglant la valeur normale des produits ait diminué par suite de la mise en exploitation de nouvelles terres, de nouveaux gisements, plus riches, soit qu'il ait diminué par suite du perfectionnement des moyens de produire dans les régions déjà exploitées;

Digitized by Google

la baisse de la valeur normale a provoqué une expansion progressive de la consommation.

La continuité des phénomènes, la corrélation de la production et des prix pendant de longues séries d'années, corrélation dont le cuivre, le coton, le sucre, fournissent de beaux exemples, révèlent d'incontestables réductions dans les dépenses de production.

Mais est-il possible d'expliquer exclusivement par cette cause la dépression actuelle des prix ? et faut-il proscrire l'intervention de la contraction de la monnaie, la surproduction, ou la diminution de la consommation, rompant également l'une et l'autre l'équilibre entre l'offre et la demande des produits?

Pour se convaincre que des causes multiples ont affecté les prix, il suffit de suivre dans les dernières années les courbes de la production même des principaux articles, comme le fer, le coton, le sucre ; dans ces trois industries la production se réduit dès 1882, preuve manifeste ou d'une production antérieure excessive, ou d'une diminution des forces de la consommation elle-même.

Mais l'influence de la monnaie elle-même peut parfaitement se concilier avec celle de la diminution du coût de production. Dans l'abaissement extraordinaire de certains prix, il y a place manifestement pour l'opération de plusieurs causes et je ne parviens pas à comprendre la persistance des économistes les plus éclairés à demander à une cause unique l'explication d'un phénomène aussi complexe. Si la masse monétaire était restée avec la masse des marchandises dans le même rapport qu'antérieurement, la dépression des prix devrait être toute entière rapportée aux changements dans la valeur normale ou dans la valeur courante des produits.

Mais il n'en est pas ainsi : pour se convaincre à la fois de la complexité des causes de la crise et de la probabilité de l'influence de la monnaie, il faut embrasser un plus

Digitized by Google

grand ensemble de phénomènes, et mettre en présence l'accroissement de la production des marchandises et les variations qui se sont opérées depuis 1849-50 dans le stock monétaire.

M. Sauerbeck a calculé pour quatre périodes distinctes, de 1848-50 à 1883-85, les accroissements des quantités de denrées alimentaires et de matières premières produites dans le monde.

De 1850 à 1860, la production s'est accrue de 30 p. c., de 1860 à 1872-74 de 37 p. c., de 1872-74 à 1883-85 de 17,5 p. c.

Pendant cette évolution de la production, les causes affectant la valeur normale, le coût de production, ont évidemment agi dans le sens de l'abaissement, et cependant, chose remarquable, pendant la première période de 1848-50 à 1861-63, l'élévation des *prix* a été constante, malgré l'influence des causes agissant sur le coût de production et malgré l'accroissement rapide de la production. La moyenne générale des prix s'est élevée de 24 p. c., proportion autour de laquelle oscillent les proportions d'accroissement des denrées alimentaires et des matières premières.

Le contraste entre cette phase ascensionnelle des prix et la phase ultérieure de 1874 à 1885 est d'autant plus saisissant que la baisse actuelle des prix est pour l'ensemble de 30 p. c. environ, alors que le mouvement d'accroissement de la production s'est ralenti, puisque pour l'ensemble des marchandises, il n'est plus que de 17.5 p. c. Si large que l'on puisse et que l'on doive faire la part des améliorations dans les voies de transport et des réductions des frais de production, le contraste ne reste pas moins remarquable ; et l'on sera invinciblement porté à admettre l'intervention de la monnaie dans l'histoire des variations des prix, quand on songera que de 1849-50 à 1860, le stock monétaire, après les découvertes

Digitized by Google

de l'Australie et de la Californie, s'est accru de 2.9 p. c. chaque année; que cet accroissement, dans la période décennale suivante, s'est abaissé déjà à 1.32 p. c. par an, et que de 1870 à 1884, il se réduit à 1.11 p. c. par an. De telle sorte que l'on est amené à conclure que de 1850 à 1860, l'influence, sur les prix, de la diminution du coût de production et de l'accroissement rapide de la production elle-même, a été contrebalancée par l'augmentation de la masse monétaire, et que les prix non seulement se sont soutenus, mais se sont en moyenne élevés de 10 à 25 p. c., par suite de l'augmentation même de la masse de monnaie destinée à servir à la fois de mesure des valeurs et de moyen d'échange. Pendant la période actuelle, au contraire, les influences des causes qui agissent sur le coût de production et sur l'offre et la demande des produits, n'ont plus été contrebalancées par l'augmentation du stock monétaire, et la chute des prix a été la conséquence de cette rupture d'équilibre.

On voit qu'il est possible de s'élever à une conception synthétique de la crise dans laquelle interviennent les causes multiples de ce grand phénomène.

LE COUT DE PRODUCTION ET LES MACHINES EN GÉNÉRAL

Le coût de production d'une marchandise se compose essentiellement de la somme des efforts et des sacrifices de l'homme.

La tendance fondamentale est à la réduire incessamment. Les grands réducteurs de la dépense de travail sont la division du travail et les machines. Par la division du travail, on applique la force productrice de chaque travailleur à un petit nombre d'opérations toujours les

Digitized by Google

mêmes, et aux opérations les mieux appropriées à son degré de force et d'habileté, et l'on donne ainsi au travail humain la plus grande efficacité possible; par l'emploi des machines, on épargne directement le travail humain, en lui substituant les forces physiques de travailleurs aux muscles d'acier, dont l'emploi est beaucoup moins onéreux que celui du travail de l'homme.

L'exploitation de la houille, en Belgique, occupe cent mille ouvriers, mais les machines viennent ajouter à leur force une puissance productive qu'une population de plus de neuf cent mille hommes pourrait seule appliquer à la production minérale. Il est naturel d'attendre du développement moderne de l'économie internationale une extension de la division du travail et un accroissement de la force des machines employées dans l'industrie; et des économistes, comme MM. Leroy-Beaulieu, Mulhall, les commissaires de l'enquête anglaise et de l'enquête américaine, soutiennent avec raison que l'abaissement du coût de production est l'une des causes (quoique secondaire à mes yeux) de la baisse actuelle des prix. Plus s'étendront les débouchés, plus aussi la production sur une grande échelle est rendue possible, plus, par conséquent, l'emploi des moyens puissants de production se généralise; plus vaste sera le champ de la concurrence et plus générale sera la tendance à l'abaissement du coût de production. Il y a une corrélation étroite entre tous ces phénomènes, et l'organisme de la production s'adapte aux conditions économiques, comme les êtres organisés s'adaptent à leur milieu physique.

Mais la difficulté du problème sera de mesurer ici avec exactitude l'influence de l'abaissement du coût de production sur les prix, et de mettre exactement en rapport la transformation des moyens de produire avec la dépression actuelle des prix.

Si nous considérons d'abord le développement général de

Digitized by Google

la puissance productive, nous constatons que depuis 1850 jusqu'en 1885, la force des machines appliquées exclusivement à la production des richesses, a sextuplé dans le monde : en Belgique, le mouvement a été sensiblement plus rapide que le mouvement général du monde, car, de 1846 à 1885, la puissance des machines a plus que sextuplé. Nous pouvons exprimer cette force des machines en force humaine équivalente, et en admettant que l'unité de force de la machine, le cheval vapeur, équivaille à 21 hommes de peine, nous voyons que le nombre des travailleurs mécaniques, automatiques, qui sont venus se joindre aux travailleurs vivants, s'est élevé de 1,059,135 en 1846 à 6,678,672 en 1885, et la population ouvrière vivante employée dans l'industrie n'a jamais atteint 800,000 âmes en Belgique; chaque travailleur vivant a ainsi en moyenne aujourd'hui 8 travailleurs de fer et d'acier pour collaborateurs.

De période en période, le nombre de ces collaborateurs automatiques ajoutés à chaque travailleur humain va croissant, et cet accroissement donne une indication générale de l'économie réalisée dans le coût de production des richesses; moins grande sera la part relative du travail de l'homme, dans la production, et plus considérable sera l'abaissement du coût de production, du prix normal des produits.

Il est possible de se faire une idée nette de la composition de la puissance productrice à diverses époques, et de rendre saisissable la tendance à l'abaissement général du coût de production. Mulhall a rassemblé sur le développement de la puissance productrice du monde des données à l'aide desquelles j'ai fait les calculs qui suivent. En 1850, il y a presqu'équilibre entre la force des machines et celle de l'homme.

La part relative du travail humain décroît progressivement.

Digitized by Google

Périodes	Travail humain	Machines	Force totale
1850	45	55	100
1860	33	67	—
1870	24	76	—
1880	19	81	—
1885	17	83	—

Il est aisé de voir que l'intervention de la machine dans la puissance productrice s'est, depuis 1850, accrue de 5/10 environ, et que, de 1870 à 1885, le développement des machines a été tel qu'il suffit aujourd'hui de moins de 5 hommes pour accomplir le travail que 6 hommes eussent accompli avec les moyens de 1870. En Belgique, nous pouvons établir avec une suffisante approximation, les relations de la force du travail humain à celle des machines à différentes époques successives, bien que nous n'ayons sur notre population industrielle vivante de données positives que pour 1846 et 1880; en 1846 le travail de l'homme était comme 40, celui des machines comme 60; la part relative du travail humain s'est abaissée graduellement, au point d'être en 1880 comme 11.4, pendant que celle des machines est de 88.6, et j'évalue en 1885, ces parts relatives à 10 et 90.

L'inégale distribution des forces des machines dans les différents États de l'Europe, révèle les inégalités de puissance productrice. Il y a, en effet, une distance considérable entre la Grande-Bretagne, dont la force productrice est pour plus des 3/4 empruntée à la vapeur, et pour moins de 1/4 au travail humain, et la Russie, qui n'emprunte à la vapeur que 10 p. c. de sa force de travail.

Le coût de production tend naturellement à s'abaisser à mesure que s'accroît la puissance de l'homme, par le concours des machines, et que se réalise l'épargne du travail humain. Pour saisir le rapport des changements de cette puissance avec les prix des diverses marchandises,

Digitized by Google

il faudrait connaître exactement les variations de la productivité du travail, ce qui implique la connaissance de la grandeur du produit total et du nombre de travailleurs dans chaque industrie. Il faudrait surtout réussir à dégager l'abaissement réel du coût de production des circonstances qui le masquent. C'est ainsi que de 1850 à 1865, la force des machines s'accroît avec une vitesse remarquable chez les peuples les plus industriels, comme l'Angleterre et la Belgique, et cependant nous constatons que les prix obéissent à un mouvement d'élévation jusque vers 1865; c'est que l'influence de l'accroissement de la quantité de monnaie, tendant à élever les prix, dissimule l'influence contraire du coût de production qui, en s'abaissant, tend à abaisser les prix.

De 1870 à 1880, la puissance des machines s'est accrue dans le monde chaque année, de plus du dixième de la puissance totale qu'elles avaient atteinte en 1870; en chiffres absolus, 365,000 chev. vap. sont venus s'ajouter chaque année à tous ceux qui activaient déjà l'industrie, ce qui représente un accroissement annuel équivalent à une population de 7,665,000 hommes de peine, ou 21,000 ouvriers d'acier par jour. De 1880 à 1885, la proportion d'accroissement s'abaisse, elle n'est plus dans le monde que de 303,000 chev. vap., soit encore l'équivalent de 6,380,000 hommes de peine. Mais il faut serrer les faits de plus près. En Belgique, le développement des machines, de 1870 à 1875, au début de la crise, est plus rapide qu'antérieurement; de 1875 à 1880, dans la phase de brusque dépression des prix, il y a un ralentissement énorme dans le progrès des machines, qui concorde manifestement avec le découragement de l'esprit d'entreprise; après 1880, le développement des machines reprend avec une énergie sans précédents, comme stimulé au plus haut degré par la lutte pour l'existence.

La statistique reproduit ces phases dramatiques du

Digitized by Google

phénomène. Voici le résultat de nos calculs pour la Belgique :

Périodes	Force des machines dans l'industrie	Accroissement p.c. dans l'intervalle
1850	100	
1860	195	95
1865	266	71
1870	346	80
1875	446	100
1880	475	29
1885	623	148
1890	746	123

A l'encontre de la période antérieure à 1865, la diminution du coût de production, loin d'être dissimulée par une baisse de la valeur de la monnaie, concourt depuis 1873 avec la hausse de la valeur monétaire. Il est impossible de fixer rigourensement leurs parts relatives. Mu.hall a voulu évaluer la portion de la baisse générale des prix due au progrès des machines; il admet que de 1870 à 1885, pendant que l'épargne du travail humain est de 17 p. c., le coût de production se réduit de 6 p. c. et qu'une réduction nouvelle de 5 p. c. est à attendre dans les dix années qui suivront. Quand on songe que la dépression moyenne des prix atteignait 23 p. c. en Belgique en 1885 et 30 p. c. en 1890, on se convainc de plus en plus que la diminution du coût de production n'est qu'un facteur du grand phénomène que nous étudions; mais la conviction se fortifie en moi cependant, que depuis 1880, l'influence des machines et des procédés industriels sur les prix a dû aller en croissant.

INFLUENCE SPÉCIALE DES MACHINES

L'influence des machines ou des nouveaux procédés industriels sur les prix ne s'est pas uniformément appliquée

Digitized by Google

à toutes les marchandises; il en est qui ont été profondément affectées par les transformations mécaniques, il en est d'autres qui ne l'ont été que faiblement ou indirectement.

L'Enquête américaine a rassemblé des faits d'un vif intérêt sur la marche de certaines industries : dans les manufactures de souliers des États-Unis, on accomplit avec 100 ouvriers le travail qui en eût exigé 500 auparavant. Le déplacement du travail humain est des $^8/_{10}$. Il y a aujourd'hui dans le monde 3,100 machines à fabriquer les souliers, produisant 150,000,000 de paires de souliers par an, en réalisant des économies de main-d'œuvre énormes. M. Mulhall évalue à 5,000,000 le nombre des machines à coudre en mouvement dans le monde, accomplissant le travail de 60,000,000 de femmes et réalisant des réductions du coût de production du vêtement. Le faible coût de production du grain aux États Unis n'est pas due seulement à la fertilité du sol, à l'abaissement du coût de transport, il est dû encore à l'emploi des machines; dans son beau livre sur la *Concurrence américaine*, Rossi décrit la vaste exploitation agricole de M. Dalrymple, dont l'étendue atteignait 30,000 hectares; lors de la moisson, il vit 115 moissonneuses à vapeur répandues sur cette vaste culture, placées à la file les unes des autres, soumises à un commandement unique, ressemblant de loin à des batteries d'artillerie de campagne.

Il leur suffit de 12 jours pour achever la moisson; le blé est battu en campagne; 21 batteuses à la mécanique battent chacune 363 hectolitres par jour, et il suffit de 25 hommes et de 20 chariots pour transporter le grain aux batteuses et des batteuses au chemin de fer, où il est chargé. Le travail humain est encore épargné dans la fabrication même des instruments de travail agricoles. Le Rapport américain signale que dans les ateliers où l'on fabrique l'outillage agricole dans l'Ouest, l'épargne réalisée

Digitized by Google

sur le travail humain est des trois quarts à peu près, depuis *quinze ou vingt ans* seulement; avec 600 hommes, on obtient le même produit qu'antérieurement avec 2,145 hommes.

C'est dans les industries textiles que l'économie du travail est la plus grande : un fileur au rouet, travaillant 56 heures, filait 5 écheveaux du n° 32. A l'époque présente en Angleterre, avec une paire de métiers ayant 2,124 broches, un fileur, assisté de deux enfants, produit pendant le même temps 55,098 écheveaux.

Dans la verrerie, et surtout dans la fabrication des jarres et de certaines bouteilles, on a réduit le nombre des ouvriers de 6 à 1. Dans la fabrication du papier, une seule machine nouvelle destinée à sécher et à couper le papier, permet à 4 hommes et à 4 jeunes filles de faire, et beaucoup mieux, l'ouvrage de 100 personnes.

Dans la fabrication des métaux et des produits métalliques, l'épargne du travail humain est évaluée aux États-Unis, dans l'ensemble, à 33.3 p. c. Dans la fabrication de la fonte, la main d'œuvre est réduite du cinquième, et dans les aciéries, par suite de diverses améliorations de fabrication dans les dix ou quinze dernières années, le nombre des ouvriers nécessaires pour accomplir la même production est tombé de 10 à 1.

On peut se convaincre, par ces données, que les variations inégales constatées dans les prix peuvent se rattacher en partie à la cause que nous étudions, aux changements plus ou moins profonds accomplis dans le coût de production.

INFLUENCE SPÉCIALE DES MACHINES ET DES PROCÉDÉS INDUSTRIELS EN BELGIQUE

Il faudrait pouvoir marquer en Belgique l'influence que la transformation des moyens de production a exercée sur

Digitized by Google

le prix de revient. Mais le problème est d'une extrême complexité.

J'ai rappelé plus haut que les variations de l'effet utile de l'ouvrier houilleur, par exemple, dérive en partie de l'agent naturel et des couches exploitées, en partie du travail, en partie du capital; ici même les influences sont complexes : la concentration du nombre de sièges d'extraction est l'un des efforts persistants du siècle; la transformation des voies de transport, l'emploi des chevaux à l'intérieur, les dispositions meilleures de l'exploitation, l'épargne du travail humain, le plus grand effet utile de l'ouvrier, en sont la suite. MM. Timmerhans, Jottrand, Harzé, ont signalé les progrès des moyens mécaniques d'extraction, le perfectionnement de l'outillage en général; l'amélioration de l'aérage, à elle seule, a soustrait l'ouvrier au chômage par les chaleurs extrêmes de l'été et augmente son produit. Ce sont là des causes continues qui ont opéré longtemps avant la crise, et dont l'homme oppose l'opération à la loi fondamentale de productivité décroissante de l'agent naturel; mais il est légitime d'admettre qu'elles ont agi avec plus d'énergie pendant la crise; jamais l'effet utile ne s'est accru plus rapidement que dans la dernière période : l'accroissement de 1851-60 à 1861-70 fut de 15 tonnes, de 1861-70 à 1871-80 de 8 tonnes, et de 1871-80 à 1881-90, il a été de 29 tonnes.

Les inégalités du coût de production de pays à pays jouent un rôle de plus en plus important. Si la baisse générale des prix révèle dans quelle mesure l'ensemble du monde est affecté par la crise, les inégalités du prix de revient d'un produit donnent la mesure de l'intensité avec laquelle chaque peuple est spécialement frappé; plus les dépenses de production doivent rester considérables, et plus l'industrie est menacée.

L'exemple de l'industrie houillère est l'un des plus graves qui puissent être soumis à notre étude. Les charbons

Digitized by Google

belges ont à lutter, soit sur les marchés étrangers, soit en Belgique même, avec les charbons anglais, allemands et français. L'inégalité des coûts de production se révèle dans les quantités de houille extraites en moyenne par ouvrier; plus ces quantités sont élevées et plus la puissance productrice est grande, plus faible est la quantité de travail nécessaire pour obtenir le même produit, moindre en général est la résistance de la nature. C'est en Belgique que la production moyenne par ouvrier est la moindre : la production moyenne en France, en Allemagne, en Angleterre, forment les degrés supérieurs d'une échelle de la productivité.

C'est à la nature des choses que cette inégalité est due avant tout, au développement historique de la production ensuite; la faible épaisseur des couches de charbon est l'élément naturel le plus important de l'infériorité de nos mines; à côté de cet élément physique, il est un élément historique d'infériorité : en effet, à mesure que l'exploitation minérale se prolonge, que la mine s'approfondit, l'homme rencontre une résistance croissante, il doit, pour obtenir le même produit, faire un effort plus considérable. Le coût de production tendrait ainsi à croître de plus en plus; et c'est ce qui détermine pour les besoins de l'extraction des eaux et de la houille, pour l'aérage, une application toujours plus considérable de machines. Un diagramme met en présence les principaux éléments du problème, les aspects de la lutte de l'homme contre la nature (1).

L'emploi des machines, la transformation des procédés, l'effort de l'ouvrier, ont réussi à élever progressivement la quantité de houille extraite en moyenne par travailleur, en dissimulant l'action persistante de la loi naturelle.

Mais les mêmes efforts ont été accomplis par les nations concurrentes et il est facile de se convaincre que nous

(1) Voir planche XV.

Digitized by Google

n avons pas réussi à faire disparaître les inégalités du coût de production. La puissance productrice des nations concurrentes, s'est même accrue plus rapidement que la nôtre. C'est ce que révèlent les chiffres établies par M. Harzé :

Rendement annuel de l'ouvrier

Périodes	Belgique	France	Prusse	Angleterre
1851-60	123 tonnes	137	151	»
1861-70	138	152	205	»
1871-80	146	163	224	276
1881-90	175	200	280	314

Dans la dernière période, l'effet utile s'est accru en Belgique de 20 p. c., en France de 23 p. c., en Prusse de 25 p. c., en Angleterre de 14 p. c. Ce qui révèle le progrès de la productivité des nations concurrentes, c'est ce double phénomène d'une diminution relative de nos exportations de houille, et d'un accroissement constant dans nos importations de houilles étrangères. Celles-ci n'atteignaient en moyenne que 70,206 tonnes en 1851-1860, 174,522 en 1861-70, elles s'élevaient à 1,323,162 tonnes en 1881-90, par année. L'accroissement annuel moyen de nos exportations, qui était de 1,323,162 tonnes en 1861-70, s'est réduit depuis lors à une quantité qui oscille entre 888,799 tonnes et 910,452. Le coût de production des nations les plus favorisées tend ici encore à régler le marché international. C'est l'effet, constaté pour le blé, de la réaction contre la loi de productivité des agents naturels.

L'épargne du travail humain réalisée par les divers progrès de la productivité est considérable : si l'effet utile de l'ouvrier était resté en 1871-80 le même que de 1861 à 1870, 138 tonnes au lieu de 146, la population minière eût été de 109,000 travailleurs au lieu de 103,096; s'il eût été

Digitized by Google

le même en 1881-90 qu'en 1861-70, au lieu de s'élever à 175 tonnes, le nombre des travailleurs eût atteint 132,700 au lieu de 104,964; de la période 1871-80 à la période de 1881-90, l'élévation de l'effet utile correspond à une épargne du travail de 20,536 ouvriers moyens. La diminution *effective* du nombre *absolu* des ouvriers employés, correspond à une production croissante, et que j'ai rendue sensible (1); la réaction cruelle qui s'est exercée sur la population minière par les contractions et les fluctuations de la demande de travail, marquent l'un des aspects de la crise, l'un des plus redoutables, l'instabilité de l'emploi des travailleurs.

L'étude de l'industrie du zinc nous révèle des progrès analogues dans la productivité du travail, l'épargne du travail humain, qui expliquent en partie la baisse des prix (2). A la Vieille-Montagne, qui nous a fourni des données précieuses, l'evolution industrielle a présenté les phases suivantes :

Périodes	Productivité par ouvrier	Salaires par tonne
1838-46	4.32 tonnes	121.60 francs
1847-56	3.62 »	183.30 »
1857-66	4.76 »	158.30 »
1867-76	5.90 »	158.70 »
1877-86	7.24 »	137.30 »

Dans les quatre dernières périodes, l'effet utile du travail va croissant, pendant que le salaire moyen payé par tonne va décroissant. Nous surprenons là l'opération des causes générales tendant à réduire le coût de production. De 1867-76 à 1877-86, le salaire par tonne décroît de 13.5 p. c. Néanmoins le salaire annuel de l'ouvrier tend à augmenter d'une période à l'autre et le gain de l'entreprise, par ouvrier moyen aussi bien que par tonne, à diminuer.

(1) Voir planches XIV et XV.
(2) Voir planche XIX.

Digitized by Google

L'épargne du travail humain est saisissante. Si l'effet utile était resté le même en 1877-86 qu'en 1867-76, il eût fallu pour réaliser le produit de 48,427 tonnes, 8,200 travailleurs au lieu de 6,683 réellement employés. C'est pourquoi, pendant que la production absolue s'est dans l'intervalle accrue de 20 p. c., le nombre *absolu* des ouvriers occupés a pu décroître de 2 p. c. et s'abaisser de 6,840 à 6,683.

La baisse du prix de l'acier est due dans la plus large mesure à la diminution du coût de production : cette diminution est continue depuis 1864, époque de l'introduction en Belgique du procédé Bessmer, mais cette cause générale ne peut expliquer toute la baisse des prix.

La dépression rapide qui suit 1874, contre-coup de la hausse de 1870 à 1873, s'expliquera tout à l'heure.

Les moyennes décennales révèlent mieux les variations du coût de production.

1864	496.00 fr.	par tonne
1861-70 . . .	368.89	»
1871-80 . . .	207.41	»
1881-90 . . .	136.45	»

L'allure du mouvement de baisse du coût de production serait ainsi moins rapide de la seconde à la dernière période.

Dans la verrerie, la pression de la concurrence étrangère a provoqué les progrès de la technique. Les fours à bassins, substitués aux fours à pots, réalisent une économie de 30 p. c. sur le combustible et augmentent de moitié l'effet utile de l'ouvrier; en même temps, le nombre proportionnel des enfants employés s'accroît. Dans la cristallerie, les premières machines à tailler, qui suppriment complètement la main-d'œuvre, ont été installées en 1880, en Belgique.

L'introduction des machines dans les briqueteries permanentes a réduit au sixième, d'après l'Enquête, le

Digitized by Google

nombre d'ouvriers nécessaires pour la fabrication d'une même quantité de briques. C'est ce qui explique la dépression et le chômage des ouvriers appliqués à la production à la main, et dont la population atteint 20,000 âmes dans le canton de Boom.

L'introduction des moules dans la fabrication des cigares a augmenté l'effet utile de l'ouvrier au point d'en réduire le nombre de 10 à 2, d'après l'Enquête. C'est ce qui explique les souffrances des ouvriers cigariers, que les sacrifices de nombreux patrons ont à peine réussi à adoucir. La concurrence du tissage mécanique, dans l'industrie cotonnière, au tissage à la main, a réduit les prix de main-d'œuvre de 50 p. c. à Braine-l'Alleud, d'après l'Enquête, et communiqué au travail une grande instabilité. La prolongation du temps du travail dans l'industrie à la main en est la suite. La cordonnerie à la main, sous la pression de la concurrence mécanique, donne à Thuin le même exemple de la baisse des salaires et de l'excès de durée du travail.

LE COUT DE PRODUCTION, LA PRODUCTIVITÉ ET LA DURÉE COMPARÉES DU TRAVAIL

J'ai montré plus haut avec plus de précision qu'on ne l'a fait, le rapport qui existe entre la force du travail et l'alimentation du travailleur. On a vu que l'amélioration de ces conditions matérielles est indéniable, et que la productivité du travail s'est certainement accrue en Belgique; mais déjà on a pu se convaincre que des inégalités de puissance subsistent entre les nations. Elles se traduisent par des inégalités de coût de production.

M. Th. Brassey a rassemblé dans deux livres publiés en 1872 et 1879 (le dernier sous la préoccupation même de

Digitized by Google

la crise) : *Work and Wages; Foreign work and Engl. Wages*, le résultat de trente-six ans d'observations de son père, entrepreneur célèbre, qui a construit des chemins de fer dans un grand nombre de pays. Un cas très intéressant nous est donné dans la construction des chemins de fer en France : 10,000 hommes travaillèrent à celui de Paris à Rouen, parmi lesquels 4,000 ouvriers anglais; au chemin de fer de Dieppe, il y eut à la fois des Anglais, des Français et un assez grand nombre de Belges occupés; il fut donc possible de comparer à peu près dans les mêmes conditions la productivité du travail des Français, des Anglais, des Belges. Partout le salaire des Anglais était le plus élevé, le salaire des Belges à Dieppe, inférieur à celui des Anglais, dépassait celui des Français, et, en général, le travail des Anglais parut encore le plus avantageux. C'est sur ces faits et d'autres encore que Brassey a basé cette thèse exprimée sous une forme paradoxale : *que le travail à bon marché peut devenir très cher et même être plus cher*. Des ouvriers payés à la journée peuvent ne recevoir qu'un salaire très bas et paraître à première vue fournir du travail à bon marché, mais ces ouvriers plus faibles, moins habiles, plus mal nourris, n'auront qu'un effet utile médiocre, et dès lors le coût de leur travail par unité produite, pourra s'élever plus haut que le coût du travail d'autres ouvriers, qui, bien que recevant un salaire supérieur, ont encore une puissance productive plus que proportionnelle à leur salaire journalier.

Brassey cite encore à l'appui de sa thèse d'autres exemples : dans l'agriculture, dix laboureurs irlandais ne produisent pas plus que quatre Anglais. Des ouvriers employés simultanément en Irlande et en Angleterre à la construction de chemins de fer, recevaient 2.07 par jour en Irlande, 4.37 en Angleterre, et cependant la construction était beaucoup plus coûteuse en Irlande, parce que les Irlandais ne pouvaient physiquement donner la même

Digitized by Google

quantité de travail que les Anglais. Dans le pays de Galles, il y a des houillères aussi favorisées par la nature que dans le Northumberland ; et cependant la productivité du travail est moindre dans le pays de Galles. Le fauchage des prés, en Russie, coûtait 6 à 8 fois plus qu'il n'eût coûté si des ouvriers anglais l'avaient exécuté.

Cependant, prise à la lettre, la thèse de Brassey, vraie en grande partie, a quelque chose d'excessif : il n'est pas toujours vrai que l'ouvrier qui ne reçoit qu'un bas salaire fournisse nécessairement du travail *plus cher* que l'ouvrier qui reçoit de bons salaires.

Dans les belles observations de Jeans on peut constater que les indiens et les noirs, dont la productivité est inférieure à celle des Anglais ou des Européens, reçoivent cependant des salaires tellement bas que le coût de leur travail par unité produite, reste inférieure au coût de production des Européens. C'est ainsi aussi que la concurrence des nations à salaires bas et à longues journées de travail ne peut pas être toujours impunément bravée par les nations qui ont atteint un plus haut degré de productivité *absolue* du travail individuel.

Le mot de Brassey, si cruel pour nous, n'est vrai que dans cartaines limites : « *Je n'ai pas confiance*, dit-il, interrogeant nos moyens de concurrence et nos forces, et notant notre faible consommation de viande, *dans les aptitudes d'une population mal payée et mal nourrie.* »
Le passage suivant de M. Adler, dans son étude sur la *Protection internationale du travail*, marque bien qu'il y a une limite à la thèse de Brassey : « l'ouvrier allemand travaille au moins dix heures de plus par semaine que l'ouvrier anglais, il reçoit à peine un salaire suffisant, il vit plus mal et travaille plus que son rival anglais ; l'industrie allemande fait aussi avec succès la concurrence à l'industrie anglaise. D'un autre côté, l'industrie allemande souffre à son tour de la concurrence que lui font les

Digitized by Google

industries d'autres pays voisins dans lesquels la protection légale des ouvriers est encore moindre qu'en Allemagne et où la situation des ouvriers est encore plus malheureuse. » « La Belgique fait vis à vis de nous ce que nous faisons vis à vis de l'Angleterre. » La lutte peut être soutenue avec un succès redoutable pour l'avenir aux dépens de la conservation ou du développement des forces productrices des peuples les moins avantagés. Leur prospérité, achetée alors à ce prix, est comme une construction faite de matériaux volés. Mais la vérité relative de la thèse de Brassey subsiste. Dans la vaste étude comparative que le Gouvernement des États-Unis a consacrée à la crise, on a classé les nations, au point de vue des éléments de leur puissance industrielle, dans l'ordre suivant : les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Belgique, la France et l'Allemagne. Or, au point de vue des conditions d'existence, de l'étalon de la vie, des conditions du travail, l'ordre admis est exactement le même, ce qui marque un rapport intime entre la productivité du travail et les conditions matérielles de la vie. L'Autriche, l'Italie, l'Espagne, n'avaient pas été l'objet de ces études comparatives, mais elles ne viennent qu'à la suite des cinq autres nations manufacturières que le Rapport considère comme une *unité* exerçant une sorte d'hégémonie industrielle. Cette classification ne concorde pas avec celle de l'allemand Adler, mais ce qui est intéressant, c'est de voir partout rapprocher les conditions d'existence de la productivité du travail.

Un homme d'État américain, M. Frelinghuysen, avait posé ce problème : Quelle est la circonstance qui permet à l'Angleterre de produire à un prix inférieur au prix des produits similaires en France, bien que les salaires soient plus élevés qu'en France, et à des prix égaux à ceux de l'Allemagne, bien que les salaires anglais soient doubles des salaires allemands ?

Digitized by Google

M. Schoenhof, dans un volume remarquable, s'est appliqué à le résoudre en y ajoutant celui-ci : Comment se fait-il que l'Amérique, payant des salaires supérieurs aux salaires anglais, dépasse cependant l'Angleterre en bon marché ?

La solution est celle que M. Jules Simon donnait en 1878 : L'homme est avant tout un être organisé, il n'est aucun de ses mouvements qui ne se traduise par une dépense d'énergie. C'est l'alimentation qui régénère la puissance du travail dépensé dans la production. Et M. Schoenhof ajoute avec brutalité : « Un corps à demi nourri ne peut pas donner de résultat plus productif qu'une machine insuffisamment pourvue de combustible. Un Anglais mange plus et de meilleure nourriture qu'un Allemand et il fait plus de travail et de meilleur travail qu'un Allemand. Un Américain mange plus et de meilleure nourriture qu'un Allemand ou un Anglais et il fait plus d'ouvrage et de meilleur ouvrage qu'un Allemand, un Français et même un Anglais. »

La partie générale de ce volume semble être le commentaire de ce mot de Spencer : l'empire industriel appartiendra au peuple le mieux nourri, et le chapitre de M. Schoenhof s'intitule : *Les bas salaires et les conditions misérables d'existence sont la main dans la main avec une faible productivité du travail.* Ce livre, dirigé contre le système protectionniste, a cette grande portée de prouver que les tarifs protecteurs sont inutiles là où les pouvoirs publics s'appliquent sans relâche à la conservation et au développement de la force de travail, le bien le plus précieux d'un peuple.

Dans le travail humain, il faut considérer avec soin deux aspects d'une égale importance : l'intensité de l'effort pendant l'unité de temps, la durée et la continuité ensuite. La prolongation d'un effort même modéré n'est possible sans fléchir que *dans certaines limites*, elle a pour

Digitized by Google

résultat la réduction graduelle de son intensité; c'est ce qui nous permet d'expliquer encore comment, par une inversion de ces phénomènes, en réduisant la durée excessive du travail, on obtient une intensité supérieure de l'effort. L'ouvrier, suivant l'expression de Marx, dépense alors au moyen d'une tension supérieure plus d'activité dans le même temps, *en resserrant les pores de sa journée*. Il y aura une durée normale du travail qui correspondra à la fois à l'efficacité la plus grande possible du travail et à la conservation la plus complète possible de la force de travail; si l'on considère que le travailleur n'est pas seulement une force productrice, mais un être humain, poursuivant le développement intellectuel et moral le plus élevé possible, il y aura à rechercher une distribution normale du temps du travail entre les exigences de la production et celles de la conservation et du développement du travailleur.

Parmi les graves questions qui furent agitées dans les Enquêtes sur la crise, celle de l'influence de la durée du travail sur sa productivité est l'une des plus importantes. En Angleterre, la durée du travail est de 54 à 56 heures par semaine; en Suisse, en Autriche, la loi limite à 11 heures la journée dans les fabriques; mais dans beaucoup de fabriques suisses protégées, la durée du travail n'est que de 10 heures; en France, en Allemagne, elle varie de 10 à 12 heures; en Belgique, dans la grande industrie, plus de la moitié des travailleurs, 47.35 p. c. ont une journée de travail dépassant 10 heures; pour plus du tiers (34.74 p. c.), elle est de 12 heures, elle est de plus de 12 heures pour le 1/30 du nombre des ouvriers, 3.66 p. c. Si les Enquêtes avaient établi que c'est un avantage durable pour les peuples industriels de faire travailler l'ouvrier pendant de longues journées, sans altérer sa puissance productrice, peut-être les plus belles acquisitions de la législation du travail eussent-elles été

Digitized by Google

compromises en Angleterre. Dans cette fièvre de réaction égoïste, il y eut des industriels qui demandèrent en effet que les dispositions légales protégeant le travail des femmes fussent abrogées, afin de permettre de prolonger leur travail et de réduire le coût de production. Mais heureusement les Enquêtes ont fourni des témoignages décisifs contre les efforts de l'égoïsme aveugle.

C'est une véritable loi du travail que *dans certaines limites, son intensité croît en raison inverse de sa durée.* Et c'est pour cela que le produit peut rester le même dans un temps moindre. Dans l'Enquête sur la crise qui eut lieu à Paris en 1884, un mécanicien, M. Delahaye, qui avait travaillé à la fois en Angleterre, aux États-Unis et en France, présent cette thèse d'une façon trop absolue. Il évalua approximativement le produit de l'ouvrier moyen aux États-Unis, à Paris, en France; cette valeur de 9,667 francs par an à Massachussets (États-Unis), est de 6,123 francs à Paris, l'écart est de plus du 1/3. Or, la durée du travail est de 11 heures à Paris, de 9 heures en moyenne au Massachussets et en Angleterre. En un temps moins long on a produit davantage aux États-Unis. Le produit de l'ouvrier parisien travaillant 11 heures serait de 556 francs pour la 1/12 partie du travail annuel, celui de l'ouvrier du Massachusetts travaillant 9 heures serait de 1,070 francs pour la 1/9 partie du travail annuel; si ces chiffres expriment l'*intensité* du travail, elle serait au Massachusetts de 93 p. c. supérieure à celle du *travail parisien* pour une durée de la journée de travail plus courte de 2 heures, différant de 22 p. c. A ce compte l'*intensité* croîtrait beaucoup plus rapidement que ne se réduirait le temps *total du travail.* Il y a là évidemment exagération et il faut tenir compte des circonstances diverses qui ont affecté la grandeur et la valeur du produit dans les deux pays. Mais la thèse reste vraie dans certaines limites.

Digitized by Google

Un bel exemple recueilli dans l'Enquête Anglaise est celui d'un industriel Anglais qui a deux manufactures absolument identiques, l'une à Roubaix, en France, l'autre à Bradford, en Angleterre; la différence est dans l'efficacité du travailleur anglais et celle du travailleur français. L'ouvrier anglais travaille 56 heures et demie, l'ouvrier français 72 heures, et même le travail de nuit des femmes, dont le salaire est inférieur, est permis à Roubaix, alors qu'il est interdit en Angleterre.

Malgré ces inégalités dans le temps du travail, l'efficacité du travail anglais reste encore telle, que la manufacture de Bradford fait des bénéfices et que celle de Roubaix n'en fait pas.

Les effets des réductions de la journée du travail opérées pendant la crise économique sont du plus haut intérêt à étudier. Ils ne sont pas les mêmes dans les cas où le travail humain est le facteur principal de la production, et dans ceux où ce facteur principal est le capital, la machine. MM. Crawford Munro et R. della Volta soutiennent, par exemple, qu'un filateur de coton file dans la dernière heure autant de coton que dans la première; toute réduction de la durée de travail amènerait dès lors une réduction proportionnelle du produit. La personnalité de l'ouvrier individuel disparaîtrait presque complètement là où le système des fabriques et la machine atteindraient les formes les plus parfaites. Cependant, si grandes que puissent être les différences dans les effets d'industrie à industrie, il est légitime de soutenir que la limitation du temps du travail a exercé dans tous les cas une influence favorable sur son effet utile; là même où le rétablissement de l'effet utile antérieur dépend de la transformation des machines ou de l'accroissement de leur vitesse, elle permet au travailleur, en améliorant ses conditions, de s'adapter à des transformations mécaniques. Ce qui rend l'appréciation des effets de la réduction de la journée de

Digitized by Google

travail très difficile, c'est la complexité des causes qui agissent dans presque tous les cas après cette réduction même ; on ne peut rigoureusement faire la part exacte de la meilleure utilisation du capital ou de l'énergie du travail, où d'une plus grande dépense d'énergie pendant l'unité de temps ; mais on doit nécessairement faire cette part, et c'est là l'essentiel.

Il existe dans un grand nombre d'États de l'Union Américaine et particulièrement au Massachusetts des bureaux de statistique du travail institués pour rassembler tous les matériaux statistiques propres à éclairer la question ouvrière, et pour procéder à toutes les investigations, à toutes les études ordonnées par la Législation.

En 1880, la Législature de l'État chargea le bureau de procéder à une enquête sur le point de savoir s'il était utile d'établir légalement une journée uniforme de travail de 10 heures dans les États du Massachusetts, du Maine, du New-Hampshire, du Rhode-Island, du Connecticut et de New-York. Ces États exercent les mêmes industries manufacturières Le Bureau du travail dressa alors un questionnaire qu'il adressa à la fois aux chefs d'industrie et aux ouvriers des manufactures.

Le résultat de ces belles investigations est présenté dans un ample rapport très instructif ; la journée de 10 heures est légalement consacrée dans le Massachusetts, tandis que les autres États ont la journée de 11 heures. Grâce aux éléments de comparaison qu'il a réunis, le Bureau a pu établir que le Massachusetts produit autant avec sa journée de 10 heures que les autres États avec la journée de 11 heures ; sa conclusion est donc qu'il n'y a pas de raison pour que les autres États, en ramenant à 10 heures la durée du travail, ne conservent pas leur productivité. Cependant les réponses des manufacturiers et de leurs ouvriers sont loin de présenter une parfaite concordance, il était d'ailleurs impossible de l'espérer. Au surplus, les

Digitized by Google

chefs d'industrie ne se sont pas montrés réfractaires à cette unification du temps du travail, *à la condition qu'elle fût générale*. Le plus grand nombre d'entre eux admirent qu'il y aurait diminution de produit, mais pas dans la même mesure que la diminution de la durée du travail. Ils évaluèrent, en effet, à 5 p.c. la réduction du produit, alors que la réduction du temps atteignait près du double, 9 p. c. Ils pensaient d'ailleurs qu'une telle réduction serait même favorable à l'équilibre de la consommation et de la production, et qu'une hausse correspondante des prix leur assurerait les mêmes profits.

Quant aux ouvriers, meilleurs juges de leur puissance productive, leurs réponses furent plus uniformément d'accord avec les conclusions du Bureau. A cette question : *A la longue, pourrez-vous accomplir autant d'ouvrage dans votre partie en dix heures par jour qu'en onze, toutes choses restant égales d'ailleurs?* 523 réponses de groupes furent données. 364 furent affirmatives, dont 94 du Massachusetts et 270 des autres États. 91 furent négatives, toutes de ces autres États; les autres réponses furent dubitatives ou vagues. Parmi ces réponses, il en est 27, par exemple, dans les termes que voici : *Oui, et même dans le cours de l'année nous produirons davantage*. La plupart des ouvriers étaient d'ailleurs favorables à la réduction, alors même qu'elle s'accompagnât d'une diminution de salaire. Le Bureau cite ce mot caractéristique d'un ouvrier : *Si nous ne l'avons pas dans nos poches, nous l'aurons dans nos os*, — marquant par là que la conservation de leur force de travail est le bien supérieur.

Mais au-dessus des contradictions plane ce grand fait d'observation que le Massachusetts a pu atteindre en moins de temps la même productivité que les autres États en un temps plus long. Là est la confirmation expérimentale de cette vérité précieuse : *que dans certaines limites*

Digitized by Google

l'intensité, la régularité et la continuité du travail sont la raison inverse de sa durée.

On la trouve plus amplement développée encore dans les données statistiques rassemblées trois ans après, en 1884, par M. Carrol D. Wright, le savant chef du Bureau de statistique du Massachusetts. Elles embrassent les États du Massachusetts, du Maine, du New-Hampshire, du Rhode-Island, du Connecticut et de New-York. Dans tous ces États, hormis le Massachusetts, on travaille 66 heures en moyenne par semaine, soit 11 heures par jour. Dans le Massachusetts, on ne travaille que 60 heures par semaine. La moyenne par jour est 10 heures. Partout ailleurs, dans le cours du siècle, la durée du travail a été réduite; elle atteignait en effet, à l'origine, 13 et même 14 heures.

La conclusion textuelle de M. Carroll D. Wright est celle-ci : « C'est une vérité que *là où la journée de 10 heures* prévaut, non seulement les salaires, mais même la production par personne égalent, s'ils ne dépassent les taux et les quantités dans les États où les journées sont plus longues. »

L'Enquête américaine de 1880 nous permet de saisir sous une forme naïve et touchante les rapports de la durée du travail avec tout le développement intellectuel et moral de l'homme. A cette question posée aux ouvriers : Quel usage ferez-vous de votre loisir si le travail est réduit de 11 à 10 heures? 433 réponses furent données. 58 : il ne nous sera pas difficile d'en trouver un bon usage; 30 : nous nous appliquerons à améliorer et à embellir notre habitation; 48 : nous consacrerons notre temps à la famille; 44 : nous le consacrerons à la lecture, à l'étude, au repos; 23 : nous le consacrerons à la récréation, à l'exercice hygiénique, etc.

N'est-ce pas intéressant de voir se dégager ainsi l'influence sur la vie esthétique, intellectuelle, affective,

Digitized by Google

morale, sociale, que peut exercer une heure de loisir?

La Suisse nous permet de vérifier cette vérité si précieuse qu'à des durées inégales de travail peut correspondre une égale puissance productive. La Suisse a fixé légalement la durée *maxima* du travail par la loi du 23 mars 1877 pour toute la Confédération. Cette journée est limitée à 11 heures dans toutes les *fabriques*.

On procéda ensuite par généralisation, et cette limitation légale de la journée ne fut étendue à toute la Confédération qu'après avoir été appliquée au canton de Glaris pendant cinq ans. Dans le canton de Glaris la journée fut limitée à 12 heures en 1864; à 11 heures en 1872. Cette mesure s'appliquait surtout à la filature et au tissage du coton.

Là, comme en Angleterre, lors des *acts* de 1833 et 1847, les fabricants redoutaient une diminution d'effet utile du travail des ouvriers; ils prétendaient qu'elle serait de 8 à 9 p. c., c'est-à-dire exactement proportionnelle à la diminution du temps de travail. Le coût de production devait s'accroître de 11 à 12 p. c. Or, en 1873, l'inspecteur des fabriques Schüler constata que la perte n'était au plus que de 1 à 2 p. c. — C'est cependant la Chambre de commerce de Glaris qui a provoqué l'extension à la Confédération elle-même de cette législation cantonale; elle était préoccupée sans doute d'équilibrer les conditions de la concurrence. Le Conseil fédéral, en présentant à l'Assemblée fédérale le projet de loi qui devint la loi du 23 mars 1877, se prononça en faveur de la journée de 11 heures, en invoquant l'expérience du canton de Saint-Gall.

Les fabricants avaient accru la vitesse des machines, les ouvriers mis plus d'ardeur à compenser la perte de la douzième heure : le canton de Glaris avait surmonté la crise.

L'effet immédiat de la généralisation de cette mesure protectrice, en 1877, fut une diminution de la production,

Digitized by Google

mais beaucoup moindre en général que celle du temps du travail. Elle tend à s'effacer depuis lors grâce aux combinaisons techniques, aux améliorations mécaniques et à l'intensification du travail. Schüler a constaté des résultats variant de 2 1/2 p. c. et moins de réduction du produit à 10 et 15 p. c. d'augmentation. Dans une filature pourvue de *self-acting*, où rien n'avait été changé, la production de 10,000 broches s'est élevée de 372 kilos 18 de filés sous le régime des 12 heures à 388 kilos 88 sous celui de 11 heures : une plus grande activité avait été donnée aux machines, une plus grande intensité au travail humain. Dans une fabrique de broderies, l'effet utile s'abaisse de 2,648 points par journée de 12 heures à 2,629 par journée de 11 heures, soit de 100 à 99.3 pour une réduction de 8 1/2 p. c. du temps du travail. Schüler a signalé dans les tisseranderies des effets variant de 1.26 p. c. de réduction du produit à une augmentation de 6 p. c. En général, d'après Schüler et Blocher, dans les industries où la réduction de la durée a pu être compensée par une plus grande activité de travail, une plus grande habileté, l'effet utile est resté sensiblement le même ; mais là où l'outillage était ancien et imparfait et ne se prêtait pas à une vitesse plus grande, l'effet utile restait inférieur.

En Belgique, nous recueillons une expérimentation partielle d'un réel intérêt. En janvier 1890, la journée de travail fut réduite d'une heure dans les charbonnages de Grand-Conty et de Monceau-Fontaine. On réussit à réduire d'une demi-heure le temps de la descente et de la remonte. Le travail effectif, réduit ainsi d'une demi-heure, a présenté pendant le premier semestre de 1890 le même effet utile.

A Termonde, dans la corderie de M. Vertongen, la journée de travail est depuis deux ans réduite de 12 heures à 10 et demie. L'effet utile est redevenu le même qu'à l'origine, sans modification de l'outillage, avec un léger accroissement de vitesse. Les ouvriers payés à la pièce

Digitized by Google

ont le même salaire; les ouvriers à la journée ont été intéressés par des primes. L'industriel a bénéficié d'une certaine réduction des frais généraux.

BIBLIOGRAPHIE DE LA Xe LEÇON

HARZÉ, *Statistique des Mines*. — TIMMERHANS, JOTTRAND, *Rapports annuels sur les Mines*. — BRASSEY, *Work and Wages* 1872. — *Foreign work and English Wages* 1879. — SCHOENHOF, *Industrial situation* 1885. —ADLER, *Die frage des internationalen arbeiterschutzes* 1888. — CARROLL D.WRIGHT, *Factory system*. — *Uniform hours of labor, dans le XIIe rapport du Bureau de statistique du travail du Massachusetts* 1881. — *Cinquantenaire de la Vieille-Montagne*, 1837-87. — JAY, *La législation sur la durée du travail en Suisse*. — R. DELLA VOLTA, *Reduzione delle ore di lavoro* 1891. — SCHULER, *Der normal arbeitstag, archiv. de Braun*, 1891. — SABATIER, *Rapport sur le travail des mines*, 30 *juillet* 1892. — SPULLER, *Rapport sur la crise parisienne*.

Digitized by Google

ONZIÈME LEÇON

LES CAUSES QUI ONT AFFECTÉ LA VALEUR COURANTE DES PRODUITS ET LA STATIQUE ÉCONOMIQUE

L'étude des circonstances qui ont affecté la valeur normale des produits nous a mis en présence des lois historiques qui régissent le développement économique des peuples et dont la plus générale est la tendance constante de l'homme à réduire la somme des efforts nécessaires pour acquérir la richesse. Cette tendance s'est révélée à nous par l'abaissement graduel du coût de production et de transport.

L'étude des circonstances qui ont affecté la valeur courante des produits dans la crise actuelle, nous met en présence des lois fondamentales de l'ordre dans les sociétés économiques, c'est-à-dire des relations d'équilibre entre les éléments, les organes du corps social. La considération des lois essentielles de la Dynamique et de la Statique sociales, de l'ordre et du progrès, domine ainsi toute l'étude de la crise.

Si les consommateurs de chaque produit pouvaient et voulaient à chaque moment payer les dépenses de la production, si l'équilibre entre l'offre et la demande se réalisait uniformément dans de semblables conditions, il n'y aurait pas de distinction entre la valeur normale des produits et leur valeur courante. Mais cet équilibre idéal

Digitized by Google

a été loin de se réaliser assurément dans les dernières années, et notre préoccupation est de rechercher quelles forces ont pu agir sur les plateaux de cette balance économique dont l'équilibre parfait correspondrait à une vie collective normale : comment le plateau de l'offre s'est relevé, comment s'est abaissé le plateau de la demande, car c'est l'expansion excessive de l'offre, la contraction de la demande des produits et leurs effets sur les prix, qui doivent faire l'objet actuel de nos recherches.

La surproduction joue un grand rôle dans tous les rapports d'enquêtes; les commissaires anglais la placent au premier rang dans l'explication de la crise; M. Spuller, dans son rapport, explique la crise parisienne en général, et explique surtout la crise du bâtiment par la surproduction. Le rapport américain lui donne également une place très large. Il faut entendre par surproduction (*overproduction*) la production des marchandises ou même une réunion de moyens de production telle, que la demande des produits ne soit pas assez active pour assurer un prix rénumérateur au producteur : le remboursement de ses dépenses de production avec un profit normal, ce qui est à proprement parler *le coût de production*. C'est donc une telle rupture d'équilibre entre l'offre et la demande, que l'*offre* ou la *production* dépasse la demande qui est faite du produit à un prix normal; assurément il se peut, au moment où la surproduction a lieu, qu'il y ait un grand nombre d'êtres humains dont les *besoins* restent à satisfaire, mais la *demande réelle* qui règle la production, c'est celle qui est accompagnée des moyens nécessaires d'acquisition des *produits à consommer*.

Il est certain qu'un grand nombre d'êtres humains désireraient, par exemple, des tissus de coton, mais la demande réelle de tissus sera limitée par les *moyens* de satisfaire au besoin de se vêtir, et il y aura surproduction si la production dépasse une *demande ainsi définie*.

Digitized by Google

La *surproduction* diffère de la *contraction de la consommation* (*under-consumption*) qui entraine, elle aussi, les mêmes effets; la surproduction a lieu quand il y a excès d'offre pour une consommation qui reste invariable; la contraction de la consommation a lieu quand l'offre reste la même pour une demande qui se réduit. C'est sous ces deux formes que la valeur courante des produits est affectée, qu'elle tombe au-dessous du prix normal, du coût de production, et que le troisième aspect du vaste problème que nous étudions se présente à nous.

La confusion est facile à faire, et on l'a faite effectivement; dans l'enquête anglaise on donne, à mon avis, une place trop large à la surproduction, il faut donner une place plus large à la contraction de la consommation; une distinction précise permet de résoudre bien des difficultés. La surproduction dépend plus directement de la volonté du producteur; la contraction de la consommation dépend de toutes les causes qui agissent sur le revenu des consommateurs; elle peut être lente et prolongée, et elle l'a été en effet, d'après moi. Les producteurs ne réussissent pas alors à réduire graduellement leur offre pour l'approprier à une demande qui se retire.

La balance de la production et de la consommation a fait l'objet des préoccupations d'économistes illustres dans le premier quart de ce siècle. Je veux parler de J.-B. Say, de Ricardo, de Malthus, de Sismondi, et la lutte que Sismondi soutint contre J.-B. Say et Ricardo est restée célèbre. Ce débat éclata précisément au milieu d'une crise qui, par sa prolongation, de 1815 à 1828, et ses caractères, présente une analogie extraordinaire avec la nôtre et à laquelle aucune des explications de la crise actuelle n'a manqué. Déjà je vous ai signalé l'explication monétaire; aucun de ces grands économistes ne niait qu'il pût y avoir excès relatif de production, rupture partielle de l'équilibre, et qu'un produit ne fût trop abondant relativement aux

Digitized by Google

autres. Si la demande des produits n'avait d'autre mesure que l'*intensité du besoin*, l'idée d'un excès de production ne se présenterait que dans des conditions bien déterminées et pour certaines classes de produits : la consommation de certains objets est étroitement limitée et strictement proportionnelle au nombre de personnes, et ne peut recevoir aucune extension, comme, par exemple, la consommation des berceaux ou des cercueils; de même la consommation des instruments de travail, appareils, outils, est à un moment donné assez rigoureusement déterminée par les besoins de l'industrie; ce seront là des consommations indirectes, destinées à réaliser une production nouvelle. Pour ces deux classes de produits, il peut donc y avoir un excès absolu de production, c'est-à-dire une production dépassant réellement les *besoins* de la consommation. Mais parmi les produits achevés, susceptibles d'être directement consommés par l'homme pour la satisfaction de ses besoins, il en est un nombre énorme dont la demande pourrait être considérée comme illimitée, si elle n'avait d'autre mesure que le *besoin*. Qui donc oserait soutenir que notre population soit assez bien nourrie, vêtue, logée, pour qu'il fallût redouter un excès absolu de production? Pour cette classe énorme de produits qui va du nécessaire au luxe, si la consommation a encore pour cause le besoin, et le désir naissant du besoin, elle a pour mesure, non point le *désir*, la *volonté de consommer*, mais le *pouvoir* de consommer, c'est-à-dire les moyens d'acquisition du consommateur. Ce fut à ce sujet que surgit la grande controverse entre J.-B. Say et Ricardo, Malthus et Sismondi. Say niait qu'il pût y avoir excès général de production, c'est-à-dire surabondance de tous les produits à la fois, simultanément; tout produit est un moyen d'acquérir un autre produit, puisqu'on ne peut acquérir de produit que par le troc direct d'un produit contre un autre, ou au moyen de la monnaie qui n'a pu être obtenue elle-même

Digitized by Google

que par la vente antérieure d'un produit. Il suit de là que toute production nouvelle ouvre un débouché aux autres produits. Dès lors, si dans une société économique donnée, il y avait — je fais abstraction ici des produits de consommation limitée par les *besoins* dont j'ai parlé tout à l'heure — s'il y avait un tel accroissement des produits qu'ils restassent exactement dans le même rapport, on ne pourrait dire qu'il y eût excès général de production. Ils s'échangeraient les uns contre les autres dans la même proportion. Si dans leur accroissement les produits ne conservaient pas le même rapport, il pourrait sans doute y avoir excès de production de tel ou tel produit relativement aux autres dont l'accroissement eût été moins rapide. C'est là dans ses traits essentiels la doctrine que Say développa dans sa correspondance célèbre avec Malthus et que Mill a adoptée.

Cependant Sismondi se plaçait à un point de vue différent, et je ne crains pas de dire que, dans la crise actuelle, les préoccupations de Sismondi doivent encore s'unir à celles de J.-B. Say et de Ricardo. Sismondi considérait le problème au point de vue des différentes classes de la société et du revenu qu'elles se partagent annuellement sous les noms de salaires, profits, intérêts, rente foncière. C'est avec ces revenus que les classes acquièrent les objets propres à leur consommation ; il interrogeait avec anxiété les causes générales qui affectent les différentes branches du revenu, et ce qui avait surtout violemment agité sa grande âme, c'était la tendance à substituer les machines au travail humain : la tendance du revenu de la masse des travailleurs, par cette épargne progressive du travail humain, était, d'après lui, à se réduire graduellement; dès lors le pouvoir de consommer tendait à se contracter; par suite de cette contraction de la consommation, il y avait surproduction relative dans la mesure de la réduction des moyens de consommer et d'acquérir. Sismondi écrivait

Digitized by Google

au début de l'ère des machines, et il était tenté de généraliser les faits qui s'accomplissaient sous ses yeux, bouleversant la situation des ouvriers des manufactures. Je dois rester ici au point de vue de la crise actuelle et je suis frappé dans cette crise même d'un ensemble de faits qui affectent le revenu de certaines classes et leur pouvoir de consommer. Je suis porté à admettre la contraction de la consommation comme un effet des causes générales de la dépression des prix, mais qui réagit à son tour comme cause d'aggravation de la dépression; en rompant l'équilibre avec la production, elle fait naître une situation analogue à celle que présenterait un *excès de production* se généralisant graduellement. En effet, pour tout producteur, il faut que la vente du produit reconstitue les avances faites par lui à la production, à peine de devoir abandonner la production; la baisse graduelle des prix rend cette reconstitution difficile, incertaine, précaire; il est des producteurs qui abandonnent la production et renvoient les ouvriers; ceux qui se maintiennent tendent soit à réduire les salaires, soit à épargner le travail humain par la substitution de machines ou l'adoption de procédés nouveaux; il en résulte pour les deux classes une diminution partielle, au moins temporaire de revenu, c'est-à-dire de moyens de consommer. A chaque retour de cette contraction il y a *excès relatif* de production dans toutes les marchandises que consomment les classes dont le revenu se contracte; cette rupture d'équilibre affecte elle-même les prix; si l'action des causes générales de la baisse persiste, le phénomène de contraction de la consommation continuera à s'accompagner d'un excès relatif de production.

Les causes qui ont affecté la consommation dans les dernières années se ramènent à deux groupes distincts : les unes ont affecté la consommation en changeant sa *direction*; ces causes dépendent surtout immédiatement de

Digitized by Google

la *volonté* des législateurs. Telles sont avant tout les modifications apportées par les Gouvernements au régime du commerce international; les autres ont réduit le pouvoir de consommer; il faut considérer leur action, non seulement en général, au point de vue des classes qui se partagent le *revenu* social : les ouvriers, les entrepreneurs, les capitalistes, les propriétaires, et dont le revenu n'a pas conservé *les mêmes rapports* avec la masse des marchandises produites pour leur consommation, — il faut encore considérer leur action au point de vue des grands embranchements de la production; la crise actuelle nous révèle en effet une rupture d'équilibre entre l'agriculture et l'industrie, et c'est même l'un des côtés profonds de la question.

LA SURPRODUCTION. — UNE LEÇON DE L'HISTOIRE

La crise de 1837 en Belgique est due à la surproduction. La loi du 1er mai 1834 décrétant l'établissement d'un réseau de chemins de fer, jointe à l'ouverture de nouveaux débouchés en France et en Allemagne, donne une impulsion extraordinaire à la métallurgie. En deux ans, le nombre des demandes de concessions s'élève à 35. De 1833 à 1839, se fondent un grand nombre de sociétés industrielles sous les auspices de la Société Générale et de la Banque de Belgique qui se constitue alors : la Société de Vennes, celles d'Ougrée, de Saint-Léonard, de l'Espérance, de Sclessin, de Couillet, de la Providence, de Monceau-sur-Sambre. Dans le district de Charleroi, le nombre des hauts fourneaux s'élève de 9 à 17, pour atteindre 29 en 1837; à Liège, on en construit 13. La constitution de ce puissant outillage est une *consommation* de richesses; elle ne sera *reproductive* que pour autant que la production

Digitized by Google

effective puisse se proportionner aux moyens de produire, sinon elle sera *improductive* ou *destructive*. La demande de minerai s'accroît rapidement, le prix du minerai qui ne dépassait pas 13 francs la tonne en 1829, atteint 29 francs en 1837; celui de la houille s'élève de 8 francs à 18.33 fr.; le prix de la fonte, de 100 fr. à 180 fr.; celui des rails, de 360 fr. à 440 fr. par tonne. La production croît rapidement stimulée par l'espérance d'un débouché sans limites déterminables. De 8,760,000 kilos en 1829, elle passe à 48,900,000 en 1834 et à 106,000,000 en 1837.

Mais l'illusion doit bientôt s'évanouir.

La consommation intérieure est beaucoup plus faible qu'on l'a cru; jusqu'au 12 novembre 1839, l'État n'achète que 23,508,267 kilos *de rails*.

Les débouchés extérieurs sont insuffisants pour absorber le reste.

Le *prix* a été maintenu haut aussi longtemps que possible, mais il doit fléchir, parce qu'il ne se présente *pas à ce prix une demande de fer suffisante pour absorber la production totale*.

Cette *constatation définitive* que l'équilibre entre la demande et l'offre, la *production* et la *consommation* ne peut se réaliser à *un prix* qui permette la *reconstitution* parfaite du *capital*, c'est la *crise*.

Ici, la concurrence étrangère a forcé brusquement la *crise*.

Nos fers étaient protégés par un droit de 6 florins les 100 kilos; néanmoins l'Angleterre réussit à faire ressortir sa *concurrence* et à accélérer l'affaissement des prix : les rails tombent à 340, puis à 230 francs; la fonte à 120, puis à 90 francs.

La production se contracte violemment; en 1838, 33 hauts-fourneaux s'éteignent. Une inévitable répercussion s'exerce sur les industries latérales, la houille, les minières; le prix du charbon tombe à fr. 12.50, puis

Digitized by Google

à fr. 8.75. La crise retentit sur les établissements de crédit ; la Banque de Belgique suspend ses paiements. Tel est le *processus* d'une véritable crise de surproduction, dont la première phase est une *consommation improductive*.

LA SURPRODUCTION APRÈS 1870. — LE FER, L'ACIER, LA HOUILLE, LE ZINC

L'étude qui précède nous a montré la surproduction accompagnant maintes fois dans les pays transatlantiques la baisse du coût de transport ; ces deux éléments de l'explication de la crise y sont liés dans le temps par une étroite subordination. Si nous nous reportons vers les nations les plus éprouvées de l'Europe, nous pouvons observer plus directement des phénomènes de surproduction, mais l'explication de la dépression récente des prix par la surproduction ne peut être que partielle ; elle s'étend surtout à certains produits, au fer, à l'acier, à la houille, au zinc. On vient de voir un vrai type de crise de surproduction. Au début se place une circonstance qui doit déterminer un accroissement considérable de la demande d'un produit et qui éveille l'espoir de réaliser des profits extraordinaires. L'offre des produits et, avant tout, la réunion des moyens de produire et de réaliser cette offre répondront non pas à une demande *actuelle*, mais à une demande *virtuelle*. C'est le développement excessif de la production même : selon le mot de M. Bonamy Price, un excès de consommation, une consommation improductive ou destructive de capitaux précède l'excès de production même. Ici, la cause excitatrice de la surproduction ce fut, avant et pendant la guerre de 1870-71, l'extension extraordinaire des chemins

Digitized by Google

de fer dans le monde : après la guerre, la nécessité de renouveler le matériel et l'outillage industriel.

De 1850 à 1860, d'après Péchar, le réseau des chemins de fer du monde s'accroît de 6,680 kilomètres par an; de 1860 à 1870, de 10,248 km.; de 1870 à 1877, de 15,700 km. L'entraînement se produit surtout dans les pays neufs recourant le plus souvent possible à l'emprunt. Les nations industrielles les plus avancées sont celles qui ont le plus de capitaux disponibles pour ces placements. Von Neumann-Spallaert montre qu'en Angleterre le revenu imposé à l'*income-tax* qui n'était en 1814-1815 que de 146 millions de livres, s'élève en 1843 à 251 millions, en 1865 à 396 millions, en 1875 à 571 millions. Giffen calcule que le revenu s'accroît en Angleterre, de 1855 à 1865, de 2.8 p. c. par an et de 1865 à 1875, de 4.4 p. c. Ce sont ces fonds qui cherchent des placements au dehors et refluent vers les nations pauvres. Von Neumann-Spallaert y voit l'une des causes profondes des crises, reproduisant en cela la théorie que Stuart Mill a exposée. M. Walter Smith énumère les principaux emprunts contractés sur le marché anglais de 1867 à 1873 : l'emprunt égyptien de 32 millions de livres; chilien, de 5,250,000; péruvien, de 24 millions; brésilien, de 10 millions; russe, de 77 millions; hongrois, de 22 millions.

C'est à l'aide de ces capitaux que les travaux publics s'exécuteront; seulement on a montré que dans le fait souvent les États emprunteurs n'en appliqueront qu'une partie à la production. Un État s'engage à payer 8 p. c. aux prêteurs; le tiers du montant de l'emprunt disparaît déjà en bénéfices de banque; des deux autres tiers l'un sera distrait de son emploi productif pour d'autres besoins de l'État, le dernier tiers seulement sera appliqué aux travaux; pour assurer le service des intérêts de l'emprunt, il faudra qu'il rapporte 24 p. c. C'est ce qui explique à la fois la fragilité des espérances de commandes pour les

Digitized by Google

producteurs européens, et la suspension du paiement des intérêts des sommes empruntées au bout d'un petit nombre d'années.

En Autriche, les cinq années qui précèdent 1873, ont été marquées par la constitution successive d'un grand nombre de sociétés de chemins de fer, de sociétés minières et métallurgiques; de 1868 à mai 1873, 979 sociétés se fondent; 1,005 concessions sont accordées dont 682 donnent lieu à la formation de sociétés au capital total de 8 milliards 400 millions de francs, dont 1,800 millions durent être versés. Aux États-Unis. de 1869 à 1873, 45,000 kilomètres de chemins de fer sont construits; le Pérou lui-même s'engage dans la construction d'un réseau de 400 kilomètres qui ne rapportera d'ailleurs que 2 à 3 p. c. du capital appliqué. Après la guerre le même entraînement se produit dans l'empire d'Allemagne. En Prusse, pendant que l'année 1870 n'a vu se fonder que 34 sociétés anonymes, l'année 1891 voit s'en créer 259, l'année 1872, 504 au capital de 1900 millions de francs. Les États-Unis construisent 703 hauts-fourneaux pouvant fournir le tiers de la production pu monde; cet entraînement est à tel point excessif qu'en 1876 Von Neumann-Spallaert compte 2,537 hauts-fourneaux dans le monde pouvant produire 20 millions de tonnes de fonte; or, à cette époque il n'y en a que 1,329 en activité.

En 1873 la production totale de la fonte est évaluée par Von Lindheim à 15,067,047 tonnes, se répartissant ainsi : Grande-Bretagne, 44.27 p. c.; Allemagne, 14.87 p. c.; États-Unis, 17 27 p. c.; France, 9.08 p. c.; Belgique, 4.04 p. c.; autres pays 10.47 p. c. M. Vander Laat qui évalue cette production totale à 14 millions de tonnes, dit que la consommation n'en absorbe en 1873 que 10 millions; l'excédant est de 30 p. c. En 1875, Van Scherpenzeel-Thym évalue la production européenne en fer et acier à 7,900,000 tonnes au lieu de 8,589,197 en 1873; la consommation

Digitized by Google

n'en absorbe encore que 6,700,000, l'excédant est dès lors de 1,300,000 tonnes. En 1876, la production subit une réduction nouvelle, mais l'excédant de la production sur la consommation atteint encore un million de tonnes. On juge par ces écarts persistants des difficultés d'adaptation de la production à la consommation, de l'offre à la demande dans des conditions de concurrence illimitée où tout producteur individuel est exclusivement sollicité par le profit, et où aucun contrôle collectif quelconque ne s'exerce sur l'offre.

Hyndman rapproche d'une manière saisissante l'organisation intérieure de l'exploitation productive de l'organisation extérieure de l'échange, tous les éléments de la production étant de mieux en mieux coordonnés pour assurer les plus hauts profits, et l'échange étant de plus en plus abandonné à l'anarchie et au désordre.

La fabrication de l'acier a pris une extension rapide depuis 1870, après que le brevet de Bessmer fut tombé dans le domaine public. Son développement fut tel qu'à la fin de 1876, il existait dans le monde un nombre d'aciéries suffisant pour satisfaire à une consommation de 3,170,000 tonnes, et les besoins à cette époque ne dépassaient pas 1,400,000 tonnes. Chose remarquable et qui montre la vitesse de notre évolution économique : il a fallu vingt ans à la Belgique pour transformer la fonte au bois en fonte au coke, et il a suffi aujourd'hui de quelques années à l'Europe pour s'outiller de deux fois plus d'appareils destinés à la fabrication de l'acier que ne le réclamaient les besoins. Toutes les améliorations apportées aux systèmes de fabrication ont été des stimulants nouveaux pour la production. A la fin de 1883, les fours établis en Europe et en Amérique étaient en état d'assurer aisément une production de 8,000,000 de tonnes; la consommation ne dépasse pas 6,400,000 de tonnes. Le principal débouché de l'acier est actuellement la fabrication

Digitized by Google

des rails, et la demande de rails se présente sous deux formes, soit qu'il s'agisse de construire des lignes nouvelles de chemins de fer, soit qu'il s'agisse de renouveler le matériel ancien. Or, à la fin de 1884, M. Trasenster signalait encore que pendant que les moyens de production continuaient à s'accroître, les deux éléments de la demande tendaient à se réduire; rupture d'équilibre où se manifeste une tendance persistante à la surproductio , s'accompagnant à la fin d'une contraction de la consommation. C'est alors qu'impuissants à contenir directement une offre excessive, les fabricants d'acier tentèrent la constitution de ce vaste syndicat international destiné à maintenir les prix, exactement comme les syndicats d'ouvriers se constituent pour assurer un minimum de salaire. Ce syndicat prit fin en 1886 (août).

L'industrie de la construction des navires a présenté incontestablement la même surproduction en Angleterre. M. Giffen a montré devant la Commission d'enquête que le tonnage moyen construit en 1869 était de 339,000 tonnes; de 1880 à 1884, il s'élève à 567,000 tonnes par an. Le tonnage total de la marine marchande qui, en 1872-73, était de 18,244,538 tonneaux, s'élève à 20,383,540 en 1879-80; ce n'est pas tout, la vitesse plus grande des bâtiments à vapeur multiplie encore le tonnage. L'excès de l'offre de navires pour le service des transports par an a déterminé des abaissements considérables du frét, au-dessous même des prix rémunérateurs.

Comme en 1834, la rapide et fièvreuse expansion de l'industrie houillère accompagna celle de la métallurgie, et là encore le début est marqué par une consommation excessive de capitaux. Les capitaux de premier établissement qui n'étaient que de 13,700,000 francs en 1870, s'élèvent à 28 millions en 1873, à 31,588,000 francs en 1874, à plus de 30 millions en 1875. Cependant la production houillère, qui s'accroit de 3 millions de tonnes

Digitized by Google

de 1870 à 1872, ne dépasse dans la suite que faiblement ce chiffre pour s'abaisser bientôt jusqu'en 1878, révélant par là même à quel point la confiance des exploitants avait été exagérée.

On peut suivre sur les diagrammes (1) le mouvement des prix pendant la période d'expansion et pendant la période d'abaissement. Les tableaux suivants dont j'ai calculé les éléments d'après les statistiques de Jochams, montrent l'abaissement parallèle de la production du fer et de la houille et de la valeur du produit; on verra que la baisse de la valeur, directement influencée par la rupture d'équilibre de la production et de la consommation est beaucoup plus rapide que celle de la production.

Années	Production du fer	Valeur	Production de la houille	Valeur
1872	100	100	100	100
1873	95.5	112	100	161.9
1874	99	93	93.7	115.5
1875	87	72.2	95.8	110.2
1876	79.4	57.2	91.5	93.1
1877	75.3	48.4	88.9	73.4

Les variations de la valeur des actions des Sociétés métallurgiques et minières sont le contre-coup de celles de la production (d'après le *Moniteur des Intérêts matériels*) :

Fortune mobilière

	1874	1875	1876	1878	1879
	—	—	—	—	—
Hauts-fourneaux et charbonnages.	100	66	54	45	78
Hauts-fourneaux et fabr. de fer.	100	77	65	72	109
Charbonnages.	100	93	80	65	95

La baisse considérable que le prix du fer a présentée depuis 1873 ne peut s'expliquer que par l'intervention de plusieurs facteurs. Pendant que, de 1873 à 1887, les *index-numbers* s'abaissent de 30 p. c. environ, le prix du fer

(1) Voir planches III, IV, XIII, XV.

Digitized by Google

diminue de 54.5 p. c. d'après les tableaux du commerce extérieur de la Belgique, et de 58 p. c. d'après les données plus rigoureuses du Corps des Mines (*Voir l'appendice à cette leçon*) Le prix de la houille dans le même intervalle s'abaisse de 50.3 p. c.; le prix du zinc brut, de 40 à 42 p. c. A considérer le zinc, la diminution du *coût de production*, de 1867-76 à 1877-86, est de 13 p. c. sur la main-d'œuvre; elle explique environ 4 p. c. de la baisse du prix du zinc brut, si la main-d'œuvre en forme environ les 30 p. c.; la *valeur courante* a subi des oscillations profondes de 1873 à 1883 : le prix moyen du zinc étant de 460 francs, l'amplitude des variations *minima* atteint 126 francs, et des variations *maxima* 150 francs, au-dessous et au-dessus de cette moyenne, ce qui oscille entre 20 et 24 p. c. du prix du zinc en 1873; les variations de la *valeur normale* étant de 4 p. c. du prix, il resterait encore pour l'*influence monétaire* et pour celles qui ont agi sur la valeur courante plus de 30 p. c. Semblablement, de 1873 à 1886, le prix du fer est de 170 francs : l'amplitude des variations *minima* est de 51 francs, des variations *maxima* de 120 francs, ce qui correspond à 17 et 41 p. c. du prix du fer en 1873, (290 francs), soit en moyene 29 p. c.; si les variations de la *valeur courante* expliquent ici 29 p. c. de la baisse du prix du fer en moyenne, il resterait encore 25 p. c. de cette baisse à attribuer à la diminution du *coût de production* et à l'*influence monétaire*.

RÉACTION DES SYNDICATS ET LEUR INFLUENCE SUR LES PRIX

La valeur courante a jusqu'ici été considérée comme déterminée dans des conditions de concurrence illimitée. Mais les excès mêmes de cette concurrence et la persistance générale de la dépression ont provoqué l'intervention d'un régulateur entre les entrepreneurs capitalistes; l'organisation des syndicats, leur tendance à se multiplier et à se

Digitized by Google

maintenir malgré les causes de dissolution internes et externes forment l'un des traits les plus importants de la dépression actuelle. Sans contrepoids dans l'organisation des forces des consommateurs et le plus souvent des ouvriers employés, n'ayant d'autre fin, d'autre limite, d'autre gage suprême de stabilité que l'intérêt des entrepreneurs capitalistes, impuissants par leur caractère unilatéral à engendrer la justice, les syndicats marquent cependant une apparition particulière, d'un principe pondérateur de solidarité contenant l'intérêt individuel en lui donnant certaines garanties. Le syndicat appartient à la morphologie économique, à l'ensemble des transformations organiques qui accompagnent les changements dans la psychologie économique elle-même.

Ils se bornent le plus souvent à régler la production ou à fixer un prix de vente minimum, ou à combiner ces deux opérations; mais tantôt aussi ils garantissent les débouchés, recueillent, répartissent les commandes suivant certaines règles. C'est leur action sur les prix qu'il importe de connaître en ce moment. Elle est difficile à suivre en Belgique, et je n'ai réussi à recueillir de matériaux importants que sur l'industrie du zinc et celle du fer.

Le nombre des producteurs répartis en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, en France, en Espagne, en Autriche et en Pologne, dans l'industrie du zinc, est assez limité pour qu'en 1885 on ait tenté la constitution d'un syndicat européen qui s'est maintenue jusqu'aujourd'hui. La production belge correspond à près au tiers de la production totale.

De 1875 à 1885, il est aisé de constater que le prix du zinc n'a pas cessé de s'abaisser, à part le relèvement temporaire de 1879-1888. Dans le même intervalle la production s'est accrue de plus de 30,000 tonnes, c'est-à-dire de 60 p. c. C'est surtout à l'excès de production que la baisse a été attribuée. Le syndicat a eu pour objet de limiter

Digitized by Google

la production, et dans le fait, de 1885 à 1891, la production ne s'est élevée que de 7 p. c.; la réaction sur les prix est manifeste : à cette discipline de l'offre correspond une hausse considérable des prix de 1885 à 1891 ; la hausse est en effet de 67 p. c. En 1891, le syndicat fut renouvelé, avec une entente commune pour accroître la production; l'accroissement fut insignifiant, mais le syndicat abaissa le prix du zinc d'environ 10 p. c. afin de ne pas solliciter trop vivement la concurrence par ses profits extraordinaires. Sans organisation semblable chez les travailleurs, constitué exclusivement par des capitalistes, et dans leur intérêt, le syndicat n'a exercé qu'une action secondaire sur ceux-ci. La demande de t avail a été plus régulière, la population ouvrière présente moins de fluctuations qu'avant 1885; si le taux des salaires a reçu un lent accroissement, il est sans proportion avec l'élévation des des prix du produit. En 1890, par exemple, alors que le prix du zinc atteint 559 francs, le taux moyen du salaire est le même qu'en 1881, quand le prix était de 383 francs par tonne. Le travailleur n'a pas réellement participé aux profits extraordinaires du syndicat. Le tableau suivant jette une vive lumière sur ces phénomènes importants.

Années	Prix du zinc	Production	Ouvriers	Salaires
1880	fr. 465. 6	59,880 t.	2,869	
1881	382.74	69,800	3,227	fr. 3.38
1882	387.16	72,947	2,864	3.41
1883	363.11	75,366	3,507	3.38
1884	343.72	77,487	3,605	3.13
1885	334.35	80,298	3,588	3.11
1886	339.60	79,246	3,605	3.13
1887	360.86	80,468	3,676	3.16
1888	429.34	80,675	3,696	3.26
1889	465.32	82,526	3,623	3.26
1890	558.79	82,999	3,856	3.39
1891	561.30	85,701	4,103	3.51
1892	509.30	86,037	3,899	3.47

Dans la sidérurgie, la baisse des prix va croissant de

Digitized by Google

1881 à 1886, où le prix du fer marchand dépasse à peine 106 francs par tonne. Le syndicat des maîtres de forges se constitue à Charleroi en mai 1886 pour se renouveler périodiquement depuis lors; son objet fondamental est la fixation d'un minimum de prix pour les fers marchands, les tôles, et à partir de 1892, les petits fers, au moins pour le marché intérieur. L'action de ces syndicats se combine avec celle des variations de la demande des produits, mais il est certain qu'elle a réussi à relever les prix des produits et à les maintenir dans certaines limites. On en jugera par le tableau suivant que j'ai dressé pour les gros fers marchands. Les moyennes ne rendent pas sensible l'augmentation de prix qui a suivi la constitution du syndicat en 1886, elle n'en est pas moins réelle et a atteint 5 francs.

Années	Production		Prix des fers marchands	Ouvriers	Salaire	Exportation	Rapport p. c. à la product.
1881	479,807 t.		fr. 142.90	16,363	fr. 3.57	238,269 t.	50 %
1882	503,113		147.02	17,414	3.68	268,566	53.4 %
1883	487,226		138.79	16,854	3.67	276,062	56.6
1884	471,040		127.77	15,957	3.34	283,141	60.1 %
1885	469,249		115.93	14,901	2.96	272,037	58
1886	470,255		106.33	15,208	2,76	283,600	60.3
1887	534,056	syndicat	106.24	16,066	2.97	335.711	63.1
1888	547,818		113.92	16,308	3.06	368,342	56
1889	577,204		120.63	17,416	3.31	333,211	57.7
1890	514,311		144.15	17,142	3.32	279,010	54.2
1891	497,380		130.91	16,227	3.17	289,985	58.3

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA CONSTITUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE

M. Ch. Gide a fait cette juste remarque que le commerce extérieur d'une nation, bien qu'il frappe beaucoup plus vivement l'attention que le commerce intérieur, est cependant moins important; la production nationale alimente en général les échanges intérieurs dans une mesure bien

Digitized by Google

plus large que les échanges au dehors. Cependant il y a des degrés, et par là se marque précisément à quel point une nation est incorporée à l'économie mondiale.

M. Lexis évalue à 20 milliards de marks la production brute annuelle de l'empire d'Allemagne ; l'exportation annuelle est de 3,205,000,000 de marks : le rapport entre le commerce intérieur et le commerce extérieur est donc comme 5 est à 1 ; en France, la production annuelle est de 25 milliards de francs; l'exportation, de 3,350 millions : le rapport est comme 6 1/2 est à 1.

M. Giffen évalue à 1,200 millions de liv. st. le produit du Royaume-Uni ; le total des exportations en 1884 est de 298 millions de livres : le rapport est comme 3 est à 1 ; en Belgique, la production agricole et industrielle en 1880 est de 3827 millions de francs; nos exportations sont de 1216 millions la même année : le rapport entre le commerce intérieur et le commerce extérieur est comme 2,15 est à 1 ; plus que tout autre pays, la Belgique est donc engagée dans l'économie du monde ; c'est là le trait le plus important de sa statique et de sa dynamique économiques; c'est aussi pourquoi elle sera plus profondément atteinte que l'Angleterre même par la réaction protectionniste. L'évolution moderne du commerce extérieur de la Belgique à laquelle se rattachent des travaux récents de MM. Couvreur, de Molinari, Strauss, Mahaim, se résoud dans cette incorporation de plus en plus profonde à l'économie internationale ; la loi du 6 juin 1887, rétablissant les droits sur le bétail et la viande, est depuis quarante ans le seul monument de la réaction contre cette tendance fondamentale de l'histoire. Cette évolution présente, depuis 1830, trois phases (1). La première, qui prend fin en 1851, est signalée par le mouvement ascensionnel de la protection depuis la loi du 31 juillet 1834 établissant l'échelle mobile,

(1) Voir planches VII et XVII.

Digitized by Google

jusqu'à la loi du 21 juillet 1844 concernant les droits différentiels; la seconde phase, de 1851 à 1860, est une transition à celle des traités de commerce, dans laquelle le traité du 1er mai 1860 avec la France opère la même réforme que celui du 23 janvier 1860 entre la France et l'Angleterre.

Ces deux phases sont caractérisées par les progrès de la liberté des échanges; les matières premières bénéficient d'abord du principe de la libre entrée; le transit est affranchi d'entraves, les taxes à la sortie sont supprimées, la liberté s'étend enfin aux produits manufacturés. La codification des traités de commerce en 1865 assurait à la Belgique une base libérale de tarification. Les économistes se sont appliqués à mettre en lumière les effets des traités de commerce et la liberté des échanges dont ils préparent l'avènement. L'influence de ces traités ne peut pas être rigoureusement dégagée de celle des causes continues et constantes qui affectent le développement des relations commerciales : l'extension des voies de communications, l'abaissement des tarifs de transport, les progrès de la population, l'expansion des besoins et du bien être, la transformation de l'outillage et des procédés de production, ledéveloppement de nations jeunes ou attardées dans leur marche progressive (1).

Cependant, s'il n'est pas possible de donner la mesure précise de cette influence, il est possible d'en montrer la réalité et la direction; c'est l'objet du tableau suivant :

Périodes		Importations	Exportations	Commerce spécial
Protection	1831-40	100	100	100
	1841-50	120	130	124
Transition	1851-60	210	273	230
Traités	1861-70	411	465	440
Liberté progressive	1871-70	785	857	816
	1881-89	827	983	990

L'accélération du mouvement est manifeste.

(1) Voir planche VII sur ce dernier point.

Digitized by Google

Ces calculs sont basés sur les tableaux du commerce extérieur de la Belgique. On atteindra une approximation plus grande du progrès des échanges en ramenant, d'après les méthodes appliquées ci-dessus (pages 16 et 17), tous les prix de cette dernière période aux prix moyens de 1867-1877. C'est ainsi qu'en 1860, avant l'ère des traités, les exportations totales de la Belgique étaient de 470,258,317 francs; ramenées au prix de 1867-77, elles sont de 456,181,000 francs; les importations étaient en 1860 de 516,686,594 francs; ramenées au prix de 1867-77, elles sont de 501,186,000 francs; l'ensemble du commerce spécial était de 986,944,900 francs, ramené au prix de 1867-77, il est de 957,367,000 francs.

Semblablement, le montant des exportations en 1881-89 (1,259,335,764 francs), ramené aux prix de 1867-77, s'élève à 1,518,558,000 francs; le montant des exportations s'élève de 1,491,120,756 à 1,799,496,000 francs; et celui de l'ensemble du commerce spécial, d'après les mêmes calculs, de 2,750,456,520 à 3,318,054,000 francs.

Nous distinguons par là le mouvement *apparent* du mouvement *réel* de nos échanges : celui-ci exprime les variations des *quantités* de produits échangées, alors que celui-là laisse échapper cet aspect essentiel derrière les variations annuelles des prix (1). Ces calculs peuvent s'étendre aux différents pays, nous les avons tentés pour le commerce de la Belgique avec la France et l'Allemagne. Au moment où le traité de 1861 va inaugurer une phase nouvelle, en 1860, le montant des exportations de Belgique en France était de 161,750,000 francs; ramené aux prix de 1867-77, il est de 156,899,000 francs; en 1889, ces exportations s'élèvent *nominalement* à 352,794,000 francs; d'après les prix de 1867-77, elles sont de 451,576,000 francs; en 1860, les importations de France en Belgique étaient

(1) Voir planches VI et IX.

Digitized by Google

de 109,572,000 francs ; elles sont de 106,285,000 de francs d'après les prix de 1867-77 ; en 1889, ramenées à la même base, elles sont de 413,115,000 francs au lieu de 322,747,000 francs.

En résumé, de 1860 à 1881-89 nous constatons :

	Accroissement apparent	Accroissement réel
Ensemble des exportations de la Belgique	167.7 %	232.9 %
Ensemble des importations . .	188.6 —	259 —
Exportations en France . . .	118 —	188 —
Importations de France . . .	194 —	291 —

Ces chiffres plus rigoureusement calculés sont loin de donner encore l'expression vraie de l'influence des traités de commerce à raison de l'étonnante complexité des faits. Il faut d'ailleurs rechercher cette influence bien plus dans la régularité qu'ils tendaient à donner au mouvement progressif des échanges que dans une amélioration considérable et soudaine de ce mouvement. L'incomparable portée des traités de commerce était d'une part, de donner cette stabilité juridique aux relations commerciales ; de l'autre, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, de généraliser rapidement toutes les concessions réciproques et de préparer par là la constitution définitive de l'unité économique du monde.

RÉACTION PROTECTIONNISTE, CONTRACTIONS ET FLUCTUATIONS DE LA CONSOMMATION

Dès le début de la dépression économique, les systèmes commerciaux de la protection et du libre-échange étaient mis en présence par l'évolution historique antérieure, et des économistes, comme Henri Fawcett et Garelli, s'appliquèrent à en rechercher l'influence. Depuis un quart de

Digitized by Google

siècle le commerce de l'Angleterre avait progressé sans interruption et avec une rapidité extraordinaire. L'opinion publique s'était habituée à voir dans cette prospérité une preuve décisive des avantages assurés au pays par le libre-échange, et l'on était souvent tenté même d'admettre qu'elle était due exclusivement au libre-échange.

Quand la crise frappa l'Angleterre, et qu'on la vit, par la persistance de ses effets, se changer en dépression des prix et du commerce, la foi absolue dans le libre-échange s'ébranla, et il y eut des intérêts puissants, qui se retournèrent contre lui pour l'accuser de tout le mal.

C'est alors que surgirent les critiques amères contre l'erreur du libre-échange uni-latéral, c'est-à-dire, sans obligation de réciprocité, que l'on érigea en principe de conduite la nécessité de répondre à des mesures de protection par des mesures de protection équivalentes au moins à l'égard des mêmes produits; c'est alors que le système de la réciprocité, du *fair trade*, du commerce dans des conditions identiques ou équivalentes des deux côtés, fut opposé au *free trade*, au commerce libre, sans obstacle, sans préoccupation même de la réciprocité; on affecta de chercher une formule supérieure de la justice, tant il est vrai que les réactions elles-mêmes ont besoin de s'abriter derrière la majesté de la justice.

Il se produisit aux Etats-Unis protectionnistes un mouvement analogue dans l'opinion. Jusque dans les années de crise, les États-Unis jouirent d'une prospérité à peu près égale à celle de l'Angleterre, et comme le régime commercial était depuis longtemps protectionniste, le peuple américain était amené à croire que c'était le résultat de la protection. On devait d'autant plus l'admettre que le grand développement du commerce et l'accroissement de la richesse avaient coïncidé avec une élèvation constante des tarifs protecteurs. De 1789 à 1878, les tarifs douaniers des Etats-Unis ont été modifiés environ 40 fois, et la plupart

Digitized by Google

des modifications ont eu lieu dans un sens protectionniste. Au début, ces droits sur les marchandises importées étaient de 8 1/2 p. c. de la valeur; ils furent élevés successivement, jusqu'au point d'atteindre 40, 50, 60 et même 125 p. c. de la valeur des marchandises importées. Rien n'était donc plus naturel que d'associer par un rapport de *cause à effet* le régime protecteur et la prospérité croissante des Etats-Unis.

C'est ainsi que deux nations, soumises à des régimes commerciaux opposés, furent l'une et l'autre simultanément atteintes par la crise. Cette coïncidence remarquable prouve que les causes générales de la dépression commerciale sont indépendantes du libre échange et de la protection; elles sont inhérentes à l'organisation économique et sociale des nations modernes, elles entrent ou peuvent entrer en opération sous tous les régimes de l'échange international : mais leur intensité, la nature, la durée de leurs effets peuvent varier et varient effectivement avec le régime commercial; dès à présent, nous acquérons la certitude que le libre échange et la protection ne sont que des causes modificatrices de l'opération des causes générales qui ont concouru à déterminer la dépression économique.

Le savant Henry Fawcett, qui consacra en 1878 à l'étude du libre échange et de la protection une série de belles leçons, n'hésita pas à reconnaître, libre échangiste lui-même, que le libre échange ne préserve pas les nations des crises commerciales, mais il s'appliqua à démontrer que la protection les y soustrait encore moins.

Fawcett, comparant l'Angleterre avec les Etats-Unis, montrait que malgré des avantages naturels incalculables, le commerce des Etats-Unis n'atteignait pas le tiers du commerce total de l'Angleterre; il signalait surtout cette circonstance que malgré le régime protecteur des manufactures américaines, l'exportation des principaux produits

Digitized by Google

manufacturés ne dépassait pas 4,300,000 liv. st. en 1877, alors que sous l'empire du libre échange, l'exportation des mêmes produits atteignait en Angleterre 127,000,000 de liv. st. M. Baden Powell, dans son bel ouvrage sur l'intervention de l'Etat, a surtout cherché à mettre en lumière l'impuissance des droits protecteurs sur le développement du commerce d'exportation des produits manufacturés aux Etats-Unis. M. Ellena montra encore, en 1885, que ces produits n'y représentaient que 24 p. c. des exportations totales.

Mais la grande préoccupation de Fawcett fut de démontrer que la crise sévissait plus durement chez les nations protectionnistes.

C'est ainsi que de 1869 à 1873, avant la crise, le nombre des émigrants de la Grande Bretagne aux États-Unis fut en moyenne de 200,000 par an, et pendant le même intervalle, il n'y eut aucune émigration des États-Unis vers le dehors. Après 1873, la demande du travail se resserra, les salaires s'abaissèrent aux États-Unis et l'on vit pour la première fois le courant de l'émigration refluer des États-Unis vers l'Angleterre. Fawcett, et après lui Garelli, ont soutenu que les droits protecteurs étant un obstacle à la diminution du prix de beaucoup d'objets de consommation courante, et partant du coût même de la vie, les ouvriers pouvaient retrouver, même avec des salaires moins élevés, grâce à la baisse du prix des objets de consommation, des conditions d'existence meilleures en Angleterre. M. Garelli rappelait également qu'en 1876 le nombre de vagabonds secourus s'était élevé au Massachusetts à 148,000 alors qu'il ne dépassait pas 43,000 en 1873. Le Rapport officiel sur la crise accuse plus de 1,000,000 d'ouvriers sans travail aux États-Unis en 1885, et nous savons qu'en Angleterre le nombre des pauvres secourus ne s'est pas considérablement élevé.

Cependant l'expérience des nations civilisées devait

Digitized by Google

encore, par malheur, servir à élucider ce problème controversé du libre échange et de la protection.

Pour mesurer l'influence que la réaction protectionniste a dû exercer en Belgique sur la demande des produits, la méthode la plus féconde consiste à observer les variations de notre commerce avec les nations qui sont le plus profondément engagées dans cette réaction. Le tableau qui suit présente la valeur moyenne des exportations de la Belgique dans ces pays, qui sont la Russie, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, les États-Unis. Il reproduit cinq périodes dont les deux dernières appartiennent de plus en plus à la protection.

Tableau des exportations en milliers de francs

Importateurs	1865-69	1870-74	1875-79	1880-84	1885-89
France	254,200	314,400	331,120	416,572	336,436
Espagne	3,236	7,657	16,258	30,111	21,350
Allemagne	84,560	205,051	217,603	220,546	204,951
Italie	12,774	13,005	18,800	27,001	35,162
Russie	12,676	14,537	20,564	9,960	7,530
États-Unis	8,792	13,817	13,522	41,290	43,736
Totaux	376,238	568,467	617,867	745,480	649,365

Rapprochons ce tableau de celui que la Commission anglaise a dressé en 1886 dans son Rapport fiscal.

Tableau des exportations anglaises en milliers de liv. st.

Importateurs	1865-69	1870-74	1875-79	1880-84
France	10,995	16,156	15,098	16,860
Espagne	2,184	3,414	3,442	3,640
Allemagne	19,964	26,308	20,212	18,082
Italie	5,474	6,388	6,005	6,532
Russie	4,147	7,592	6,525	5,984
États-Unis	23,522	33,023	17,991	28,684
Totaux	66,286	92,881	69,273	79,782

Digitized by Google

On sera frappé tout d'abord de constater que la première période résolûment protectionniste, 1880-84, ne présente de diminution dans le chiffre des exportations ni en Angleterre ni en Belgique. La Commission anglaise l'a remarqué : en Belgique, dans son rapport au Conseil supérieur de l'industrie, M. Strauss a montré avec une grande abondance de matériaux statistiques, que les prévisions pessimistes qui ont accueilli le renouvellement en 1882 du traité de commerce avec la France ne s'étaient pas, du moins immédiatement, réalisées à l'égard de ce pays. On en voit la preuve ci-dessus.

Cependant la commission anglaise ajoute : « Malgré cette augmentation, il n'est pas douteux que les obstacles à notre commerce, résultant de ces restrictions croissantes du régime commercial de ces pays, ne tendent à le rendre moins profitable. »

Déjà pour la Belgique, il suffira de se reporter aux diagrammes pour constater que la diminution des exportations en Russie commence dès 1877 et se révèle en France après l'exaltation temporaire de 1881-82, mise en relief d'ailleurs par M. Strauss (1). Mais si l'on se r porte à la période de 1885-89, pendant laquelle le régime douanier se resserre encore davantage, on voit se réduire l'ensemble des exportations vers les pays protecteurs; l'Italie, les Etats-Unis seuls présentent encore une augmentation. Si nous mettons en rapport la valeur des exportations, nous obtenons les résultats suivants :

Moyennes des exportations totales de Belgique en milliers de francs

1865-69	1870-74	1875-79	1880-84	1885-89
638,584	980,635	1,110,037	1,305,187	1,264,965

(1) Voir planches VIII et IX.

Digitized by Google

Rapports p. c. des exportations vers les pays protecteurs

58.91	57.96	55 66	57.11	51.33

Cette proportion tend à décroître : l'écart maximum entre la proportion la plus haute et la plus faible est de 7.58 %, l'écart entre les deux dernières, de 5.78 %. C'est à des changements en apparence si étroitement limités dans la statique commerciale d'un peuple que correspondent des perturbations profondes dans ses conditions d'existences. Ici, la comparaison avec l'Angleterre sera hautement instructive. C'est qu'en effet la part proportionnelle de ses échanges avec les nations protectionnistes est beaucoup plus faible qu'en Belgique :

36.60 %	39.50 %	34.30 %	34.00 %

Non seulement la Belgique semble être à un plus haut degré que l'Angleterre engagée dans l'économie mondiale, mais *elle est certainement à un plus haut degré qu'elle affectée directement par l'économie protectionniste internationale*. C'est là un fait grave et qui a besoin d'être mis en lumière.

En Angleterre, les exportations moyennes par habitant, vers les pays protecteurs ont été de

1865-69	1870-74	1875-79	1880-84	1885-89
fr. 54-50	72-75	51-50	56-50	»

En Belgique, en prenant la moyenne de la population de chacune de ces périodes, les exportations par habitant vers les pays protecteurs sont de :

fr. 76 » 109 » 113 » 132 » 108 »

La moyenne de nos exportations *totales* par habitant est de

fr. 129 » 188 » 203 » 231 » 210 »

Il reste ainsi pour nos exportations vers les états non protecteurs :

fr. 53 » 79 » 90 » 99 » 102 »

Digitized by Google

Ces chiffres, calculés d'après les tableaux du commerce extérieur, ne donnent qu'une idée approximative de la vente, car la baisse graduelle des prix fait correspondre des *quantités croissantes* de produits à une même *valeur nominale*. Ramenons donc aux prix moyens de 1867-1877 l'évaluation de nos exportations, nous obtiendrons :

Expression de la *quantité* des produits exportés par habitant

1° Ensemble des exportations :

fr.	134	187	200	263	283

2° Vers les pays protecteurs :

fr.	79	108	111	150	146

3° Vers les pays non protecteurs :

fr.	55	79	89	113	137

L'élan extraordinaire qui a été finalement communiqué à nos exportations totales dans les deux dernières périodes dissimule des dépressions réelles en 1883, 1885, 1886; l'impulsion reçue est plus grande encore que celle que l'on a observée de 1869 à 1873 (1). Cette phase du mouvement correspond au développement des machines et de la puissance productrice dans l'industrie, signalé ci-dessus, et aux efforts multiples pour réduire le coût de production; pendant que les quantités de produits exportés vers les nations protectionnistes fléchissent dans la dernière période, bien que beaucoup plus faiblement que les *valeurs* exportées, on voit s'accroître dans une mesure considérable l'exportation des produits vers les pays non protecteurs; la direction des courants commerciaux tend à se déplacer lentement : on en jugera par l'examen attentif des diagrammes. C'est le témoignage de l'énergie merveilleuse d'un peuple dans des efforts de

(1) Voir planche VI.

Digitized by Google

réadaptation à un milieu qui a subi des modifications brusques. Mais ces transitions sont marquées par des perturbations d'autant plus profondes que les industries s'incorporent d'avantage à l'économie du monde. On remarquera d'abord que plus la réaction protectionniste s'accentue, plus les fluctuations du commerce d'exportations sont considérables : de 1881 à 1890, la moyenne des *quantités* importées, d'après le tableau de la page 34, s'exprime par 1,695,000,000; le chiffre le moins élevé des exportations est de 1,476,000,000, inférieur de 119 millions à la moyenne; le chiffre le plus élevé est de 2,083,400,000, supérieur de 388 millions à cette moyenne; l'amplitude des variations du commerce d'exportation est donc de 507 millions pendant cette période. On calculera de même que pendant la période de 1872 à 1880, cette amplitude n'est que de 263 millions. Les données des tableaux officiels qui expriment les *valeurs* des produits exportés nous donnent pour 1872-1880, une amplitude de variations du commerce de 165 millions, et pour 1881-90, de 277 millions. L'allure du commerce a donc quelque chose de plus violent dans cette seconde période si tourmentée.

Les fluctuations du commerce international ébranlent d'autant plus les diverses industries qu'elles s'incorporent davantage à l'économie du monde. En Belgique, parmi nos grandes industries, il en est qui s'appliquent d'une manière prépondérante à satisfaire les besoins des nations étrangères. Les neuf dixièmes des verres à vitres, des glaces, des fils de laine, des toiles à voiles, les huit dixièmes du zinc brut, les cinq dixièmes des fils de lin, les deux tiers de la gobeletterie, plus des cinq dixièmes des produits sidérurgiques en y comprenant les machines, alimentent la consommation étrangère; la houille y concourt pour 26 à 33 % de la production; les ardoises, avant 1879, dans une mesure encore plus large. C'est là

Digitized by Google

aussi que le retentissement des mesures protectionnistes sera le plus redoutable. L'examen du tableau des exportations témoigne d'une diminution manifeste de nos exportations de fer en France après 1882. M. Roze a démontré que les droits établis alors et maintenus depuis étaient à peu près prohibitifs.

On jugera par cet exemple de l'industrie sidérurgique des fluctuations que les variations des débouchés peuvent communiquer à la production.

Nous divisons l'histoire de la métallurgie dans les vingt-cinq dernières années en phases successives d'expansion et de contraction :

1re phase d'expansion : de 1867 à 1874, la production s'élève de 340,841 tonnes à 498,164, soit de 46 p. c.

1re phase de contraction : de 1874 à 1878, la production tombe à 403,172 tonnes, soit de 19 p. c.

2e phase d'expansion : de 1878 à 1883, la production se relève à 487,226 tonnes, soit de 20 p. c.

2e phase de contraction : de 1883 à 1885, la production s'abaisse à 469, 249 tonnes, soit de 3 p. c.

3e phase d'expansion : de 1885 à 1889, la production remonte à 577,204 tonnes, soit de 23 p. c.

3e phase de contraction : de 1889 à 1892, la production retombe à 479,008 tonnes, soit de 17 p. c.

Les prix suivent ce mouvement rythmique redoutable, on en jugera par le tableau dressé en annexe ; mais ce qui intéressera profondément, c'est que l'amplitude des variations des prix tend à décroître. On y verra en partie l'action des syndicats.

Variations successives

du produit	des prix
46 et 19 p. c.	65 et 48 p. c.
20 et 3 p. c.	7 et 19 p. c.
23 et 17 p. c.	9 et 3 p. c.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE DE LA XIe LEÇON

SISMONDI, *Nouveaux principes, Appendices sur la balance de la production et de la consommation.* — STAINIER, *Histoire commerciale de la métallurgie de Charleroi*, 1867. — PÉCHAR, *La houille et le fer*, 1880. — WALTER SMITH, *Depression of trade*, 1880. — VANDERLAAT, *La crise industrielle*, 1878. — HYNDMAN, *Commercial crises of the XIXth century*, 1892. — P. TRASENSTER, Ses revues économiques et statistiques dans la *Revue universelle dee Mines*, 1880-1884. — Rapports de VAN SCHERPENZEEL THYM, TIMMERHANS et JOTTRAND sur l'*Industrie minérale*. — HARZÉ, *Statistique des mines*, 1880-1892. — COUVREUR, *Conférence sur l'Evolution commerciale de la Belgique*. — MAHAIM, *Politique commerciale de la Belgique*, 1890. — MOLINARI, *Réaction protectionniste*, 1893. — CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Rapports des quatre sections, particulièrement ceux de STRAUSS, GROSFILS, LEPERSONNE et DESMET. Séances plénières. Procès-verbaux, 1891. — HENRI FAWCETT, *Free trade and Protection*, 1879. — A. GARELLI, *La recente depressione industriale*, 1880.

Digitized by Google

ANNEXES A LA XIe LEÇON

Prix par tonne en Belgique

Périodes	du fer	de la fonte	du zinc
1845	fr. 244 63	fr. 108 28	fr. 540 86
1846	307 95	134 74	539 13
1847	271 61	119 56	561 89
1848	226 42	93 75	401 63
1849	205 29	86 83	436 11
1850	191 20	80 09	441 16
1851	182 51	80 75	432 94
1852	190 20	78 44	630 89
1853	218 56	98 29	541 60
1854	236 99	116 12	606 32
1855	245 82	116 18	621 58
1856	244 69	113 89	698 20
1857	234 03	104 62	703 41
1858	241 66	95 22	616 61
1859	204 53	86 27	548 62
1860	188 73	82 16	539 73
1861	186 09	80 54	488 51
1862	183 96	80 12	471 98
1863	177 88	75 50	477 58
1864	184 09	78 98	536 22
1865	183 12	78 64	551 68
1866	181 52	79 82	555 17
1867	175 18	74 89	538 96
1868	165 67	70 38	519 06
1869	168 18	70 26	506 09
1870	174 50	72 90	474 55
1871	180 31	73 63	445 55
1872	246 68	99 79	544 28

Digitized by Google

Périodes		du fer	de la fonte	du zinc
1873		fr. 290 03	fr. 115 66	fr. 610 08
1874		234 91	89 16	575 13
1875		205 96	75 44	597 15
1876		178 »	67 47	584 50
1877		160 »	62 59	495 40
1878		149 57	56 33	445 70
1879		143 »	64 22	418 10
1880		165 43	61 30	465 60
1881		154 10	58 36	408 60
1882		167 04	60 25	425 80
1883		159 60	55 60	394 60
1884		133 91	50 32	343 70
1885		128 46	45 95	334 30
1886	Syndicats	119 14	44 02	339 60
1887		119 05	45 09	360 80
1888		127 88	48 97	429 30
1889		140 02	53 46	465 32
1890		161 36	63 56	558 80
1891		145 99	56 01	561 30
1892		135 44	51 40	509 30

Digitized by Google

Evaluations des tableaux du commerce extérieur de la Belgique, ramenées aux prix moyens de 1867-1877

I. — Commerce spécial de la Belgique avec la France en milliers de francs

Périodes	Exportations	Importations
—	—	—
1859	135,000	99,500
1860	157,000	106,300
1861	177,700	99,300
1862	180,600	142,000
1863	180,200	151,000
1864	193,200	162,000
1865	230,000	195,500
1866	255,100	190,000
1867	262,000	217,600
1868	293,600	216,600
1869	289,400	262,100
1870	259,400	262,000
1871	309,300	257,700
1872	302,400	297,600
1873	361,900	319,700
1874	324,200	307,900
1875	310,200	321,300
1876	302,000	339,000
1877	276,600	330,900
1878	338,800	333,100
1879	400,100	332,300
1880	417,700	345,100
1881	436,600	353,300
1882	538,200	387,300
1883	488,700	364,100
1884	514,900	346,000
1885	418,000	335,700
1886	439,400	334,700

Digitized by Google

Périodes	Exportations	Importations
—	—	—
1887	451,700	382,100
1888	456,900	385,300
1889	503,900	468,200
1890	512,400	451,900

II. — Commerce spécial de la Belgique avec l'Allemagne en milliers de francs.

Périodes	Exportations	Importations
—	—	—
1859	43,200	31,500
1860	60,100	50,100
1861	57,400	63,700
1862	60,300	70,300
1863	59,100	63,200
1864	61,100	64,400
1865	67,500	64,000
1866	66,400	78,200
1867	87,320	103,000
1868	103,100	107,100
1869	122,400	115,200
1870	144,100	121,700
1871	204,200	222,300
1872	210,600	149,400
1873	236,900	150,300
1874	216,000	150,000
1875	206,000	146,000
1876	218,900	172,200
1877	187,500	184,400
1878	206,200	228,900
1879	247,700	209,400
1880	225,400	230,600
1881	246,000	222,500
1882	258,800	278,600
1883	252,800	262,100

Digitized by Google

Périodes	Exportations	Importations
—	—	—
1884	278,900	219,600
1885	264,400	220,200
1886	246,800	194,800
1887	267,300	201,100
1888	266,800	225,100
1889	339,900	230,600
1890	353,990	242,200

Digitized by Google

DOUZIÈME LEÇON

LES CAUSES QUI ONT AFFECTÉ LA VALEUR COURANTE

LA RÉACTION PROTECTIONNISTE EN BELGIQUE ET L'HISTOIRE DES PRIX DES PRODUITS ANIMAUX.

La loi du 6 juin 1887, rétablissant les droits à l'importation sur le bétail et la viande, est le premier monument de la réaction protectionniste en Belgique. Elle n'apparaît ni conformément à l'évolution des doctrines, ni conformément à l'évolution des faits. Les grands théoriciens du protectionnisme, comme Frédéric List, étaient, en Europe, favorables à la liberté des échanges pour l'agriculture ; ils n'admettaient la protection que temporairement et pour franchir les phases successives du développement industriel et commercial. Aujourd'hui, elle apparaît, au contraire, quand cette période transitoire, jugée nécessaire, a été traversée, et elle se manifeste dans l'agriculture même, comme si l'histoire remontait son cours. En second lieu, le mouvement protectionniste, qui est inséparable de l'histoire des prix et apparaît comme une réaction contre leur dépression, vient affecter les produits *animaux*, alors que leurs prix ont subi des variations profondément différentes de celles des produits *végétaux*, et beaucoup plus faibles.

On a vu déjà, page 112, à quel point les mouvements historiques de ces prix diffèrent. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le diagramme IV pour constater que les prix de la viande et du beurre restent toujours *supérieurs* aux

Digitized by Google

prix de 1850-54, alors que les prix des céréales tendent à s'abaisser au dessous. Secondement, la dépression de ces prix animaux est beaucoup plus tardive et moins profonde que celle des prix des céréales, elle n'est réellement décisive qu'à partir de 1884 pour la viande : la moyenne des prix ne tombe que deux fois, en 1887 et 1888, au dessous de la moyenne de 1850-1887. Pour le beurre, la baisse ne s'accuse nettement qu'en cette année 1884. Troisièmement, si l'on compare les prix moyens de 1867-77 aux prix de 1887, on constate que la viande s'est abaissée de 20 p. c., le beurre de 15 p. c., alors que les *index numbers* révèlent une baisse de 26 p. c.; en 1890, la baisse du beurre (c'est le point le plus bas de sa dépression), est de 20 p. c., celle de la viande de 28.8 p. c., d'après les tableaux de la page 46, alors que les *index numbers* sont tombés de 30 p. c.

On ne s'explique donc pas la tentative de relever les prix de ces produits par des tarifs douaniers.

L'un des traits les plus intéressants de l'histoire des prix, c'est la marche ascendante des prix de la viande et du beurre dans le cours du siècle ; on en jugera par les tableaux de l'annexe.

Les causes générales qui la déterminent dérivent de l'accroissement de la population humaine et des besoins, et de la difficulté croissante, toutes choses égales d'ailleurs, d'acquérir ces produits.

La population humaine tend à s'accroître plus rapidement que le nombre des animaux destinés à satisfaire à sa consommation. Le transport et la conservation du bétail et de la viande rencontrent beaucoup plus de difficultés ou de résistances que le transport et la conservation des céréales. L'accroissement du gros bétail s'associe dans les pays avancés au développement de la culture intensive, c'est-à-dire à des applications croissantes de capitaux, tandis que les mêmes progrès de la culture refoulent et

Digitized by Google

réduisent l'espèce ovine. Malgré les perfectionnements des procédés de conservation, les viandes importées en moyenne, de 1887 à 1892, alimentent tout au plus 500,000 habitants par an, à 12 kilos par tête. Il en résulte : 1° une tendance générale à n'obtenir d'augmentations notables de ces produits que par des applications nouvelles au sol de capital et de travail ; 2° une tendance prédominante à régler le prix des produits animaux par le coût de production intérieur du pays. L'importation des produits étrangers tend à exercer une action modificatrice sur les prix, qui sont fondamentalement réglés par le coût de production intérieur. Libre, elle tend à en contrarier l'élévation.

Dans ces conditions, l'application des droits d'entrée, en 1887, devait affecter les prix du bétail et de la viande à l'intérieur du pays ; au moment de cette application, la production indigène ne pouvait satisfaire à la demande sans une augmentation du coût de production.

Pendant que le coût de production intérieur régit la valeur normale des produits animaux, les circonstances qui ont affecté l'offre et la demande ont réglé les variations de leur prix courant. On a vu déjà que la consommation de la viande a subi des diminutions. L'offre du bétail sur le marché de la consommation varie suivant l'état de la récolte fourragère ; selon qu'elle est abondante ou réduite, le cultivateur est porté à conserver le bétail pour l'élevage et à le jeter sur le marché ; quand la récolte est mauvaise, l'offre s'accroît, les prix baissent ; quand la récolte est bonne, l'offre se contracte et les prix s'élèvent.

Si l'on observe les prix après 1887, on constate pour le gros bétail qu'ils ne retombent pas au niveau des prix de 1887, mais subissent des variations d'année en année.

En 1888, comme en 1887, les récoltes fourragères ont été mauvaises et ont déterminé l'accroissement de l'offre du bétail ; ces récoltes ont été mauvaises à l'étranger aussi.

Digitized by Google

De là, une offre de bétail plus grande et une tendance à l'accroissement de nos importations ; mais l'action modificatrice qu'elles eussent exercée dans un état de liberté absolue a été évidemment contrariée, en 1888, par les droits protecteurs, de telle manière qu'ils ont *paralysé la baisse des prix* ; s'ils n'ont pas toujours augmenté les prix d'une grandeur équivalente à leur montant, ils en ont toujours au moins limité l'abaissement.

LE COMMERCE INTÉRIEUR ET L'ÉQUILIBRE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION. — MORPHOLOGIE DE L'APPAREIL PRODUCTEUR. — LA POPULATION AGRICOLE INDUSTRIELLE.

Adam Smith disait que le commerce le plus important d'une nation est celui qui s'accomplit entre la ville et la campagne, entre la population industrielle et la population agricole : on a vu plus haut que plus des deux tiers du produit national restent, en 1880, engagés dans le commerce intérieur.

Les variations que subit ce commerce, d'une période ou d'une année à l'autre, les perturbations de l'équilibre interne entre la production et la consommation, sont en rapport avec l'étendue des besoins et des ressources propres à les satisfaire. Si nous avions à chaque instant des données positives sur l'importance et les conditions de la production, sur les besoins et les ressources de la consommation, la statistique contribuerait efficacement, sinon à prévenir le retour des crises, du moins à en atténuer les effets.

L'expression générale des besoins à satisfaire par le commerce intérieur, toutes choses égales d'ailleurs, est dans l'importance relative de la population agricole et de la population industrielle. C'est ici que nous nous trouvons en présence d'une loi morphologique qui régit toute l'évo-

Digitized by Google

lution de l'appareil de la production nationale, c'est *la loi suivant laquelle la population agricole tend à se réduire relativement et absolument, et avec elle, toutes choses égales d'ailleurs, la demande des produits des manufactures.* Cette tendance est contrariée par toute augmentation dans le nombre ou l'intensité des besoins, et dans les revenus des consommateurs des campagnes.

En Angleterre, d'après les belles recherches de Booth, la population agricole décroît avec une rapidité effrayante, que l'on mesurera tout à l'heure.

En Belgique, la loi se manifeste, l'appareil de la production agricole tend à se réduire dans ses proportions et dans sa masse. Il s'agit ici des exploitants et des ouvriers réunis. Plus loin, il sera question des ouvriers seuls.

Les auteurs du recensement de la population en 1890, s'efforçant de rectifier les résultats de l'observation, adoptent les chiffres globaux suivants pour exprimer la répartition de la population par professions :

	1880	1890
Professions industrielles	1,200,000	1,200,000
» agricoles	1,200,000	1,000,000
» commerciales libérales, etc. . . .	1,000,000	1,200,000
	3,400,000	3,400,000

On n'a point mesuré la portée des changements intimes que ces chiffres révèlent dans l'organisme du travail national. C'est cette morphologie qu'il s'agit d'éclairer; avant tout, marquons ses rapports avec *la population totale.* Voici ce que le calcul nous donne :

	1880	1890
Professions industrielles	21.80 %	20 - %
» agricoles.	21.80	16.50
» commerciales et libérales. . . .	18.15	20 »
	61.75	56.50
Sans occupation	38.25	43.50
Total . .	100.00	100.00

Digitized by Google

On voit combien il importe de distinguer la *population relative* de la *population absolue* : *absolument*, les forces industrielles restent les mêmes; *relativement*, elles décroissent de 1.80 p. c.; les changements réels seront plus apparents si l'on suppose que les *rapports proportionnels soient restés invariables*; dans cette hypothèse en 1890 :

		Population effective
les producteurs industriels seraient	1,320,000 au lieu de	1,200,000
» agricoles »	1,320,000 »	1,000,000
les commerçants, etc. »	1,098,000 »	1,200,000
	3,738,000	3,400,000

c'est-à-dire que la *population occupée*, exerçant des fonctions économiques ou autres dans l'organisme social, a, dans son ensemble, décru *relativement* de 1880 à 1890, pendant qu'elle restait invariable *absolument;* qu'il en a été de même pour la population industrielle; que la population agricole a décru à la fois *relativement* et *absolument;* que seule la population commerciale et libérale s'est accrue *relativement* et *absolument*. L'appareil producteur *agricole industriel* s'est contracté, refoulant une partie de ses éléments, dans l'appareil distributeur, les professions commerciales; ces phénomènes de redistribution des forces économiques ont dû s'accomplir selon la ligne de la plus faible résistance. Mais l'importance de ces lois morphologiques est telle, qu'il faut la mettre en lumière dans la plus longue suite possible d'années. Les données des *recensements de la population* nous présentent seuls de la continuité; malgré d'inévitables erreurs, elles laissentse dégager la direction réelle de l'évolution.

Appareil agricole industriel

Années	Nombre absolu des producteurs		Nombre relatif des producteurs à la population totale	
	agricoles	industriels	agricoles	industriels
1846	1,075,030	732,752	24.8 %	16.9
1856	1,062,115	866,947	23.4	19.1
1880	873,783	952,947	15.8	17.3
1890	734,200	1,081,503	12.1	17.8

Digitized by Google

Le nombre *absolu* des producteurs agricoles aurait en moins d'un demi siècle décru de près du tiers, et son rapport à l'ensemble de la population serait réduit de moitié. Il faut faire une large part à l'erreur dans ces évaluations : ainsi le recensement agricole de 1880 porte à 1,199,319 le nombre des personnes livrées aux travaux agricoles, c'est-à-dire à 21.77 p. c. de la population totale, ce qui est encore inférieur de 3.23 p. c. à la proportion qui résulte du recensement agricole de 1846 et correspondrait à 177,951 individus. L'auteur du *Recensement agricole* de 1880 a commis (page C.) une erreur, que j'ai signalée ailleurs, en voulant ajouter aux 1,199;319 agriculteurs 680,000 travailleurs agricoles fournis par le recensement de la population. C'est un double emploi évident.

Si une telle omission avait été commise en 1880, le recensement de la population de 1890 l'aurait redressée, mais loin d'augmenter le chiffre de 1880, il le réduit encore à 1,000,000, après avoir tenu compte de toutes les corrections. Ce chiffre rectifié fait encore retomber à 16.52 de la population, en 1890, la proportion des agriculteurs qui était de 24.8, ou 25, en 1846. Semblablement, le *Recensement industriel de 1880*, élève à 1,200,000 le nombre des travailleurs industriels (p. 63), patrons et ouvriers; ce chiffre absolu est maintenu en 1890, on l'a vu. En tenant compte des corrections, on arrive à ces évaluations approximatives :

Rapport pour cent à la population de l'appareil

Années	Agricole	Industriel	Total
1846	25 »	16.90	41.90 p. c.
1856	23.40	19.10	42.50
1880	21.77	21.05	42.82
1890	16.52	19.82	37.34

On aura une indication générale des conditions de l'équilibre interne de la production et de la consommation

Digitized by Google

en ajoutant aux producteurs agricoles les personnes qui en dépendent directement. J'admets dans le calcul les coefficients de 1846.

1846 . . .	2,220,715	1880 . . .	2,460,000
1856 . . .	2,169,439	1890 . . .	2,060,000

Il est impossible de mieux marquer que dans l'évolution moderne, la consommation des produits industriels par les campagnes tend, *toutes choses égales d'ailleurs*, à se contracter.

L'ÉQUILIBRE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION ET LE COMMERCE INTÉRIEUR. LE PRODUIT BRUT AGRICOLE, LES PRIX ET LES VARIATIONS DE LA VALEUR D'ÉCHANGE.

La diminution du pouvoir de consommer de la classe agricole n'a pas eu seulement pour cause générale la baisse des prix des produits agricoles et la contraction des revenus correspondants, mais la diminution de la quantité des produits même, par une série de mauvaises récoltes. Toutes les opérations préparatoires nécessaires pour assurer une récolte exigent des dépenses considérables de capital et de travail. Capital et travail sont en grande partie perdus quand survient une mauvaise récolte; en Angleterre, en Belgique, en France, les mauvaises récoltes se sont succédé dans la période de 1871-1880; dans la seule année 1879, un déficit de 9,000,000 d'hectolitres de grains fut constaté en Europe.

Un tableau que j'ai dressé et qu'on trouvera dans l'appendice, réunit les données sur les prix, le produit par hectare et la valeur de la récolte du froment en Belgique, de 1846 à 1892. On jugera des pertes subies par les agriculteurs dans les années décidément mauvaises de 1871-1873-1879. En 1871, bien que le prix fût encore de fr. 28,28 l'hectolitre, la valeur de la récolte est inférieure de 150 francs à la valeur de la récolte en 1872, alors que

Digitized by Google

le prix a baissé de plus de deux francs. En 1873, malgré le relèvement des prix, la valeur de la récolte est encore inférieure de 120 francs à celle de la récolte de 1872. A partir de 1875, et surtout de 1877, la dépression des prix combine son action avec celle des inégalités de rendements.

Pour donner une indication saisissante sur l'influence que la baisse des prix agricoles a pu exercer sur le revenu brut et le pouvoir de consommer de la classe agricole dans les régions les plus éprouvées, je comparerai les récoltes du froment en 1871 et 1892. C'est en 1871 que le produit moyen du froment est *le plus faible* depuis 1846 (14 hectolitres 73 par hectare) et c'est en 1892 qu'il *est le plus élevé* (26.72), or, la récolte de 1871 vaut encore fr. 416-56, alors que la récolte de 1892 ne vaut plus que fr. 404.27.

Tout le produit agricole n'est pas destiné à l'échange ; la baisse des prix n'affectera donc ni tout le produit agricole, ni tous les producteurs dans la même mesure.

En 1846, Quetelet évaluait la production agricole à 753,000,000 de francs, les trois septièmes en étaient consommés sur place. La presque totalité des produits des exploitations de moins de 4 hectares échappe à l'échange, et il y a, en Belgique, 799,026 exploitations de moins de 4 hectares. Il n'y en a que 111,370 de 4 hectares et plus. La superficie moyenne de l'exploitation agricole est exactement de 3 hectares 90. Les céréales produites sur cette surface, d'après les moyennes de rendement de 1871-80 et la répartition générale des cultures, sont :

Froment . .	kilos	840.06
Seigle		787.39
Orge		140.12
Avoine		787.60
Total. .	kilos	2,555.17

Digitized by Google

Le nombre des travailleurs occupés sur cette superficie moyenne et des membres de leur famille est en 1880, d'à peu près 5 (4.72). Avec une consommation moyenne de 225 kilos par tête, la consommation sur place de froment et de seigle est de 1,062 kilos; il en reste 563 pour la vente. C'est pourquoi les petits cultivateurs propriétaires sont les moins atteints par la crise : les variations des prix ne les affectent que partiellement ou point.

S'il est impossible d'étendre les effets de la dépression des prix à tout le produit agricole, il est déraisonnable de donner pour mesure *absolue* de la diminution du pouvoir de consommer la dépréciation monétaire subie par l'ensemble des produits agricoles, et de dire par exemple, comme on l'a fait : la production agricole était évaluée en 1880 à 1,650 millions de francs; en admettant que la dépréciation ait atteint 400 millions en 1889, il y a annuellement une diminution correspondante dans la consommation des marchandises par la classe agricole. C'est, qu'en effet, la baisse des prix s'est étendue à tout l'ensemble de la production agricole-industrielle. Si les prix de toutes les marchandises avaient subi les mêmes diminutions et en même temps, si les revenus des différentes classes avaient varié simultanément et dans la même mesure, le pouvoir relatif de consommer serait resté le même, parce que les rapports de *valeur* entre les produits n'auraient pas subi de variation, malgré la *baisse générale des prix*.

A la vérité, ce n'est pas ce qui s'est présenté. Les prix des différentes classes de produits ont subi des dépressions inégales, et c'est dans cette inégalité seulement qu'il faut chercher la limite des changements dans le *pouvoir de consommer*.

Digitized by Google

LES PRODUITS ANIMAUX ET L'ÉQUILIBRE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION

Les prix des produits animaux ont subi une baisse moyenne inférieure à la baisse générale des prix. On ne peut donc dire que les producteurs agricoles, aient subi une diminution réelle dans leur pouvoir d'échanger et de consommer, en tant qu'il dérive de la production animale.

Des phénomènes inverses se sont présentés. En 1873, le salaire annuel du houilleur est de 1,353 francs; à 20 kilos de viande par tête, sa famille consommait 80 kilos : au prix de 1.83 cette consommation absorbait fr. 146-40 ou 11 p. c. du salaire.

En 1892, le salaire est de 957 francs, la viande a baissé sans doute : elle est à 1.53; mais les 80 kilos *représentent* 12.8 p. c. du salaire, et si l'ouvrier veut maintenir son équilibre budgétaire, les 11 p. c. de tout à l'heure ne représentent plus que 70 kilos, ce qui entraine une contraction de la consommation.

La consommation du beurre a dû présenter des phénomènes semblables : cette consommation, ou celle d'un succédané moins cher, la margarine, tend à croître avec la consommation du pain, car elle accompagne celle du pain. L'ouvrier, en 1886, emprunte 63.6 p. c. de son albumine au pain. J'évalue, en 1892, la consommation de beurre et de margarine à 5 kilos par tête et par an.

Cependant, la production animale ne représente en Belgique que 14.5 p. c. de la valeur totale du produit agricole en 1880. L'infériorité de la baisse des prix ne compense que dans une faible mesure, pour l'ensemble, les effets de la baisse des prix des produits végétaux.

Digitized by Google

Considérons les céréales qui ont été le plus lourdement atteintes et reportons-nous, pour évaluer la perte *réelle*, la diminution du pouvoir de consommer, en 1887 par exemple, au tableau de la page 46. Relativement aux *index numbers* de 1867-77, à cette époque, la baisse générale des prix est de 26 p. c. Or, relativement aux moyennes correspondantes, le prix du froment avait baissé alors de 41.6 p. c., celui du seigle de 44.5 p. c., de l'orge de 31.7 p. c., de l'avoine de 36 p. c. La diminution du pouvoir de consommer de la classe agricole peut donc s'exprimer globalement par la différence entre ces chiffres et la moyenne de 26 p. c. Le tableau suivant en marque les limites extrêmes :

CÉRÉALES	Valeur totale d'une récolte prix de 1867-1877	Excédant de la baisse des prix sur la baisse moyenne en 1887	Son expression en argent
Froment . .	137,678,450 fr.	15.6 p. c.	21,477,838 fr.
Seigle . . .	95,020,136	18.5	17,578,725
Orge. . . .	18,099,147	5.7	1,031,651
Avoine . . .	85,576,475	10.0	8,557,647
	336,374,208 fr.		48,645,861 fr.

Mais il faut déduire de la valeur totale du produit la portion correspondant à tout ce qui est consommé sur place comme aliments et semences. L'alimentation de l'homme moyen étant de 225 kilos de céréales par an, en admettant que les trois quarts de la population rurale soient nourris directement du produit de la ferme, la consommation totale est pour 1,500,000 personnes de 337,500,000 kilos, à répartir entre le froment et le seigle, soit 40 p. c. de la récolte à déduire; pour l'avoine, si la ration normale de 3 kilos par cheval et par jour, d'après Piret, était la ration effective, la quantité à déduire du produit total serait de 307,811,536 kilos; admettons que la déduction soit des

Digitized by Google

deux tiers de ce total, et qu'il reste environ 200,000,000 de kilos pour la vente. L'orge sera considéré comme intégralement vendu. Quant aux semences, je les porte en moyenne, d'après les données du recensement de 1880, à 9.4 p. c. du produit pour le froment, 8.6 p. c. pour le seigle, 7 p. c. pour l'orge, 7.8 p. c. pour l'avoine. La valeur du produit dont il faudra tenir compte et la diminution effective du pouvoir de consommer seront dès lors :

CÉRÉALES	Valeur nette	Excédant de la baisse des prix	Son évaluation
Froment . .	69,665,150 fr.	15.6 p. c.	10.867,763 fr.
Seigle . . .	48,840,350	18.5	9,035,464
Orge. . . .	16,832,207	5 7	959,435
Avoine . . .	36,969,038	10.0	3,696,903
	172,306.745 fr.	14.3 p. c.	24,559,565 fr.

RÉPARTITION TOPOGRAPHIQUE DES PERTES

Cette perte subie sur les céréales s'est répartie inégalement entre les différentes régions agricoles. Elles diffèrent, en effet, par l'*importance relative* de ces diverses cultures, et les prix des diverses céréales ont été inégalement affectés par la dépression : le calcul nous donne, en effet, les résultats suivants, qui expriment la part de chacune des provinces dans la *production* totale des céréales :

PROVINCES	Froment	Seigle	Orge	Avoine
Anvers	3.1 p. c.	15.7 p. c.	7.8 p. c.	6.1 p. c.
Brabant	19.0	16.6	13.9	12.2
Flandre occidentale .	19.8	13.6	18.2	8 3
Flandre orientale. .	10.9	24.0	27.9	9.4
Hainaut	25.3	9.2	19.2	16.2
Liège	9.1	4.1	3.5	9.5
Limbourg	4.5	10.8	1.6	5.7
Luxembourg . . .	1.9	2.7	2.0	13.7
Namur	6.4	3.3	5.9	18.9
	100.0 p. c.	100.0 p. c.	100.0 p. c.	100.0 p. c.

Digitized by Google

Le tableau suivant montre l'inégalité de la dépression qui a affecté les prix des céréales. En représentant par 100 le prix de l'hectolitre de froment, les prix des autres céréales s'expriment comme il suit :

PÉRIODES	Froment	Seigle	Orge	Avoine
1831-34	100	65.2	57.1	35.0
1835-39	100	60.0	55.0	35.3
1840-44	100	61.6	55.4	34.2
1845-49	100	67.0	52.7	32.2
1850-54	100	66.5	52.0	32.4
1855-59	100	64.2	57.1	36.4
1860-64	100	62.4	56.3	35.3
1865-69	100	64.2	59.6	39.3
1870-74	100	62.5	53.7	36.0
1875-79	100	66.3	61.2	42.5
1880-84	100	71.1	63.8	41.8
1885-89	100	67.3	67.0	45.0
1890-92	100	80.0	67.0	44.4

Rien ne peut mieux montrer la *diminution relative croissante* du prix du froment depuis 1875-1879. La combinaison des deux tableaux donne une idée de la *répartition territoriale* des effets de la crise agricole. Chacune des régions, en effet, est caractérisée par la prépondérance d'une céréale : les Flandres par le seigle, les Polders par l'orge, le Condroz et l'Ardenne par l'avoine, la Hesbaye et le Brabant par le froment. Il est évident que les régions frumentaires sont les plus profondément atteintes par la crise. On en jugera par les calculs qui suivent et qui expriment la répartition des pertes évaluées plus haut dans le pouvoir d'échange. Il est inutile de dire que ce n'est là qu'une approximation grossière.

Digitized by Google

Perte annuelle nette en milliers de francs (1887)

	Brabant	Hesbaye		Condroz	Région jurassique et Ardenne
		Hainaut	Liège	Namur	Luxembourg
Froment . . .	2065	2750	989	696	206
Seigle	1500	831	370	298	244
Avoine . . .	451	599	352	699	506
Orge	132	184	34	57	19
	4148	4364	1745	1750	975

	Flandres		Campine		Polders
	Occidentale	Orientale	Anvers	Limbourg	Flandre occid.
Froment . . .	2152	1185	337	489	2152
Seigle. . . .	1229	2168	1419	976	1229
Avoine . . .	307	349	225	211	306
Orge	175	268	75	15	175
	3863	3970	2056	1691	3862

La Hesbaye et le Brabant perdent à eux seuls, d'après ces calculs, 10,257,000 francs.

Ces pertes pèsent à peu près exclusivement sur les 111,370 exploitations de 4 hectares et plus. 15,589 exploitations de 20 hectares et au-delà représentent les quatre dixièmes de leur superficie totale. Ce sont celles-là surtout qui supporteront le fardeau, car la proportion de leur produit livrée à la vente va croissant avec leur étendue. Parmi les 111,370 exploitations de 4 hectares et plus, il en est 62 p. c. qui sont exploitées par des locataires; ici surgit la distinction entre les diverses branches du revenu qui sont atteintes par la dépression des prix.

RÉPARTITION DES PERTES ENTRE LES REVENUS

En Angleterre, Caird a essayé d'établir la diminution que les revenus de l'agriculture ont subie ; il admet que la

Digitized by Google

rente des propriétaires s'est abaissée de 30 p. c., le profit du cultivateur de 60 p. c., et le salaire du travailleur agricole, de 10 p. c., en 1885; la diminution totale du revenu, d'après lui, est de 42,800,000 liv. st., soit 1,070,000,000 de francs. Cette contraction du revenu a dû avoir une influence très importante sur la consommation des produits manufacturés. A cet égard, la majorité et la minorité de la Commission de l'Enquête anglaise sont d'accord.

En Belgique, il n'est pas possible de calculer avec précision la diminution du revenu de la classe agricole; mais on peut y atteindre approximativement : j'évalue à 237,100,000 francs la rente foncière en Belgique, en 1874, c'est-à-dire au moment où la dépression des prix agricoles va se produire. On peut admettre que la diminution moyenne de la rente foncière soit de 25 p. c. depuis lors; la réduction du revenu des propriétaires serait de 59,250,000 francs. La perte subie par le cultivateur est moins facile à déterminer. En Angleterre, on porte à la moitié du revenu du propriétaire, le profit du cultivateur; et, après cette proportion, le profit total de la culture eût été de 118,500,000 francs en 1874. En admettant 50 p. c. de perte en moyenne, ou la même proportion qu'en Angleterre, les profits des fermiers auraient été réduits nominalement de 59,250,000 francs par année; les salaires du travail ne dépassent pas 113,641,200 francs en 1874, et leur réduction atteint certainement de 20 à 25 p. c. en moyenne, soit de 22,728,240 francs à 28,410,250 francs en tout. A côté de la classe agricole des salariés, il faudrait compter la classe considérable des cultivateurs, hommes et femmes, qui associent dans leurs mains le travail et le capital, et dont le revenu se compose à la fois de salaires et de profits. J'évalue le revenu total de cette classe en 1874, à la somme de 489,765,000 francs. En admettant ici encore une baisse de 25 p. c., le revenu de cette classe eût subi un abaissemement total de 122,441,250 francs, mais

Digitized by Google

l'exagération ici serait énorme, car la plus grande partie de ce revenu n'est pas affectée par la baisse des prix, elle est consommée en nature.

La diminution du *pouvoir de consommer* des propriétaires, des entrepreneurs et des ouvriers agricoles, n'a pas pour mesure la *dépréciation monétaire* de leur revenu, mais le rapport entre cette dépréciation et celle des marchandises consommées par ces diverses classes. Si les produits consommés par la classe des propriétaires et celles des ouvriers salariés avaient tous subi la dépression moyenne des prix donnée par les *index numbers*, on pourrait dire, toutes choses égales d'ailleurs, que *leur situation réelle* est restée la même et que tout le poids des pertes a pesé sur les cultivateurs locataires. Mais cette adaptation parfaite ne s'est évidemment pas produite : l'écart seul entre les variations des prix de détail et celles des prix de gros a dû atteindre le pouvoir de consommer des propriétaires et des ouvriers. Il est une circonstance importante, qui a dû affecter la masse totale du revenu des ouvriers agricoles salariés, dont il n'a pu être tenu compte plus haut, page 115 et suivantes, où j'ai considéré la quantité du travail par hectare comme *constante*, c'est la *contraction progressive de l'ensemble de la demande du travail agricole*, la réduction du nombre total des ouvriers occupés.

MORPHOLOGIE DE L'APPAREIL PRODUCTEUR. — LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA SURPOPULATION ABSOLUE ET RELATIVE.

La redistribution générale de la population qui s'accomplit dans l'appareil agricole-industriel a pour aspects principaux les changements qui s'opèrent dans la masse et la structure de la classe la plus nombreuse, celle des travailleurs vivant de leurs salaires.

Dans un livre profond, mais d'un esprit doctrinal

Digitized by Google

absolu, *Das moderne Elend und die moderne übervölkerung*, M. Max Schippel a visiblement repris les thèses proposées par Sismondi, développées et fortifiées par Rodbertus et surtout Marx, sur la formation d'un excédant de population inemployée et la décroissance *relative* de la part des travailleurs dans l'ensemble du produit de la nation.

Les progrès de la technique industrielle et agricole, le développement de la productivité du travail, les transformations de la culture, considérées dans leur continuité, s'accompagnent d'une diminution sinon absolue, du moins *relative* de la population ouvrière effectivement employée. Le phénomène de surpopulation qui s'observe alors ne dérive pas d'une multiplication de l'espèce humaine plus rapide que celle des subsistances, *d'un surcroît de force productrice, mais de l'élimination d'une partie de cette force* ; ce que Marx appelle l'armée de réserve, n'est autre que ce résidu, cette masse flottante.

Successivement ramenée au travail dans les périodes d'expansion et refoulée dans les périodes de dépression économique, elle devient, dans l'évolution industrielle-agricole moderne, toujours plus considérable et plus menaçante ; de telle sorte qu'une tendance historique constante traverse toutes ces fluctuations d'une amplitude croissante, et c'est la tendance générale, la loi historique qu'il faut rechercher, c'est son influence sur le revenu et la consommation qu'il faudrait dégager. Car cette évolution organique s'accompagne d'une diminution relative du revenu total du travail dans l'ensemble du revenu de la nation. Sous la pression de la concurrence que l'épargne successive du travail humain, par les progrès des procédés techniques, rend toujours plus intense, le salaire du travailleur, d'après Schippel, gravite autour du minimum d'existence, du salaire d'airain. C'est là encore la thèse de Sismondi, de Rodbertus, de Marx lui-même.

Pour rendre, par exemple, la conception complexe de ces

Digitized by Google

penseurs saisissante à l'aide de chiffres, admettez que le travailleur réduit au salaire minimum ait un revenu qui reste constant et soit de 50, pendant qu'aux phases successives de l'évolution le produit de son travail augmente comme 100, 120, 130, 140, 150, grâce aux transformations de la technique.

Supposez que le mouvement général de la population soit

100 105 110 115 120

que le nombre des travailleurs, tout en augmentant d'une manière absolue, exprime cependant une proportion *décroissante* de la population totale, aux diverses phases, telle que :

50 49 48 47 46 p. c.

ce qui correspondra aux *nombres absolus de travailleurs* suivants :

50 51.45 52.8 54.05 55.20.

La production totale s'exprimera, d'après les coefficients admis plus haut, par :

5000 6174 6864 7567 8280.

La part *absolue*, le revenu total du travail :

2500 2572 2640 2702 2760.

Ce qui correspond aux proportions suivantes du produit total de la nation :

50 p. c. 41 p. c. 38 p. c. 35 p. c. 33 p. c.

Dans cette hypothèse, la capacité de consommer s'accroit toujours plus lentement que la productivité du travail, et l'effet redevenant cause à son tour, de cette capacité *relativement* réduite dérive le resserrement des débouchés des produits consommés par la classe des travailleurs, la diminution correspondante de la demande de travail, et l'équilibre entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande de travail, devient toujours plus instable.

Digitized by Google

M. Max Schippel n'a pu mettre en œuvre que des données statistiques n'allant guère au-delà de 1871 ; Marx s'était arrêté vers 1865. De 1861 à 1871 la population de l'Angleterre s'est élevée de 13.19 p. c.; le nombre des travailleurs occupés aurait dû s'accroître dans la même mesure pour conserver le même rapport avec l'ensemble.

M. Schippel montre que dans vingt-cinq industries ou groupes d'industries, y compris l'agriculture, loin de s'accroître, la population ouvrière s'est abaissée de 3,030,310 à 2,561,973, soit de 15.4 p. c.; dans d'autres groupes, elle s'est élevée de 399,498 à 491,341, mais en tenant compte de l'accroissement général de la population, l'accroissement réel, de 39,149, est loin de compenser la perte effective.

Pour prolonger les recherches de Schippel, il faut s'adresser aux documents statistiques plus récents : le *Rapport final* de la Commission royale sur la *Dépression du commerce et de l'industrie* (1886). D'après les auteurs du rapport, la diminution d'emploi du travail est *le trait le plus grave de la dépression* (§ 56).

Un tableau précieux nous permet de prolonger les recherches de M. Schippel, mais en partie seulement :

Rapports °/₀ à la population totale du nombre des ouvriers employés dans les manufactures :

	1856	1862	1868	1874	1885
	—	—	—	—	—
Laine	0,596	0,592	0,814	0,851	0,764
Lin, chanvre .	0,286	0,322	0,437	0,528	0,452
Coton	1,354	1,546	1,306	1,475	1,388
	2,236	2,460	2,557	2,854	2,604

Ces données statistiques révèlent que le nombre relatif des travailleurs tend à croître jusqu'en 1874 pour s'abaisser ensuite. L'industrie cotonnière présente deux oscillations

Digitized by Google

successives : en prolongeant les observations de 1874 jusqu'en 1893, on constaterait deux phases d'expansion et de contraction de la demande de travail ; la contraction va s'accentuant de 1876 à 1879; un relèvement se produit en 1880 et 1881, pour être suivi d'une dépression qui atteint son plus haut degré en 1886-1887; un relèvement graduel de la demande de travail a lieu ensuite, suivi d'une nouvelle dépression en 1892-1893. On en jugera en rapprochant le tableau publié ci-dessus (page 65), d'après les rapports du *Board of Trade* sur les *Trade Unions*, du tableau dressé en 1893 dans le *Report on agencies and methods for dealing with the unemployed*, p. 181 (*Board of Trade Department of Labour*). On constate ainsi dans l'évolution du travail anglais, plutôt une série d'oscillations redoutables qu'une tendance continue à la diminution du nombre proportionnel des ouvriers employés dans les manufactures. Il en est autrement pour l'agriculture anglaise où la diminution relative est continue, comme je l'ai indiqué ci-dessus déjà, d'après Ch. Booth.

Proportion de la population employée dans l'agriculture à la population totale

	1851	1861	1871	1881
	—	—	—	—
Angleterre et Galles	20.9	18.0	14.2	11.5
Ecosse	22.7	20.1	17.3	14.2
Irlande	48.4	42.9	40.7	41.1

Les transformations de la culture, surtout la substitution des prairies aux terres cultivées, substitution qui épargne considérablement la main-d'œuvre; le développement des machines agricoles qui réalisent une épargne de travail ont, combinés avec le régime de la grande propriété, amené ce résultat d'une gravité extraordinaire, au point de vue de l'équilibre de la production et de la consommation à l'intérieur du pays.

Digitized by Google

L'excédant relatif ou absolu de la population des campagnes, sans emploi dans la culture, va grossir sans cesse la population des villes manufacturières, où elle exalte la concurrence ouvrière, et selon le mot du rapport final de la Commission du travail (*Fifth and final Report of the royal Commission of labour*, 1894, § 220) y rend l'existence plus précaire. En même temps, les débouchés extérieurs prenant de plus en plus d'importance pour l'industrie anglaise, elle subit plus profondément le contre-coup de toutes les circonstances qui affectent la demande des produits au dehors : mesures protectionnistes, contractions du crédit.

A l'égard des contractions et des expansions successives de la population industrielle, il est impossible de méconnaître l'action de la cause générale que Max Schippel, avec Sismondi et Marx, met en lumière. Le *Rapport final de la Commission sur la dépression du commerce et de l'industrie* (1886) parle du déplacement constant du travail par les perfectionnements des machines : « Nous devons signaler, dit ce rapport, le déplacement du travail qui se produit constamment grâce à l'emploi des machines, et qui ne peut manquer de créer la détresse parmi les classes ouvrières, à moins qu'il ne s'accompagne de l'expansion continue et vigoureuse des industries agricole et manufacturière, qui a manqué pendant les années dernières. » C'est ainsi que cette cause générale est favorisée plus ou moins puissamment par le réveil du protectionnisme et par la concurrence étrangère.

En Belgique, les phases successives de diminutions et d'accroissements de la demande de travail ont été reconnues ci-dessus (p. 66); il suffit d'examiner la planche XIV pour retrouver des oscillations périodiques dans la demande de travail correspondant à celles que l'on a observées en Angleterre. Le rapport de ces fluctuations avec le commerce international a été signalé pp. 315 et 316, avec le progrès des machines et l'épargne générale du travail humain (p. 265).

Digitized by Google

Là, comme en Angleterre, l'expansion du commerce intérieur ou extérieur n'a pas contrebalancé l'opération de cette cause générale. Et si, comme en Angleterre, nous suivons d'année en année la longue période postérieure à 1873-74, nous constatons que les points de forte dépression de l'emploi du travail sont 1878-79, 1886-87, 1892-93 ; pendant le dernier hiver 1892-93, la Bourse du Travail de Bruxelles évaluait à 20,000 les sans-travail, celle de Liège accusait 2,000 offres de travail excédant la demande; à Anvers, les seules industries du diamant et du tabac avaient 50 p. c. de leur effectif hors d'emploi (1,500 ouvriers).

Le nombre des entrées aux dépôts de mendicité, par la continuité de sa progression depuis la baisse des prix, témoigne de l'instabilité du travail.

	Années	Entrées
Phase de suractivité industrielle	1870	4,836
	1871	5,674
	1872	4,412
	1873	4,352
Phase de dépression	1874	4,996
	1875	5,031
	1876	5,418
	1877	7,354
	1878	7,817
	1879	7,930
	1880	8,984
	1881	9,071
	1882	9,920
	1883	10,984
	1884	11,132
	1885	12,267
	1886	13,659
	1887	14,587
	1888	15,858
	1889	16,795
	1890	17,124
	1891	18,253

Digitized by Google

Mais à travers ces oscillations du marché du travail économique tout entier, dont le synchronisme lugubre témoigne de l'unité croissante de l'économie mondiale, y a-t-il une loi générale selon laquelle la population ouvrière *occupée* tende d'une manière continue, malgré les retours temporaires, à se réduire? Le tableau suivant, dressé et calculé d'après les données des recensements de la population, est la seule réponse que je puisse donner à cette question.

Rapports % de la population ouvrière occupée à la population totale

	1846	1880		1890	
Ouvriers agricoles	15.7 p. c.	5.94 p. c.		3.69 p. c.	
Industries extractives et minéralurgiques	1.6	4.02		4.40	
Industries manufacturières travaillant les substances végétales	8.0	3.20	4.22	3.25	3.95
Industries manufacturières travaillant les substances animales		1.02		0.70	
Industries mixtes et diverses	4.7	5.50	14.20	5.96	14.39
		8.70		8.43	
Ouvriers industriels en tout	14.3	22.44		22.74	
Total général .	30.0 p. c.	28.38 p. c.		26.43 p. c.	

Les erreurs de dénombrement et de classification doivent être considérables, si l'on essaie d'en juger en rapprochant 1846 de 1880 et 1890. Elles doivent être beaucoup moindres de 1880 à 1890, quoique très notables, comme on l'a déjà vu. Cependant, les faits semblent établir :

1° La *constance* de la diminution *relative* de la population agricole;

2° L'accroissement *relatif* de la population industrielle, mais son extrême lenteur dans la dernière décade;

3° La tendance générale de la population ouvrière à décroître relativement.

Cette lente rupture d'équilibre est la résultante complexe des lois régissant le mouvement *absolu de la population*,

Digitized by Google

Là, comme en Angleterre, l'expansion du commerce intérieur ou extérieur n'a pas contrebalancé l'opération de cette cause générale. Et si, comme en Angleterre, nous suivons d'année en année la longue période postérieure à 1873-74, nous constatons que les points de forte dépression de l'emploi du travail sont 1878-79, 1886-87, 1892-93 ; pendant le dernier hiver 1892-93, la Bourse du Travail de Bruxelles évaluait à 20,000 les sans-travail, celle de Liège accusait 2,000 offres de travail excédant la demande; à Anvers, les seules industries du diamant et du tabac avaient 50 p. c. de leur effectif hors d'emploi (1,500 ouvriers).

Le nombre des entrées aux dépôts de mendicité, par la continuité de sa progression depuis la baisse des prix, témoigne de l'instabilité du travail.

	Années	Entrées
Phase de suractivité industrielle	1870	4,836
	1871	5,674
	1872	4,412
	1873	4,352
Phase de dépression	1874	4,996
	1875	5,031
	1876	5,418
	1877	7,354
	1878	7,817
	1879	7,930
	1880	8,984
	1881	9,071
	1882	9,920
	1883	10,984
	1884	11,132
	1885	12,267
	1886	13,659
	1887	14,587
	1888	15,858
	1889	16,795
	1890	17,124
	1891	18,253

Digitized by Google

Mais à travers ces oscillations du marché du travail économique tout entier, dont le synchronisme lugubre témoigne de l'unité croissante de l'économie mondiale, y a-t-il une loi générale selon laquelle la population ouvrière *occupée* tende d'une manière continue, malgré les retours temporaires, à se réduire? Le tableau suivant, dressé et calculé d'après les données des recensements de la population, est la seule réponse que je puisse donner à cette question.

Rapports % de la population ouvrière occupée à la population totale

	1846	1880		1890	
Ouvriers agricoles	15.7 p. c.	5.94 p. c.		3.69 p. c.	
Industries extractives et minéralurgiques	1.6	4.02		4.40	
Industries manufacturières travaillant les substances végétales	8.0	3.20	4.22	3.25	3.95
Industries manufacturières travaillant les substances animales		1.02		0.70	
Industries mixtes et diverses	4.7	5.50	14.20	5.96	14.39
		8.70		8.43	
Ouvriers industriels en tout	14.3	22.44		22.74	
Total général .	30.0 p. c.	28.38 p. c.		26.43 p. c.	

Les erreurs de dénombrement et de classification doivent être considérables, si l'on essaie d'en juger en rapprochant 1846 de 1880 et 1890. Elles doivent être beaucoup moindres de 1880 à 1890, quoique très notables, comme on l'a déjà vu. Cependant, les faits semblent établir :

1° La *constance* de la diminution *relative* de la population agricole;

2° L'accroissement *relatif* de la population industrielle, mais son extrême lenteur dans la dernière décade;

3° La tendance générale de la population ouvrière à décroître relativement.

Cette lente rupture d'équilibre est la résultante complexe des lois régissant le mouvement *absolu de la population*,

Digitized by Google

l'accroissement de *productivité du travail* et l'extension des débouchés en dedans et au dehors. Considérez l'industrie houillère, par exemple :

Années moyennes	Nombre des ouvriers	Rapport à la population	Productivité du travail	Sa loi d'accroissem.	Loi de la population totale
1831-40	31,795	0,76 p. c.	92 tonnes	100	100
1841-50	42,807	1,00	112	131	103
1851-60	66,429	1,45	123	209	110
1861-70	85,407	1.73	138	269	118
1871-80	103,096	1.92	146	324	128
1881-90	104,964	1.79	175	330	140

Avec la loi d'accroissement de la productivité du travail, les 104,964 ouvriers de 1881-90 produisent autant que 199,431 ouvriers dont l'effet utile ne dépasserait pas celui de 1831-40. Aussi longtemps que les débouchés absorbent le produit du travail, les effets du *mouvement absolu de la population* ne se font pas sentir; mais dès que les débouchés des produits *ne croissent pas en raison du progrès de la population et de celui de la productivité du travail*, l'équilibre se rompt entre le nombre des travailleurs occupés et la population totale. C'est ce qui a lieu dans la dernière période, où le rapport à la population tombe de 1.92 p. c. à 1.79. Cette dépression n'est due qu'en faible partie au progrès effectif de la population; pour que le rapport de 1.92 p. c. fût conservé en 1881-90, il eût fallu seulement que le nombre des ouvriers s'accrût de 7,627; or, si la productivité du travail était restée la même qu'en 1871-80, il y eût eu 125,510 ouvriers occupés, 22,414 de plus.

La *surpopulation relative* dans la région houillère dérive donc dans une plus large mesure de la productivité croissante du travail que de la croissance de la population.

C'est un trait important à noter que dans cette dernière période la natalité et la matrimonialité se soient ralenties (p. 152), et cependant le problème de la population se

Digitized by Google

dresse déjà menaçant ici. L'exemple de la métallurgie du zinc montre mieux encore la complexité de ces rapports :

Périodes	Ouvriers	Rapport à la population totale	Productivité du travail
1838-46	1079	0,025	4.32 tonnes.
1847-56	3313	0,074	3.62
1857-66	5625	0,117	4.76
1867-76	6840	0,132	5.90
1877-86	6683	0,114	7.24

Ici, en 1877-86, l'accroissement *absolu* de la population se résoud tout entier, toutes choses égales d'ailleurs, dans *un excès de population ;* car la productivité du travail s'est à ce point accrue dans la dernière période que le nombre des ouvriers a baissé même d'une manière absolue, et son rapport à la population totale aurait décru, alors même qu'elle fût restée stationnaire.

Si l'on considère le mouvement général des machines dans ses rapports avec le travail humain de 1846 à 1890, il est facile de constater que, *relativement* au nombre des travailleurs humains, la force des machines *croit* toujours, pendant que le rapport des travailleurs industriels à la population totale tend à devenir stationnaire.

Années	Nombre des ouvriers industriels	Rapport à la population	Force des machines (en chevaux-v.)	Equivalent en travail humain	Rapport du travail humain à la force totale
1846	620,197	14.3 p. c.	37,007	296,056 h.	67 p. c.
1880	1,238,690	22.44	273,409	2,187,272	36
1890	1,380,163	22.74	380,933	3,047,464	31

Dans certains groupes d'industries on constate le mouvement suivant, de 1880 à 1890 :

Du nombre des ouvriers :

Années	Verrerie et céramique	Laine	Coton-lin	Métallurgie
1880	100	100	100	100
1890	114	70	120	130

Digitized by Google

De la force des machines :

Années	Verrerie et céramique	Laine	Coton-lin	Métallurgie
1880	100	100	100	100
1890	227	154	147	146

Ce dernier mouvement est partout plus rapide.

C'est ainsi que l'étude du mouvement de la population ouvrière assigne une part de vérité à la théorie de Sismondi et de Marx, une autre à la théorie de Malthus. Par le progrès absolu de la population et par le progrès de la productivité du travail, il y a tendance générale à la formation d'une population flottante, dans la mesure où l'excès de la population productrice n'est pas résorbé par des fonctions autres que la production ou éliminé par l'émigration. De 1880 à 1890, cette *surpopulation*, que j'évalue à 171,876 dans les industries travaillant les substances animales, dans l'agriculture et les industries diverses, n'est que partiellement compensée par l'accroissement plus rapide de la demande de travail dans les industries extractives et les deux autres classes de manufactures, et il reste 118,012 travailleurs inoccupés, livrés à des chômages plus ou moins prolongés, ou condamnés à l'émigration. C'est ainsi que, d'une part, les fluctuations périodiques de la population ouvrière, de l'autre, une tendance historique générale, concourent à affecter son revenu et la consommation des produits agricoles et industriels.

LA LOI HISTORIQUE DE RÉPARTITION DU REVENU

Nous voici ramenés à la loi historique qui régit le partage du produit entre la classe des travailleurs salariés et celle des entrepreneurs capitalistes propriétaires. La part relative du travail dans le produit, ou avec plus de précision, dans le *produit net*, tend-elle à se réduire avec

Digitized by Google

les accroissements de productivité du travail, et avec elle la capacité de consommer? Est-ce là une cause profonde de l'instabilité de l'équilibre entre la production et la consommation?

DÉPLACEMENTS DE REVENUS. — DONNÉES EMPIRIQUES. SALAIRES AGRICOLES.

Dans les pages consacrées plus haut (pp. 104-116), à cette répartition dans l'agriculture, nous avons admis par hypothèse, que la *quantité de travail appliquée au sol était constante depuis 1830*, et nous n'avons considéré que les variations du taux des salaires, et la répartition proportionnelle du revenu agricole par hectare. Nous avons suivi le mouvement de la population agricole, et observé *sa lente décroissance*; il s'agit maintenant de rechercher l'influence de ce phénomène sur la répartition du revenu agricole total.

En 1846, la somme totale des salaires agricoles était de 98,253,574 francs, soit 13.03 p. c. du produit agricole total, évalué à 753,813,125 francs.

En 1880, la productivité du travail a plus que doublé, en tant qu'elle s'exprime par la valeur totale du produit agricole, qui est de 1,650,976,474 francs.

Dans l'intervalle, le *taux* des salaires s'est accru de 103 p. c. Si le nombre absolu des travailleurs était resté le même, la somme totale des salaires serait de 199,454,755 francs, soit 12,06 p. c. du produit; et si cette somme était restée dans un *rapport constant* avec la valeur totale du produit, elle serait de 215,122,172 francs. Or, d'après les données du recensement agricole, nous évaluons la masse des salaires agricoles à 112,975,193 fr., ce qui fait 6.89 p. c. seulement de la valeur totale du produit. Si nous adoptons sur le nombre des travailleurs les

Digitized by Google

données statistiques du *recensement de la population*, pour les années 1880 et 1890, nous obtenons comme masse des salaires agricoles en 1880 : 178,861,873 francs, et en 1890, 98,223,328 francs seulement, en admettant que le taux des salaires de 1880 se soit dans l'intervalle abaissé de 20 p. c. Une partie considérable de la diminution totale, 38,466,169 francs, serait due à la diminution même du nombre des travailleurs agricoles. Si énormes que puissent être les erreurs des recensements, il y a là une indication redoutable de *la diminution relative* de la part des travailleurs salariés dans le produit du sol.

Revenu foncier. — On a vu (p. 137) que le nombre des exploitations en faire valoir direct, s'était réduit et que les petites exploitations de moins de 50 ares avaient elles mêmes subi un mouvement régressif. Il en est résulté une dissociation de la rente foncière et des profits de l'entreprise agricole pour 24,447, exploitations variant en étendue de moins de 50 ares à plus de 50 hectares (1).

Revenu foncier et dette hypothécaire. — Pendant que le malaise économique détermine une partie des propriétaires cultivateurs à se déssaisir de la terre, on voit la propriété elle-même recourir d'une manière plus étendue au crédit. L'accroissement du montant des obligations inscrites après 1873, et en faisant abstraction du montant des renouvellements d'inscriptions en 1874, en fournit la preuve (2).

Les moyennes du montant des obligations inscrites par an, sont :

	1870-73 . . .	117,700,000	francs.
Période de crise	1875-89 . . .	162,970,000	»
	1085-92 . . .	184,000,000	»

En 1850, la dette totale était de 800 millions, elle s'éle-

(1) Planche XXV.
(2) Planche XXV.

Digitized by Google

vait à 1 milliard en 1878, d'après Laveleye ; je la porte à 1400 millions en 1885, à 1538 millions en 1892, approximativement. La dette rurale était évaluée à 400 millions en 1850, à 560 en 1878 ; je la porte à 785 en 1885, à 861 en 1892. Le rapport des charges à la valeur du sol, qui était de 6.6 p. c. en 1850, de 5 p. c. en 1878, atteint, d'après cela, 8.3 p. c. en 1885. A 4 p. c. d'intérêt, la charge du sol s'est élevée de 22,400,000 francs en 1878, à 34,440,000 francs en 1892. Une partie du revenu foncier s'est convertie en intérêt du capital, et la terre a été dans une plus large mesure soumise à la classe des capitalistes. En même temps un mouvement de concentration s'est opéré dans la propriété du sol.

Concentration de la propriété du sol. — Dans mon livre sur l'impôt, pp. 154-156, j'ai essayé d'évaluer le nombre des propriétaires du sol. Le nombre absolu des propriétaires du sol et des maisons en 1848, d'après le seul relevé qui ait jamais été fait, était de 758,512 ; en admettant le même rapport qu'à cette époque entre le nombre des *cotes foncières* et celui des propriétaires, 9 : 7, on trouve qu'il y avait 850,000 propriétaires en Belgique en 1864, 918,700 en 1880 et 913,240 en 1890.

Le nombre des parcelles par propriétaire, d'abord d'un peu plus de huit, est environ de sept aujourd'hui.

Années	Parcelles	Cotes foncières	Propriétaires
1846	5,720,976	914,937	711,617
1880	6,472,845	1,181,177	918,700
1890	6,490,254	1,174,165	913,240

Pour rechercher les variations du nombre des propriétaires ruraux, considérons chaque maison comme une parcelle distincte.

Années	Parcelles	Maisons	Parcelles de terre	Rapport p. c. Maisons	Rapport p. c. Sol
1846	5,720,976	799,848	4.921,476	14 p. c.	86 p. c.
1880	6,472,845	1,061,469	5,411,376	16.4	83.6
1890	6,490,254	1,198,058	5,292,196	18.4	81

Digitized by Google

A l'aide des rapports pour cent, évaluons approximativement le nombre des propriétaires ruraux.

Années	Nombre total des propriétaires	Propriétaires du sol rural
1846	711,617	612,614
1880	918,700	768,033
1890	913,240	745,203

Il y ainsi dans la crise actuelle une tendance à la concentration de la propriété du sol.

Profits industriels, entreprises publiques. — L'Etat, par l'exploitation des chemins de fer et les excédants de recettes qu'il réalise, concourt directement à alimenter le Trésor public. Mais le produit net de l'exploitation est subordonné à un ensemble de causes variables en intensité et susceptible, dès lors, de varier lui-même d'une année à l'autre dans une large mesure. C'est ainsi que les prix de la houille, facteur essentiel des dépenses d'exploitation, semble régler directement la grandeur du produit net, et les *boni* de l'exploitation des chemins de fer sont, comme le diagramme le montre, dans une large mesure, de 1884 à 1889, l'effet de la baisse des prix (1).

Salaires et profits industriels. Entreprises privées. — L'ensemble de l'industrie nationale ne nous fournit pas sur la répartition des revenus des données équivalentes à celles que nous offre l'agriculture. Seules les industries isolées, comme l'industrie houillère et la métallurgie, sont assez riches en matériaux pour éclairer les tendances de l'histoire. Cependant il faut se garder de considérer de trop courtes séries. Le plus consciencieux des observateurs, M. Harzé, me paraît avoir dégagé une tendance générale d'un trop petit nombre d'observations, bien que la période

(1) Voir planche X.

Digitized by Google

historique, considérée par lui, soit beaucoup plus étendue que la période observée par M. Pirmez.

Années	Parts de la valeur produite	
	ouvriers	exploitant
1850-60	50.9	13.9
1861-70	52.3	9.6
1871-80	52.8	9.3
1881-90	54.7	7.3

La diminution relative de la part de l'exploitant lui semble être la tendance indéfectible qui se prolongera dans les phénomènes pendant le reste du siècle. Cependant l'observation des faits antérieurs, comme celle des faits qui ont suivi, ébranle ces conclusions. A Liége, les phénomènes peuvent être observés depuis 1830.

Années	Produit net	Salaires	Intérêts et profits
1830-39	100	93.58	6.42
1840-49	100	93.38	6.62
1850-59	100	83.52	16.48
1860-69	100	87.18	12.82
1870-79	100	87.25	12.75
1880-89	100	91.92	8.08
1890-92	100	72.30	27.70

Le salaire nominal et le salaire réel de l'ouvrier se sont accrus d'une manière absolue, comme on l'a vu plus haut, dans ce long intervalle, mais la statistique ne nous révèle pas de tendance à un déplacement continu et constant dans la répartition générale du produit net; nous ne dégageons *qu'une loi indéniable, celle des variations corrélatives des prix de la houille, des salaires, des profits.*

Dans la métallurgie du zinc, l'histoire révèle une tendance progressive nettement définie (Vieille-Montagne).

Années	Salaire nominal	Produit net	Salaires	Intérêts et profits
1838-46	535	1,853,192	31.3 p. c.	68.8 p. c.
1847-56	656	4,879,942	44.6	55.4
1857-66	754	7,733,001	54.9	45.1
1867-76	936	9,293,264	68.9	31.1
1877-86	993	9,315,816	71.4	28.6

Digitized by Google

Il faut noter avec soin que, dans ces deux cas, la *population occupée* effectivement tend à s'accroître.

Ces données fragmentaires se rattachant à l'agriculture et à l'industrie ne nous permettent pas de dégager la loi historique suivant laquelle le partage du revenu annuel de la nation tend à s'opérer.

Est-il possible de la déduire d'autres faits généraux que révèle la répartition des richesses? Je ne reviens pas sur la rente foncière dont l'histoire a été rattachée plus haut à celle même des prix agricoles.

LA BAISSE DE L'INTÉRET ET LA POPULATION OUVRIÈRE

La baisse graduelle du taux de l'intérêt a justement appelé l'attention des économistes; nul, à un plus haut degré que M. P. Leroy-Beaulieu, ne s'est appliqué à mettre en lumière l'opération des causes générales qui la déterminent et la contrarient. Ce n'est pas que ce phénomène soit toujours aisé à observer, il est difficile, par exemple, de séparer l'intérêt net des primes d'assurance comprises dans l'intérêt brut. L'histoire des variations du cours des consolidés anglais, rendue si saisissante par Stanley Jevons, celle du 3 p. c. français retracée par M. Neymark, permettent, par la diminution graduelle de leurs fluctuations, de saisir la continuité de la tendance à la baisse de l'intérêt; le taux de l'escompte est bien plus difficile à interroger, car il est modifié par toutes les causes qui affectent l'encaisse métallique des banques, et M. Cl. Juglar a été frappé plutôt de la succession périodique de taux d'escompte bas et élevés, ceux-ci marquant les époques de crises, que d'une tendance historique à la baisse de l'intérêt. J'ai rendu ces fluctuations saisissantes par un diagramme (1).

(1) Voir planches XXXIII et XXXIV et l'annexe.

Digitized by Google

Les bonnes valeurs industrielles fourniraient le plus précieux indice de l'abaissement du taux de l'intérêt, si l'on pouvait les étudier pendant un assez grand nombre d'années. Les placements définitifs de la Caisse d'épargne, après avoir rapporté 4.42 p. c. en moyenne, de 1871 à 1875, ne produisent plus que 3.47 p. c. en 1892 (1). J'ai calculé le taux moyen d'intérêt des actions de la *Société Générale* dont le portefeuille renferme un grand nombre de valeurs industrielles diverses (2) :

Dividende et réserve

1840-1844	5.59 p. c.
1845-1849	3.90
1850-1854	4.
1856-1860	8.49
1861-1865	7.80
1866-1870	6.94
1871-1875	6.01
1876-1880	4.35
1881-1885	4.77
1886-1890	4.48
1891-1892	4.56

Le relèvement de la dernière période est beaucoup plus visible dans certaines industries ; on le verra à l'annexe.

Pendant que la baisse s'observe en général dans l'ensemble des placements mobiliers, il en est d'autres où elle est bien moins manifeste. En 1850, la moyenne du taux des prêts hypothécaires était de 4.55 p. c. ; en 1890, après quarante ans, des recherches officielles la portent encore à 4.25 en Belgique : la résistance dérive de l'imperfection de l'organisation du crédit.

L'opération des causes continues constantes qui tendent à la baisse du taux de l'intérêt, peut être considérablement accélérée par des causes temporaires. Aussi l'influence de

(1 et 2) Voir planche XXXIV et l'annexe.

Digitized by Google

l'accroissement des capitaux est pendant la dépression actuelle favorisée par l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise. Les 22 dernières années nous donnent le chiffre formidable de 150 milliards 920 millions engagés dans les grandes entreprises et les opérations financières; soit une moyenne annuelle de 6,860 millions; la Belgique seule nous donne 103 millions d'émissions annuelles. Cependant, le chiffre de ces émissions présente des alternatives d'élévation et d'affaissement, témoignant des changements dans dans l'esprit d'entreprise; c'est ce qui s'est produit, par exemple, depuis 1890 (1) : la baisse des prix, le retour du protectionnisme, le progrès des dépenses militaires ont réagi sur l'esprit d'entreprise; les capitaux ont cherché les placements les plus sûrs ; ainsi, bien que la Caisse d'épargne eût limité à 3,000 francs le montant des dépôts recueillant 3 p. c., elle avait encore à la fin de 1892, après un an de ce régime nouveau, 22,769 livrets de 32,642,000 francs en tout, ne recevant que 2 p. c. : leur montant ne s'était réduit que de dix millions.

Parmi les causes d'abaissement du taux de l'intérêt, celle qui est manifestement en opposition avec la prospérité des nations, c'est la productivité décroissante des emplois du capital et du travail, loi que Turgot, Ricardo et Malthus ont formulée à l'égard des terres, et que des économistes modernes ont étendues à l'ensemble des placements des capitaux. Cependant, si des observations saisissantes témoignent d'une extension de cette tendance historique à des faits qui ont échappé ou devaient échapper à Ricardo, comme M. P. Leroy-Beaulieu l'a remarquablement démontré, peut-on généraliser aujourd'hui cette loi, et ne faut-il pas encore reconnaître que ses effets sur la répartition sont retardés ou modifiés par l'épargne croissante de travail humain que réalisent les procédés industriels et les machines?

(1) Voir l'annexe.

Digitized by Google

Il y a là un facteur puissant dont l'action tend, à mes yeux, à contrarier profondément cet essor spontané vers l'égalité, ou vers une moindre inégalité, qui s'associe nécessairement, pour les économistes trop pénétrés d'optimisme, à la baisse graduelle du taux de l'intérêt. Les faits m'ont ainsi apparu avec beaucoup plus de complexité; dans l'évolution de la production le rapport de la *population ouvrière employée* à la population totale peut s'abaisser assez ou être livré à assez de fluctuations pour que, malgré l'augmentation du salaire *nominal et réel* des ouvriers employés, le revenu total de la classe ouvrière ne reste pas dans le même *rapport* avec le revenu total de la nation, et que ce rapport ne s'élève pas assez pour assurer à toute la masse la satisfaction normale des besoins essentiels de la vie; ou bien, le rapport de la population restât-il le même, la productivité du travail peut progresser d'un pas plus rapide que la part du travail, de telle sorte que celle-ci, croissant absolument, décroisse relativement.

Les données suivantes, très imparfaites, *témoignent* cependant de la légitimité de ces graves préoccupations.

	Population ouvrière	Sa loi de croissance	Son rapport à la population	Force des machines	Leur part dans le travail total
1846	1,301,258	100	30 p. c.	100	33 p. c.
1880	1,563,548	120	28.38	740	64
1890	1,599,547	123	26.43	1029	69

L'épargne croissante du travail humain se révèle sous deux aspects. Il faudrait une bonne statistique du travail pour établir une corrélation précise entre cette tendance et celle du revenu même de la classe ouvrière, considéré *dans son ensemble*.

LES TENDANCES OBSERVÉES DANS LA RÉPARTITION GÉNÉRALE

Le savant Robert Giffen a procédé plusieurs fois à l'évaluation totale du revenu annuel qui se distribue, dans la

Digitized by Google

Grande Bretagne et l'Irlande, en salaires, profits, intérêts et rentes. L'accroissement absolu du salaire nominal est indéniable; si l'on compare les années 1843, 1883 et 1893, en rassemblant les divers travaux de Giffen, on le voit porter successivement le revenu moyen du travailleur manuel à :

19 livres — 41.6 — 48 livres

Il admet une augmentation de plus de 100 p. c. de 1843 à 1883, ce qui est peut-être exagéré. Dans cette hypothèse, le revenu total du travail manuel serait successivement en millions de livres sterlings :

171 550 633

Le revenu total était, d'après lui, en millions :

515 1270 1500

Nous trouvons que la part relative du travail manuel serait :

32.2 p. c. 43.3 p. c. 42.2 p. c.

En rapprochant les résultats des calculs de Leone Levi de ceux de Giffen, on reconnaîtra que ces évaluations des plus illustres statisticiens ne peuvent être accueillies qu'avec réserve : Levi évalue, en effet, la proportion du revenu du travail manuel au revenu total en 1851 et 1881, à 36 et 39 p. c.; il ne porte qu'à 59 p. c l'élévation absolue des salaires de 1851 à 1881.

Les débats importants et peu connus de la Conférence sur la rémunération industrielle (*Industrial Remuneration Conference*) ont montré la difficulté de telles évaluations. M. Marshall y a admis que le revenu moyen par ouvrier s'est, de 1803 à 1883, élevé de 12 liv. à 20 liv. 14 sh., soit de 50 p. c. à 57 p. c. du revenu moyen par habitant. Lloyd Jones, de son côté, dans un mémoire présenté à la Conférence, insiste sur les incertitudes de toutes les évaluations statistiques, et conclut que les progrès de la classe ouvrière en confort et en indépendance *ne sont pas proportionnels à l'accroissement de la puissance productive et de la richesse en général.*

Digitized by Google

A s'en tenir aux calculs de Giffen, on voit que la part relative du travail ne suit pas une progression constante, qu'elle décroît même dans la dernière période; ensuite, que la part relative et absolue des autres revenus reste toujours supérieure à la part du *travail manuel* : M. Hyndman fait observer encore, que parmi les salaires des travaux manuels figurent ceux des domestiques, travailleurs improductifs, dont le salaire est payé par d'autres revenus.

La statistique ne nous donne pas la vérification décisive de la tendance historique à la diminution de la part relative du travail invoquée par Sismondi, Rodbertus et Marx; mais quand on en rapproche les données de celles qui expriment aujourd'hui encore les consommations moyennes des travailleurs, et le salaire naturel, tel qu'il peut être conçu aujourd'hui, et qui n'est pas atteint par le plus grand nombre, on se convainc que le plus important aspect du problème social est encore celui de l'accroissement régulier de la part des travailleurs, à mesure que s'accroît la productivité du travail.

CHANGEMENTS DANS LA DIRECTION DE LA CONSOMMATION

L'illustre Dr Engel, de Berlin, a eu l'ingénieuse idée de classer toutes les professions, toutes les fonctions, dans les principaux pays, d'après la nature des besoins généraux de l'homme social auxquels elles sont destinées à satisfaire : les besoins d'alimentation, de vêtement, de logement et d'ameublement, de chauffage, d'éclairage, de culture intellectuelle et morale, de sécurité et de justice.

Il comprend d'ailleurs dans chacun de ces groupes d'industrie, toutes les industries qui concourent à un même résultat final : la satisfaction d'un besoin. Ainsi, les industries alimentaires embrassent, outre les agriculteurs, une partie de la population appliquée directement ou indirec-

Digitized by Google

tement à fournir des instruments de travail ou des matériaux à la classe agricole, et à celle qui prépare les aliments.

Ces puissants organes de la production ne suffisent pas toujours à la consommation nationale. Quand l'un de ces organes, si puissants qu'ils soient, ne peut remplir sa fonction d'assurer la satisfaction de l'un des besoins nationaux, il faut que d'autres organes, à l'aide d'échanges internationaux, s'efforcent d'y pourvoir.

Dans sa classification, M. Engel n'a pas seulement compris les *fonctions économiques productives*, mais encore toutes les autres fonctions de la vie collective qui ne se rapportent pas directement à la production, bien que ceux qui les exercent consomment une partie de la richesse produite par la nation.

C'est ce qui nous permet de constater l'une des causes générales qui ont agi puissamment sur la consommation et sur l'ensemble de la vie collective.

La consommation des richesses se divise en productive et en improductive ; la consommation productive est celle qui a pour but la production d'une autre richesse. La consommation du minerai ou du charbon pour fabriquer la fonte, la consommation des subsistances par la classe des producteurs, en tant qu'elle entretient leur puissance de travail, sont des consommations productives. La vie économique d'une nation ne peut se perpétuer que par la consommation reproductive.

La consommation improductive satisfait sans doute les besoins de l'homme, mais elle ne laisse derrière elle aucune production nouvelle. La vie économique d'une nation ne peut se perpétuer que par la consommation productive ; elle est d'autant plus intense que la consommation productive est plus générale, qu'elle occupe une plus grande place dans la consommation totale. En effet, puisque toute consommation productive a pour résultat un

Digitized by Google

accroissement de richesse produite, elle accroît les moyens d'échange, les moyens d'acquérir d'autres richesses; elle ouvre un débouché à d'autres produits. Semblablement, tout accroissement de la consommation improductive soustrait une part de richesse à la reproduction, réduit les moyens d'acquérir d'autres richesses, ferme le débouché à d'autres produits. Parmi les fonctions de la vie collective qui figurent dans les fonctions improductives, celle qui est chargée de la sécurité et qui occupe une place dans la classification de Engel, est la plus onéreuse aux nations modernes. Les dépenses de guerre ont pris et tendent à prendre, malgré les protestations pacifiques des gouvernements, des proportions de plus en plus redoutables.

Un économiste français, qui est aussi un moraliste et un philosophe, M. Ambroise Clément, a essayé de remonter aux causes générales de la crise, et il en a dénoncé la cause principale dans la trangression des lois naturelles de l'évolution collective; la plus grave de ces transgressions est dans la tendance des gouvernements modernes à nous ramener vers le type militaire, et de nous éloigner du type industriel et pacifique de la société.

M. Clément s'accorde, dans ses vues générales sur la marche de la civilisation, avec Auguste Comte et Herbert Spencer.

D'après ces philosophes, à la phase guerrière de l'évolution de l'humanité succède une phase industrielle et pacifique. Adam Smith avait déjà marqué l'antagonisme entre le mode d'activité militaire ou destructive et le mode d'activité industrielle; Comte, il y a un demi siècle, proclamait le triomphe définitif du régime industriel au XIXe siècle. L'histoire témoigne que l'évolution des peuples modernes vers un régime industriel et pacifique est contrariée par des causes perturbatrices dont Comte n'a pu soupçonner la gravité; la statistique comparative révèle sous des aspects singulièrement intéressants, à quel point

Digitized by Google

le développement du régime industriel et celui du régime militaire ont pu s'opérer simultanément, et comment la civilisation moderne est livrée au déchirement intime d'une contradiction fondamentale.

Nous pouvons, au point de vue de l'équilibre de la consommation et de la production économiques, mesurer ce qu'il en coûte aux nations modernes de subir cette déviation et, dans la balance de la vie collective, de soustraire une part croissante de richesse au plateau de la consommation productive. M. Clément évalue au quart de la production totale de la France ce que coûtent dans leur ensemble les dépenses militaires par année. Déjà la guerre franco-allemande a retenti sur la puissance productive de la France d'une manière extraordinaire; Giffen a calculé que les pertes énormes que la guerre de 1870-71 a causées à la France équivalent à l'épargne que cette nation peut faire pendant dix ans sur son revenu annuel, c'est-à-dire à la somme de richesses que la France peut appliquer chaque année à des productions nouvelles et que Giffen porte à 1,500,000,000 francs par an. Ce chiffre exprime la contraction de la consommation productive que la France subit annuellement comme contre coup de la guerre. Cette guerre elle-même a grevé l'Europe de charges qui vont toujours croissant, comme si nos sociétés retournaient effectivement au type militaire. Pour 1886 87, les budgets de la guerre des six grandes puissances : l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la France, l'Angleterre, la Russie, s'élèvent à 3,791,000,000 de francs. Les petits Etats suivent. M. Bonghi évalue à un autre milliard leurs dépenses totales.

Si nous représentons par 100 le budget ordinaire de la guerre en Belgique, en 1840, nous constatons qu'il suit l'évolution suivante jusqu'à la guerre franco-allemande :

1840	100	1860	108
1850	87	1869	119

Digitized by Google

Après la guerre nous avons :

1880 . . . . 154 1891 166

Dans les vingt-deux dernières années, il reçoit un accroissement plus que double de celui qu'il reçut dans les trente années antérieures.

Tel est le tribut payé par les nations européennes à la constitution des grandes unités politiques, et à l'instabilité de l'équilibre politique.

Les dettes des Etats se sont accrues considérablement pour faire face aux charges des nouveaux armements. Garelli calcule que, de 1865 à 1879, le capital des dettes des Etats de l'Europe, s'est élevé de 65 milliards 669 millions à 108,115 millions, d'environ 70 p. c., somme énorme dont une partie sans doute est appliquée à des travaux reproductifs et au progrès de la civilisation, mais dont une partie est consommée improductivement dans des dépenses de guerre. Ce n'est pas tout, la nation perd annuellement la masse énorme de richesses que les armées, consommatrices improductives, auraient pu produire. Si les 2 millions 969,000 travailleurs valides que l'armée stérilise étaient appliqués à la production, à prendre seulement la valeur moyenne du produit de nos travailleurs agricoles, la somme des richesses qu'ils ajouteront à la production annuelle s'élèverait à plus de 3 milliards de francs. C'est ainsi que les moyens d'échange, le pouvoir de consommer des grandes nations européennes sont réduits par la persistance de l'état de paix armée.

En Belgique, les dépenses militaires extraordinaires qui sont couvertes par l'emprunt, ont suivi la progression suivante :

	Moyenne annuelle
1830-1869	2,080,000 francs.
1870-1880	2,400,000 »
1881-1891	10,500,000 »

En ajoutant cette moyenne aux dépenses militaires ordi-

Digitized by Google

naires en 1891, on atteint un total qui dépasse toutes les charges de l'assurance ouvrière organisée sur les bases adoptées en Allemagne.

L'histoire présente d'étranges contrastes : pendant que s'opère cette régression vers le type militaire, l'évolution progressive vers le type industriel se poursuit, entraînant à son tour des troubles dans l'équilibre de la production et de la consommation.

Reportons-nous vers les consommations reproductives. L'une des formes les plus importantes de la demande des produits, est celle qui a pour objet la constitution de ce puissant outillage industriel du monde et qui comprend : les chemins de fer, les canaux, les ports, les docks, le percement des montagnes, la reconstitution de la marine marchande, les lignes télégraphiques.

L'un des caractères essentiels de la crise actuelle, d'après M. Georges de Laveleye, c'est que nous approchons à grands pas du moment où cet outillage industriel sera achevé; tout notre développement productif du milieu de ce siècle se lie à la constitution de cet outillage; aujourd'hui les pays riches en sont pourvus à profusion, et il est donné dans des limites raisonnables aux pays moins avancés. Partout le plus strict nécessaire a été fait. Nous atteignons pour ainsi dire une phase organique définie; il n'y a plus place en Europe que pour des travaux d'utilité publique peu rémunérateurs; hors d'Europe, on ne risquera plus aisément des capitaux chez des peuples qui souvent n'arrivent qu'à s'endetter et à se ruiner.

Des causes historiques agiraient ainsi puissamment sur la *consommation* : l'industrie du fer, qui a si largement contribué à la constitution du vaste outillage du monde, serait condamnée à une contraction de demande graduelle si elle ne conquiert d'autres débouchés, satisfait à d'autres besoins. Les capitaux tendraient ainsi à se détourner des vastes entreprises de travaux publics; il y aurait un chan-

Digitized by Google

gement dans la direction du courant de la consommation reproductive. On peut expliquer ainsi en partie la situation de l'industrie du fer et de l'acier, qui a présenté à la fois une tendance à la surproduction, et une contraction de la demande dans la plupart des pays industriels; après 1878, le progrès dans la construction des chemins de fer a été dû surtout à l'extension du réseau des Etats-Unis. La substitution de l'acier au fer dans la fabrication des rails tendra à réduire à la longue, la demande des produits sidérurgiques, parce que les rails d'acier s'usent beaucoup plus lentement que ceux de fer.

Les changements si différents dans la direction de la consommation n'expliquent qu'une partie du phénomène de la dépression économique, mais ils se rattachent aux tendances les plus profondes de nos sociétés tourmentées et qui les sollicitent, pour ainsi dire, vers les deux pôles de l'histoire de la civilisation.

BIBLIOGRAPHIE DE LA XIIe LEÇON

Haveu (Harzé), *De l'industrie houillère en Belgique*, 1891. — Max Schippel, *Das moderne Elend und die moderne uebervölkerung*, 1883; — *Final report on the depression of Trade*, 1886; — *Fifth and final report of the Commission on labour*, 1894, part. I et part. II (Summary); — Giffen, *Essays in finance*, IIe séries X et XI et *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, avril 1884. — Levi, ibid., 1884. — *Recensements officiels*, 1846, 1880 et 1890. — Hyndman, *Commercial crises of the XIXe century*. — Ambroise Clément, *La Crise économique et sociale*, 1885. — Georges de Laveleye, *La Crise économique*.

Digitized by Google

ANNEXE DE LA XIIe LEÇON

Viande dépecée (le kilo)

Années	Bœuf	moyenne	Mouton	moyenne	Porc	moyenne	Beurre (kilo	moyenne
1850	1.02		1.06		10.9		2.20	
1851	0.94		1.00		0.96			
1852	0.96	1.03	1.01	1.08	1.02	1.11		
1853	1.02		1.08		1.21			
1854	1.19		1.28		1.38			
1855	1.31		1.43		1.45			
1856	1.30		1.40		1.47			
1857	1.29	1.28	1.41	1.40	1.42	1.39		
1858	1.28		1.39		1.38			
1859	1.23		1.37		1.24		2.22	
1860	1.29		1.44		1.35		2.13	2.27
1861	1.37		1.45		1.46		2.34	
1862	1.37	1.32	1.40	1.36	1.50	1.36	2.41	
1863	1.27		1.25		1.31		2.13	
1864	1.28		1.24		1.20		2.42	
1865	1.38		1.22		1.26		2.55	2.36
1866	1.57		1.36		1.56		2.37	
1867	1.56	1.47	1.32	1.29	1.46	1.50	2.36	
1868	1.42		1.21		1.60		2.66	
1869	1.41		1.36		1.62		2.63	
1870	1.50		1.33		1.57		2.97	2.82
1871	1.65		1.53		1.60		3.08	
1872	1.73	1.68	1.58	1.53	1.71	1.64	2.77	
1873	1.83		1.70		1.72		2.97	
1874	1.69		1.52		1.58		3.21	
1875	1.66		1.50		1.61		3.20	3.38
1876	1.71		1.61		1.84		3.36	
1877	1.76	1.70	1.63	1.61	1.74	1.66	3.15	
1878	1.73		1.68		1.55		2.88	
1879	1.64		1.62		1.57		2.84	
1880	1.60		1.60		1.80		3.22	3.06
1881	1.59		1.62		1.78		3.24	
1882	1.66	1.65	1.73	1.68	1.69	1.67	3.10	
1883	1.75		1.79		1.63		3.16	2.58
1884	1.70		1.64		1.47		2.82	
Moyennes 1850-1884	1.41		1.42		1.47			

Digitized by Google

Années	Bœuf		Mouton		Porc		Beurre (kilo)	
1885	1.57		1.48		1.44		2.65	
1886	1.48		1.47		1.44		2.65	2.58
1887	1.35	1.45	1.36	1.47	1.37	1.43	2.61	
1888	1.41		1.50		1.38		2.61	
1889	1.47		1.55		1.52		2.59	
1890	1.54		1.63		1.44		2.45	2.62
1891	1.58	1.52	1.41	1.42	1.41	1.45	2.65	
1892	1.53		1.40		1.56		2.79	
1893	1.45		1.23		1.43			
Moyennes 1850-1893	1.45		1.43		1.45			

Valeur de la récolte de froment

Années	Produit par hectare en hectolitres		Prix de l'hectolitre (78 kilos) de froment		Valeur du produit par hectare	
1846	16.38		24.27		397.54	
1847	22.25	19.65	31.14	20.19	692.86	449.45
1848	20.00		17.94		353.80	
1849	20.00		17.43		348.60	
1850	20.31		16.14		327.80	
1851	18.00		16.17	21.90	300.06	
1852	19.06	19.17	20.14		383.86	425.25
1853	15.20		25.07		381.06	
1854	23.30		31.48		733.48	
1855	15.89		33.12		526.27	
1856	21.13		30.77		650.17	
1857	22.77	19.33	22.96	28.88	522.80	478.39
1858	20.21		18.72		378.33	
1859	16.68		18.85		314.42	
1860	20.89		23.72		495.51	
1861	17.75		26.23		465 68	
1862	18.99	20.16	24.61	22.85	467.34	457.15
1863	21.91		21.07		461.64	
1864	21.27		18.60		395.62	

Digitized by Google

Années	Produit par hectare en hectolitres		Prix de l'hectolitre (78 kilos) de froment		Valeur du produit par hectare	
1865	20.05		18.01		361.10	
1866	18.05		21.81		393.67	
1867	17.42	19.85	28.79	23.52	501.52	466.14
1868	22.52		27.47		618.62	
1869	21.17		21.53		455.79	
1870	21.15		22.88		483.91	
1871	14.73		28.28		416.56	
1872	22.24	19.91	26.01	26.12	578.46	506.88
1873	16.60		27.69		459.65	
1874	24.83		25.78		640.12	
1875	19.66		20.44		401.85	
1876	19.06		21.84		416.27	
1877	20.29	19.69	24.96	22.17	506.43	437.50
1878	21.38		22.40		478.91	
1879	18.09		21.25		384.41	
1880	23.26		22.00		511.72	
1881	19.81		22.27		441.16	
1882	22.78	22.18	21.15	19.80	481.79	447.54
1883	22.68		19.07		432.51	
1884	22.39		16.55		370.55	
1885	23.65		15.51		366.81	
1886	23.27		14.69		341.84	
1887	25.40	23.31	14.95	14.94	379.73	348.07
1888	19.54		15.19		293.81	
1889	24.70		14.38		355.19	
1890	24.79		15.40		387.76	
1891	20.43	23.98	17.86	16.13	339.18	377.07
1892	26.72		15.13		404.27	

Digitized by Google

PRODUITS VÉGÉTAUX

Prix par hectolitre

Années	du froment (78 kilog.)		du seigle (71 kilog.)		de l'orge (61 kilog.)		de l'avoine (44 kilog.)		des pommes de terre (53 kilog.)	
1801	15,95		10,17							
1802	22,07		16,04							
1803	19,57		15,43							
1804	16,24		10,33							
1805	21,59	17.93	13,61	11.82						
1806	18,48		11,49							
1807	15,52		10,55							
1808	16,16		11,17							
1809	15,53		10,19							
1810	18,19		9,18							
1811	20,52		12,08							
1812	27,04		17,84							
1813	21,16		12,82							
1814	18,31		11,40							
1815	21,85	23.67	14,70	15.55						
1816	31,22		21,58							
1817	35,41		24,70							
1818	26,08		17,62							
1819	18,67		12,76							
1820	16,40		9,99							
1821	15,62		8,30							
1822	14,43		8,63							
1823	13,76		9,29							
1824	10,88		6,37							
1825	11,87		7,28							
1826	14,19	16.10	10,17	9.89						
1827	17,13		12,04							
1828	19,60		11,52							
1829	23,31		12,89							
1830	20,27		12,42							
1831	22,71		15,06				5,97		3,76	
1832	20,97		14,57				7,53	6.48	3,73	
1833	14,73		9,85				6,56		3,06	
1834	13,86		8,41				5,85		3,21	
1835	14,67	18.64	8,91	11.76			6,49		3,90	3.62
1836	15,58		10,05				5,87		3,70	
1837	16,62		11,01				6,42	6.39	3,26	
1838	21,17		12,58				6,87		3,54	
1839	23,86		13,54				6,32		3,84	
1840	22,21		13,61		12,87		8,16		4,28	
1841	19,98		11,51		10,87		6,72		3,89	
1842	22,16		13,11		10,65	11.32	6,69	6.94	4,56	
1843	19,41	20.64	13,80	13.35	11,35		7,06		4,46	5.13
1844	17,75		10,55		10,86		6,06		3,39	
1845	20,22		13,79		10,74	11.56	6,68	7.11	5,78	

Digitized by Google

Années	Froment		Seigle		Orge		Avoine		Pomm. de terre	
1846	24.27		18.75		13.36		8.21		8.51	
1847	31.14		21.62		14.53		8.90		6.45	
1848	17.94	20.64	10.71	13.35	10.03	11.56	6.28	7.11	5.07	5.13
1849	17.43		9.59		9.17		5.50		4.87	
1850	16.14		10.14		9.25		6.03		4.33	
1851	16.67		11.58		9.56		6.90		4.20	
1852	20.14		14.10		11.38	11.79	6.90	7.36	4.62	
1853	25.07		17.09		13.42		7.62		5.48	
1854	31.48		22.54		15.35		9.37		6.31	
1855	33.12	24.15	21.88	16.04	15.57		9.82		6.42	4.88
1856	30.77		18.76		15.49		8.98		4.90	
1857	22.96		13.53		14.70	14.24	8.22	9.06	3.93	
1858	18.72		12.81		13.01		10.09		3.88	
1859	18.85		12.94		12.30		8.22		3.79	
1860	23.72		15.22		13.64		8.64		5.28	
1861	26.23		15.66		14.60		8.82		6.55	
1862	24.61		16.28		13.27	12.86	7.93	8.07	4.87	
1863	21.07		13.22		10.98		7.23		3.63	
1864	18.60		11.38		11.81		7.73		3.60	
1865	18.01	23.10	11.21	14.72	11.13		7.82		3.71	4.68
1866	21.81		13.09		13.88		8.84		4.05	
1867	28.79		18.05		16.55	14.24	9.84	9.27	6.16	
1868	27.47		18.43		15.57		10.34		5.16	
1869	21.53		14.92		14.10		9.50		3.81	
1870	22.88		14.98		13.71		9.34		5.33	
1871	28.28		18.48		14.99		9.71		5.99	
1872	26.01		14.38		11.59	13.98	7.03	9.38	5.03	
1873	27.69		16.33		14.57		9.69		4.83	
1874	25.78		17.56		15.35		11.13		5.33	
1875	20.44	24.06	14.19	15.65	13.74		10.19		4.24	5.81
1876	21.84		14.80		13.13		10.05		6.14	
1877	24.96		16.51		13.87	13.66	9.59	9.42	6.70	
1878	22.40		14.07		14.20		8.93		6.16	
1879	21.25		13.93		13.35		8.36		7.21	
1880	22.00		16.23		13.17		8.88		6.51	
1881	22.27		16.73		12.85		8.91		4.62	
1882	21.15		13.24		12.86	12.47	8.22	8.30	5.67	
1883	19.07		12.67		12.12		7.78		6.36	
1884	16.55		12.99		11.37		7.71		4.10	
1885	15.51	16.91	11.21	11.68	10.66		7.61		3.82	4.76
1886	14.69		10.09		9.55		7.13		3.98	
1887	14.95		9.53		9.60	9.99	6.19	6.73	4.40	
1888	15.19		9.80		10.35		6.30		5.51	
1889	14.38		9.68		9.80		6.41		5.16	
1890	15.40		10.80		10.53		7.33		4.00	
1891	16.71		14.15		11.37		7.49	7.17	5.73	
1892	15.13		13.00		9.76		6.69		5.05	

Digitized by Google

BELGIQUE

Années	Taux moyens de l'Escompte Banque Nationale	Taux moyens des placements définitifs de la Caisse d'épargne	
1851	4 p. c.		
1852	3.4		
1853	3		
1854	3		
1855	3		
1856	3.25		
1857	3.89		
1858	3.20		
1859	3.16		
1860	3.23		
1861	3.80		
1862	3.20		
1863	3.60		
1864	5.27		
1865	4.90		en moyenne
1866	5.16		
1867	2.95	1865-70	3.77
1868	2.50		
1869	2.50		
1870	3.36		
1871	4.07		
1872	3.77		
1873	4.97		4.42
1874	4.37		4.20
1875	3.85		4.27
1876	2.75		4.21
1877	2.69		4.07
1878	3.21		4.15
1879	3.04		4.12
1880	3.35		4.17
1881	4.08		4.11
1882	4.42		4.00
1883	3.60		3.90
1884	3.32		4.00
1885	3.28		3.90
1886	2.80		3.72
1887	3.06		3.60
1888	3.27		3.53
1889	3.54		3.50
1890	3.22		3.48
1891	3.00		3.48
1892	2.70		3.47

Digitized by Google

BELGIQUE

Taux d'intérêt des actions de la *Société Générale*

Périodes	Dividendes et réserve	Cours moyens des actions	Taux d'intérêt
1840-44	80.20	1440	5.59 p. c.
1845-49	56	1420	3.90
1850-54	60.61	1560	4
1855-60	127.38	1500	8.49
1861-65	104.43	1335	7.80
1866-70	95.02	1368	6.94
1871-75	203.43	3384	6.01
1876-80	122.93	2821	4.35
1881-85	107.47	2253	4.77
1886-90	79.81	1779	4.48
1891-92	88.59	1942	4.56

Société Générale. — Intérêts de ses placements

Années	Banques	Transport	Charbonnages	Métallurgie	Sociétés immobilières	Divers	Total
1883	»	»	»	»	»	»	4.80 %
1884	6.11	4.20	2.66	0.98	»	10.03	3.71
1885	6.12	3.59	1.68	0.94	»	5.68	3.17
1886	6.14	1·50	1.93	0.36	»	2,49	2.36
1887	5.95	2.69	1.68	0.40	1.81	1.17	2.74
1888	6.59	2.79	2.13	2.00	1.88	»	3.10
1889	6.98	1.54	2.22	2.18	1.32	1.89	2.77
1890	7.42	1.77	4.71	3.68	1.30	4.53	3.88
1891	6.05	1.98	8.83	2.21	1.29	1.43	4.82

Digitized by Google

Emissions belges (en millions de francs)

Années	Etablissements de crédit	Valeurs industrielles	Emprunts d'État et de villes
1871	»	»	65
1872	35	14	5
1873	30	25	306
1874	20	10	168
1875	»	28.4	1.2
1876	»	18.7	5.5
1877	»	3.6	4.4
1878	»	9.8	4.1
1879	96	17.9	98.8
1880	0.6	36	154.1
1881	19	31.9	4
1882	1.3	41.6	161.4
1883	»	11.7	72.5
1884	7.5	3.1	1
1885	»	6.6	23
1886	»	10	267.1
1887	»	8.3	173.2
1888	1	23	4
1889	»	45.5	»
1890	3	22.3	16
1891	»	11.2	53
1892	»	2.1	»
	213.4	380.7	1,587.3

Total : 2,181 millions 4.

Emissions totales de 1870 à 1892 inclus

1. Amérique	40,096	millions
2. Angleterre et Colonies .	26,812	»
3. France	26,220	»
4. Russie	14,947	»
5. Allemagne	11,401	»

Digitized by Google

Emissions totales de 1871 à 1892 inclus

6.	Autriche-Hongrie	8,225 millions
7.	Turquie-Egypte	5,213 »
8.	Espagne et Portugal . . .	4,332 »
9.	Italie	4,054 »
10.	Pays-Bas	2,703 »
11.	Belgique	2,271 »
12.	Suisse	2,174 »
13.	Danemark, Suède et Norwège	1,676 »
14.	Grèce	926 »
15.	Serbie et Roumanie. . . .	504 »

Digitized by Google

TREIZIÈME LEÇON

RÉSUMÉ. — CONSIDÉRATIONS FINALES

Méthode. — Il me faut maintenant essayer de rassembler en un faisceau, de coordonner les résultats de mes recherches sur la dépression économique et les prix, recherches incomplètes assurément, mais dans lesquelles j'ai entrepris de vérifier les explications principales de la crise, qui ont été données dans les rapports des enquêtes et dans les travaux des économistes.

Au point de vue de la méthode, ce qui m'a frappé dans cette étude, c'est que l'on a méconnu souvent la complexité des phénomènes et que l'on a essayé de ramener à une cause unique, ce qui n'est que le résultat de l'opération d'un grand nombre de facteurs; alors même que l'on admet, comme dans les rapports d'enquête, la multiplicité des causes, on se préoccupe encore trop peu de les classer dans l'ordre de leur importance réelle. L'enquête américaine présente surtout ce défaut saillant. Dans un aussi redoutable problème on rencontre deux écueils: ou de manquer de méthode dans l'assemblage des faits, ou de n'être frappé que de l'action d'une ou de plusieurs causes et de négliger tout le reste.

Pour échapper à ce double écueil, j'ai entrepris d'interroger d'abord laborieusement les données de la statistique comparée, sans idée préconçue, en essayant de dégager leurs rapports réels de succession et de dépendance, et en

Digitized by Google

étendant les investigations, non seulement à toutes les classes de phénomènes économiques, mais aux phénomènes moraux. Pour suivre une marche rationnelle, je suis parti de l'examen du symptôme fondamental, le plus saisissant de la dépression économique, *la baisse persistante des prix*. Ce phénomème, je l'ai étudié en lui-même, d'abord, avec son extension dans l'espace, ses degrés de généralité et d'intensité à l'égard des différentes marchandises; je l'ai étudié ensuite comme concomitant et surtout comme antécédent d'un nombre considérable d'autres phénomènes.

C'est là que la dépression économique nous a apparu avec sa grandeur tragique. Par son extension aux principales nations industrielles, par le synchronisme des fluctuations des prix, et leur action profonde sur le commerce entre nations, elle nous a révélé déjà l'unité du monde économique, la constitution réelle d'une économie internationale; elle nous a mis sur la trace des causes générales communes aux différents milieux comme aux différents produits, ressemblances communes émergeant de la diversité des conditions économiques, car la méthode comparative a pour vertu, ici, de permettre de séparer les influences fondamentales des influences secondaires. C'est ainsi que l'on a pu se convaincre que la dépression économique est, dans ses caractères essentiels, indépendante du système politique et des formes de gouvernement, du système commercial, du libre échange et de la protection; c'est ainsi qu'elle atteint les nations bimétallistes et les nations monométallistes; c'est ainsi que l'état stationnaire de la population, comme en France, n'y soustrait pas plus que la progression rapide observée en Angleterre; c'est ainsi que les nations ayant, comme les Etats-Unis, des terres fertiles disponibles en abondance, n'y échappent pas plus que les autres nations de l'Occident européen.

Dans la recherche des *causes* de ce grand phénomène, pour que rien d'essentiel ne pût échapper, j'ai combiné la

Digitized by Google

méthode déductive et la méthode inductive. Le *prix* d'un produit, ou sa valeur exprimée en fonction de la monnaie, ne peut varier que sous l'empire des causes qui affectent la valeur de la monnaie, ou de celles qui affectent la valeur même du produit; la *valeur* du produit elle-même, ayant deux formes distinctes, la valeur normale et la valeur courante, le problème se ramenait à explorer successivement ces trois champs d'observations : telles sont les données de la méthode déductive; des investigations complètes dans ces trois domaines, ne laisseraient échapper aucune des causes de la dépression économique. Cette combinaison des méthodes seule peut restituer à la crise sa complexité naturelle, et, de plus, elle impose à l'observateur d'associer sans cesse à l'étude des faits actuels la considération générale des lois selon lesquelles les sociétés économiques se conservent et se développent.

Conception organique dirigeante. — Toute cette étude est dominée par la conception organique des sociétés humaines. S'il faut, avec A. Comte, reconnaître ce caractère dans la dépendance mutuelle des parties, dans leur coopération commune à la vie de l'ensemble, et dans la solidarité qui en dérive, quel témoignage saisissant n'en avons-nous pas dans la crise économique et sociale? Une même baisse graduelle des prix s'est étendue sur le marché du monde; les mêmes réactions sur les différentes branches du revenu, salaires, profits, intérêts, rentes, et sur les classes correspondantes ont été observées chez les nations industrielles; les conflits répétés et violents du capital et du travail ont répondu partout avec une sinistre uniformité aux perturbations des prix; le même entraînement protectioniste, à des degrés divers, a sollicité la plupart des nations; le mouvement de la population et des mariages a reflété les fluctuations de l'ordre économique, et l'accroissement du crime, du suicide, de la folie en a été la projection redoutable.

Digitized by Google

La dépression économique et sociale apparaît ainsi comme une perturbation profonde et prolongée dans le concours, le *consensus* des fonctions et des organes de la vie collective.

I. — *Processus de la dépression et lois régissant les rapports des fonctions et des organes. Lois des variations corrélatives et de subordination.* — Cuvier a formulé les deux lois fondamentales régissant les rapports entre les fonctions et les organes des corps organisés. La première exprime l'ordre selon lequel les fonctions et les organes sont subordonnés les uns aux autres dans leur manifestation et leur développement; selon la seconde, expression de la solidarité des parties coexistantes, toute modification subie par l'une d'elles retentit sur les autres. Ces lois combinées sont la base des classifications des fonctions et des organes qui ont été conçues, soit par les maîtres de la science économique, tels que Quesnay, Smith, Sismondi, Dunoyer, soit par les théoriciens de la sociologie et surtout par l'école de Comte qui est la mienne, avec Comte lui-même, Littré, Carey, G. De Greef. Le présent travail est une contribution partielle à l'étude des lois générales des organismes sociaux. C'est surtout dans les phénomènes pathologiques qu'elles sont recherchées, de même que la psychologie expérimentale dégage certaines de ses lois de la pathologie du système nerveux.

A. — *Fonctions économiques.* — Je divise les fonctions économiques en deux groupes : les unes, fonctions physiques, se ramènent à des changements de forme, de structure, de composition et de lieu subis par la matière, ce sont : la *consommation*, la *production*, le *transport* des richesses; les autres, fonctions juridiques, n'impliquent que des attributions et des transferts de *droits* sur la matière, sans changements physiques : ce sont la *répartition* et la *distribution* (échange) des richesses; seulement, comme le

Digitized by Google

droit, sous des formes définies, s'applique aussi bien aux richesses *naturelles* qu'aux richesses *produites*, on peut dire avec les physiocrates que la vie économique des nations est tout entière dans le droit.

La seule considération des richesses *produites*, qui forment évidemment l'objet de ce livre, permet de marquer l'ordre général de dépendance des fonctions. Les fonctions juridiques impliquent la *préexistence* de la richesse, avec tous les changements de forme et de lieu que les fonctions *physiques* comprennent, mais avec quelque chose de plus, le *droit*; elles sont donc par leur nature d'une complexité supérieure. Des fonctions physiques, celle qui apparaît comme la plus simple, c'est la consommation directe et personnelle, qui n'est autre que la réalisation de l'*utilité* de la matière, naturelle ou acquise. Le transport, la production, impliquent des consommations directes et indirectes et des changements de lieu, de forme, de composition, mécaniques, physiques, chimiques, biologiques, donnant à la matière une utilité *nouvelle*. La *répartition* peut être conçue, abstraction faite de la *distribution* (*échange*), comme partage d'un *produit* entre ceux qui ont concouru à le former; les parts seront échangeables contre d'autres richesses; la *distribution* apparaîtra alors comme la plus complexe des fonctions, car elle comprend le *processus* de *consommation-production*, celui de *répartition*, et quelque chose de plus : tout phénomène d'échange implique le concours de richesses *différentes*, la détermination de leur *valeur échangeable*, et même une commune *mesure* de la valeur. Tel serait l'ordre essentiel de subordination des fonctions économiques donné par le *processus* des richesses produites.

Cependant, cet ordre abstrait de subordination des fonctions subit des altérations profondes, quand on considère les phénomènes dans leur ensemble, au point de vue social, et à un degré avancé de développement organique.

Digitized by Google

La distribution a été conçue tout à l'heure comme subordonnée à la répartition ; mais ce qui se partage réellement, le fonds véritable qui se divise en salaire, profit, intérêt, rente, c'est, dans les sociétés avancées, *la valeur* du produit net, telle qu'elle se détermine dans l'échange, ce qui subordonne maintenant la *répartition* à la *distribution*.

Les changements dans la répartition se répercutent à leur tour sur la *consommation*, car le *revenu* des différentes classes sociales fixe la limite de leur pouvoir de *consommer*, et retentit sur la *production*, et les conditions d'équilibre de la consommation et de la production ! C'est ainsi que la loi des *variations corrélatives*, comme un modificateur historique grandissant, vient altérer de plus en plus profondément la manifestation de la loi fondamentale de *subordination des fonctions*, au point de réaliser une véritable inversion.

L'histoire récente des prix nous fournit une illustration instructive de ces changements de rapports, et permet d'interpréter avec plus de profondeur certaines classes de phénomènes et certaines théories.

Distribution. — 1. Les tables des nombres indicateurs (*index numbers*), construites pour la Belgique, ont été mises en rapport avec les tables dressées pour les principales nations industrielles, et l'histoire des prix a révélé partout les mêmes phases ; le même abaissement a été observé depuis 1873, avec un relèvement temporaire en 1880-81.

2. Ce grand phénomène, qui témoigne de l'unité du marché du monde, a été mis en rapport avec le commerce international même. Il a été constaté que non seulement la *valeur* des importations et des exportations a été atteinte, mais la *quantité* même des produits pendant plusieurs années, comme si la vie internationale se resserrait. Nous avons fait ces évaluations quantitatives en ramenant les prix aux moyennes de 1867-1877. L'étude des rapports

Digitized by Google

entre les *quantités* de marchandises *importées* et les *quantités exportées* a été poursuivie d'après les mêmes méthodes.

Jusqu'ici nous n'avons recouru qu'aux nombres indicateurs. Nous nous sommes appliqué, en outre, à vérifier nos conclusions en étudiant comparativement les variations des prix des diverses classes de produits qui occupent les premiers rangs dans nos importations et nos exportations.

3. C'est là que nous avons pu, par exemple, constater à quel point diffèrent l'évolution des prix des produits agricoles animaux et celle des produits végétaux; là, s'est caractérisée à nos yeux la situation des nations avancées, comme la nôtre, de plus en plus importatrices de subsistances et de matières brutes, exportatrices de produits manufacturiés, et enchaînées aux lois qui régissent les variations de certaines grandes classes de prix.

Répartition. — C'est maintenant que le lien de subordination des phénomènes de répartition aux fluctuations des prix sera manifeste.

1. Nous avons constaté, dans l'industrie, que les *salaires* et les *profits* ont varié corrélativement avec les *prix des produits*, et que l'amplitude des variations des profits est de beaucoup la plus considérable. Les mêmes variations corrélatives s'observent pendant une longue suite d'années, dans l'industrie houillère, et permettent de formuler cette loi des variations concomitantes comme l'une des plus importantes du salaire et du profit; elle en éclaire la théorie en démontrant, par exemple, que le vrai fonds des salaires est dans le produit et la valeur du produit. C'est en précisant ces recherches que nous avons dissipé de vaines hypothèses optimistes.

2. Nous avons, dans l'agriculture, constaté que les variations des profits, des salaires, des fermages accompagnent les variations des prix des produits agricoles; les

Digitized by Google

profits ont été atteints les premiers et le plus profondément, l'adaptation des salaires et des fermages à la dépression des prix a été plus tardive ou plus laborieuse. La baisse des prix des produits animaux, plus lente et moins profonde que celles des prix des produits végétaux, a retardé la baisse des fermages.

3. Les variations *des parts proportionnelles* du salaire, du fermage, des profits dans le produit ont été mises en rapport avec le mouvement des prix.

4. Dans la culture du sol, la tendance à la séparation du travail et de la propriété, à la réduction du faire valoir direct, l'une des plus graves de notre évolution agricole, a atteint, dans les dernières périodes, un degré supérieur de généralité, et pour certaines étendues de culture, une plus grande intensité.

Cette *loi* tendancielle *de dissociation* que je dénonçais dès 1874 dans la *Philosophie positive*, s'est manifestée énergiquement, même dans la petite culture. Par le progrès des sociétés anonymes, elle s'accentue dans l'industrie.

Consommation. — Les circonstances qui affectent différentes classes de *revenus*, repercutent leur action par là même sur la *consommation*, car elle a pour limite le *revenu*.

1. Le pouvoir de consommer n'a pas été réduit par la dépression des prix pour tous les revenus; les revenus *fixes* ont acquis un pouvoir supérieur de consommer.

2. Nous avons observé des changements inégaux et complexes dans le pouvoir de consommer, dépendant des variations inégales des revenus, combinées avec les variations des prix des produits. La lente ou imparfaite adaptation des prix de détail aux prix de gros a affecté, toutes choses égales d'ailleurs, le pouvoir de consommer.

3. Les plus redoutables atteintes dans le pouvoir de consommer ont été subies par la classe des travailleurs dans

Digitized by Google

les variations brusques des salaires, et dans les périodes de chômage qui se sont succédé, contractant son revenu total et développant une véritable armée de réserve du travail.

4. Nous nous sommes engagé dans des recherches étendues sur les variations du salaire nominal et du salaire réel, et malgré les perturbations profondes et funestes qu'ils ont subies, nous avons pu vérifier une tendance historique à la hausse des salaires et à l'élévation du *standard of life*, ou de la somme de jouissances que le travailleur considère comme la légitime rémunération de son travail. Les calculs relatifs à l'alimentation et à la force de travail sont, à cet égard, suggestifs et très importants.

5. Mais nous avons constaté que le salaire moyen s'éloigne encore, pour la généralité, du salaire normal, tel qu'il peut être établi aujourd'hui, et que la consommation, surtout pour certaines classes de travailleurs, ne s'étend pas assez pour satisfaire aux besoins normaux de l'homme; si la quantité d'énergie empruntée par le travailleur à son alimentation s'est incontestablement accrue en général, elle reste encore inférieure à celle qu'exige le travail normal et qu'atteignent certains peuples.

6. La constatation historique de l'élévation du *standard of life* nous a permis d'éclairer le plus grave problème qui se rattache à la population; nous avons constaté un progrès réel dans l'*individuation* aux dépens d'un stérile et redoutable progrès de la *population*; car, depuis 1850, bien que le mouvement progressif des salaires ait été plus rapide qu'antérieurement, l'accélération du mouvement des naissances est moindre. La *loi d'airain du salaire* a été, par là même, écartée définitivement.

Production ou consommation productive. — Les fluctuations des prix ont affecté la production des richesses, directement ou indirectement, en agissant sur la consommation et la demande des produits.

Digitized by Google

1. La continuité de la dépression tend à décourager l'esprit d'entreprise, et les nouvelles applications de capitaux à la production, comme la hausse progressive des prix, en 1872-73, a eu pour effet de l'exalter ; la contraction de la demande de capitaux retentira à son tour sur la direction des *placements* et sur le taux de l'intérêt.

2. La continuité de la dépression des prix tend à la multiplication des faillites et à la destruction des entreprises les moins armées pour la lutte ; le retour de la hausse s'accompagne d'une diminution du nombre des faillites.

3. Les alternatives de hausse et de baisse des prix s'accompagnent de variations dans l'importance et la durée des chômages *volontaires* et *involontaires*. En dressant les totaux du tableau de la page 65, nous constatons que le nombre des ouvriers condamnés au *chômage involontaire* croît avec la baisse, décroît avec la hausse des prix (1).

4. L'étude comparative des grèves et du chômage *volontaire* nous a montré : que les grèves sont d'autant plus nombreuses que les fluctuations des prix sont plus profondes et plus prolongées ; et que la prolongation, soit de la hausse, soit surtout de la baisse, tend à les porter au plus haut degré de fréquence et d'intensité.

(1)

Années	« Index numbers » de Sauerbeck	Total des proportions p. c. des ouvriers inemployés
1871	100	21,57
1872	109	14,08
1873	111	14,69
1874	102	17,77
1875	96	21,78
1876	95	33,84
1877	94	44,00
1878	87	50,30
1879	83	112,50
1880	88	61,10
1881	85	38,96
1882	84	30,22
1883	82	28,50
1884	76	64,90
1885	72	83,20
1886	69	90,20

Digitized by Google

5. Le fait le plus grave qui ait été observé, c'est le le retour périodique des chômages; les années 1878-79, 1886-87, 1892, en marquent le plus haut degré d'intensité.

B. — *Fonctions morales et population.* — La loi de subordination des fonctions et des organes a, dans le corps social, une manifestation fondamentale que toutes les écoles économiques et sociologiques modernes ont contribué à dégager, l'école des socialistes de la chaire, aussi bien que celle de Comte. Les modes d'activité économique de la société apparaissent comme les plus essentiels, ils tiennent en leur dépendance la manifestation et l'expansion des formes les plus élevées de la vie sociale, intellectuelle, morale, esthétique, et reproduisent dans la vie collective, la subordination de la vie de relation à la vie organique.

J'ai trouvé dans les variations des prix, l'expression la plus saisissante des phases d'expansion et de contraction de la vie économique; nous avons vu que les phénomènes moraux, la matrimonialité, le suicide, la criminalité présentent des variations concomitantes aux variations des prix.

J'ai montré tout à l'heure que les travailleurs tendent à appliquer une proportion croissante de leur revenu à améliorer leur sort (*progrès de l'individuation*) et une proportion décroissante à élever des générations nouvelles.

Cependant, malgré cette tendance fondamentale, la matrimonialité et la natalité présentent encore des oscillations en rapport avec les fluctuations des prix. Avec la hausse des prix, l'esprit d'entreprise se développe, la demande de travail croît, les salaires s'élèvent, la tendance à contracter mariage devient plus vive, le nombre des naissances augmente. La baisse des prix produit des phénomènes inverses. La succession de ces phases de hausse et de baisse nous a fait constater que les phases de hausse préparent des excédants de population qui retombent sur les phases de baisse et les aggravent.

Digitized by Google

C. — *Fonctions régulatrices.* — L'équilibre budgétaire et la stabilité du Gouvernement forment un autre aspect de la loi de subordination qui a été mis en lumière dans nos recherches sur l'*Impôt* et qui est rappelé ici. Nous y avons ajouté l'action des prix, et surtout du prix de la houille, sur les *boni* de l'exploitation des chemins de fer.

II. — *Causes de la dépression; lois d'évolution.* — L'extrême complexité des phénomènes a engendré la divergence des interprétations de la dépression. Des faits ont semblé exclure l'*universalité* et l'*uniformité* de la baisse des prix : leurs variations n'ont été ni *simultanées* ni *de même amplitude* pour les différentes classes de produits. C'est ce qui a fait rejeter l'explication monétaire par de nombreux savants.

Après avoir exploré les trois champs d'investigation dont les limites étaient tracées par la nature des choses, j'ai reconnu la nécessité d'une interprétation *synthétique* de la dépression, dans laquelle interviennent les *causes* qui ont affecté la *valeur* de la *monnaie*, celles qui ont affecté la valeur *normale* et la *valeur courante* des *produits*.

A. — Valeur monétaire. — L'opposition des savants les plus autorisés des diverses écoles commandait une extrême circonspection. Aussi la recherche de l'influence de ce facteur dans la dépression actuelle a-t-elle été préparée par l'examen rétrospectif des révolutions monétaires du XVIe et du milieu du XIXe siècles. A cette dernière époque, voisine de nous et riche en matériaux, des contradictions apparentes ont été aussi constatées dans l'histoire des prix, et cependant l'influence monétaire a été reconnue par tous les économistes; seulement, elle est encore comprise dans leurs travaux entre 8 p. c et 24 p. c. des *prix indicateurs*. C'est là ce qui nous dicte une grande réserve dans les tentatives pour *mesurer* l'influence actuelle de la contraction monétaire. Ici aussi, d'après les interprètes qui l'admettent,

Digitized by Google

l'influence de la contraction monétaire et de l'élévation de la valeur de la monnaie sur la baisse corrélative des prix est comprise entre un maximum correspondant à l'intégralité de la baisse, explication de laquelle de Laveleye se rapproche, et un minimum éloigné de là, non déterminé par le savant et prudent historien des prix, Levasseur, et que M. Marshall, l'illustre professeur de Cambridge, porte à 12 p. c. sur une baisse moyenne de 30 p. c. Je suis porté à admettre, comme limite *minima*, que l'influence réelle de la monnaie oscille autour de la moitié de ce dernier chiffre.

Dans ces études, le développement de l'appareil de la circulation a été considéré à la fois au point de vue de l'économie internationale et de l'économie des principaux Etats européens; nous avons essayé de mettre en lumière : 1° les circonstances qui ont affecté la demande de la monnaie, sa distribution entre nations, et qui dérivent du mouvement progressif de la population, de l'ensemble des échanges et des variations des systèmes monétaires; 2° les circonstances qui ont affecté l'offre de la monnaie, et qui dérivent, les unes, de la nature et de la productivité des mines, les autres, des institutions humaines, des systèmes monétaires et de leurs transformations; nous avons considéré, non seulement les variations *quantitatives* de la monnaie, mais les variations dans la *vitesse* de sa circulation, nous avons recherché surtout l'influence que le crédit et la compensation ont pu exercer sur l'*épargne* de l'instrument monétaire. L'histoire moderne tout entière témoigne d'une tendance à la substitution du crédit à la monnaie comme instrument des échanges, évolution qui reproduit dans les phénomènes sociaux la morphologie de certains organes, comme la substitution des poumons aux branchies; nous n'avons pas constaté, dans la suppléance du crédit et de la compensation à la monnaie, d'accélération qui contrebalançât actuellement les effets d'une contraction

Digitized by Google

de l'instrument monétaire, comme en vertu d'une harmonie spontanée.

B. — Valeur normale des produits. — L'étude des variations subies par la valeur normale des produits fournit une illustration nouvelle et une démonstration plus profonde de la loi de subordination des fonctions économiques. La valeur normale qui correspond au coût de production est l'expression des résistances à vaincre dans la *production* et le *transport* de la richesse : la détermination de la valeur normale, phénomène essentiel de la *distribution* des richesses, est subordonnée aux fonctions de *production* et de *transport*. Ce n'est pas tout. L'étude des phénomènes de la crise nous a montré d'une manière saisissante la *subordination* aux fonctions de production, de transport, de distribution de la rente foncière, qui n'entre pas dans le coût de production ; elle n'est, en effet, qu'une différence entre le coût de production et de transport qui règle le prix du marché, et le coût effectif des produits qui assurent une rente.

Loi d'économie des forces. — L'évolution économique s'accomplit dans la direction de la plus faible résistance : la tendance à obtenir la richesse avec le moins d'effort se traduit dans le coût de transport et de production, et ne rencontre d'obstacle extrême que dans la résistance des agents naturels.

Cette loi fondamentale intervient dans l'explication de la dépression des prix, et ce serait méconnaître la grandeur du phénomène que d'en réduire l'explication à des causes contingentes. Cependant, cette tendance *continue* a des intensités *variables*, aux différentes phases de l'évolution. La tendance à la baisse du coût de transport a reçu, pendant la période considérée, une accélération manifeste : par la transformation de la marine marchande, par l'abaissement des tarifs, par la multiplication rapide des voies

Digitized by Google

ferrées, particulièrement aux Etats-Unis et dans l'Inde.

L'effet de l'abaissement du coût de transport, en élargissant le champ de la concurrence, a été redoutable surtout pour l'agriculture de l'ancien monde. Il a déterminé sur nos marchés l'afflux de céréales, surtout de froment, à un coût de production inférieur à celui qui réglait antérieurement le prix du marché; le coût de production régulateur sera désormais celui auquel l'offre et la demande tendront à s'équilibrer, non plus seulement sur le marché national, mais sur le marché du monde. La crise agricole proprement dite est la rupture d'équilibre et l'adaptation laborieuse et douloureuse que ce rapide élargissement du marché de la concurrence a entraînées.

L'abaissement du coût de production réglant le prix du marché, a eu pour effet de déterminer l'abandon de terres dont la culture cessait d'être rémunératrice. L'un des faits qui en témoignent, c'est l'augmentation moyenne du produit du froment par hectare. Le second effet, c'est la baisse de la rente foncière J'ai essayé de déterminer les limites de cet abaissement et montré qu'il n'est pas exact de dire que la théorie de Ricardo n'a plus aujourd'hui qu'une portée pratique insignifiante. La rente, en s'abaissant, subsiste dans les limites de la charge de transport des produits étrangers, et j'ai essayé de préciser ces limites actuelles.

C'est ainsi qu'une *tendance* continue, mais d'*intensité variable*, à réduire la charge du transport de la richesse, en unifiant le marché du monde, en modifiant dans l'*espace* la redistribution des forces économiques et la division du travail, change profondément les conditions de l'équilibre mobile auquel est subordonnée la vie de l'ensemble.

Une seconde manifestation de la même tendance des sociétés à l'*économie des forces* s'observe dans le *temps* à l'égard de toute richesse, c'est la tendance à diminuer le coût de production même, la somme des efforts et des sacrifices nécessaires pour produire la richesse.

Digitized by Google

Les grands réducteurs de la dépense du travail sont la division et la combinaison des efforts, les machines et les procédés industriels. Ici encore, nous avons constaté des variations d'intensité dans cette tendance continue à épargner le travail humain. En Belgique, au début de la crise, de 1870 à 1875, le développement des machines est plus rapide qu'antérieurement, il y a ralentissement de 1875 à 1880, mais accélération par la suite; le mouvement est stimulé par la lutte pour l'existence; le phénomène est en corrélation avec le resserrement des débouchés. Des procédés industriels ont épargné le travail dans un grand nombre d'industries.

J'ai établi avec une suffisante rigueur le rapport entre la productivité du travail individuel, la quantité d'énergie et l'alimentation du travailleur. Les inégalités de puissance productive de travail, entraînant des inégalités de coûts de production, ont été l'objet de nos recherches comparatives entre les principales nations industrielles; nous avons vérifié cette loi que la faible productivité du travail est en rapport avec les bas salaires et les conditions inférieures d'existence, et cette autre loi, que, dans certaines limites, l'intensité du travail croît en raison inverse de sa durée.

L'influence de la réduction du coût de transport et du coût de production sur la baisse générale des prix est, rigoureusement, indéterminable; en attribuant 5 p. c. au transport, 6 p. c. à la production de 1870 à 1885, Mulhall n'a expliqué qu'une partie du phénomène, dont l'explication synthétique s'impose.

C. — Valeur courante des produits. Conditions et lois de l'équilibre économique. — L'étude des changements qui se sont manifestés dans l'offre et la demande des produits, dans la production et dans la consommation, et qui ont affecté la *valeur courante* des produits, nous a

Digitized by Google

placé en présence des conditions générales de l'équilibre économique, comme l'étude de la valeur normale nous a placé en présence des lois de l'évolution. La vie économique est un équilibre mobile entre les fonctions, et dont les perturbations retentissent avec plus ou moins de rigueur sur les différentes parties de l'organisme collectif. Différents ordres de causes affecteront l'équilibre économique d'une nation qui tend, comme la nôtre, à s'incorporer à l'économie mondiale; une telle étude embrasse un vaste ensemble de changements dans l'économie internationale, dans l'économie nationale et les économies individuelles.

Économie mondiale. Perturbations de l'équilibre dérivant des prix. — Nous nous sommes demandé, dès le début, dans quelle mesure les rapports d'échange entre nations ont été affectés par la dépression des prix; nous avons été porté à admettre, à l'aide des *index numbers*, que la dépression des prix a affecté plus lourdement les produits exportés que les produits importés, et qu'il a fallu, au moins pendant une certaine phase de la chute des prix, consacrer en Belgique plus de travail qu'antérieurement pour obtenir du dehors la même quantité de produits. Seulement, une solution rigoureuse dépendrait de la connaissance des lois qui régissent les variations des prix des différentes classes des produits échangés entre les autres nations et la nôtre; si insuffisants que soient nos calculs, rien ne nous paraît autoriser à admettre qu'il faille s'abandonner à des conclusions optimistes à cet égard; au contraire, la continuité de la dépression, à elle seule, devait rendre tout équilibre instable; notre situation relative vis-à-vis des autres nations fût-elle d'ailleurs restée la même, encore suffirait-il des perturbations et des souffrances communes à l'ensemble des nations industrielles pour nous attacher à l'étude de ce grand phénomène.

Digitized by Google

Economie mondiale. Perturbations dérivant du régime commercial. — La réaction protectionniste a présenté un temps d'arrêt dans la constitution définitive d'une *économie mondiale*, et les nations industrielles en ont subi le contre coup, d'autant plus durement, qu'elles sont plus profondément incorporées à l'économie internationale. J'ai montré comment la Belgique a été plus frappée que l'Angleterre elle-même, dont l'empire colonial opère comme un puissant régulateur de ses échanges; nous avons vu, en effet, que la part proportionnelle de nos exportations vers les nations résolument protectionnistes, étant supérieure à celle qui s'observe pour l'Angleterre, les perturbations de nos échanges ont retenti plus douloureusement dans notre organisme économique; mais, par une sorte de réaction qui témoigne de l'énergie d'une nation dans ses tentatives de réadaptation à un milieu international troublé, nous avons vu l'élan extraordinaire qui a été communiqué aux exportations vers les pays non protecteurs. Ces changements laborieux dans la direction des échanges se sont accompagnés de changements corrélatifs dans l'outillage industriel, l'emploi des machines, l'épargne du travail humain ramenant devant nous le grave problème de la surpopulation relative.

Economie nationale. Perturbations dérivant de la concurrence des producteurs — C'est dans l'action déréglée de la concurrence qu'il faut rechercher l'explication des phénomènes de surproduction observés au début de la crise, et plus tard, par l'exemple des industries du fer, de l'acier, du zinc, de la houille, nous avons constaté les difficultés et les retards dans l'adaptation de l'offre à la demande, sous l'empire d'une concurrence illimitée, où tout producteur individuel est exclusivement sollicité par le profit.

L'un des phénomènes les plus importants que nous ayons notés ici, c'est l'organisation et l'action des syndicats,

Digitized by Google

provoqués par les excès de la concurrence, impuissants à réaliser eux-mêmes par leur caractère unilatéral, un équilibre conforme à la justice, mais témoins de l'impuissance de l'individualisme absolu.

Economie nationale. Perturbations dans les conditions des échanges. — L'action déréglée de la concurrence nous explique les phénomènes de *surproduction ;* les changements dans les rapports entre les organes collectifs de la production, dans l'étendue des besoins et dans les revenus, nous expliqueront en partie aussi la rupture d'équilibre entre l'offre et la demande des produits.

Nous avons d'abord été transporté dans l'étude morphologique de l'appareil de la production : nous avons constaté la tendance historique de la population agricole à diminuer relativement et absolument; il y a ainsi, toutes choses égales d'ailleurs, une diminution dans *l'étendue des besoins*, et une tendance à la réduction de la *demande* des produits manufacturés, en tant que l'étendue des besoins a pour mesure la population.

Serrant le problème de plus près, nous avons cherché dans l'*évaluation* du *produit* du sol, la mesure du *pouvoir de consommer* de la classe agricole et de ses variations. Nous nous sommes gardé de tomber dans cette erreur grossière de proportionner la diminution du pouvoir de consommer de cette classe à la diminution *absolue* des prix de ses produits; la vraie mesure en est dans la *baisse relative* des prix; car la dépression a atteint, non pas seulement les produits agricoles, mais tous les autres produits contre lesquels ils s'échangent. Là, nous avons établi que la valeur échangeable des produits agricoles *animaux*, malgré la baisse de leurs prix, loin de s'être réduite, s'est élevée; et par là même, on a vu, au moins à certaines phases de la dépression, la classe des travailleurs industriels dont le revenu s'abaissait plus rapidement que

Digitized by Google

les prix de la viande ou du beurre, en restreindre leur consommation. Mais les produits animaux n'occupent qu'une place secondaire; l'étude des produits *végétaux*, surtout des céréales, éclaire dans toute sa gravité la crise agricole; c'est qu'en effet, l'abaissement de leurs prix a dépassé la baisse moyenne de l'ensemble des prix (*index numbers*). Nous avons évalué approximativement la diminution subie par la classe agricole dans sa puissance d'achat, et essayé de répartir cette perte entre les diverses régions agricoles.

En pénétrant plus avant, nous avons essayé de déterminer dans quel ordre et dans quelle mesure les différentes branches du revenu agricole ont été atteintes.

C'est au point de vue dominant des variations du revenu du travail que nous nous sommes placé dans toute la dernière partie de ces recherches. Nous avons marqué l'influence sur la consommation des fluctuations du marché du travail, dans les vingt dernières années; puis, nous avons élargi le cercle de nos investigations et embrassé la plus longue suite possible d'années, afin de dégager les lois qui régissent la répartition générale du revenu. Malgré l'indéniable accroissement absolu du salaire nominal et du salaire réel, qui a été établie dans ce volume, il faut encore rechercher s'il n'y a pas une tendance historique à la diminution de la part proportionnelle du travail dans l'ensemble du revenu national, tendance qui a été, avec plus ou moins de rigueur, formulée par Sismondi, Owen, P. Leroux, Rodbertus, Lassalle, Marx, et plus récemment, par MM. Schippel et Hyndman; ou, inversement, s'il n'y a pas une tendance à l'accroissement de la part relative aussi bien qu'absolue du travail, théorie de Carey et de Bastiat.

L'étude comprend deux ordres de recherches. Le premier se rattache à la *loi d'économie des forces* et à sa manifestation historique. Elle se traduit par l'épargne croissante du

Digitized by Google

travail humain dont nous avons suivi la marche en Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique ; si le développement extensif et intensif des débouchés ne permet pas de résorber les travailleurs privés d'emploi, la loi d'économie des forces combine son opération avec la loi même de la population, et il y a tendance à la surpopulation absolue et relative, à la formation d'une population flottante, par l'*altération graduelle du rapport entre la population totale et le nombre des travailleurs effectifs*. Nous avons étudié l'évolution de l'appareil agricole-industriel du travail et constaté cette tendance énergique dans l'agriculture, visible même dans les manufactures; paralysée dans l'ensemble de l'industrie, elle est réelle, quoique lente, dans l'appareil agricole-industriel tout entier.

Economie nationale. Les tendances historiques de la production et de la répartition. — Le second ordre des recherches se lie au changement de rapport qui tend historiquement à s'opérer dans le partage du revenu net de la nation, entre le salaire, le profit, l'intérêt, la rente.

Nous avons recueilli d'abord des données fragmentaires sur les changements subis par les revenus. Il a été question plus haut de l'abaissement de la rente foncière, au sens rigoureux du mot; nous avons constaté ici certains déplacements de la rente, accompagnant la réduction du *faire-valoir direct*; nous avons observé une tendance à la concentration de la propriété du sol, et à l'accroissement de la dette hypothécaire ; une part de plus en plus importante du revenu foncier passe aux mains des capitalistes; nous avons constaté aussi, malgré la hausse des salaires agricoles, une diminution considérable du revenu *total de la classe* des ouvriers ruraux, dérivant de l'épargne du travail humain et de la dépopulation des campagnes. L'étude directe de l'évolution industrielle, là où elle nous a été rendue accessible, ne nous a permis de dégager qu'une

Digitized by Google

seule loi : depuis soixante ans, dans l'industrie houillère, les salaires, les profits, suivent dans leurs fluctuations les fluctuations des prix des produits. La statistique belge ne nous a fourni que des données partielles (1); c'est en nous adressant à la statistique comparée que nous avons repris le problème. Nous nous sommes éclairé de travaux précieux sur la baisse du taux de l'intérêt; malgré cette baisse de l'intérêt, il était encore possible que la part des travailleurs salariés, dans l'ensemble du revenu national, tout en augmentant d'une manière absolue avec la productivité du travail même, n'augmentât pas *relativement* à la part des entrepreneurs-capitalistes-propriétaires, ne conservât pas le *même rapport proportionnel* avec la masse à partager. C'était le tourment de la pensée de Rodbertus de croire que les lois combinées de l'économie des forces et de la population humaine faisaient fatalement graviter la rémunération du travail vers le salaire nécessaire, le salaire d'airain, et c'est de ces lois qu'il déduisait la tendance constante à l'abaissement de la part *relative* du travail. Rodbertus n'avait pas observé que les travailleurs salariés peuvent, par leurs efforts collectifs, conjurer les effets de la loi d'airain du salaire; les historiens des *Trade Unions* devaient, en effet, comme Burnett, par exemple, montrer que sous leur influence les salaires ont pu augmenter de 50 p. c. en moins d'un demi siècle. Mais, même avec ce correctif puissant, qui arrache le travail à un fatalisme terrible, l'observation directe des faits ne permet pas de se rejeter dans l'optimisme après avoir échappé au pessimisme absolu de Rodbertus; car, si nous n'avons trouvé aucun exemple d'une diminution continue, nous n'avons non plus trouvé aucun exemple d'une augmentation con-

(1) Je renvoie à mon livre sur l'*Impôt*, pp. 40 et 41, pour la progression des valeurs successorales. Je l'évalue à 260 p. c. de 1831 à 1884. L'indice n'a pas une rigueur suffisante pour être placé à côté des données de Giffen; de 1830 à 1880 le salaire agricole s'est élevé de 122 p. c. (p. 113), il faudrait pouvoir établir le rapport de la masse des salaires industriels et agricoles à la masse successorale.

Digitized by Google

tinue de la *part relative* du travail dans le revenu de la nation; l'Angleterre elle-même semble témoigner d'un fléchissement de cette part relative, dans la dernière période. Malgré les progrès généraux que j'ai recueillis moi-même, nulle part la puissance régulatrice de l'association ouvrière n'a une suffisante extension, et l'histoire révèle encore un écart persistant entre le salaire réel du plus grand nombre et le salaire naturel ou normal aujourd'hui déterminable. Les limites qui pourraient être normalement atteintes dans la consommation des richesses par la classe des travailleurs seraient certes reculées, si la *part relative* du travail dans le produit croissait régulièrement avec sa productivité, ou peut-être même si elle conservait avec celle-ci, selon le vœu de Rodbertus, un *rapport constant*. C'est donc là encore un problème capital à résoudre.

III. — *Consensus progressif des fonctions et des organes*. — Ramenée en grande partie à des causes générales, la dépression économique est désormais inséparable du problème social, et celui-ci nous apparaît comme la recherche d'un *consensus* de plus en plus parfait des fonctions et des organes, à la fois dans l'économie nationale et l'économie mondiale. Nous avons fortifié la double conception qui doit, d'après moi, guider tout effort pour la résoudre et que je place au fondement du socialisme scientifique : la conception réaliste, positive des lois des phénomènes économiques et sociaux, la conception organique de la société même.

Par l'opération des lois qui dérivent de la nature humaine et de celle du milieu extérieur, facteurs irréductibles des phénomènes sociaux, les activités économiques réalisent spontanément, indépendamment de toute intervention régulatrice, une certaine coordination des fonctions sociales, sans laquelle toute conservation, tout développement de la société seraient impossibles. Les maîtres de la science qui, en la constituant, ont les

Digitized by Google

premiers mis ce grand phénomène en lumière, admettaient que des conditions de liberté illimitée suffisaient à la réalisation d'un ordre, d'un *consensus* absolu et immuable, *l'ordre naturel des sociétés*, *l'archétype* des gouvernements, selon l'expression de l'immortel Quesnay. Les *lois naturelles* des phénomènes sociaux, expression des tendances invariables et constantes de la nature humaine et du monde physique, sont devenues à leurs yeux les artisans de cet ordre social, soustrait à l'arbitraire des gouvernements, et placé au-dessus des institutions historiques contingentes. Toutes les lois dont l'école classique a successivement enrichi la science, ont été conçues avec le même caractère de constance et d'uniformité dans le temps et l'espace; les lois secondaires, dérivées de la combinaison des lois naturelles les plus générales ont elles-mêmes affecté cette constance et cette uniformité, telle la loi d'airain du salaire. L'étude directe des faits les ramène à n'être que l'expression hypothétique de tendances générales soumises à des causes multiples de perturbation dans le temps et l'espace : dans ces études, le développement historique, et l'extension de l'économie mondiale sont les modificateurs dont nous avons observé l'opération.

Adam Smith nous avait dit que le producteur individuel, poursuivant son intérêt, concourt même inconsciemment à la réalisation de l'harmonie générale des intérêts.

A quel degré cette tendance abstraite de l'individualisme peut effectivement s'éloigner de la direction idéale vers l'harmonie, nous l'avons constaté dans les phénomènes de surproduction : soit que, engagés dans l'économie internationale, les producteurs aient manqué de lumières sur leur intérêt, ou sur les rapports de leur intérêt avec l'intérêt général, soit qu'ils n'aient pu ou n'aient point voulu le poursuivre dans la direction de l'intérêt général, il est certain que l'équilibre de la production et de la consommation n'est pas résulté du jeu spontané des activités écono-

Digitized by Google

miques, et la constitution des syndicats capitalistes dans un ensemble de grandes industries est une sorte d'abdication du principe individualiste absolu.

A son tour, l'égoïsme collectif des syndicats ne peut être l'agent efficace de l'ordre social, car il attend lui-même d'être contenu, pondéré.

L'intérêt individuel suit la ligne de la plus faible résistance et tend à faire acquérir le plus de richesse possible avec la même dépense d'énergie, avec les mêmes applications de capital et de travail. La transformation graduelle des moyens de transport, la substitution de la marine marchande à vapeur à la marine à voiles, l'abaissement du coût de transport, ne sont par exemple, que des expressions de cette tendance; semblablement, c'est de là aussi que Ricardo avait déduit la loi d'occupation des terres, dans l'ordre de leur fertilité décroissante; or, ici même, le développement de l'économie internationale sous l'influence de la réduction du coût de transport, en livrant les cultures de l'ancien monde à la concurrence des terres fertiles du nouveau, est venu renverser la loi que Ricardo avait déduite de la psychologie économique. Non seulement l'influence de cette concurrence a retenti sur la rente foncière, en l'abaissant, mais elle a retenti encore sur le principe de la population formulé par Malthus : car le principe de la population, à son tour, n'est autre chose que le concours de deux lois déduites, elles aussi, de faits généraux empruntés à la nature humaine et au milieu physique : l'une, selon laquelle la population humaine se multiplie en obéissant à une tendance constante et uniforme, l'autre, selon laquelle la productivité du sol répond avec une parcimonie croissante aux efforts croissants de l'homme pour multiplier la subsistance. La manifestation de cette loi de productivité décroissante de l'agent naturel a été réellement suspendue sous l'influence des modificateurs puissants que le milieu économique a successivement

Digitized by Google

présentés; et dans le même temps, nous l'avons vu, la tendance à la reproduction de l'espèce était elle-même affectée par le facteur psychologique peu à peu modifié, et les progrès de l'individuation dans la classe ouvrière refoulaient ceux de la population.

Telle est la complexité des phénomènes dans laquelle les lois de la science classique viennent perdre une à une leur caractère inflexible, immuable, absolu.

Cependant le modificateur historique s'est manifesté sous des formes plus graves encore que le modificateur mésologique. Ce ne sont pas, en effet, les individualités abstraites d'Adam Smith qui poursuivent sous nos yeux leur intérêt, ce sont des individualités concrètes, placées dans des conditions sociales telles que la propriété du sol et des instruments de travail, la direction des entreprises, le travail opératif proprement dit se rattachent à des personnes distinctes, à des classes d'hommes inégalement éclairés sur leurs intérêts, ayant des pouvoirs profondément inégaux de les poursuivre, et que leurs degrés différents de culture morale entraînent dans des directions plus ou moins rapprochées de l'intérêt commun. Dans les phénomènes d'adaptation des différents intérêts à la baisse des prix, nous avons constaté des phénomènes extrêmement complexes, témoignant de la différence profonde entre les organismes individuels et les organismes sociaux; car il faut ici, non seulement des adaptations biologiques, mais encore psychologiques, aux changements de milieu; il faut, dans la classe des entrepreneurs capitalistes, dans celles des travailleurs ou des propriétaires, des actes réfléchis et volontaires, individuels et collectifs en grand nombre, pour que des changements corrélatifs se réalisent, et se réalisent avec le moins de secousses possible, et dans la direction la plus rapprochée de l'intérêt général.

Les résistances plus ou moins prolongées des propriétaires du sol à la baisse des fermages, les réactions

Digitized by Google

protectionnistes pour en conjurer les effets, témoignent de l'altération que la loi d'Adam Smith peut subir dans un état social donné, où se heurtent, avec des distinctions de classes, des égoïsmes collectifs.

La loi d'économie des forces, aspect particulier de la loi psychologique de Smith, se traduit par la tendance à réduire le coût de production en épargnant le travail humain, à l'aide de machines ou de procédés techniques; mais, se manifestant dans un état de séparation du capital et du travail, avec une intensité d'autant plus grande que la lutte entre les nations est devenue plus vive elle-même, elle entraîne avec elle le problème de la surpopulation relative, aspect historique redoutable éclairé par Sismondi et Marx, de cette rupture d'équilibre que Malthus faisait dériver de la nature invariable des choses et des hommes. Le sinistre retour des grèves est un autre témoignage de la distance considérable qui sépare la société abstraite de la société concrète : non seulement nous les avons vues d'autant plus nombreuses que les changements dans les rapports économiques étaient plus profonds et plus brusques, et que les travailleurs étaient plus mal organisés et moins éclairés, mais l'intérêt social exige quelque chose de plus que l'intérêt personnel éclairé, il exige une renonciation commune à ces procédés de guerre, à cette *ultima ratio* de la grève; or, la convergence préalable, effective et voulue des intérêts opposés qui s'exprime par la constitution du conseil de conciliation, a rencontré jusqu'ici un obstacle invincible à sa généralisation, dans la forme historique la plus hautaine de l'individualisme, l'esprit autoritaire des classes dirigeantes; enfin, les diagrammes relatifs à la participation aux bénéfices et à la coopération, montrent avec quelle lenteur et quelle instabilité se réalisent aujourd'hui les formes supérieures de l'union du capital et du travail (1).

(1) Voir planches XXXVI et XXXVII.

Digitized by Google

C'est ainsi que l'évolution de la pensée scientifique obéit à l'évolution des faits. C'est ainsi que le pouvoir de modifier les faits sociaux et la nécessité d'exercer cette action régulatrice apparaissent dans l'étude plus précise des lois économiques et de leurs effets. L'individu, poursuivant son intérêt, *comme fin directe et immédiate* et réalisant même sans le vouloir ni le savoir, le *consensus*, l'ordre social, telle est l'hypothèse directrice des maîtres de la science; la société, prenant comme être collectif conscience d'elle-même et de ses lois, et poursuivant *directement comme fin* l'harmonie de ses fonctions et de ses organes, en s'appuyant sur les lois mêmes qui régissent sa conservation et son développement, telle est l'idée directrice nouvelle qui se dégage des résultats de l'expérience sociale au XIXe siècle. Y a-t-il une opposition absolue entre ces deux conceptions de la genèse et de la réalisation de l'ordre?

A l'exercice d'un *droit individuel* absolu faut-il que succède avec la constitution d'un *droit collectif* absolu la subordination exclusive de l'individu aux fonctions de l'être collectif? Après n'avoir poursuivi directement qu'une *fin personnelle*, n'aura-t-il à poursuivre directement qu'une *fin sociale?* Est-ce là l'antinomie qui, sous des formes diverses : égoïsme et altruisme, individualisme et collectivisme, liberté, autorité, droit impératif et droit contractuel, divisera la pensée humaine? et les déchirements de la philosophie sociale vont-ils rayonner dans le drame de l'histoire comme les combats des Dieux?

Il me reste à démontrer dans la suite de ces recherches, qu'il n'y a pas et ne peut y avoir d'opposition irréductible entre les fins que se propose l'individu, et celles que se propose directement la société. J'ai essayé de prouver ailleurs qu'un Droit public nouveau, instituant une représentation organique des intérêts, non seulement permettra, plus que tout autre système politique, de faire une réalité de la conscience et de la volonté collectives, mais

Digitized by Google

harmonisera mieux dans l'individu le droit et la fonction politiques. Il en sera ainsi pour le Droit économique nouveau, national et international, qui s'élabore, et qui, empreint de solidarité, est destiné à mettre graduellement un terme à la dissociation du travail, du capital, de la propriété, et à nous élever vers l'égalité des conditions. Un Droit économique plus large est appelé à faire concourir l'action individuelle, celle des organes collectifs des fonctions sociales, celle de la société elle-même dans son ensemble, à la réalisation de ce que les grands physiocrates appelaient l'*ordre naturel* et qui devient désormais un *ordre historique* indéfiniment perfectible sur la ligne du temps.

La question de la propriété, par exemple, n'aura d'autres solutions rationnelles que des solutions synthétiques; elle est à la fois *droit* individuel et *fonction* sociale, et son caractère fonctionnel, tantôt rejeté au second plan, tantôt même méconnu, doit se dégager nettement et se combiner harmoniquement avec le caractère juridique privé dans des formes de droit supérieures.

Le progrès du sentiment de la solidarité rendra de plus en plus inséparables dans la conscience individuelle le droit et la fonction sociale; et dans la conscience collective, s'affermira de plus en plus l'idée que les seules institutions qui puissent donner des garanties durables au *consensus social*, sont aussi celles qui dégageront le mieux chez les individus, les énergies morales et prépareront le moment décisif de leur convergence spontanée. Il appartient aux sociétés humaines, s'appuyant sur la science du passé, d'exercer sur leur évolution une action régulatrice profonde qui résolve le problème de nos contradictions; et la forme supérieure de la justice, à laquelle doit aboutir la douloureuse élaboration du siècle, embrassera, dans une unité puissante, le *consensus social* le plus parfait qui soit accessible et la plus haute expression de la dignité humaine.

Digitized by Google

ANNEXE A L

PROGRÈS DES SO

	1857	
	Nombre de Sociétés	Capital en milliers de francs
1. Sociétés de charbonnages	33	100,000
2. Sociétés métallurgiques, y compris celles qui exploitent en même temps des charbonnages	33	160,000
3. Brasseries	"	"
4. Distillerie d'alcool	"	"
5. Carrières	"	"
6. Mines et autres	"	"
7. Gaz d'éclairage	2	550
8. Imprimerie et publicité	"	"
9. Industries linières, lainières et cotonnières	7	17,100
10. Id. métallurgiques et sidérurgiques	"	"
11. Matériaux artificiels et produits céramiques	1	750
12. Meunerie	2	1,100
13. Papeterie	2	1,600
14. Produits chimiques	"	"
15. Sucrerie	"	"
16. Tannerie et corroirie	"	"
17. Verrerie et glacerie	4	16,900
18. Non dénommées	"	"

Digitized by Google

IIIe LEÇON

TÉS ANONYMES

1878 (Loi de 1873)		1892		
Nombre de Sociétés	Capital en milliers de francs	Nombre de Sociétés	Capital en milliers de francs	Observations
25	64,324	84	231,167	
37	37,535	120	220,350 (1)	(1) N°s 6 et 10 réunis
3	850	19	5,920	
»	»	6	17,740	
9	5,670	32	32,376	
4	2,910	20	55,964	
3	3,670	13	37,518	
»	»	26	17,149	
5	16,372	36	62,433	
33	34,625	100	164,386	
2	1,430	19	13,308	
»	»	9	7,131	
»	»	7	12,068	
3	2,809	26	22,674	
8	3,438	25	15,926	
»	»	4	4,510	
5	4,326	29	37,147	
12	8,452	80	61,451	

Digitized by Google

ADDENDA ET ERRATA

(Page 263 et page 359).

Page 359, le tableau doit être rectifié en prenant pour 1846 et 1880 les données des recensements industriels, et pour 1890 celle du corps des mines. La loi reste d'ailleurs la même.

Années	Force des machines	Leur progrès p. c.	Leur part dans le travail
1846	37,007 ch. v.	100	19 p. c.
1880	209,366 »	560	53 »
1890	380,988 »	1,030	66 »

Le cheval vapeur est évalué à 8 hommes de peine. Dans les calculs de la page 263 on l'a évalué pour les besoins de la comparaison à 21 hommes de peine. Le tableau de la page 359 s'applique aux ouvriers industriels et agricoles réunis.

Digitized by Google

COMPLÉMENT DU TABLEAU DES INDEX NUMBERS (Page 23)

EXPORTATIONS	UNITÉS prises pour bases	1891	1892	1893
Acier en barres, feuilles et fils	100 kilog.	20	17	15
Espèce bovine.	Tête	256	260	230
Beurre frais et salé . . .	100 kilog.	245	260	260
Bougies et chandelles . .	Id.	120	115	120
Charbons { Houille. . .	Tonne	17.3	15.5	15
Charbons { Coke . . .	Id.	21.3	17.5	17.1
Fer battu, étiré ou laminé.	100 kilog.	13	12	12
Fils de laine	Id.	400	400	375
Fils de lin, chanvre et jute	Id.	350	250	280
Matières textiles brutes (lin)	Id.	130	130	145
Graines oléagineuses . .	Hectolitre	30	27	28
Froment.	100 kilog.	22	17	15
Seigle.	Id.	20	16	13
Orge	Id.	18	16	15
Avoine, maïs et sarrasin .	Id.	16	15	15
Graisses	Id.	70	70	65
Huiles (autres qu'alimentaires)	Id.	62	62	64
Machines en fer ou en acier	Id.	150	150	125
Papier	Id.	60	50	50
Peaux brutes (sèches) . .	Id.	112	110	100
Pierres sciées	Id.	2.5	3.4	3.4
Sucres bruts	Id.	33	34	36
Tissus de coton	Id.	425	425	380
» de laine (draps) . .	Id.	950	950	950
» de lin et jute. . .	Id.	400	400	400
Verres de vitrage	Id.	18	18	15
Viandes	Id.	200	180	180
Zinc non ouvré	Id.	57	52	43
		4333.1	4072.4	3966.5

Digitized by Google

NOMBRES INDICATEURS BELGES (INDEX NUMBERS)

Prix d'exportations. — 28 articles

Moyenne de 1867-1877 = 100 : 6183. — Totaux des 28 articles.

1850	94.4	1872	109
1851	90.6	1873	108.6
1852	92.6	1874	108.3
1853	93.4	1875	113.4
1854	96.3	1876	108.3
1855	99.3	1877	103
1856	104.5	1878	98.4
1857	107.8	1879	95.8
1858	106.7	1880	100.1
1859	111.4	1881	97.8
1860	103.6	1882	85
1861	98.8	1883	85.7
1862	99.9	1884	82.8
1863	104.2	1885	79.1
1864	116.6	1886	77.8
1865	106.9	1887	76.2
1866	106.9	1888	75.6
1867	93.1	1889	70.7
1868	95.8	1890	69.9
1869	91.6	1891	70
1870	91.8	1892	65.8
1871	98.8	1893	64

Ce tableau complète celui qui figure page 32. Nous avons réuni ici les prix de 28 articles, les plus importants du commerce d'exportation. Le tableau de la page 32 n'en comprend que 22. La tendance des phénomènes est d'ailleurs la même.

Page 17, ligne 31, au lieu de *aussi*, lire *ainsi*.
" 122, " 5, " de *milliers*, lire *millions*.
" 138, " 21, " de *qui*, lire *que*.
" 181, " 14, " de *fiscal*, lire *final*.
" 188, " 9, " de *74 p. c.*, lire *0.74 p. c.*

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

PRÉFACE V

PREMIÈRE LEÇON. — *Phénomènes de distribution des richesses.*

Caractères généraux de la dépression 1

Phénomène fondamental. — La baisse des prix. . . 9

Premier aspect dynamique du commerce international. — Des variations des importations et des exportations. — Les valeurs. 14

Second aspect dynamique. — Des variations des importations et des exportations. — Les quantités 16

Annexes à la 1re leçon. — Histoire des prix en Belgique. 19

DEUXIÈME LEÇON. — *Phénomènes des distributions des richesses.* (Suite). 35

Premier aspect statique du commerce international. — La balance du commerce 36

Second aspect statique du commerce international. — Les quantités échangées 38

Troisième aspect statique du commerce international. — Variations particulières des prix. . . . 43

Influence générale sur l'économie nationale 50

TROISIÈME LEÇON. — *Phénomènes de répartition des richesses.* 59

Influence de la crise sur les profits industriels . . . 60

Réaction sur les travailleurs. — Le chômage . . . 63

Id. id. — La baisse des salaires 66

Les fluctuations des prix et les grèves. — Salaires et heures de travail 70

Les parts relatives du travail et du capital dans l'industrie houillère 77

Annexes à la 3e leçon. — Variations des prix et des salaires dans l'industrie houillère 93

Mines de houille de Liège. — Salaire et profit par travailleur moyen 97

Digitized by Google

QUATRIÈME LEÇON. — *Les phénomènes de répartition et de consommation*. 100
Influence sur les profits, la rente et le salaire agricoles 101
Les prix agricoles, la rente, le profit et le salaire. — Aspect dynamique. 109
La rente, le profit, le salaire agricole et les prix. — Aspect statico-dynamique. 114
Mouvement des prix, des salaires et de la rente dans l'ensemble du pays 116
Réaction sur l'intérêt des capitaux 117
Les phénomènes de consommation 118
Variations du salaire réel 122
Le salaire réel et le salaire naturel 127
Les variations du salaire réel 129
Les prix de détail et le salaire réel 132
Les relations du travail agricole et de la propriété . 136
CINQUIÈME LEÇON. — *Les phénomènes de consommation et les phénomènes moraux. — La population.*
La consommation et la force de travail 141
Les phénomèmes moraux. — La matrimonialité et la natalité 148
Rapport entre les variations des prix en Belgique et la matrimonialité. 151
Le mouvement de la population et la loi d'airain du salaire 151
Premier appendice à la 5e leçon :
Lois statiques des budgets ouvriers et du salaire réel 159
Deuxième appendice :
La criminalité et la crise actuelle 164
SIXIÈME LEÇON. — *Les causes de la dépression. — Valeur de la monnaie.*
Classification fondamentale des causes possibles . . 169
L'influence monétaire 179
Les témoignages de l'histoire 182
SEPTIÈME LEÇON. — *Les causes de la dépression. — Valeur de la monnaie.*
Influence de la monnaie dans la dépression actuelle . 191
Changements dans l'offre 191
Changements dans la demande 200
Réaction sur les prix 208
HUITIÈME LEÇON. — *Les causes de la dépression. — Valeur de la monnaie.*
Influence monétaire en général 214
Influence du système monétaire sur les prix . . . 219
L'histoire monétaire de la Belgique et la loi de Gresham 225

Digitized by Google

NEUVIÈME LEÇON. — *Causes de la dépression indépendantes de la monnaie. — Valeur normale des produits.* 234
Variations dans la valeur normale. Le coût de transport 237
Le coût de transport et les coûts de production comparés du blé. 245
Réaction de la baisse du coût de transport sur la rente foncière 251
DIXIÈME LEÇON. — *Les causes de la dépression. — Valeur normale.*
Le coût de transport, le coût de production et les lois de l'évolution économique 254
Conception synthétique nécessaire de l'explication de la crise 257
Le coût de production et les machines en général . . 260
Influence spéciale des machines 265
Influence spéciale des machines et des procédés industriels en Belgique. 267
Le coût de la production, la productivité et la durée comparée du travail 273
ONZIÈME LEÇON. — *Les causes qui ont affecté la valeur courante des produits et la statique économique.* 287
La surproduction. — Une leçon de l'histoire. . . . 293
La surproduction après 1870. — Le fer, l'acier, la houille, le zinc. 295
Réaction des syndicats et leur influence sur les prix . 301
Le commerce extérieur et l'unité mondiale 304
Réaction protectionniste, contractions et fluctuations de la consommation 308
Annexes à la 11e leçon. 319
DOUZIÈME LEÇON. — *Les causes qui ont affecté la valeur courante.*
La réaction protectionniste en Belgique et l'histoire des prix des produits animaux 324
Le commerce intérieur et l'équilibre de la production et de la consommation. — Morphologie de l'appareil producteur. — La population agricole industrielle. 327
L'équilibre de la production et de la consommation et le commerce intérieur. — Le produit brut agricole, les prix et les variations de la valeur d'échange 331
Les produits animaux et végétaux et l'équilibre de la production et de la consommation 334

Digitized by Google

Répartition des pertes entre les régions et les revenus 338
Morphologie de l'appareil producteur. — La classe ouvrière et la surpopulation absolue et relative . 340
La loi historique de répartition du revenu 350
Déplacements de revenus. — Données empiriques. Salaires agricoles 351
La baisse de l'intérêt et la population ouvrière . . . 356
Les tendances observées dans la répartition générale 359
Changements dans la direction de la consommation. 361
Annexe à 12e leçon 366
TREIZIÈME LEÇON. — *Resumé. — Considérations finales* . . . 377
Annexe à la 13e leçon 406
Addenda et errata 408

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY OVERDUE.

MAR 9 1933

6Jan'59PTS
REC'D LD

JAN 8 1959

16Jul'59PW

REC'D LD

JUL 8 1959

REC. CIR. JAN 2 9 1979

LD 21-50m-1,'33

Digitized by Google

YD 20521

355560

HB 3711
D4

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY